

M. Forlani est chargé de constituer le gouvernement italien

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Arabie Saoudite, 2,30 F; Belgique, 2,20 F; Brésil, 1,40 F; Canada, 1,10 F; Côte d'Ivoire, 2,50 F; Danemark, 1,10 F; Espagne, 1,10 F; États-Unis, 2,50 F; France, 2,50 F; Grèce, 1,10 F; Inde, 1,10 F; Iran, 1,10 F; Italie, 1,10 F; Japon, 1,10 F; Liban, 1,10 F; Libye, 1,10 F; Maroc, 1,10 F; Mexique, 1,10 F; Norvège, 1,10 F; Pays-Bas, 1,10 F; Portugal, 1,10 F; Royaume-Uni, 1,10 F; Sénégal, 1,10 F; Suisse, 1,10 F; Tunisie, 1,10 F; Yougoslavie, 1,10 F.

Tarif des abonnements page 23

RUE DES ITALIENS
75177 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Tél. Paris 2 69 672
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Houphouët-Boigny et sa succession

Le septième congrès du parti démocratique de Côte d'Ivoire (P.D.C.I.) a terminé mercredi ses travaux sans adopter aucune décision spectaculaire. Préoccupés par une longue préparation psychologique, ces assemblés, que la presse ivoirienne avait annoncés comme le « congrès du changement », ont abouti à des conclusions qui laissent un certain sentiment de frustration.

Pourtant, le pré-congrès, tenu le 26 octobre à Yamoussoukro, village natal du président Félix Houphouët-Boigny, et le renouvellement en juillet de cent quatre-vingt-dix sous-sections que compte le parti, la révision de la Constitution en août, avaient non seulement laissé espérer d'importantes modifications dans les structures du parti, mais également incité à croire que la succession du président allait retenir l'attention des congressistes : 65 % des secrétaires généraux ont été remplacés par de nouveaux élus en juillet. Mais c'est moins un processus de renouvellement des cadres qu'une mise à l'écart des éléments les plus anciens ou les moins compétents : le nombre des membres du bureau politique a été ramené de soixante-dix à trente-deux ; celui des membres du comité directeur a été diminué de moitié, passant de deux cent à cent.

Comme prévu, l'éviction de M. Philippe Yacé, longtemps considéré comme le « dauphin » officiellement désigné, a été officiellement confirmée, le poste de secrétaire général qui était le sien ayant été purement et simplement supprimé. Par égard aux états de service passés de ce proche collaborateur du président Houphouët-Boigny, M. Yacé a été reconduit en seconde position dans ses fonctions de membre du bureau politique. Mais, en nommant un comité exécutif de huit membres, en principe chargé de l'assistance dans sa tâche, le président Houphouët-Boigny gagne du temps et a purement et simplement différé l'épineux problème de sa succession. C'est après sa mort que ceux qui ne survivront régleront cette question, a-t-il d'ailleurs déclaré lui-même lors de la conférence de presse qui a clos le congrès. Contrairement au président Léopold Sédar Senghor, chef de l'État du Sénégal, ou au président Habib Bourguiba, chef de l'État tunisien, pourtant moins âgés que lui, le président de la République ivoirienne préfère renoncer à faire un choix parmi les nombreux candidats potentiels à la magistrature suprême.

A ce jeu, il n'est guère aisé de deviner quels sont actuellement les hommes qui montent au sein d'un parti plus que jamais placé sous l'autorité exclusive du vieux leader. Néanmoins, on peut citer les noms de MM. Camille Aïali et Jean Bony, tous deux membres du nouveau comité exécutif, anciens compagnons de route du chef de l'État, restés depuis plus de quinze années à l'arrière-plan de la scène. En revanche, nul ne parle ni de M. Konan Bédié, qui occupe l'important poste de ministre de l'économie et des finances de 1966 à 1977, ni de M. Mahi Bidi, ministre des forces armées depuis dix-sept ans.

Deux questions, directement liées l'une à l'autre et dont la seule évocation irrite les responsables politiques ivoiriens, sont revenues au premier plan de l'actualité : l'affaire Bokassa et les relations franco-ivoiriennes. Au sujet de la première, le président ivoirien a employé les expressions « bonne électoral » et « politique de pouille ». En ce qui concerne la seconde, il a été très réticent, affirmant : « Nous n'avons pas d'amitié de revanche ». Mais, sur ces deux points, il est clair que les dissensions d'envoyés spéciaux de la presse internationale et une bonne partie des centaines d'invités du gouvernement ivoirien attendaient des informations à la fois plus complètes et plus précises.

L'offre irakienne de trêve est rejetée par l'Iran

Téhéran annonce une « contre-attaque généralisée »

L'offensive irakienne piétine en Iran, où de furieux combats se déroulent, selon notre envoyé spécial Erle Rouleau, dans le « triangle pétrolier » dont les forces de Téhéran contrôlent toujours les principales villes, notamment Khorramshahr, envenimé de violents affrontements. Selon des experts pétroliers de Londres cités par l'A.F.P., les dégâts subis par la raffinerie d'Abadan sont limités, mais les installations irakiennes ont été très sérieusement endommagées.

L'attaque aérienne menée contre le centre nucléaire irakien de Tammuz, que Téhéran assure n'avoir pas ordonnée à son armée, suscite en Israël — où la presse et les autorités ont été curieusement au fait de son déroulement — des rumeurs sur la nationalité des avions engagés. Des Phantom équipent en effet aussi bien les forces irakiennes que celles de Jérusalem.

A l'ONU, Téhéran a rejeté tout compromis tant que « l'agression contre son territoire se poursuivra », tandis que Bagdad proposait un arrêt conditionnel des combats du 5 au 8 octobre. Le président du Parlement irakien a annoncé, ce jeudi, une « contre-attaque généralisée ».

Les risques de l'enlèvement

par MICHEL TATU

Les communiqués de guerre sur l'avancée des troupes autour de la raffinerie d'Abadan en flammes alternent avec les déclarations apaisantes des responsables occidentaux : les réserves sont pleines, la situation n'est pas alarmante « pour le moment », etc. Ce dernier refrain est familier, et il est vrai qu'on peut toujours se rassurer à l'idée que les choses pourraient être pires. Mais l'on se demande à l'optimisme de commande n'a pas atteint cette fois ses limites. Le premier bilan est, en effet, plus inquiétant qu'il ne paraît : à l'origine, malgré quelques signes positifs ici ou là.

Sur le terrain, on s'orientait apparemment vers une guerre assez longue, sans issue facile à définir. L'Irak s'est fixé soixante-dix buts de guerre limités : s'agit-il pour lui, comme l'a rappelé encore samedi son ministre des affaires étrangères, de récupérer quelques centaines de kilomètres carrés dans la partie médiane de la frontière, de rétablir son contrôle sur l'ensemble du Chah-el-Arab et d'amener l'Iran à « ne pas intervenir dans les affaires intérieures irakiennes » ? Déjà le catalogue signifie l'annulation de l'accord d'Algier de 1975 : un geste que bien peu de gouvernements consentiraient, même après une défaite, et encore moins le gouvernement « irrational » de Téhéran.

Mais voici que M. Saddam Hussein lui-même, dans un discours public, demande en plus « la fin de l'occupation illégale » des trois îles saïs par le chah en 1971, à proximité du détroit d'Ormuz, et exige encore de l'Iran qu'il cesse ses ingérences non seulement en Irak mais « dans les autres pays de la région ». Par-delà cette ambition non proclamée d'être sinon

« Les prochaines années seront plus dures que les dernières » prévoit le VIII^e Plan

M. Raymond Barre a présenté, jeudi 2 octobre, le projet de VIII^e Plan (1981-1985) en rappelant qu'il serait soumis au Parlement « selon un calendrier normal ». Le projet de VIII^e Plan témoigne d'une double volonté : à court terme, le premier ministre assure l'avenir de la planification en l'adaptant aux nouvelles conditions du monde et à l'évolution de notre société ; proposer aux Français un projet moderne et ambitieux, un projet qui repose sur le travail de tous, qui libère les forces de productivité du pays et qui associe chacun à sa réalisation. A l'intention de ceux qui s'étonneront de ne pas voir l'emploi figurer en tête des priorités, M. Raymond Barre a répondu par avance que « le VIII^e Plan est tout entier un plan pour l'emploi ».

A la demande du président de la République, la recherche a été ajoutée et placée en tête des priorités. Un effort important est prévu en faveur des industries concurrentielles et des technologies d'avenir qui devraient voir leurs investissements atteindre 100 milliards de francs.

Pour la première fois depuis une génération, la plupart des Français pensent que les prochaines années seront plus dures que les dernières. Ils ont raison. C'est sur ce jugement empreint de gravité que s'ouvre le rapport du VIII^e Plan adopté mercredi 1^{er} octobre au conseil des ministres, et qui sera examiné par le Parlement au cours de la prochaine session parlementaire. Après avoir noté que la croissance économique dans le monde « restera modérée au cours des prochaines années », après avoir évoqué certains nationalismes qui rendent l'équilibre de certains pays, le rapport introduit une note d'espoir : « Grâce aux progrès des investissements et de la technologie, il doit être possible d'organiser, d'ici à 1990, le relèvement du pétrole, et donc, au-delà, de sortir de la phase difficile où nous entrons avec le pétrole du VIII^e Plan ».

Pour les experts de la rue de Martignac, rien ne se fera si on ne retient pas comme base d'analyse les quelques évidences qui commandent l'avenir du pays : 1) la France doit assurer son renouvellement démographique, car le temps n'est pas loin où le nombre des naissances sera moindre que celui des décès ; 2) elle doit développer sa capacité scientifique et technologique ; 3) elle doit assurer son indépendance énergétique ; 4) elle doit enfin devenir une société d'innovation sociale.

La stratégie définie par le VIII^e Plan est connue, c'est celle d'une croissance équilibrée pour l'emploi, l'équilibre extérieur étant la pièce maîtresse de cette stratégie.

FRANÇOIS SIMON.

(Lire la suite page 37.)

POINT

La psychiatrie enfin !

Enfin ! Enfin, le ministère de la Santé aura eu le courage de susciter une enquête sur l'état actuel de la psychiatrie française, et d'exprimer clairement ce qui se dit en cercles fermés, depuis des années. L'enquête administrative menée au cours de l'été par les services de M. Jacques Barrot révèle, en effet, l'incohérence dramatique de la doctrine officielle adoptée depuis vingt ans dans ce domaine, au profit de l'absence de politique.

Qu'on en juge : il faudrait supprimer, lit-on dans l'enquête, près de 40 % des lits des hôpitaux psychiatriques ; la coopération entre le service public et le secteur privé est quasi nulle ; les études officielles menées jusqu'à présent sur ces questions sont « fragmentaires » et « incohérentes » ; la sectorisation, dont l'objectif est de diminuer considérablement le nombre des hospitalisations, n'est que très partiellement mise en œuvre ; pour des raisons qui relèvent, entre autres, de l'aberration : « Dans un même secteur, l'équipe médicale s'efforce d'éloigner les malades de l'hôpital alors que les responsables administratifs cherchent à les y maintenir ».

Le plus grave est qu'on peut déduire de ce constat qu'une partie considérable de la population souffre pour le moins d'un traitement défectueux, voire d'un traitement inadapté. L'enquête du ministère ne dégage certes pas les grandes lignes d'une politique de renouveau. Il est trop tôt : une telle prise de conscience, si radicale soit-elle, ne se traduit pas immédiatement dans des directives nouvelles. Elle permet cependant de dégager trois impératifs : que le ministère donne à cette enquête des suites réelles, concrètes, de longue portée ; que les travailleurs de la santé mentale se sentent mobilisés dans l'effort qui est à accomplir ; que la société dans son entier, enfin et surtout, cesse de se sentir déchargée du poids de la folie par des institutions qui est trop facile d'accuser seules ; qu'elle accepte la maladie mentale, qu'elle en respecte les victimes et qu'elle les soigne, ou qu'au moins elle les écoute.

(Lire page 15, l'article de Claire Briesel.)

Entretien avec...

M. Jacques Chirac

« La position de la France s'est dégradée en Afrique »

M. Jacques Chirac quitte Paris, jeudi 2 octobre, pour se rendre à Brazzaville à l'occasion du centenaire de la capitale de l'actuelle République du Congo.

— Quelle signification politique attachez-vous à votre voyage à Brazzaville ?

— D'une part, je me réjouis d'aller dans cette ville qui a été la capitale de la France libre, où le général de Gaulle a prononcé, en 1944, son fameux discours qui a engagé un processus que l'approfondissement de la coopération franco-africaine a pour objet de créer et de renforcer des liens entre les différentes grandes villes francophones, dont Brazzaville.

— Vous évoquez l'action du général de Gaulle. Quel est aujourd'hui, en 1980, le projet africain des gaullistes ?

— Selon les gaullistes, la

France doit avoir dans le monde une position éminente, telle que l'exigent à la fois son histoire et sa conception de l'homme et de la nation. Cela implique une présence et une politique dans toutes les parties du monde, qu'il s'agisse du monde arabe, de l'Amérique latine — d'où nous sommes bel et bien absents — et aussi, et en priorité, de l'Afrique, en raison de nos intérêts et de notre tradition. Cette politique doit être à la fois plus ferme, plus nette, plus solidaire là où elle s'exerce déjà, et elle doit être plus globale, c'est-à-dire intéresser également les parties de l'Afrique, comme l'Afrique australe, qui jusqu'ici ont été considérées comme une chasse gardée anglo-américaine.

— Avons-nous réellement les moyens de faire une politique africaine continentale ? Et ne faut-il pas néanmoins privilégier nos relations avec nos partenaires de l'ancienne Afrique française ?

— Il n'y a pas contradiction. Nous devons renforcer sensiblement nos liens de coopération

avec nos partenaires traditionnels. Cela implique un effort plus important de coopération bilatérale et la mise en œuvre d'une aide que l'on appelle une Grande Alliance pour le Développement, qui s'inspire des principes du plan Marshall. Mais la France ne peut pas ignorer le reste du continent africain. Là aussi, elle a des raisons et elle peut mettre en œuvre des moyens.

Propos recueillis par PHILIPPE DECAENE et ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 12.)

UNE PHILOSOPHIE MÉCONNUE EN FRANCE

L'empirisme anglo-saxon

Longtemps, les Français ne se sont intéressés qu'à la philosophie française. La rareté des traductions, l'indifférence aux longues étrangères et un brin de chauvinisme concouraient à produire cet état d'ignorance. Encore certains pays étaient-ils relativement privilégiés : la philosophie allemande, par exemple, constituant un ensemble de références importantes, de Kant à Marx et Heidegger. La pensée anglo-saxonne, en revanche, restait « terra incognita ».

Aujourd'hui, les choses sont en train de changer. Timidement, sans doute, mais de manière significative. Il est encore trop tôt pour parler d'une « nouvelle mode » ; pourtant, un engouement se dessine. Parmi les signes de cet engouement, figure d'abord la multiplication des traductions et des études, comme en témoignent deux livres récents de Pierre Jacob sur « l'empirisme logique », un numéro spécial de la revue « Cri-

tique » consacré à la philosophie analytique ainsi qu'une traduction de l'ouvrage fondamental d'un « contestataire de l'intérieur » Paul Feyerabend. En même temps ces travaux nous fournissent l'occasion de mieux connaître les origines complexes et partiellement « continentes » des courants anglo-saxons : le cercle de Vienne d'abord, l'œuvre de Wittgenstein ensuite, qu'on peut lire maintenant en français. Wittgenstein, qui était autrichien, n'en est pas moins le père de la « philosophie analytique » chère à l'école de Cambridge. Et c'est sans doute par ce philosophe, l'un des plus grands du vingtième siècle, qu'il convient d'aborder l'étude des pensées angloises et américaines de ces dernières années.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

Voir nos articles, pages 20 et 21, dans le Monde des livres.

un succès confirmé

Jean Bernard
de l'Académie française

Mon beau navire

« Les images d'une vie qui parle à nos mémoires et ricochent sur un passé dont nous savourons la présence. »
JOEL SCHMITT / REFORME

« Ce livre révèle un grand esprit de notre temps. »
GÉRALD HURDIN / LA VIE

Editions Buchet/Chastel
18, rue de Condé, 75006 Paris

AU JOUR LE JOUR

Insultant indice

Puisque la guerre du nouveau a cessé entre l'Angleterre et nous, il conviendrait peut-être de refaire de l'Allemagne (de l'Ouest) notre ennemi héréditaire, car, quand elle obtient une baisse de prix estimée à 0,1 % en septembre, cela rassure à n'y méprendre à une insulte pour nous qui n'avons pas connu un tel phénomène depuis quatorze ans et qui ne récusons même plus d'indices négatifs, mais seulement d'une inflation qui n'excéderait pas 1 % par mois.

MICHEL CASTE.

A Cannes

ÉDECIN EST ÉCROUE MORT D'UNE PATIENTE ES D'UN AVORTEMENT

Le docteur Jacques Barrot, généraliste à Cannes, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

EN BREVE

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

Le docteur Barrot a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir provoqué la mort d'une patiente, Mme Jeanne Charvet, âgée de 72 ans, en lui administrant une dose excessive de morphine.

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

L'impasse diplomatique persiste dans le conflit irako-iranien. L'Irak a officiellement rejeté, mercredi 1^{er} octobre, la demande du Conseil de sécurité des Nations unies d'un arrêt des hostilités. L'Irak s'est aussitôt déclaré prêt à observer un armistice, du 5 au 8 octobre, à condition que l'Irak en fasse autant.

Le gouvernement de Téhéran a assuré, dans un communiqué publié mercredi à propos du détroit d'Ormuz, que « l'Irak n'hésitera devant aucun effort en vue de garder cette voie maritime en pleine activité ».

Le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, a informé, mardi, le gouvernement de Téhéran (et plusieurs autres gouvernements de la région) de l'envoi de quatre « radars volants » américains (AWACS) en Arabie Saoudite. Les deux premiers appareils sont arrivés sur place.

M. Carter, parlant mercredi à Flint (Michigan), a déclaré : « Nous voulons que l'Irak soit un pays en sécurité, nous voulons que son peuple choisisse son gouvernement et, à l'avenir, quand cela sera mutuellement avantageux, nous voulons rétablir des relations normales entre les deux pays ». Le président a également déclaré que, à son avis, la guerre irako-iranienne ne modifierait pas le sort des otages.

● AU CAIRE, le président Sadate a annoncé, mercredi, qu'il allait proposer aux États-Unis de mettre les bases militaires égyptiennes à la disposition des forces américaines pour défendre l'Arabie Saoudite à partir de l'Égypte. Le président égyptien a déclaré : « Si l'Arabie Saoudite a besoin de l'aide américaine et a peur que des Américains s'installent sur son territoire, je propose que tout ce dont elle a

besoin vienne en Égypte et que les Américains la défendent à partir de l'Égypte ».

Par ailleurs, la radio iranienne a très vivement réagi, mercredi, aux déclarations faites par le président Giscard d'Estaing au camp de la 11^e division parachutiste à Caylus (« le Monde » du 30 septembre), sur les missions d'intervention extérieure de cette unité. M. Giscard d'Estaing a « un noir et déshonorant passé en matière de répression des peuples luttant pour leur liberté », a déclaré la radio iranienne.

Sur le plan militaire, M. Sayed Ali Khameni, membre du conseil supérieur de défense de l'Irak, a annoncé l'intention de Téhéran de lancer une contre-attaque générale sur tous les fronts. Cependant, de nombreux observa-

teurs estiment que le conflit risque d'évoluer vers une longue guerre de positions.

L'aviation iranienne a bombardé, mercredi, pendant plusieurs heures, les installations pétrolières de Bassorah et de Oum-Qasr (au sud de l'Irak), et de Kirkouk (au nord), ainsi que les villes de Souleimaniyeh et de Mossoul. Les Irakiens, qui reçoivent, selon le « Wall Street Journal », une importante aide koweïtienne, ont pilonné les dépôts pétroliers d'Ahvaz et détruit un dépôt de munitions à Desfoul.

Enfin, le C.E.A. annonce que seuls une douzaine de volontaires français sont demeurés en Irak pour surveiller le chantier nucléaire. De leur côté, les Yougoslaves ont commencé le rapatriement de leurs techniciens (la communauté yougoslave en Irak s'élève à une vingtaine de milliers de personnes).

TÉHÉRAN : de furieux combats se déroulent dans le « triangle pétrolier »

Téhéran. — Le recul des forces irakiennes sur certains points des fronts sud et ouest se confirme. Sur la frontière occidentale, les localités de Mehran et de Gullandherb ont été reconquises. L'état-major de la défense de Téhéran a déclaré que l'infanterie de l'Irak avait été repoussée à 10 km du sud de la ville. Les combats se poursuivent à l'ouest, dans la région de Khorramchahr, et à l'est, dans la région de Chahmahal. Les forces irakiennes ont lancé de furieux combats se poursuivent à l'ouest, dans la région de Khorramchahr, et à l'est, dans la région de Chahmahal. Les forces irakiennes ont lancé de furieux combats se poursuivent à l'ouest, dans la région de Khorramchahr, et à l'est, dans la région de Chahmahal.

Un journaliste iranien, M. Mousavi, qui a eu le rare privilège de séjourner quelques jours dans la région, est rentré mercredi à Téhéran « excablé par les horreurs du spectacle infernal » dont il a été le témoin. Les trois villes méridionales, rapporte-t-il, subissent jour et nuit un « véritable déluge de bombes et d'obus » que lancent l'aviation et l'artillerie lourde irakiennes. Des « centaines d'habitants » ont été tués, des milliers de blessés, des milliers de maisons détruites, des milliers de personnes déplacées. Les habitants creusent de profondes tranchées qui leur servent d'abris, élèvent de nombreuses baricades pour affronter éventuellement les assaillants. Des comités de quartier, spontanément constitués, tentent d'assurer les premiers soins médicaux, la distribution de vivres, l'organisation de milices armées. Des milliers de personnes sont venues du reste du pays, dont le chahk Hossein, le petit-fils de l'imam Khomeini, — tentant de prendre en main la résistance populaire ; les militants de gauche (moudjahidin, fedayin et les communistes — du Tudeh) font preuve d'un dynamisme particulier, et, selon notre interlocuteur, prédominent dans les comités de quartier.

Un exode vers le Nord

Les agglomérations du sud sont pratiquement défendues par les forces irrégulières, à qui l'on a distribué des armes, et les pasdars (milices islamiques), fermes de terre étant inattaquablement préparées à la tâche. Quelques chars seulement montent la garde devant l'accès d'Abadan, où l'incendie de la raffinerie se poursuit depuis plusieurs jours, et ne cesse de s'étendre. Les assauts répétés des blindés irakiens sont brisés par l'aviation iranienne, qui ne parvient toutefois pas, faute du concours des forces terrestres, à refouler les forces de Bagdad.

Celles-ci assiègent les trois villes à des distances variant de 5 à 20 kilomètres, dans une zone où les forces irakiennes sont très faibles. C'est ainsi que des milliers d'habitants ont réussi à fuir vers le nord. La route conduisant à Téhéran est encombrée de charrettes, de voitures particulières, d'autocars et de camions bondés de réfugiés ; ces derniers subissent de temps à autre le pilonnage de l'aviation irakienne, en particulier à la hauteur de la base de Dezful, laquelle est constamment harcelée.

La nuit de mercredi à jeudi a été calme à Téhéran. L'alerte aérienne

De notre envoyé spécial

N'a pas été donnée, malgré l'annonce par Radio-Bagdad en langue persane que la ville serait bombardée en représailles pour les raids effectués la veille par l'aviation de Téhéran sur la capitale irakienne. Étrange démenti à ce propos de l'état-major général : les Phantom irakiens, selon lui, n'auraient pas lâché de bombes sur le centre de recherche nucléaire à Bagdad. Radio-Téhéran n'a diffusé ni la nouvelle ni le démenti, mais a seulement signalé, ce jeudi matin, sans explication, que les techniciens français avaient quitté le site du centre nucléaire.

Entrave au travail des journalistes

D'une manière générale, certains dirigeants de Téhéran ont le souci de ne pas envenimer les rapports entre l'Irak et les puissances étrangères, de sortir si possible de l'isolement. Ainsi s'expliquerait le communiqué du premier ministre, M. Mohammad Ali Radjavi, annonçant, le mercredi 1^{er} octobre, que le gouvernement se portait garant de la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz (nos dernières éditions du 2 octobre), ainsi que la désignation le même jour du chef de la délégation qui se rendrait à New-York pour « expliquer le point de vue de l'Irak à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale de l'ONU ».

Les dirigeants irakiens ne sont pas cependant unanimes, loin de là, à contester une quelconque importance à l'opinion publique mondiale. Les quelques journalistes admis dans le pays ont fait l'expérience et risquent de faire les frais des sordides manœuvres auxquelles se livrent des clans antagonistes. Malgré des visas délivrés en bonne et due forme, les envoyés spéciaux de la presse internationale se sont heurtés et se heurtent encore à certains obstacles les empêchant d'accomplir leur travail d'une manière satisfaisante. Certains d'entre eux ont dû discuter des heures durant pour obtenir la carte d'accréditation du ministère de l'Information ; malgré des ordres formels de la présidence de la République de faciliter leur tâche, ce même ministère a émis de jour en jour le départ des représentants de la presse pour les lieux des combats. Tel fonctionnaire invoque des raisons de sécurité ; tel autre « l'hostilité systématique » de la presse mondiale à l'égard de la révolution islamique ; tel encore laisse entendre que les journalistes sont des espions en puissance.

« Tout cela est absurde ! », s'exclamaient devant nous un haut responsable. Notre politique est d'ouvrir bien grandes les portes de notre pays à la presse internationale afin qu'elle puisse prendre connaissance de la lutte héroïque de notre peuple. »

Le conflit a éclaté au grand jour par une sorte de révolution de palais. Le ministre de l'Information, M. Ab-

BAGDAD : le désenchantement est sensible devant le piétinement de l'offensive

De notre envoyé spécial

Bagdad. — Durant toute la journée de mercredi, la colonne de fumée s'élevant de la centrale de Daura, touchée mardi par l'aviation iranienne, a continué de troubler le ciel de Bagdad en proie aux alertes. Malgré l'optimisme résolu de la radio et de la télévision, la population commence à s'interroger. On sait que dans les entreprises irakiennes la plupart des techniciens étrangers fuient et que, quelle que soit l'ampleur réelle des dégâts matériels, l'économie va sérieusement souffrir de ce départ qui compromet le plan de développement accéléré du pays.

Deuxième sujet d'inquiétude pour les autorités : les nouvelles du front sud ne sont plus aussi bonnes. L'armée irakienne résiste avec plus de détermination que, auparavant, dans le Kouïssin. Bagdad a sans doute été trop optimiste en annonçant prématurément la prise complète d'Ahvaz. Dans toute cette région, rappelle l'Arabie, la population a fui devant les soldats ira-

Quelles pourraient être, sur le plan intérieur, les conséquences d'un piétinement de la guerre, voire d'une contre-offensive iranienne ? Il ne faut sans doute pas s'attendre à des divergences publiques au sein du conseil de commandement de la Révolution. Celui-ci a été éprouvé et est resté la découverte du « complot syrien » (le Monde du 20 septembre). Cumulant les fonctions de chef d'État, de premier ministre et de commandant en chef de l'armée, M. Saddam Hussein a pris seul la décision de déclencher la guerre (au demeurant non déclarée officiellement) ; le chargé d'affaires et quelques diplomates se trouvent toujours à l'ambassade d'Irak à Bagdad, gardée par la police. Mais il n'a fait avec l'assentiment des dignitaires du Baas, y compris ceux qui peuvent s'inquiéter de l'identification de la patrie et du parti à un seul homme présenté comme le « père de la nation ». La milice baas paraît mobilisée sans aucune réserve pour la défense du régime.

Elle participe activement à l'effort de guerre. L'appareil du parti a bien fonctionné. Reste l'économie que constitue l'attitude de la population et du clergé chiite. Le Kurdistan irakien est une des régions les plus touchées par les bombardements iraniens. Mais l'infanterie de Téhéran, qui ne contrôle pas elle-même le Kurdistan irakien, n'a pas fait d'incursions dans les provinces autonomes du Nord. Pour autant qu'on sache, les Kurdes d'Irak, soumis à une présence militaire pesante, depuis leur échec de 1975, ne cherchent pas à profiter de la situation pour reprendre la dissidence. Depuis 1975, la résistance kurde est très divisée. Une partie de ses membres se sont ralliés au pouvoir d'Irak, d'autres sont partis vers la Syrie, soit vers l'Irak. De récents travaux d'infrastructure au Kurdistan irakien, notamment des constructions de routes, ont été entrepris, essentiellement à des fins militaires, mais la population n'a indirectement bénéficié et cela s'est traduit dans les résultats des dernières élections régionales, conformément aux vœux de Bagdad.

Un sérieux risque

C'est aussi dans une autre région, particulièrement affectée par la guerre, celle du Sud, que se trouve une population qui n'est pas acquise par nature à la politique de l'équipe au pouvoir à Bagdad. Les chiites représentent plus de la moitié des habitants de l'Irak, mais c'est au Sud qu'ils sont les plus nombreux. Sous-représentés au gouvernement, ils constituent le prolétariat des zones industrielles de Bassorah.

Le paradoxe de la situation est que le pays qui fait une guerre au régime des ayatollahs iraniens est celui où se trouvent la plupart des lieux saints du chiisme. Le « clergé » chiite irakien est sans doute choqué par la politique résolument laïque et moderniste de la minorité sunnite au pouvoir à Bagdad. Mais, à l'inverse de ce qui se passe en Iran depuis la victoire de la révolution, ce « clergé » n'a pas de hiérarchie structurée et homogène.

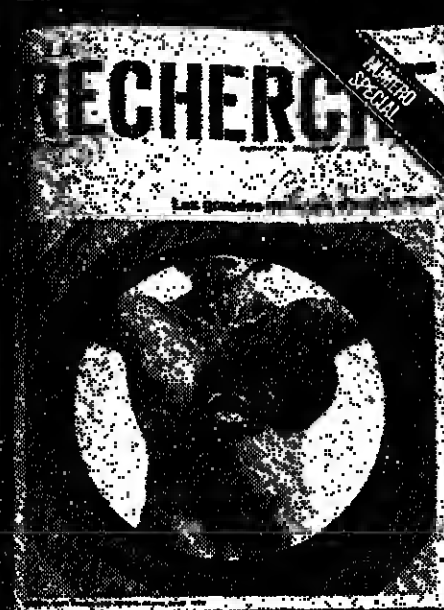
Après les attentats aveugles et meurtriers qu'ils avaient commis au début de l'année, les intégristes de l'Appel au Islam, groupuscule favorable à l'imam Khomeini, ont été déçus sans que la majorité des chiites ait paru s'en indigner. Les appels à la révolte lancés depuis Qom au début des hostilités n'ont eu aucun effet.

La presse irakienne les a même publiés en les tournant en dérision. Il reste que si la guerre se prolonge et si l'armée irakienne, dont les hommes du rang sont en majorité chiites, subit de lourdes pertes, le rôle de l'Achoura — moment où l'émancipation chiite atteint traditionnellement son sommet — peut constituer un cap que le président Saddam Hussein devra franchir en évitant toute erreur. Il apparaît maintenant qu'il a pris un sérieux risque en misant sur l'isolement diplomatique de l'Irak pour lancer contre lui une opération surprise qui n'a pas eu tous les effets escomptés sur le plan militaire malgré les succès initiaux.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.



LA RECHERCHE



Numéro spécial :
Les grandes maladies d'aujourd'hui

N° 115 - 25 F

OFFRE SPÉCIALE

Un an : 130 F (au lieu de 198 F*)

Etranger 1 an : 170 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE, au prix de 130 F (au lieu de 198 F*)

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____

Je règle par :
☐ chèque bancaire
☐ chèque postal (3 volets)
☐ mandat
(à l'ordre de La Recherche)

A retourner, accompagné de votre règlement à LA RECHERCHE, 57, rue de Seine - 75006 Paris
OFFRE RÉSERVÉE AUX NOUVEAUX ABONNÉS *Prix de vente au numéro

Le Monde

publiera demain

- ELECTIONS : Portugal : le quitte ou double de M. Sa Carneiro, par M. Niedergang ; France, R.F.A., États-Unis : Remettez-nous ça..., par A. Fontaine.
- IDÉES : « Ce ventre encore fécond... ».
- POLITIQUE : Qui est écologiste ?
- TOURISME ET LOISIRS : Disneyland a vingt-cinq ans.

LA GUERRE ENTRE L'IRAK

Les paradoxes du conflit

AUX NATIONS UNIES

Téhéran rejette l'appel au cessez-le-feu...

New-York. — La réponse de Téhéran à la lettre envoyée le 23 septembre par M. Waldheim et à la résolution votée le 22 septembre par le Conseil de sécurité est parvenue, mercredi 1^{er} octobre, au secrétaire général des Nations unies. Signée de M. Bani Sadr, c'est, en termes très courts, une fin de non-recevoir aux demandes de cessation des combats.

Récapitulant l'histoire du conflit, le président iranien indique que, « dès la victoire révolutionnaire du 11 février 1979, le gouvernement iranien a commencé à violer les termes de l'accord signé en 1975 à Alger (entre Téhéran et Bagdad) (...) Il a fait traverser nos frontières de l'ouest et du sud-ouest à des agents et des unités armées pour entreprendre des actes de sabotage et aider les groupes contre-révolutionnaires au Koweït et au Kurdistan. De surcroît, depuis vingt mois, l'Irak s'est transformé en « refuge pour les rescapés de l'ancien régime et autres éléments réactionnaires et criminels engagés dans des activités de propagande et de terrorisme contre la République islamique d'Iran ».

M. Bani Sadr ajoute que les Nations unies n'ont prêté aucune attention à l'expulsion de plus de quarante mille irakiens d'origine iranienne ou chiite au printemps dernier. Accusant les irakiens de prémeditation, M. Bani Sadr souligne : « Notre attitude pacifique est démontrée par le fait que nous n'étions pas du tout préparés à repousser, ni même à déléguer, l'attaque des avions irakiens le 22 septembre par les irakiens ». Et le président iranien assure que « le gouvernement iranien ne nous laisse pas d'autre choix que celui de nous défendre pour protéger notre souveraineté et nos intérêts (...). Il est évident que les déclarations irakiennes ne sont que de la propagande sans fondement destinée à égarer l'opinion publique inter-

De notre correspondante

nationale. » Et M. Bani Sadr accuse Bagdad d'avoir utilisé sans vergogne l'initiative de paix des Nations unies. Pour conclure, le président iranien estime que « tant que la guerre d'agression se poursuit contre la République islamique d'Iran, les propositions contenues dans notre lettre et dans la résolution du Conseil de sécurité ne peuvent pas être prises en considération par notre gouvernement ». M. Bani Sadr ajoute que, dans l'état actuel des choses, Téhéran ne voit aucune nécessité d'entamer des discussions « directement ou indirectement sur le conflit ».

La réponse de Téhéran n'a surpris personne après les dernières déclarations de l'imam Khomeiny, mais elle embarrasse un peu plus les initiateurs des diverses tentatives de médiation qui ont eu lieu depuis le 22 septembre, au premier rang desquels les membres de la Conférence islamique, partagés entre deux solidarités : celle de l'Islam et celle de la « nation arabe ».

Le général Zia victime des perturbateurs

Le président du Pakistan, le général Zia Ul Haq, qui revenait de la mission « de bonne volonté » envoyée à Téhéran et à Bagdad par la Conférence islamique, a prononcé devant l'Assemblée nationale un discours très ambigu. Le général Zia a demandé « le retrait total, immédiat et inconditionnel des forces soviétiques d'Afghanistan », et signalé que son pays offre aux Afghans «abri et protection dans un esprit humanitaire conforme à la tradition de l'Islam ».

L'embarras des pays islamiques devant le conflit irano-irakien a été encore illustré par le discours du ministre des affaires étrangères algérien, M. Benyahia, qui n'a guère consacré qu'une phrase à la situation des deux pays. Persuadé pour signaler que les deux adversaires appartiennent à la même communauté musulmane et à la « même famille politique », le ministre du discours de M. Benyahia a été un survol des grands problèmes du développement, en particulier l'échec de la dernière conférence Nord-Sud, et du désarmement.

La nouvelle, confirmée à Jérusalem, n'a pas été démentie à Washington. Depuis, Bagdad a même affirmé « détenir la preuve que la Corée du Sud et le Japon livraient massivement des pièces nécessaires à l'aviation iranienne ». On ne peut, d'ailleurs, que s'étonner de l'étonnement du Pentagone devant le bon comportement des Phantom hérités par l'imam Khomeiny alors que de la marée du défilé, le lendemain du déclenchement du conflit, un porte-parole du département d'Etat, M. Jack Cannon, admettait que « l'Irak pouvait acheter, à un coût certes extrêmement élevé, certaines pièces d'origine américaine sur des pays qui n'appuient pas l'embargo » décidé par Washington et d'autres capitales occidentales.

La, encore, des diplomates arabes se demandent si les Etats-Unis n'ont pas fermé les yeux sur de telles transactions, moins pour renforcer l'Irak que pour affaiblir l'Iran. Selon eux, les coups que se sont portés les deux belligérents ne peuvent que les amoindrir l'un et l'autre au profit du « troisième grand régional », l'Arabie Saoudite, qui demeure la principale alliée du Golfe. A moins que les Américains n'aient espéré

à été expulsé sans ménagements. Depuis deux jours, d'ailleurs, des opposants au nouveau régime pakistanais étaient massés devant les Nations unies, distribuant des tracts et scandant des slogans hostiles au général Zia.

Le général n'a fait qu'une assez brève allusion au conflit irano-irakien, pour assurer qu'il « a été reçu à Bagdad et Téhéran » dans une atmosphère de confiance mutuelle. Mais il a assuré que, en fait, c'est Israël qui « est le facteur le plus destabilisant au Proche-Orient ». « Ne laissons pas les gens croire que le temps comptera les blessures causées aux Palestiniens ; il est grand temps de passer à l'action, et bientôt il sera trop tard », a dit le président pakistanais, sans aller jusqu'à demander, comme l'a fait mardi le Syrie, l'expulsion d'Israël de l'Assemblée des Nations unies.

Le président a consacré une autre partie de son discours à « la tragédie afghane », « ce petit pays (...) dont la lutte est aussi sainte et digne de respect et de soutien que les luttes héroïques du peuple algérien et du peuple du Zimbabwe ». Le général Zia a demandé « le retrait total, immédiat et inconditionnel des forces soviétiques d'Afghanistan », et signalé que son pays offre aux Afghans «abri et protection dans un esprit humanitaire conforme à la tradition de l'Islam ».

Le ministre des affaires étrangères algérien, M. Benyahia, qui n'a guère consacré qu'une phrase à la situation des deux pays. Persuadé pour signaler que les deux adversaires appartiennent à la même communauté musulmane et à la « même famille politique », le ministre du discours de M. Benyahia a été un survol des grands problèmes du développement, en particulier l'échec de la dernière conférence Nord-Sud, et du désarmement.

La nouvelle, confirmée à Jérusalem, n'a pas été démentie à Washington. Depuis, Bagdad a même affirmé « détenir la preuve que la Corée du Sud et le Japon livraient massivement des pièces nécessaires à l'aviation iranienne ». On ne peut, d'ailleurs, que s'étonner de l'étonnement du Pentagone devant le bon comportement des Phantom hérités par l'imam Khomeiny alors que de la marée du défilé, le lendemain du déclenchement du conflit, un porte-parole du département d'Etat, M. Jack Cannon, admettait que « l'Irak pouvait acheter, à un coût certes extrêmement élevé, certaines pièces d'origine américaine sur des pays qui n'appuient pas l'embargo » décidé par Washington et d'autres capitales occidentales.

La, encore, des diplomates arabes se demandent si les Etats-Unis n'ont pas fermé les yeux sur de telles transactions, moins pour renforcer l'Irak que pour affaiblir l'Iran. Selon eux, les coups que se sont portés les deux belligérents ne peuvent que les amoindrir l'un et l'autre au profit du « troisième grand régional », l'Arabie Saoudite, qui demeure la principale alliée du Golfe. A moins que les Américains n'aient espéré

L'attaque du centre nucléaire irakien de Tammuz

Où les Israéliens qui disposent eux-aussi de Phantom se montrent un peu trop bien renseignés...

De notre correspondant

Jérusalem. — Soudaine dislocation après une série d'informations très exclusives. La radio israélienne a repris mercredi soir une information diffusée par Radio-Téhéran quelques instants plus tôt. A l'en croire, ce n'était pas l'aviation iranienne qui a attaqué le centre de recherche nucléaire irakien près de Bagdad. Autant le la presse israélienne a brusquement mis un terme aux informations détaillées et aux commentaires satisfaisants publiés au cours des précédentes vingt-quatre heures (la Monde du 2 octobre). Le démenti iranien a été annoncé par la radio et la télévision de manière très laconique, mais cela a suffi pour provoquer aussitôt dans la presse des sourires amusés.

Mais qui donc d'autre que les Iraniens aurait pu mener ce raid contre les installations nucléaires irakiennes ? Question nive semblait-on dire officieusement à Jérusalem, alors qu'officiellement on se refusait à la moindre indication.

Soudaine pitié ? Juste avant le démenti iranien, la radio israélienne avait diffusé — en soulignant l'importance — les informations en provenance de Paris, selon lesquelles les dégâts causés par le bombardement du centre atomique (construit avec le concours de la France) se révélaient beaucoup plus graves qu'on ne l'avait estimé tout d'abord. Apportant de nouvelles précisions, le quotidien du soir Yedioth Aharnon, voulant paraître tout aussi bien renseigné que ses confrères du matin, écrivait que la détermination aérienne d'Irak de Bagdad était révéler particulièrement inefficace contre les assaillants. Mieux encore, au même

moment, le journal Meiriv annonçait en ces caractères : « Selon Téhéran, le réacteur nucléaire a été bombardé de nouveau ». Le journal citait des « observations de Beyrouth », qui eux-mêmes se seraient basées sur des « sources iraniennes dignes de foi », et écrivait que l'aviation iranienne s'apprêtait à effectuer de nouveaux raids au cours des prochains jours. Décidément, les Israéliens étaient au fait de l'actualité.

Il est pour le moins étrange que, depuis plusieurs jours, l'ensemble des chroniqueurs militaires de la presse israélienne, à grand renfort d'analyses savantes, aient soigneusement préparé leurs lecteurs à l'éventualité de ce raid. A tel point que le très sérieux journal Aharatz avait cru bon de lancer un appel à la mesure et à la prudence en dénonçant l'« inopportunité » de ces rumeurs et en critiquant notamment l'attitude du chef des renseignements de l'armée qui avait cru bon, publiquement, de se montrer surpris que l'aviation israélienne n'ait pas encore procédé à la destruction du centre atomique irakien. L'éditorialiste du Aharatz soulignait qu'en pareille circonstance il fallait agir plutôt que faire des déclarations intempestives.

Il faut préciser, enfin, que depuis l'annonce du raid, la presse israélienne a toujours indiqué que les avions qui y avaient participé étaient des appareils américains de type Phantom, seul modèle existant à la fois dans les forces aériennes iraniennes et israéliennes. De là à penser que rien ne ressemble plus à un Phantom qu'un autre Phantom... FRANCIS CORNU.

Plus il se prolonge, plus le conflit irano-irakien apparaît comme la « guerre des paradoxes ». Pour la première fois depuis la proclamation de l'état d'urgence en 1948, la Proche-Orient est le théâtre d'une guerre (1) qui n'oppose pas Israël aux pays arabes, mais deux Etats musulmans qui se réclament du non-alignement, qui se sont lancés dans la bataille sans le « patronage » des supergrands et qui n'hésitent pas à détruire leurs centres industriels — plus de 20 milliards de dollars de dégâts — édifiés au prix de grands sacrifices et que les pays industrialisés s'efforcent de reconstruire, une fois la paix revenue.

Téhéran a certes accusé Bagdad d'avoir complotté avec Washington la chute du régime de l'imam Khomeiny, mais n'en a pas apporté la preuve. Bien que n'entretenant pas de relations diplomatiques avec l'Irak, les Etats-Unis auraient-ils encouragé secrètement une initiative dont le succès n'aurait pu que leur agréer, comme le laissent entendre des diplomates arabes ? On peut se poser la question encore que d'autres indices viennent contredire une telle thèse sans pour autant prêter aux Etats-Unis un machiavélisme tous azimuts. Comment expliquer, par exemple, la discrétion sur le fait que pour l'Irak, les Etats-Unis auraient-ils encouragé secrètement une initiative dont le succès n'aurait pu que leur agréer, comme le laissent entendre des diplomates arabes ? On peut se poser la question encore que d'autres indices viennent contredire une telle thèse sans pour autant prêter aux Etats-Unis un machiavélisme tous azimuts. Comment expliquer, par exemple, la discrétion sur le fait que pour l'Irak, les Etats-Unis auraient-ils encouragé secrètement une initiative dont le succès n'aurait pu que leur agréer, comme le laissent entendre des diplomates arabes ? On peut se poser la question encore que d'autres indices viennent contredire une telle thèse sans pour autant prêter aux Etats-Unis un machiavélisme tous azimuts.

On constate également que la vague islamique n'a pas submergé le nationalisme iranien qui demeure extrêmement vivace. L'imam Khomeiny a dû lui-même en tenir compte dans ses derniers appels à la population qu'il a pressée de se battre au nom de l'Islam et de l'Iran. Or, même, la nationalisme kurde demeure plus vigoureux que jamais. Mais, paradoxalement encore, un porte-parole du P.O.K. (Parti démocratique du Kurdistan) vient d'annoncer à Londres que dès le début des

hostilités, des maquisards ont attaqué des positions militaires dans le nord de l'Irak, alors que Bagdad espérait voir cette agitation se produire dans le nord-ouest de l'Iran. En fait, les nationalistes arabes ne cachent pas leurs craintes de voir les Kurdes des deux pays profiter des circonstances pour effectuer leur jonction. Brûlant un peu vite les étapes, certains voient déjà se profiler un ambrion d'Etat kurde à la faveur d'un nouveau découpage des frontières que cautionneraient les grandes puissances.

Le rapport des forces, qui était nettement favorable à l'Irak au début du conflit, a évolué depuis lors. Signe qui ne trompe pas : les pays du Golfe qui avaient insoucamment soutenu l'Irak, « membre de la famille arabe », dans les premiers jours, se montrent maintenant plus prudents et leur réserve ne s'explique pas seulement par la crainte de voir l'Irak exécuter sa menace de bombarder leurs puits de pétrole.

Les régimes conservateurs des Emirats et de la péninsule arabique, redoutent, en effet, que le pourrissement de la situation ne finisse par être générateur de troubles. Ils constatent avec inquiétude que la guerre s'enlise et que les deux belligérents, craignant de ne pas être réapprovisionnés en munitions, se battent désormais à l'économie. Bien qu'ils soient favorables à l'Occident, ils ne souhaitent pas non plus une présence trop voyante des Etats-Unis, qui ne manqueraient pas de susciter, le danger passé, des réactions hostiles de la population.

Demier paradoxe, alors que l'Irak avait pour ambition de devenir le chef de file d'un monde arabe réuni, ce même monde arabe crainait aujourd'hui que le prolongement du conflit n'accentue ses divisions — retardant ainsi le règlement du problème palestinien, — ne renforce la vague islamique et ne favorise finalement une ingérence accrue des grandes puissances dans la région, alors que les belligérents espéraient la réduire. Le bilan déjà assuré de la lutte est un incontestable échec.

PAUL BALTA.

(1) Le bref affrontement entre les deux Yémènes, en 1979, relevait plus de la guerre civile, voire tribale, les populations des deux pays étant apparentées, et les deux Etats avaient décidé de fusionner.

NUMERO UN DU TAPIS D'ORIENT

Atighetchi

TAPIS D'ORIENT

jusqu'à fin octobre, consent une remise de caisse de

20%

aux particuliers

Tapis anciens ou contemporains : persans, caucasiens, afghans, turcs, pakistanais, etc. *

dans ses entrepôts

4, RUE DE PENTHIEVE - 8^e métro : Miromesnil

265.90.43

YITZAHK RABIN

PREMIER MINISTRE, SUCCESSION DE GOLDA MEIR

mémoires

Ce livre apporte un éclairage nouveau sur des instants cruciaux de la vie d'Israël et du Moyen-Orient au cours de ces trente dernières années.

Editions Buchet/Chastel

18, rue de Condé 75006 Paris

PRÉ-MÉDECINE PRÉ-PHARMACIE

concevoir préparatoire, niveau moyen-sup, pour aborder la première année avec les meilleures chances de réussite au concours

2 centres : quartier latin et neuilly

CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19

enseignement supérieur privé

Impertinent, lucide, courageux, Le système E.P.M.

le nouveau François de Closets

*E.P.M. = Et Puis Merde!

GRASSET

PRÉ-MÉDECINE PRÉ-PHARMACIE

concevoir préparatoire, niveau moyen-sup, pour aborder la première année avec les meilleures chances de réussite au concours

2 centres : quartier latin et neuilly

CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19

enseignement supérieur privé

Impertinent, lucide, courageux, Le système E.P.M.

le nouveau François de Closets

*E.P.M. = Et Puis Merde!

GRASSET

Les risques de l'enlèvement

(Suite de la première page.)

Sur le terrain aussi l'armée irakienne a été amenée par la dynamique de son opération à viser plus pour garder moins. L'Irak résiste plutôt mieux que prévu : le manque de pièces de rechange ne cloue pas tous les avions au sol, et le P-4 une fois en l'air se révèle plus efficace que le Mig-21, aux apparitions no demeurant épisodiques.

En même temps, comme l'a constaté le président Zia, la « phase révolutionnaire » dans laquelle se trouve l'Irak interdit à ses dirigeants de se prêter aux efforts de conciliation et de médiation. Sans parler des conditions fantasmagoriques avancées par l'ambassadeur d'Irak à Moscou, aucun « responsable » à Téhéran n'a pour le moment le pouvoir ou la volonté de composer avec qui que ce soit. Dans ces conditions, même l'arrêt de la progression irakienne ne résoudrait que très partiellement le problème. A défaut, et compte tenu du rapport des forces, l'issue risque fort d'être soit un effondrement du régime Khomeiny, soit une escalade incontrôlée, ou encore ces deux variantes à la fois.

La « doctrine Carter »

La fermeture du détroit d'Ormuz, l'extension de la guerre aux émirats, le soulèvement des populations chiites tant en Irak qu'à Bahrein ou en Arabie Saoudite, telles sont les options auxquelles ne manquera pas de recourir un gouvernement iranien aux abois. Pour le moment, le fait que l'Irak agresse n'ait pas entravé le passage des navires dans le détroit est le signe d'une appréciable modération. Mais celle-ci ne tient qu'à un fil, un fil qui s'étend au long des jours tant que durent les combats. C'est ici que la réaction occidentale en général et américaine en particulier apparaît singulièrement faible. Bien sûr, nous ne sommes plus en 1956 : le temps n'est plus où Français et Britanniques pouvaient prendre prétexte — et même organiser le prétexte — d'une attaque isra-

élienne dans le Sinaï pour débarquer sur le canal de Suez (classé, lui aussi, voie vitale pour tout l'Occident) et où Eisenhower pouvait ensuite, en donnant simplement de la voix, renvoyer tout le monde chez soi. Tout de même, M. Carter a proclamé *urbi et orbi*, il y a à peine neuf mois, une « doctrine » selon laquelle « toute tentative d'enlèvement par une force extérieure de s'assurer le contrôle de la région du Golfe... sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris l'emploi de la force armée ».

Le président se réferait, il est vrai, à une menace « extérieure » au Golfe, donc à celle de l'U.R.S.S., alors que, pour le moment, la déstabilisation est le fait des seules puissances rivales. Mais peut-être que le risque qui pèse sur le détroit d'Ormuz n'affecte pas les « intérêts vitaux » des Etats-Unis et de leurs alliés ? Or cette première occasion qui s'offrirait de démontrer la crédibilité de sa doctrine semble avoir été à peu près complètement négligée.

En fait, sa première erreur, dont il paie les conséquences aujourd'hui, a été de laisser l'affaire des otages de Téhéran passer sur l'ensemble de la politique américaine dans cette région depuis bientôt un an. Le souci de préserver la vie des prisonniers américains explique l'attitude plus modérée que nature adoptée par Washington, le soin pris à faire savoir qu'aucune unité militaire n'avait été mise en état d'alerte, la velléité — vite repoussée — de l'envoi d'un contingent de soldats américains.

Sans doute Washington, et plus nettement encore les Neuf de la Communauté européenne ont-ils tracé assez clairement la limite de l'insupportable : la coupure de la route maritime du Golfe, artère jugulaire dont les pays occidentaux ont commis l'imprudence de dépendre pour près de la moitié de leurs approvisionnements en énergie. Mais il leur sera plus difficile d'intervenir « à chaud » au cours d'une phase ultérieure de l'escalade. Or,

quelques mesures conservatoires prises dès le début de la crise et sans intention provocatrice, auraient facilité la tâche : en renforçant par exemple les patrouilles qu'ils sont seuls à effectuer dès à présent dans le Golfe à l'aide de leurs six navires basés à Bahrein, les Etats-Unis auraient plus sûrement tracé les limites géographiques du conflit, d'autant que les vingt-six navires plus importants dont ils disposent en mer d'Arabie pourraient, par leurs mouvements, renforcer cette dissuasion.

Une « task force » ?

L'idée d'une force spéciale « interalliée » (task force) agitée ces derniers jours ne pouvait, en revanche, se substituer à cet effort. Non pas qu'elle pose des problèmes pratiques insurmontables : la France dispose d'une dizaine de bâtiments de l'océan Indien, et la Grande-Bretagne a déjà envoyé deux navires rejoindre les forces américaines. Mais elle suppose une longue concertation entre allies, avec tous les aléas habituels à ce genre d'exercice et les pressions contradictoires exercées sur les divers partenaires. Déjà, l'Arabie Saoudite et l'Irak sans parler de l'Iran et de l'U.R.S.S., auraient fait savoir qu'ils étaient hostiles à une présence militaire occidentale dans le Golfe. Il n'est pas sûr que leur attitude eût été la même si cette présence avait été affirmée dès le premier jour.

Le message a été sans doute pas été oeilé par Moscou. Une habitude bien ancrée du Kremlin dans les crises de ce genre est de réserver ses commentaires dans les premiers jours, puis de durcir le ton de ses avertissements contre les « ingérences » extérieures... dès l'instant qu'il s'est convaincu que ces ingérences ne se produiront pas. L'U.R.S.S. va donc pouvoir multiplier ces avertissements sans frais, ce qui lui permettra de se présenter en protecteur de l'Iran et d'intimider ses voisins.

De toute manière, l'Union

soviétique est nettement moins embarrassée dans cette affaire que l'autre superpuissance. Elle ne dépend pas du Golfe pour son approvisionnement en pétrole, n'a pas d'otages à Téhéran, a des relations diplomatiques avec les deux antagonistes, alors que Washington n'en a avec aucun. Si elle ne peut guère prétendre jouer un rôle militaire dans le Golfe, où les Etats-Unis le surclassent encore sur le plan naval, elle peut utiliser la prolongation de la guerre non seulement pour faire oublier ses problèmes en Afghanistan, mais pour en tirer des avantages diplomatiques.

Dans un premier temps, son but semble être de tirer parti des frustrations des voisins de l'Irak : le traité d'amitié qui va être signé avec la Syrie répond à cette préoccupation, tout en couronnant un long effort de rapprochement avec Damas. Dans un second temps, Moscou peut espérer jouer un rôle dans une négociation entre l'Irak et l'Iran, voire sur d'autres problèmes de la région, et mettre un pied dans un système de garanties des approvisionnements pétroliers de l'Occident, comme l'avait suggéré, au début de cette année, un article remarqué de M. Portogalo.

En tout état de cause, le conflit actuel ajoute aux opportunités qu'offrirait à l'U.R.S.S. l'instabilité en Iran. Par la tradition historique, sa population, sa longue côte sur le Golfe et ses ressources pétrolières, le pays présente pour Moscou un intérêt prioritaire, très certainement supérieur à celui que peut avoir l'Irak, à la faveur du chaos et d'une escalade de la guerre, ou ne saurait exclure un retour à l'éthiopienne, celle-ci « lâchant » l'Irak pour soutenir un Iran menacé de démembrement, de même qu'elle a lâché son allié somalien pour prendre en charge l'Éthiopie.

Nous ne sommes pas encore là, mais c'est l'une des menaces, parmi bien d'autres, que comporterait une escalade des hostilités en cours.

MICHEL TATU.

antennes

Un mensuel pour comprendre, maîtriser la culture des médias

En vente partout 14 F - abonnements : 130 F
3, rue Récamier - 75341 Paris Cedex 07 - Tél : 544.38.71

Samaritaine Capucines

BOULEVARD DES CAPUCINES

PARIS - FRANCE - TEL. 01.42.56.11.00

Quinzaine de la robe de chambre



Pour dame :
Robe de chambre
cnylor,
100 % acrylique
179 f.

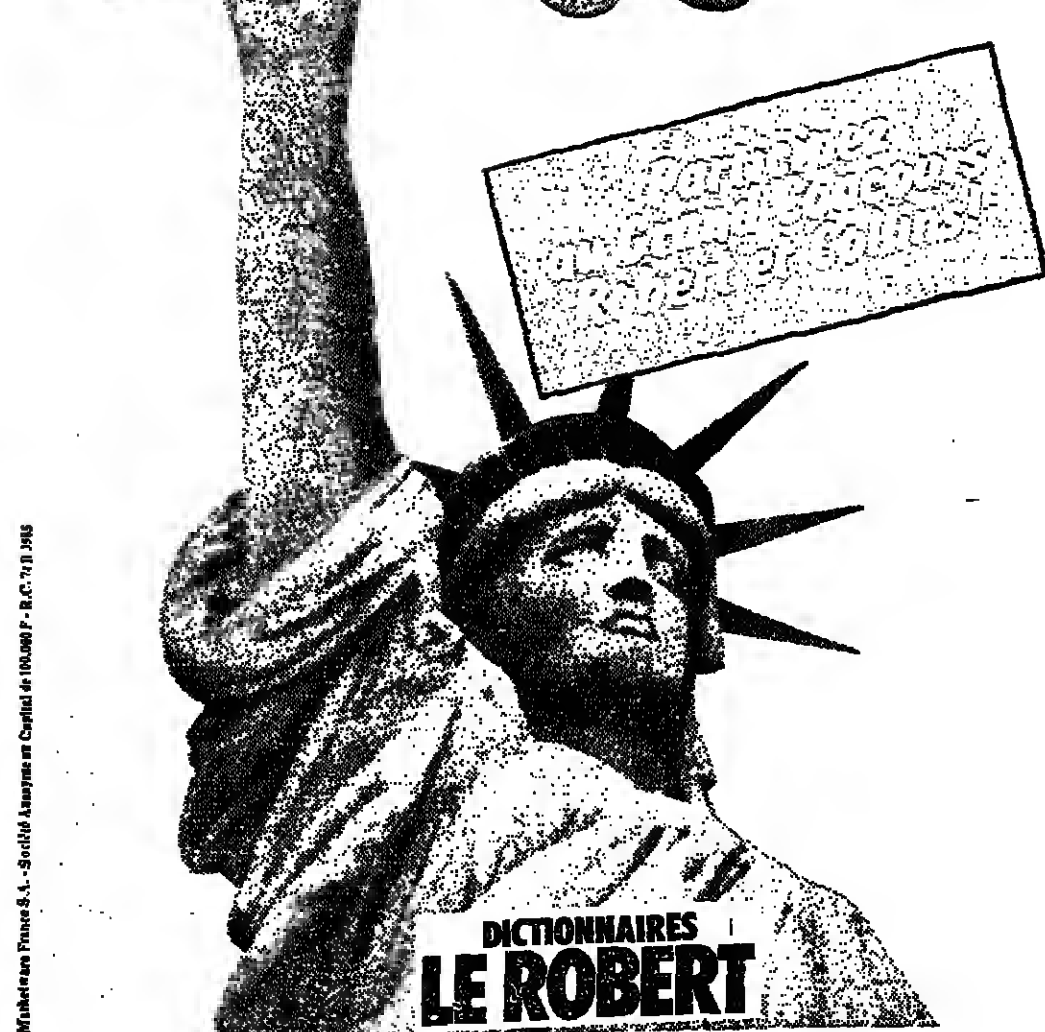
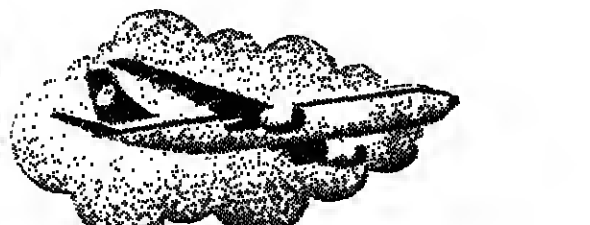
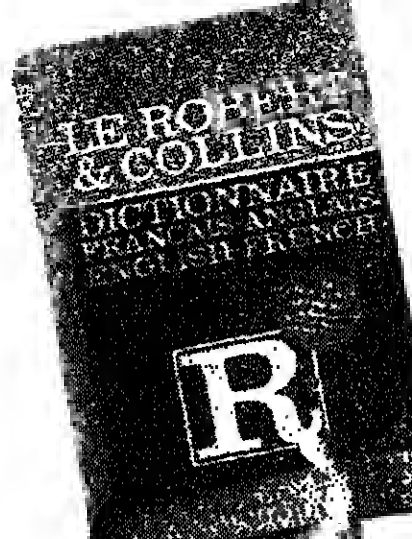
Non représentée :
Robe de chambre,
tissu des Pyrénées,
60 % laine,
25 % viscose,
15 % coton
279 f.

Pour homme :
Robe de chambre,
tissu des Pyrénées,
53 % laine,
24 % coton,
23 % viscose
289 f.

Non représentée :
Robe de chambre,
petits carreaux,
90 % laine,
10 % polyamide
299 f.

Samaritaine Capucines. Le bon goût en toute occasion

OUVREZ LE ROBERT ET COLLINS ET GAGNEZ DES VOYAGES AUX U.S.A.



Plus qu'un simple dictionnaire de mots, le Robert et Collins est un véritable dictionnaire d'idées. En évitant les non-sens et en tenant compte de la traduction au mot à mot, l'utilisateur du Robert et Collins se procure à son réel dialogue avec les habitants des pays de langue anglaise.

Ainsi, le Robert et Collins est un vrai compagnon de voyage.

Il y a en tout 10 séjours à gagner, 5 aux U.S.A. et 5 en Angleterre.

Le Robert et Collins organise, pour la rentrée scolaire 1980, un grand concours sous le signe du voyage s'adressant aux jeunes de 15 à 20 ans. Les 5 premiers gagnants partiront 3 semaines en Californie ! Les 5 suivants partiront 2 semaines en Cornouailles ! Ces séjours sont organisés par le S.I.L.C. (Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels) et comprennent le transport aller/retour en avion, l'hébergement dans une famille sélectionnée par cet organisme et des cours d'anglais facultatifs. Les dates promises des séjours seront communiquées aux gagnants 2 mois avant les départs qui auront lieu en juillet/août 1981.

Si vous avez envie de perfectionner votre anglais ou tout simplement de voyager, saisissez votre chance en participant au grand concours Robert et Collins.

Pour participer, c'est très simple...

Il suffit de répondre aux 3 questions qui figurent sur le bulletin de participation et de nous le retourner avant le 30 janvier 1981 (le cachet de la poste faisant foi). Les réponses aux deux premières questions figurent en toutes lettres dans le Robert et Collins, qui fera office de juge de paix pour ce concours. La troisième question fait appel à votre imagination et à votre créativité. Pour y répondre, mettez-vous dans la peau d'un publicitaire et bonne chance ! Vous pouvez, si vous le voulez, répondre sur papier libre ou en utilisant les bulletins de participation distribués chez les libraires associés à l'opération.

Extrait du Règlement

- Art. 1 : Le S.I.L.C. SNT, LE ROBERT organise un concours sous obligation d'achat en faveur de l'ouvrage « Robert et Collins », pendant la période du 1^{er} septembre 1980 au 30 janvier 1981.
- Art. 2 : Ce concours est ouvert à toute personne de 15 à 20 ans, résidant en France métropolitaine. En sont exclus les organisateurs et leurs familles.
- Art. 3 : Les participants doivent tout d'abord sélectionner en fonction de l'importance de leurs réponses aux deux premières questions. Les questions en-voies seront départagées par leur réponse à la 3^e question.
- Art. 4 : Les participants devront tout d'abord sélectionner les 50 gagnants sera opérée en fonction de la réponse à la 3^e question.
- Art. 5 : Les gagnants des séjours aux U.S.A. ou en Angleterre seront sélectionnés en fonction de la pertinence et de la créativité de leur réponse. Ces séjours seront attribués par un jury composé d'un représentant de la SNT, de LE ROBERT et d'un publicitaire français.
- Art. 6 : Les gagnants des séjours aux U.S.A. ou en Angleterre devront tout d'abord sélectionner les 50 gagnants sera opérée en fonction de la réponse à la 3^e question.
- Art. 7 : Les gagnants des séjours aux U.S.A. ou en Angleterre devront tout d'abord sélectionner les 50 gagnants sera opérée en fonction de la réponse à la 3^e question.
- Art. 8 : Les gagnants des séjours aux U.S.A. ou en Angleterre devront tout d'abord sélectionner les 50 gagnants sera opérée en fonction de la réponse à la 3^e question.
- Art. 9 : Les gagnants des séjours aux U.S.A. ou en Angleterre devront tout d'abord sélectionner les 50 gagnants sera opérée en fonction de la réponse à la 3^e question.
- Art. 10 : Les gagnants des séjours aux U.S.A. ou en Angleterre devront tout d'abord sélectionner les 50 gagnants sera opérée en fonction de la réponse à la 3^e question.

BULLETIN DE PARTICIPATION :

A compléter et à renvoyer avant le 30 janvier 1981 (le cachet de la poste faisant foi), à : "GRAND CONCOURS ROBERT ET COLLINS" C.I.F.A. - B.P. 66 - 34150 RUMILLY.

1^{re} question : Trouvez 8 traductions possibles en anglais du mot français TERRIBLE et indiquez pour chacune d'elles leur sens en français.

Traduction	Sens en français
1)	
2)	
3)	
4)	
5)	
6)	
7)	
8)	

2^e question : Parmi les trois traductions proposées ci-dessous de l'expression "Etre assis entre deux chaises", seules deux sont correctes. Lesquelles ?

1) To be in an awkward position ☐

2) To be in a predicament ☐

3) To be sat between two chairs ☐

Cocher les cases correspondant aux expressions correctes.

3^e question : Trouvez un slogan publicitaire original et pertinent d'un maximum de 50 lettres en utilisant le plus grand nombre de fois possible les lettres R et C. Pour être pris en considération, les slogans devront présenter les caractéristiques suivantes :

- contenir une seule fois le mot Robert et Collins.
- n'être composés que de mots français, à l'exclusion de toute abréviation.
- ne pas comporter plus de deux répétitions de mots ou d'adjectifs.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

DATE DE NAISSANCE _____

LES FAITS.



L'EFFET.



Nelson Bunker Hunt tente un coup de poker. Et ce sont les petits épargnants qui font tapis.

Pas d'interprétation là-dedans, mais des faits. Et leurs conséquences, concrètes, vérifiables. Sans devoir d'école sur les hypothèses ni dissertation sur les doctrines.

C'est ce qu'attendent aujourd'hui les vrais décisionnaires. C'est ce que leur apporte le Nouvel Economiste.

Chaque vendredi, le Nouvel Economiste informe, analyse et commente, sans ceillères ni parti-pris. Et bien souvent avant tout le monde.

L'économie générale, l'emploi, l'importation, le commerce, la finance, les entreprises, les hommes, les syndicats, l'innovation, les techniques... Tout est abordé, tout est fouillé, tout est clairement exposé.

Le Nouvel Economiste ne propose pas une réflexion sur l'économie: le Nouvel Economiste donne à ceux qui décident les éléments qui leur permettront de prendre leur décision en connaissance de cause. Qu'il s'agisse de leur vie professionnelle ou de leurs affaires privées.

Savoir pour agir, et non pas savoir pour savoir. C'est la volonté du Nouvel Economiste. Et c'est celle des hommes qui le lisent.

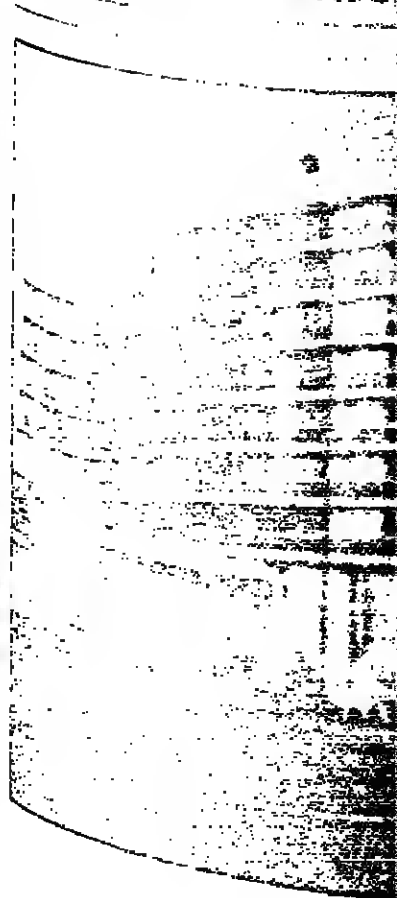
**LE NOUVEL ECONOMISTE.
NOUS INFORMONS. VOUS DECIDEZ.**



TERRORES
LES
LEUR
CLASSE
DEPUTES
MER

RENE DE BRUNQUE

LE NOUVEL O



ASIE

AFRIQUE

Pakistan

Le pouvoir comme l'opposition souhaitent mettre fin à l'impasse politique actuelle

Islamabad. — Un pays dans une impasse. Tel apparaît aujourd'hui le Pakistan du général Zia. Et chacun, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition, semble en être conscient et désireux d'en sortir.

Dans l'opposition d'abord. Reconnaissant qu'un soulèvement populaire n'est guère plausible actuellement, Mme Nurul Bhutto et sa fille Benazir, murées dans la haine de l'« usurpateur » et du « meurtrier » de l'ancien premier ministre, Ali Bhutto, se refusent à envisager le moindre dialogue avec le président Zia. Mais que faut-il un combat sans espoir ? (Le Monde du 26 septembre).

Moins patients, d'autres membres de l'opposition font une analyse différente et jugent, tout compte fait, que l'intérêt national passe par un dialogue avec le régime militaire actuel, dialogue qui ne saurait être que le préalable à leur retour à la tête du pouvoir.

D'où la volonté de réinjecter, depuis la base jusqu'au sommet, dans un organisme hier malade, aujourd'hui convalescent, voire guéri, de petits doses de démocratie, préjudice à de prochaines élections générales.

Ce fut le sens, par exemple, des élections organisées en septembre dernier au niveau local et tel serait l'objectif recherché bientôt au niveau provincial puis fédéral, avec la mise en place de « parlements » ne disposant toutefois d'un pouvoir consultatif.

C'est ainsi que le Federal Council envisagé par le général Zia serait composé de représentants désignés par différents groupes professionnels (chambres de commerce, d'industrie, membres du barreau, enseignants, journalistes, etc.), auxquels s'ajouteraient un certain nombre de membres de l'« élite ». Un système plus proche du corporatisme que de la démocratie parlementaire mais qui, pour l'actuel pouvoir, aurait deux avantages : d'une part créer ces fameux « liens » entre le pouvoir et la base, d'autre part, au sommet, ressusciter l'absence de l'ancien premier ministre, d'autre part de faire participer des civils à l'administration du pays.

Ici apparaît également, sous-jacente, la lassitude qui serait celle des militaires, à commencer par le premier d'entre eux, d'avoir à porter seuls le fardeau d'un régime qui ne leur appartient pas.

D'où le projet du général Zia d'élargir également la base de son cabinet en y inclinant des hommes politiques traditionnels.

De notre envoyé spécial

Aujourd'hui, explique-t-on, seuls s'agitent au gouvernement des militaires à la retraite ou en activité, des « technocrates », des techniciens et quelques civils qui, s'ils appartiennent jadis à la classe politique, ne représentent plus aujourd'hui qu'eux-mêmes.

Le général Zia a effectivement décidé de « reconstituer » son cabinet et, pour ce faire, il a eu des contacts avec des personnalités « disposant d'une certaine influence dans un secteur donné », a-t-on appris de bonne source. Parmi ces personnalités figurent M. Ghulam Mustafa Jatoi (P.P.P.), Pir Pagaro (Alliance nationale pakistanaise), Chaudhry Zahur Elahi, ancien ministre de Bhutto.

Ce cabinet new look aurait notamment pour mission de préparer le pays à des élections « aussi proches que possibles » et de « restaurer la démocratie ».

Cette volonté d'un retour à la démocratie a toutefois des limites. Il ne s'agit pas de ramener le pays à l'état où il était en 1977. Le général Zia insiste, dans ses déclarations, sur la nécessité d'instaurer au Pakistan un régime démocratique en accord avec le caractère islamique du pays. D'où les « conditions préalables » qui seraient vraisemblablement imposées aux personnes souhaitant se présenter aux futures élections. Sans contester le principe du suffrage universel, il

apparaît en effet que seraient exclues du scrutin, par exemple, « les criminels ou les personnes dont la richesse leur permettrait d'échapper à leur siège... » Des conditions qui pourraient, par conséquent, altérer le caractère « universel » du scrutin envisagé.

Les partis politiques pourraient-ils faire campagne ? Il semble que la question soit encore à l'étude.

Mais il apparaît toutefois que les hommes politiques qui pourraient entrer au gouvernement auraient certainement leur mot à dire en la matière.

De plus, si l'interdiction qui frappe aujourd'hui tous les partis politiques était levée, elle ne serait que la première d'une série de mesures qui, pour tous, y compris le redouté P.P.P., de même serait sans doute immédiatement levée la censure qui pèse sur la presse, politique et information, fait-on remarquer, étant intimement liées.

D'autre part, que certains puissent voir dans ce processus un aveu de faiblesse de la part du président pakistanaise est, bien entendu, vivement contesté dans les milieux du pouvoir. Au contraire on y voit la marque d'un régime sûr de lui et qui estime « unies » les conditions d'un retour à la normale. Parce parfois exaltation du sentiment d'une injustice qui serait commise à l'égard d'un régime qui, lui-même, a l'extérieur, de « dictatorial ».

PATRICK FRANCES.

Algérie

LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE L'extension de l'arabisation suscite des difficultés

De notre correspondant

Alger. — La rentrée universitaire en Algérie se déroule dans un climat de morosité et de nervosité. Les étudiants affrontent les problèmes engendrés par l'extension de l'arabisation des enseignements de troisième cycle ou la recherche, et pourront assurer les cours de terminologie française. Cette matière sera en effet rendue obligatoire à raison de quarante-cinq heures par semaine dans toutes les filières afin de faciliter l'accès des étudiants à la documentation.

Une grève déguisée

Ces assurances ne semblent pas avoir convaincu les enseignants francisants de la faculté de droit, qui sont en quasi-totalité algériens. Ils dénoncent le caractère « hâtif » de cette mesure, l'absence de concertation qui, selon eux, l'a précédée. Ils estiment qu'au-delà de la langue se pose un problème de contenu et de pédagogie, et ils déplorent que les sciences sociales et juridiques soient placées sous la coupe de professeurs « orientaux » qui risquent de diffuser un enseignement éloigné des préoccupations, des conceptions et des options nationales.

Des enseignants « francisants » ont donc demandé, à l'issue d'une assemblée générale, le « report » de la rentrée, façon déguisée de se mettre en grève. Ils ont décidé de ne pas servir d'assistants aux professeurs syriens, irakiens ou jordaniens. Ceux-ci seront au nombre de 300 environ contre 30 l'an dernier. Les autorités ayant fait un effort particulier de recrutement et ayant sensiblement amélioré leurs conditions de logement et de rémunération.

Quel accueil les animateurs du mouvement de l'Est-Algérien réserveront-ils à cette nouvelle avancée de l'arabisation ? Pour le moment, les étudiants de la grande cité kabyle consacrent toute leur attention aux examens, qui n'ont pu être passés à la session de juin et se déroulent actuellement.

Le gouvernement n'en suit pas moins avec une très grande vigilance le bouillonnement des milieux universitaires et entend garder le contrôle de la situation. Il surveille ainsi de près l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA) et veille à ce que cette organisation de masse, née au parti FLN, ne prenne pas une trop grande autonomie. Des secrétaires nationaux de l'UNJA viennent ainsi d'être brutalement envoyés au service militaire.

DANIEL JUNQUA.

Alger. — La rentrée universitaire en Algérie se déroule dans un climat de morosité et de nervosité. Les étudiants affrontent les problèmes engendrés par l'extension de l'arabisation des enseignements de troisième cycle ou la recherche, et pourront assurer les cours de terminologie française. Cette matière sera en effet rendue obligatoire à raison de quarante-cinq heures par semaine dans toutes les filières afin de faciliter l'accès des étudiants à la documentation.

Une grève déguisée

Ces assurances ne semblent pas avoir convaincu les enseignants francisants de la faculté de droit, qui sont en quasi-totalité algériens. Ils dénoncent le caractère « hâtif » de cette mesure, l'absence de concertation qui, selon eux, l'a précédée. Ils estiment qu'au-delà de la langue se pose un problème de contenu et de pédagogie, et ils déplorent que les sciences sociales et juridiques soient placées sous la coupe de professeurs « orientaux » qui risquent de diffuser un enseignement éloigné des préoccupations, des conceptions et des options nationales.

Des enseignants « francisants » ont donc demandé, à l'issue d'une assemblée générale, le « report » de la rentrée, façon déguisée de se mettre en grève. Ils ont décidé de ne pas servir d'assistants aux professeurs syriens, irakiens ou jordaniens. Ceux-ci seront au nombre de 300 environ contre 30 l'an dernier. Les autorités ayant fait un effort particulier de recrutement et ayant sensiblement amélioré leurs conditions de logement et de rémunération.

Quel accueil les animateurs du mouvement de l'Est-Algérien réserveront-ils à cette nouvelle avancée de l'arabisation ? Pour le moment, les étudiants de la grande cité kabyle consacrent toute leur attention aux examens, qui n'ont pu être passés à la session de juin et se déroulent actuellement.

Le gouvernement n'en suit pas moins avec une très grande vigilance le bouillonnement des milieux universitaires et entend garder le contrôle de la situation. Il surveille ainsi de près l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA) et veille à ce que cette organisation de masse, née au parti FLN, ne prenne pas une trop grande autonomie. Des secrétaires nationaux de l'UNJA viennent ainsi d'être brutalement envoyés au service militaire.

DANIEL JUNQUA.

AMÉRIQUES

El Salvador

Des affrontements opposent l'armée et les guérilleros à la frontière du Honduras

Des affrontements ont opposé, ces derniers jours, les forces armées et des groupes de guérilla d'extrême gauche en différents points du Salvador. Selon un porte-parole gouvernemental, des véritables batailles rangées se sont déroulées à proximité des trois principales villes de province, Santa Ana, San Vicente et Sonsonate. Des milliers de soldats et des bazookas ont été utilisés par les insurgés. Selon notre correspondant à Mexico, des combats ont également lieu à la frontière du Honduras.

De notre correspondant

Mexico. — Les villages salvadoriens de Arcatao et Las Vueltas, situés près de la frontière hondurienne, sont isolés depuis plusieurs jours du reste du pays. Les autorités militaires ont reconnu que de nombreux affrontements y ont eu lieu entre forces armées et guérilleros. Les pertes dépassent déjà cent morts. Dans une homélie prononcée le dimanche 28 septembre dans la cathédrale de San Salvador, le Père Pablo Amaya a dénoncé les « bombardements indiscriminés » de l'armée contre les paysans de cette zone. « Des dizaines de familles, d'enfants et de vieillards sans défense ont péri dans les batailles effectuées par l'armée et les pistoleros d'extrême droite », a déclaré le religieux.

Le semaine dernière, l'Eglise catholique du Honduras avait dénoncé l'incursion de six avions salvadoriens au-dessus du territoire hondurien et le bombardement d'un camp de réfugiés qui avait fait de nombreuses victimes. Un responsable militaire salvadorien a reconnu que l'aviation de son pays avait réalisé des opérations « près de la frontière ».

D'autre part, les Forces armées de la résistance nationale (FARN) ont annoncé le 30 septembre la mort de leur commandant en chef, Ernesto Jovel, et du Père Augusto Cotto, respon-

sable des relations internationales de l'organisation, survenue le 17 septembre. Après enquête, dit le communiqué, il apparaît que l'avion dans lequel se trouvaient les deux dirigeants s'est abîmé « à la suite d'un attentat de nature terroriste ».

La mort de M. Jovel et Cotto est survenue peu de temps après la rupture entre les FARN et la Direction révolutionnaire unifiée (DRU) qui regroupe les trois autres organisations militaires révolutionnaires du pays (1). Certains milieux avaient attribué les deux décès à d'obscurs règlements de comptes entre organisations rivales. Le communiqué des FARN dément que l'« esprit unitaire » du commandant Jovel ne sera pas oublié. Il fait état de « conversations qui se déroulent actuellement dans un état d'esprit fraternel » entre l'organisation et la DRU.

Tout indique, en effet, que les quatre organisations, qui n'ont jamais rompu le dialogue, travaillent à reconstituer l'unité, si difficilement acquise au printemps.

FRANCIS PISANI.

(1) Il y a eu 16 000 tués sur 75 000 inscrits, 2 000 des lauréats venaient de classes entièrement arabisées. Dans le secondaire seules les disciplines scientifiques sont encore souvent enseignées en français.

TERRORISME :
POURQUOI LES NAZIS
JETTENT LEUR MASQUE

LE CLASSEMENT
DES DEPUTES SELON
LEURS MERITES

DEUX GRANDES ENQUÊTES

LE NOUVEAU

Observateur SAMEDI

L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEAU OBSERVATEUR AUSSI

Mexico. — Les villages salvadoriens de Arcatao et Las Vueltas, situés près de la frontière hondurienne, sont isolés depuis plusieurs jours du reste du pays. Les autorités militaires ont reconnu que de nombreux affrontements y ont eu lieu entre forces armées et guérilleros. Les pertes dépassent déjà cent morts. Dans une homélie prononcée le dimanche 28 septembre dans la cathédrale de San Salvador, le Père Pablo Amaya a dénoncé les « bombardements indiscriminés » de l'armée contre les paysans de cette zone. « Des dizaines de familles, d'enfants et de vieillards sans défense ont péri dans les batailles effectuées par l'armée et les pistoleros d'extrême droite », a déclaré le religieux.

Le semaine dernière, l'Eglise catholique du Honduras avait dénoncé l'incursion de six avions salvadoriens au-dessus du territoire hondurien et le bombardement d'un camp de réfugiés qui avait fait de nombreuses victimes. Un responsable militaire salvadorien a reconnu que l'aviation de son pays avait réalisé des opérations « près de la frontière ».

D'autre part, les Forces armées de la résistance nationale (FARN) ont annoncé le 30 septembre la mort de leur commandant en chef, Ernesto Jovel, et du Père Augusto Cotto, respon-

sable des relations internationales de l'organisation, survenue le 17 septembre. Après enquête, dit le communiqué, il apparaît que l'avion dans lequel se trouvaient les deux dirigeants s'est abîmé « à la suite d'un attentat de nature terroriste ».

La mort de M. Jovel et Cotto est survenue peu de temps après la rupture entre les FARN et la Direction révolutionnaire unifiée (DRU) qui regroupe les trois autres organisations militaires révolutionnaires du pays (1). Certains milieux avaient attribué les deux décès à d'obscurs règlements de comptes entre organisations rivales. Le communiqué des FARN dément que l'« esprit unitaire » du commandant Jovel ne sera pas oublié. Il fait état de « conversations qui se déroulent actuellement dans un état d'esprit fraternel » entre l'organisation et la DRU.

Tout indique, en effet, que les quatre organisations, qui n'ont jamais rompu le dialogue, travaillent à reconstituer l'unité, si difficilement acquise au printemps.

FRANCIS PISANI.

DROIT
Sciences Eco.

Documentation sur demande

Octobre à Juin

Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé

44, bd Saint-Michel, Paris 6

Tél : 01 42 33 33 33 / 01 42 33 33 33

antennes

Parce que les médias sont aussi un terrain d'aventures

En vente partout : 14 F - abonnements : 130 F

3, rue Fécamier - 75341 Paris Cedex 07 - Tél : 544.38.71



Vivez mieux votre 3^e âge aux Jardins d'Arcadie de Saint-Maurice

Située à deux pas du Bois de Vincennes et à quelques minutes du cœur de Paris par le R.E.R., c'est l'unique résidence Jardins d'Arcadie en région parisienne.

Les Jardins d'Arcadie c'est une solution pratique : un appartement et des services : restaurant, service para-médical, aide-ménagère, club... des amis, des relations.

Bureau de vente sur place : 18, avenue des Canadiens, 94410 Saint-Maurice Tél. 885.55.36. Ouvert tous les jours, sauf dimanche de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h. ou, pour recevoir une documentation gratuite, retournez-nous ce bon.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

TÉLÉPHONE _____ PROFESSION _____

HERVE PICOT S.A. - Société RIVAUD

Zimbabwe
 e DE VON
 gado a
 ler qu
 on de
 contra
 e de
 greve a
 autôn
 de 198
 morte
 nos. D
 ahist
 a ind
 es m
 on co
 acc. D
 ey. D
 na d
 out e
 ir a
 in Sa
 en co
 dani
 de
 S

Galeries Lafayette
HAUSSMANNTAGE

LE PRIX DES VOITURES NEUVES



Nouvelle génération Mercedes 4 cylindres, à partir de 62.500 F.*
Des performances incomparables à des prix comparables.

Vous l'avez sans doute remarqué, la voiture n'est plus ce qu'elle était. C'est donc le moment pour elle de devenir ce qu'elle doit être. Et la nouvelle génération des Mercedes 4 cylindres lui montre clairement la voie, en réussissant la synthèse supérieure des performances, de la rentabilité et du confort. Sans oublier les prix, qui soutiennent la concurrence avec ceux de la concurrence.

2 litres à carburateur et 2,3 litres à injection, les deux nouveaux moteurs Mercedes 4 cylindres devaient répondre à un cahier des charges exceptionnellement ambitieux: nette

augmentation de la puissance avec de larges réserves aux régimes élevés, soulagement du conducteur par une grande élasticité dans les régimes moyens, diminution de la consommation par une combustion mieux commandée, protection de l'environnement grâce à des émissions plus faibles et un bruit encore réduit, amélioration de la rentabilité par un entretien facilité.

Les résultats satisfont largement aux ambitions: avec respectivement 109 ch DIN (80 kW) et 136 ch DIN (100 kW) et en moyenne 15 % de consommation en moins, les deux

nouveaux moteurs Mercedes s'avèrent à la fois puissants, souples et économiques. Et ils s'intègrent de manière parfaitement homogène dans la conception générale des 5 nouveaux modèles, faite comme toujours d'équilibre et d'harmonie, de confort et de sécurité.

Deux berlines (200 et 230 E), deux breaks (200 T et 230 TE), un coupé (230 CE): performances incomparables et prix comparables, la nouvelle génération Mercedes 4 cylindres entre dans la nouvelle ère de l'automobile avec des arguments sans pareils.

Mercedes. L'esprit de synthèse.



*Prix TTC + frais de transport.

JUSTICE

Le droit de grève en procès

Le procès intenté par la Régie Renault au syndicat C.G.T. de la Régie au Mans est venu, le 1^{er} octobre, devant la cour d'appel d'Angers. Le même jour, celle de Rennes examinait un procès similaire engagé par la direction du chantier naval Dubigeon-Normandie contre les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. nantais.

A Lya, le tribunal correctionnel a débouté la S.N.C.F. et relaxé les syndicalistes qui avaient occupé la gare de cette ville pour protester, il y a un an, contre les licenciements effectués par R.V.I. (Renault-Véhicules industriels). De nombreuses autres actions judiciaires du même ordre sont en cours.

De nos correspondants

● RENNES : la sanction des abus

Rennes. — « Nous ne serons pas un seul centime, car il en va du devenir du droit de grève », a déclaré M. C.G.T. et la C.F.D.T. avaient appelé séparément à manifester au même endroit, mercredi, à Rennes, se trouvaient mille deux cents à mille trois cents personnes se sont rassemblées devant le palais de justice. Les Chantiers navals Dubigeon-Normandie, de Nantes, réclament, en effet, 1,43 million de francs à l'Union des syndicats C.F.D.T. des métaux de Nantes, au syndicat local C.G.T. des métaux au syndicat C.G.T. de Dubigeon-Normandie et à quatre délégués syndicaux C.G.T. et C.F.D.T. pour abus du droit de grève.

Le « conflit des pendules » avait été marqué, du 7 octobre au 7 novembre, par une longue et difficile grève. La direction avait décidé que les salariés pointeraient quatre fois par jour en lieu de deux et que ce pointage se ferait sur les lieux de travail effectifs et non plus dans les vestiaires. Cette grève, qui fit apparaître au grand jour les divergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T. dont le local fut saccagé et dont les porte-parole déplorables à la poursuite du mouvement furent empêchés de parler, s'était traduite par quelques exactions. La société en avait présenté la facture au tribunal de grande instance de Nantes qui fit droit, le 23 mars 1979 (Le Monde du 3 avril 1979), à cette demande de Dubigeon-Normandie, retenant la responsabilité des organisations et des délégués syndicaux.

Citait un arrêt de la cour d'appel de Rennes qui, le 1^{er} juillet 1979, considérait que les délégués syndicaux ne représentaient pas la collectivité des salariés. M. Danièle Fretin-Bathilly, du barreau de Nantes, a plaidé l'irrecevabilité de l'action engagée contre les délégués. Quant aux organisations, qui sont des personnes morales, elles ne sont pas titulaires, en tant que telles, du droit de grève : « Comment pourrait-on abuser d'un droit que l'on n'a pas ? » Dans cette affaire,

les premiers juges ont estimé que les organisations syndicales sont les promotrices, les organisatrices et les maîtres d'œuvre de la grève, qu'il leur appartient de ce fait de contrôler le mouvement et qu'elles doivent être tenues pour responsables des abus survenus. Plaidant la mise hors de cause de ses clients, l'avocate nantaise a estimé que la décision des premiers juges faisait peser sur les délégués syndicaux une responsabilité collective du fait d'autrui, ce qui, pour l'heure, n'existe pas dans le droit civil français.

Pour le défenseur de la C.F.D.T., M. Lucien Fouace, « ce propos traduit un souhait de voir condamner l'arrêt de travail ».

« On nous fait un mauvais procès à propos de cette action en justice », a estimé M. Philippe Gauthier, du barreau de Nantes, défenseur de Dubigeon-Normandie, qui n'entend nullement remettre en cause le droit de grève, mais demande la sanction d'un abus de droit. « Il s'agit de juger que, dans cette grève, les organisations syndicales et les délégués syndicaux ont été les constructeurs, les agents d'exécution de la grève, qu'ils ont délibérément abusé de moyens dérogatoires à l'exercice licite du droit de grève et que ces moyens ont entraîné un préjudice anormal. » Arrêt le 30 octobre.

CHRISTIAN TUAL.

LE SORT DE M. JACQUES BIDAOU

Un « huron » contre un ministre

« Rock against Peyrefitte » est le titre du concert organisé jeudi 2 octobre, à partir de 18 heures, à la Mutualité, à Paris, par un comité de soutien à M. Jacques Bidaou, juge d'instruction à Hayange (Moselle), suscitendu le 16 juillet par le ministre de la justice pour « non-conformisme », « extravagance », « manquements à l'obligation de réserve » et « violations du principe de la séparation des pouvoirs ». Encore ne s'agit-il que de quelques-unes des charges retenues contre lui, le dossier rassemblé patiemment par la chancellerie contenant, au dire de l'interressé, plus de 340 cotes.

M. Bidaou est un excentrique, une espèce d'olivier rare parmi ses pairs. Fondateur et membre unique de l'International Punk ou Syndicat de la magistrature, ce grand escogrogné à l'air d'étudiant prolongé a choisi la provocation comme mode d'expression. C'est un risque qu'il prenait : il n'est pas sûr que cela ne lui ait rendu que des services, ni aux causes qu'il défend.

La querelle juridique qu'il a menée contre la cour d'appel de Metz et le Sénat, à laquelle il a ordonné huit fois de suite la réintégration d'immigrés jetés à la rue, lui a valu le soutien du parti socialiste — localement — et de M. Mitterrand, personnellement. Autour de cette affaire, menée avec olice, de courage que de doigt, sont venus

se greffer des épisodes qui ont provoqué des grincements de dents, même parmi ses amis. Depuis l'affaire de la Sonacot, M. Bidaou multiplie les interventions. Dans l'une, il affirme, non sans présomption, vouloir « dévorer le système de pensée » des « bureaucrates » au pouvoir ; dans l'autre, il proclame sa volonté de jouer les « hurons » du monde judiciaire.

Il joue les empêcheurs de tourner en rond au Syndicat de la magistrature, où ses tirades répétées ont fini par lasser. Aujourd'hui, le Syndicat, qui lui reproche de jouer les francs-tireurs et d'ignorer les vertus de l'action collective, admet qu'il n'est « pas simple à défendre », mais lui apporte son soutien au nom de la liberté de jugement en son âme et conscience, sous le contrôle de la cour d'appel et de la Cour de cassation.

Manqué de révélation, tenu pour suspect par la plupart des siens, M. Bidaou n'est pas seul, comme en témoigne le concert à la Mutualité et le soutien que plusieurs organisations lui ont apporté au cours d'une conférence de presse, le 1^{er} octobre, dont le P.S.U., le S.G.E.N., C.F.D.T., le Syndicat national des journalistes, la Ligue des droits de l'homme et, malgré tout, le Syndicat de la magistrature.

BERTRAND LE GENDRE.

● ANGERS : jurisprudence et préjudice

Angers. — La grève dite « de l'enthousiasme » qui désorganisa totalement la production de l'usine Renault du Mans (dix mille salariés de février à avril 1979) et contraignit au chômage technique plusieurs unités de montage de la firme était-elle « licite », ainsi que l'a affirmé en mars 1979, le tribunal du Mans, en confirmant la responsabilité du syndicat C.G.T. dans l'organisation de ce mouvement ?

La question a été posée, mercredi, à la cour d'appel d'Angers devant laquelle se déroulait un nouvel épisode de la longue bataille juridique engagée le 21 mars 1978 avec l'assignation du syndicat de Renault, « c'est la jurisprudence des tribunaux qui a défini à la fois le droit de grève et ses limites ». Les participants au mouvement de 1978 « en se bornant à valider la production sans se déclarer en grève — ce qui aurait impliqué la suspension du contrat de travail et le droit pour l'employeur de ne pas payer les salariés — n'ont pas respecté les principes de la bonne foi ».

Ce à quoi M. Jacob, du barreau de Paris, répond en nom du syndicat C.G.T. que « le propre de la grève est de créer un préjudice pour l'employeur, car il n'y a pas pour les travailleurs d'autre moyen d'obtenir gain de cause » et que si « la jurisprudence seule définit des normes, elle n'est pas éternelle ». La responsabilité du syndicat C.G.T. est-elle engagée ? Pour M. Jacob, il faut compter avec « l'autonomie de la volonté des travailleurs qui peuvent aujourd'hui décider de rompre le contrat sans attendre les consignes syndicales ». Mais pour M. Assicot, les syndicats « ne sauraient être des entités juridiquement irresponsables et, à l'époque, la loi, la C.G.T. s'est félicitée dans des tracts du caractère « approprié » des méthodes employées.

Arrêt le 22 octobre.

CLAUDE-HENRI GAY.

Onze jours après l'incendie de M. Bernard Galle, à Lya, une troisième lettre, écrite de la main de celui-ci, serait parvenue dans la journée du mercredi 1^{er} octobre, à sa famille. On ignore toutefois le contenu du nouveau message.

Les attentats antisémites

- Seize extrémistes remis en liberté à Paris
- Deux personnes écrouées à Nice

Seize militants d'extrême droite, interpellés mardi 30 septembre à Paris, dont M. Pierre Sidos, responsable de l'organisation l'Œuvre française, et Jean-Gilles Malliarakis, dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire, ont été remis en liberté mercredi en fin d'après-midi. En revanche, un militant du Front national, M. Jean-Claude Nourry, a été condamné.

Après les attentats du 26 septembre, une information contre X... a été ouverte le 2 octobre. Elle a été confiée à M. Guy Joly.

A Nice, quatre des huit militants ou sympathisants de l'ex-FANE, interpellés mardi, ont été présentés jeudi 2 octobre à M. Michel Zavarro, juge d'instruction. Trouvés en possession d'un fusil de guerre et de munitions, trois d'entre eux ont été inculpés de « détention illégale d'armes de première catégorie ». Il s'agit de M. Marc Gillet, un étudiant âgé de vingt et un ans, qui a aussi été inculpé de « menaces de mort par écrit et d'incitation à la haine raciale », et de deux autres personnes, Marie-France Gillet, âgée de vingt-quatre ans, et d'un Anglais, Pierre Beake.

Une quatrième inculpation a été prononcée contre M. Daniel Milan, âgé de trente-trois ans, agent de sécurité, pour complicité d'incitation à la haine raciale. M. Milan, qui a été remis en liberté mercredi, a été condamné à la prison avec sursis à la plaquette déposée, le 4 septembre, par le président de l'association cultuelle israélienne de Nice, au nom de soixante-sept responsables d'organisations juives des Alpes-Maritimes, dont l'identité figurait dans une lettre de menaces portant l'emblème de l'ex-FANE (« le Monde » du 2 octobre).

Un membre du Front national est condamné à six mois de prison

Trois des personnes arrêtées à Paris par la brigade criminelle, dans la journée du 30 septembre, ont été condamnées en flagrant délit, le 1^{er} octobre, par la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris, pour détention illégale d'armes et de munitions. M. Philippe Cocagne, âgé de vingt et un ans, étudiant conservant sur l'armoire de sa chambre des cartouches de la dernière guerre, que lui avait données son père, décédé en 1973. Le tribunal, présidé par M. Ducros, l'a condamné à 1000 francs d'amende.

Enfin, M. François Martini, âgé de vingt ans, avait rangé dans un tiroir un pistolet P. 38, provenant de la guerre d'Algérie, que son père, cardinal, avait préféré, pour des raisons familiales, ne pas garder dans sa propre chambre. Le tribunal l'a condamné à 2000 francs d'amende.

Les deux jeunes gens, qui habitent chez leurs parents, affirment qu'ils ont abandonné toute activité militante pour se consacrer à leurs études. Le cas du troisième, un courtier en publicité,

M. Jean-Claude Nourry, âgé de trente-cinq ans, est plus grave. Ce militant membre du Front national et de comité de soutien à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle, avait déjà été condamné à treize mois d'emprisonnement avec sursis en 1978, pour des chèques sans provision. Les policiers ont trouvé à son domicile deux pistolets de calibre 7,65, ainsi que des cartouches. Ils ont aussi saisi de la documentation sur les émetteurs et les écouteurs téléphoniques, une fausse carte d'identité vierge, des fausses cartes de presse, ainsi qu'un tampon du Syndicat national des journalistes (S.N.J.).

« Les armes », a expliqué M. Nourry, m'ont été remises en 1976 par un ami qui se rétrospectivement dans la société. Je les ai d'abord enterrées à la campagne. Puis je les ai mises chez moi, il y a deux mois, parce que j'avais fait l'objet de menaces, à l'époque de l'assassinat de Pierre Goldman. Et puis, mon ami François Duprat, lui aussi, a été assassiné. Le tribunal l'a condamné à une peine de six mois d'emprisonnement.

L'Assemblée du Conseil de l'Europe s'inquiète de la montée des doctrines élitaires et racistes

De notre correspondant

Strasbourg. — Empêcher la renaissance de la propagande fasciste et raciste est le but que s'assigne l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui a demandé, mercredi 1^{er} octobre, à l'unanimité, au comité des ministres des pays membres de mettre en œuvre, pour l'immédiat, des moyens répressifs et, à terme, d'entreprendre un intense effort éducatif auprès de la jeunesse.

On assiste à « l'apparition dans plusieurs États membres d'une propagande violente visant à réhabiliter les théories fascistes et leurs aspects racistes ». Ce constat du secrétaire luxembourgeois Robert Kriepke, dans le rapport présenté au nom de la commission politique, prend tout son relief à la lumière des récents attentats de Bologne de Munich, d'Anvers et de Paris. L'Assemblée, qui a vigoureusement condamné cette propagande « utilisée avec l'appui par des groupes racistes extrémistes dans un climat d'inquiétude économique et sociale », s'inquiète fort de son développement auprès de certains secteurs de la population et de sa pénétration insidieuse dans l'« idéologie » de certains partis politiques de grande obédience. Fait très rare dans les annales de l'Assemblée, elle attire également l'attention des journalistes et des utilisateurs des mass media sur leur responsabilité à l'égard de la propagation dans le public d'informations susceptibles de « favoriser le développement de réactions à caractère raciste et élitiste ».

Le rapporteur, un juriste qui a passé lui-même les années de guerre dans différents camps de déportation nazis, débute son analyse des menées fascistes en Europe par la situation française. Si la droite néo-fasciste reste une force négligeable au plan politique, les groupuscules terroristes qui s'en réclament ont attiré l'attention par une série d'attentats. Plus importante et dangereuse à long terme est l'apparition d'une nouvelle théorie de la race d'élite mise au point par le Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne (GRCE). Dans son texte, le rapporteur déclare (page 3, paragraphe 30) : « Le GRCE s'est manifesté par une publicité massive dans Figaro Magazine sur une doctrine fondée sur l'impérialisme et sur la théorie de l'élite arriérée ».

On assiste à « l'apparition dans plusieurs États membres d'une propagande violente visant à réhabiliter les théories fascistes et leurs aspects racistes ». Ce constat du secrétaire luxembourgeois Robert Kriepke, dans le rapport présenté au nom de la commission politique, prend tout son relief à la lumière des récents attentats de Bologne de Munich, d'Anvers et de Paris. L'Assemblée, qui a vigoureusement condamné cette propagande « utilisée avec l'appui par des groupes racistes extrémistes dans un climat d'inquiétude économique et sociale », s'inquiète fort de son développement auprès de certains secteurs de la population et de sa pénétration insidieuse dans l'« idéologie » de certains partis politiques de grande obédience. Fait très rare dans les annales de l'Assemblée, elle attire également l'attention des journalistes et des utilisateurs des mass media sur leur responsabilité à l'égard de la propagation dans le public d'informations susceptibles de « favoriser le développement de réactions à caractère raciste et élitiste ».

Le rapporteur, un juriste qui a passé lui-même les années de guerre dans différents camps de déportation nazis, débute son analyse des menées fascistes en Europe par la situation française. Si la droite néo-fasciste reste une force négligeable au plan politique, les groupuscules terroristes qui s'en réclament ont attiré l'attention par une série d'attentats. Plus importante et dangereuse à long terme est l'apparition d'une nouvelle théorie de la race d'élite mise au point par le Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne (GRCE). Dans son texte, le rapporteur déclare (page 3, paragraphe 30) : « Le GRCE s'est manifesté par une publicité massive dans Figaro Magazine sur une doctrine fondée sur l'impérialisme et sur la théorie de l'élite arriérée ».

Mais à terme il s'agit « de s'attaquer aux racines du mal » pour éliminer les causes favorisant la montée du péril fasciste : l'injustice, le chômage, et il faut mener une vaste action d'éducation qui « devrait notamment réserver une place conséquente à l'enseignement de l'histoire moderne de façon à mieux préparer les jeunes à la promotion de la démocratie ».

JEAN-CLAUDE HAHN.

RELIGION

● Décès de l'évêque de Gap. — Mgr Pierre Chagué, évêque de Gap (Hautes-Alpes), est mort le 1^{er} octobre d'une crise cardiaque à l'hôpital de la ville, où il avait été admis le matin même. Né à Dijon le 27 juillet 1920, Mgr Chagué avait été consacré évêque en 1965. En 1965 il était devenu archevêque de Bellinzone-sur-Saône (Rhodé), puis, en 1969, évêque auxiliaire de Lyon en résidence à Rosone. Il était évêque de Gap depuis 1973.

SPORTS

FOOTBALL

Trois dubs français sur quatre passent le premier tour des Coupes d'Europe

Nottingham Forest, vainqueur de la Coupe européenne des clubs champions ces deux dernières années, ne réussira pas le « passe de trois », comme le Real Madrid, l'Ajax Amsterdam ou le Bayern Munich. Déjà battus le 17 septembre à Sofia, par les militaires du C.S.K.A., les « Forestiers » de Nottingham, handicapés par l'absence de leur avant-centre Trevor Francis et les démetés de Gary Birtles, l'autre attaquant de pointe, avec l'entraîneur Brian Clough, ont subi, mercredi 1^{er} octobre, une deuxième défaite — la quatrième seulement en vingt matches — sur le même score 1 à 0. Les chanciers anglais dans cette épreuve reposent désormais sur le Football Club de Liverpool, vainqueur en 1977 et en 1978, qui a réussi le plus gros score de la soirée (10 à 0) contre les Finlandais d'Oulu.

Monaco. — Même la visite du Football Club de Valence et de son illustre entraîneur de buts Mario Kempes n'a pas suffi à remplir les tribunes du stade Louis II. C'est l'enseignement majeur du match qui opposait, mercredi 1^{er} octobre, l'équipe de la Principauté au club espagnol, détenteur de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupes. Tout le reste sera du déjà vu : la qualité du football pratiqué par les joueurs de l'AS Monaco, comme sa fâcheuse habitude d'être l'équipe des « ronds rendez-vous manqués ».

Malgré trois titres de champion de France et quatre coupes de France gagnées en vingt ans, qui lui confèrent un certain prestige dans l'hésitation, Monaco n'a, en effet, pas cessé de multiplier les échecs à l'échelon européen. Difficile d'expliquer pourquoi des joueurs qui, à long terme, ont atteint l'égalité avec les Stéphaniens les Nantais ou les Bastiais ne supportent plus la comparaison dès qu'il s'agit de compétitions européennes. En tout cas, après les éliminations peu glorieuses enregistrées en seizièmes de finale

de l'Uruguayen Moreno (36' min.) pour Valence et de Petit (50' min.) — mais l'illusion ne sera plus que de courte durée. Coup sur coup, les Argentins Kempes (74' min.) et Felmán (77' min.) ont frappé, appelant de manière très opportune que le FC Valence est une équipe très habile « on ne l'attaque et que ses individualités sont capables à tout moment de redresser une situation compromise ».

Résultat (3 à 1) : par la faute de trois francs-tireurs uruguayens venus exercer leur talent en Espagne et de sa défense centrale un peu trop complaisante, la nouvelle équipe monégasque, au demeurant très généreuse, n'avait pas mieux réussi que ses devanciers.

bles à tout moment de redresser une situation compromise.

Résultat (3 à 1) : par la faute de trois francs-tireurs uruguayens venus exercer leur talent en Espagne et de sa défense centrale un peu trop complaisante, la nouvelle équipe monégasque, au demeurant très généreuse, n'avait pas mieux réussi que ses devanciers.

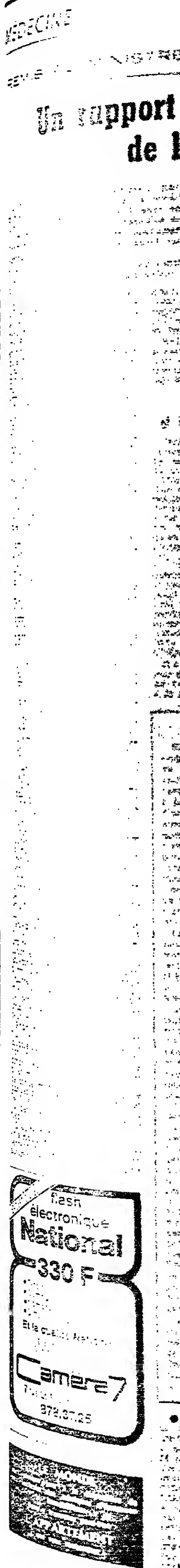
JEAN-MARIE SAFRA.

RÉSULTATS

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS (seizièmes de finale, retour)

Nantes (Fr.)	Linfield (Ir.) du Nord	3-0 (1-0)
Grainval (Roum.)	et Inter Milan (It.)	1-1 (0-2)
Stoile (Roum.)	et Stavanger (Norv.)	4-1 (3-2)
Stambouli (Pol.)	et Trabzonspor (Turquie)	3-0 (1-2)
Ostava (Tch.)	et Vestsjælland (Dan.)	1-0 (1-1)
Bozovik (Bos.)	et Sp. Lausanne (Suisse)	1-0 (2-0)
Spartak Moscou (U.R.S.S.)	et Rod. (Lux.)	4-0 (5-0)

● Nottingham F. (Ang.) : 1-0
● Liverpool (Ang.) : 0-0 (1-1)
● Austria Vienne (Autr.) : 0-0 (0-1)
● Bayern Munich (R.F.G.) : 3-0 (4-2)
● Apollon Nicoté (Cypr.) : 2-1 (0-1)
● Dynamo Berlin (R.D.A.) : 2-1 (3-1)
● Bielefeld (R.F.G.) : 4-1 (1-0)
● Ajax (P.-B.) : 1-0 (2-0)
● Esbjerg (Dan.) : 1-0 (2-0)
● Stead (Suède) : 3-2 (0-0)
● Real Madrid (Esp.) : 5-1 (12-1)



Le Monde DES LIVRES

Vladimir Volkoff et ses anges

Le troisième tome des Humeurs de la mer.

VOI qu'on en dit aujourd'hui, ou il faut d'abord être « artiste », l'intelligence est du bon dans le roman. Et je ne saurais trop rendre grâce à Vladimir Volkoff d'être intelligent. Cette qualité, je l'ai perdue dès le premier livre que j'ai lu de lui. C'était le Retour. Elle me fait passer sur beaucoup de ses défauts : bavardage, goût des discours, goût de l'effet aussi, des présentations recherchées, des artifices en tous genres, qui vont croissant dans *Intersection*, troisième tome des *Humeurs de la mer*.

termes théologiques et que sont examinées les réponses fournies par les diverses pensées religieuses : la Bible, le christianisme, le catholicisme avec son culte de la Vierge, la gnose, et jusqu'au manichéisme des Cathares. C'est un drôle de roman qu'*Intersection*, qui glisse des débats d'intérêts terminables parties ou le chat joue à attraper la souris, où deux adversaires se mesurent, et c'est à qui réduira l'autre à sa merci. Il se développe autour d'une scène ocoque : la rencontre à Alger, peu de temps avant la proclamation de l'indépendance, du colonel François Boujeux et de l'assistant social Solange Bernard. L'espionnage, ressort principal du romancier Volkoff, intervient donc de nouveau ici. C'est le service des renseignements généraux qui provoque la rencontre, soupçonnant Solange d'être un agent de Moscou. Ne s'appelle-t-elle pas en réalité Svetlana Bernhardt ?

Cette confrontation entre l'officier et la jeune femme, nous y assistons en direct, comme dans un film, mais elle est constamment interrompue par des intermèdes aussi divers que multiples où les deux anges mettent leur grain de sel et facilitent bien les choses.

Les tomes précédents des *Humeurs de la mer* nous ont appris à connaître les deux protagonistes François Boujeux et Solange Bernard. Le héros martial de la *Leçon d'anatomie* qui se passait à la fin de la guerre d'Algérie et, sous le pseudonyme de Franck Bloch, le meneur en scène inquiet d'Océan qui se déroulait, quelques années plus tard, aux Etats-Unis.

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 19.)

L'apocalypse de Virgil Tanase

Une descente onirique aux enfers d'un adolescent roumain ordinaire.

ROCCIS envoûtants d'Istrati ; proses élégantes de Cloran ; cruelles facettes d'Ionesco ; jardins secrets d'Eliaze ; maints adolescents par la culture européenne ont fécondé cette culture à leur tour. Comme ses illustres compatriotes, Virgil Tanase quitte les alpages et les cirques des Carpates, les mains vides, mais riche de talent, d'originalité, d'une vision. Né en 1946 à Galati-sur-Danube, aux limites des steppes orientales, il n'est pas tout à fait inconnu à Paris. En 1976, alors qu'il résidait et travaillait encore à Bucarest comme metteur en scène et traducteur de Balzac, de Gombrowicz, de Barthes aussi — qui deviendra son professeur par la suite — Tanase publie en France un premier

texte étonnant. Il y tente, ni plus ni moins, de réconcilier Breton avec Valéry dans le superbe récit d'un périple autour d'une ville mystérieuse, enlégée. Il demeure de ce texte insolite, dépourvu de signification politique ou idéologique, où Eros et Thanatos se retrouvent en bout de chemin, le discours incantatoire et magique d'un poète (1). Un vrai.

élevé, ne pensait alors qu'à ouvrir, par sa recherche audacieuse, la voie d'une littérature différente. Sans doute avait-il été trop optimiste. Car, à partir de 1970, les autorités de Bucarest commencent à s'opposer aux aspirations libertaires des intellectuels, effrayés sans doute par les conséquences du réveil tchécoslovaque. Les écrivains épris d'expériences novatrices comme ceux qui souhaitent dénoncer les « erreurs » du passé sont rappelés à l'ordre. Les censeurs se mettent à l'autant des fantômes des suppliques que de l'écriture de ces étranges romans.

La traduction d'*Opérette de Gombrowicz*, proposée par Tanase, est donc refusée. Celle des *Contes drolatiques* aussi. Bâché pouvant nuire à l'éthique socialiste. Quand Tanase présente *L'apocalypse d'un adolescent de bonne famille*, aux implications politiques évidentes, il lui est répondu, avec une terrible douceur, que le public roumain n'est pas mûr pour d'aussi modernes techniques d'écriture. Après les menaces et les pressions de rigueur, les autorités, souhaitant éviter que le conflit entre l'écrivain et ses censeurs ne se radicalise, l'invitent à quitter avec sa famille le pays. Une seule affaire Goma : leur suffirait amplement. Depuis 1977 Tanase vit à Paris. Il collectionne les doctorats, travaille pour une maison d'édition, termine son troisième roman — écrit directement en français — qui paraîtra en printemps prochain.



* Dessin de Bernice CLAYE.

Loin de la contestation bryente, mais ayant vécu l'horreur stalinienne, Tanase, jeune homme distant et bien

L'humour et la tendresse de Gabrielle Rolin

Une certaine manière de regarder les gens.

POURQUOI n'y a-t-il que des livres de femmes pour être rafraîchissants ? Même quand ils ne sont pas précisément de doux breuvages. Et ce roman-ci, malgré son titre, n'est pas l'innocence même. « Les gens sont drôles », dit Mme Filine : oui, drôles comme la guerre et la vie. Mais tout est dans la manière de les regarder et de les prendre. C'est-à-dire dans le regard et le tamisage de l'écrivain. Les choses médiocres, sordides ou tristes sont métamorphosées par l'humour et par l'amour, par la tendresse, par une abondance généreuse qui loin d'émousser la lucidité, l'agrandit. L'observateur est à la fois implacable et baigné d'indulgence.

Dans le roman féminin, de la comtesse de Ségur à Colette et Agatha Christie (Hercule Poirot n'a pas plus de sexe que les anges), les hommes ne sont jamais là. Et quand ils arrivent, comme chez les romancières d'aujourd'hui, c'est pour administrer la preuve de leur inexistence ou même de leur inexistence. Ce manque d'hommes est comblé par un trop-plein de bêtes et de vieilles dames. Autrement dit, par la nature et la sagesse, dans une folle douceur incurable.

Chez Gabrielle Rolin, il y a un homme. Au point qu'on ne saurait dire si c'est lui ou Mme Filine le héros véritable. Elle, qui porte, avec le nom d'antiquaire antique, cette sagesse qui ne l'est pas moins, ne vit et ne raconte, dans l'artifice général, que des histoires naturelles. Lui, c'est la lucidité et l'amour mêmes, souffrants et souffrants : il n'a de passion que pour une seule femme, buveuse de la vie d'une autre et même celle d'un homme. Il est tout petit, il se nomme Pipeau. Il est de race tchèque.

Une astucieuse ambiguïté donne à croire, jusqu'à la page 31, qu'il n'est qu'un petit d'homme. L'épigraphie aurait dû nous mettre la puce à l'oreille : « Ce qu'il y a de meilleur dans l'homme, c'est le chien. » En somme, le chien serait l'avenir de l'homme, si l'homme était bon. Il ne reste plus trop à espérer là-dessus. Sinon dans les contes de Mme Filine, nourrie et poète par vocation. Mais je ne vois rien dit du dentiste, le maître de Pipeau : ni de la blonde qui est la maîtresse des deux (c'est compliqué et à peine moral) ; ni de Mme Ida, cartomancienne ecologique ; ni, car c'est un roman, non pas à tiroirs, mais à étages, sur lequel, sur lesquels, de sa loge, règne Mme Filine.

Elle garde — au sens fort — les « petits ». Le dentiste fait « ouf », enfin seul, quand la blonde s'est envolée, pleurant Pipeau, hantée par Pipeau, mais un grand destin lui est promis : un affreux petit robot franco-américain. Fontaine d'« altes » pas croire qu'il l'enlève aux « States ». Oui, surtout le pire : « States ». Oui, surtout le pire : elle rentre, défrisée, déplumée, tirant l'alle, chômeuse. Le dentiste essaie mollement d'éviter l'inévitable : ils partent en vacances pour se fuir ensemble. Et voilà l'imprévisible aventure : le dentiste emporté sur sa plan-

che à voile quand le vent se lève — il faut tenter de vivre — disparaît, bien malgré lui, dans l'infini. Blonde, soudain, connaît l'angoisse, les larmes, l'amour. Et cet idiot, voilà qu'on le sauve. « Jamais il ne soupçonnera combien elle l'a aimé quand elle l'a cru mort. »

Epilogue. Le plus important, c'est l'entrain spontané où se cache l'art du récit ; l'absence presque provocante de prétention ; la vérité de l'observation ; enfin, dans le ton, le sentiment, c'est une humanité si féminine qu'elle mériterait un autre nom. Pourquoi vous raconter l'histoire, alors que Mme Filine et Gabrielle Rolin le font tellement mieux que moi ? Faites-nous confiance.

D'autant plus confiance que vous avez en Chères menteuses, cet essai si réussi dont l'innocence même est en quelque sorte le roman. On y ment aussi, soyez rassurés : par nécessité, par compassion, pour gagner du temps, par plaisir, par amour ; à commencer par l'amour de la difficulté. « Je ne mens jamais », disait un pauvre homme nommé Delteil, parce que c'est trop difficile. Il se méconnaissait. Pour ma concorde (En ai-je une, comme tout le monde), il y avait sans espèces supérieures de menteurs, et elle leur montrait de la considération parce que ce sont des menteurs professionnels : les comédiens et les écrivains. Alors, quand l'écrivain est femme, et donc comédienne. Le résultat, le voilà. Chère menteuse, comme tout ce qu'elle dit est vrai !

YVES FLORENNE.
* L'INNOCENCE MÉRIE, de Gabrielle Rolin. Méridia de France, 323 pages. Environ 54 F.

L'alternance cosmique des saisons

Outre son exceptionnelle qualité, le second roman de Tanase est le mérite de répondre à une question qui revient périodiquement : comment concilier la revendication de l'écrivain au rêve, à l'invention, à la recherche et au jeu, avec l'exigence sociale imposée par son temps ? Nous savons bien que la politique et la création littéraire font rarement bon ménage et que leur accouplement est source de fâcheux échecs. Et même si les cris sincères sont tragiquement nécessaires, ils n'ont le plus souvent rien à voir avec la littérature, car ce n'est pas la beauté d'une cause ou sa justesse qui confère à une œuvre puissance et attrait.

L'*Apocalypse d'un adolescent de bonne famille*, de Tanase, est un texte onirique. Son auteur n'hésite pas à laisser champ libre à son prodigieux pouvoir d'invention, à son goût de recherche, à son attirance pour le jeu difficile de la création. Le thème du roman est simple : un homme voyage dans une géographie brisée, dans un temps éclaté et reconstruit. Il aime une femme. Au terme de l'itinéraire, parsemé d'étranges accidents de parcours, canaux, rivières, ferrovies — il y a de la vision du cinéaste heide Delvaux dans ce cheminement crépusculaire — il est tué par son propre ami.

EDGAR REICHMANN.
(Lire la suite page 20.)

« LES FIGURANTS », de François Weyergans

La vie en play-back

APRÈS le Nouveau Roman et les descriptions d'objets des années 60, après l'éclosion de théories linguistiques et d'autobiographies des années 70, les années 80 seront-elles marquées par un retour mesuré aux feuilletons d'il y a cent ans, par des sagas familiales de 1900 à nos jours ? Amorcé par des auteurs comme Michel Déon, Jean d'Ormesson, Max Gallo, Pierre-Jean Remy, le mouvement s'amplifie à l'approche de l'an 2000, et une bonne vingtaine de nouveautés de l'automne se veulent plus ou moins des *Forêts* à la française récapitulant notre siècle.

Le genre attire des auteurs qui en sont très éloignés. Témoin François Weyergans. Venu de l'I.D.H.E.C. et du court métrage d'avant-garde, il a débuté en 1973 par un livre, *Le Pitre*, qui se souciait peu de tenir en haleine les amateurs d'événements familiales. Le seul propos du narrateur était de liquider ses obsessions intimes et ses délires avec un psychanalyste en qui il était épris de reconnaître le grand vif du freudisme parisien. Moins subjectif, Berlin mercredi, paru l'an dernier, restait un livre expérimental, difficile, au projet et à l'écriture mal assurés.

On dirait les *Figurants* écrits par quelqu'un d'autre, tant ces défauts de débutant ont soudain disparu. Au lieu de battre l'estrade pour son compte, l'auteur se tient en coulisse au seul service de son récit et d'une prose tranquille. Ce doit être ça qu'on appelle la maturité.

RESUMEES, les aventures des *Figurants* paraissent banales et dérisoires, comme les histoires que s'échangent dans les trains des cousins lointains en route pour un enterrement ou une noce. « Et tante Louise ? — Bah, tu sais, ce que c'est, toujours pareil depuis que l'oncle Maurice... », etc. Il faut le temps de lecture pour se sentir de la famille, et éprouver ces joies ou ces drames du dedans.

En gros, deux lignées de petits-bourgeois provinciaux, les uns venus de Châteauroux, les autres de Marseille, se mélangent entre 1914 et aujourd'hui. Comme souvent, les fondateurs des dynasties sont mieux traités et plus intéressants que les rejetons. C'est le cas du ménage Michaud, typique avec la mari goudai qui installe sa poule à domicile et l'épouse mesochiste qui s'abrutit de catinants.

Autre couple bien observé et bien de son temps, aux antipodes du premier : Marcel, l'employé de Pathé effleuré par les utopies révolutionnaires de l'entre-deux-guerres, et sa maîtresse, Lucienne Triquet. Celle-là, quel numéro ! Elle aurait mérité d'occuper le livre à elle seule. Bien qu'elle n'ait jamais

par Bertrand Poirot-Delpech

rancontré Max Linder, son rêve, ni connu le destin de staj qu'elle s'imaginait, elle garde un optimisme ravageur. A cinquante ans, elle séduit des jeunes gens de vingt. De ces forces de la nature autour desquelles, comme par compensation, les vies s'éloient ou se suppriment.

L'HISTOIRE collective de 1914 à nos jours accompagne ces chroniques familiales, mais en arrière-plan, dans la seule mesure où elle modifie les destins.


Les Michaud, les Triquet, les Mene et les Rosenfeld font partie de la masse qui subit l'événement et ne l'infirmité jamais. A cause des progrès de la T.S.F., on est au courant, on porte à table de l'effort Oustrie, du procès de Riom et, plus près de nous, en 1961, des massacres d'Algériens, en plein Paris, par les policiers de M. Papon. Mais à moins de mobilisation ou d'éclat aérienne, on reste à l'écart. A une erreur près — la libération de Paris ne date pas de 1945 mais de 1944 (page 189). — Weyergans donne à l'actualité la juste place qu'elle prend dans ces millions d'existences sans prise sur l'événement.

Avec d'autant plus de mérite qu'il a moins de quarante ans et ne connaît qu'indirectement les trois quarts de l'époque traversée, l'auteur restitue parfaitement, avec leur vocabulaire du moment, les usages et la morale qu'observent aveuglément ses personnages. A toutes les pages, on sent le poids, indiscuté, inexplicable, de « ce qui se fait » : durée des deuils et des fiançailles, des procédures sans père, peur de mourir sans confession, honte de n'avoir que trois enfants... Autant de contraintes venues de la nuit des temps, souvent imposées par les classes supérieures ou des religions auxquelles on ne croit plus, codées aux finalités effacées, mais dont on ne se libère qu'au prix d'incroyables efforts et de terribles approches.

A première vue, Weyergans paraît prendre plaisir à peindre ces vies, soumises, étouffées, médiocres, et à ne leur laisser aucune chance. L'auteur du *Pitre* aurait-il épuisé en complaisance envers soi ses ressources de sympathie ? Tant de froideur glace. On guette en vain une petite flamme de plus ruse. On est au-delà de l'insensibilité et du goût de la bêtise cultivés par Flaubert. Même le désir et le vitalité par lesquels quelqu'un comme Lucienne se réapproprie en partie sa destinée apparaissent, vus avec le regard solennel pudibond de l'époque, comme déplacés, triviaux.

En fait, cet abandon des personnages à leur grisaille contribue à peindre ce siècle, et répond à une technique romanesque qui a fait ses preuves. On songe aux enl-héros de Sertre, qui font les gestic de la vie — comme un prêtre qui a perdu la foi —. Tels Roquentin de la Neuse et les personnages des *Chamins de la liberté*, les *Figurants* ressentent l'écoulement du temps comme une hémorragie lente. Ils n'ont guère de passé — ce luxe de propriétaires — et encore moins de projets.

(Lire la suite page 19.)



“En nos temps de littérature sans provisions, comme on le dit des châteaux, et de bluffs orchestrés, la rigueur de Croussy devient mieux qu'héroïque : originale.”

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

Guy Croussy

La tondue

roman

GRASSET

(1) Portrait d'homme à la fois d'un paysage marin, Flammarion (voir « Le Monde des Livres » du 15 octobre 1976).

Le roman d'humour de la France des années 50

ERIK ORSENNA
Une comédie française

"Ce festival de burlesque restitue l'air et les mentalités de l'époque mieux que bien des pesantes sagas réalistes."

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

324 pages



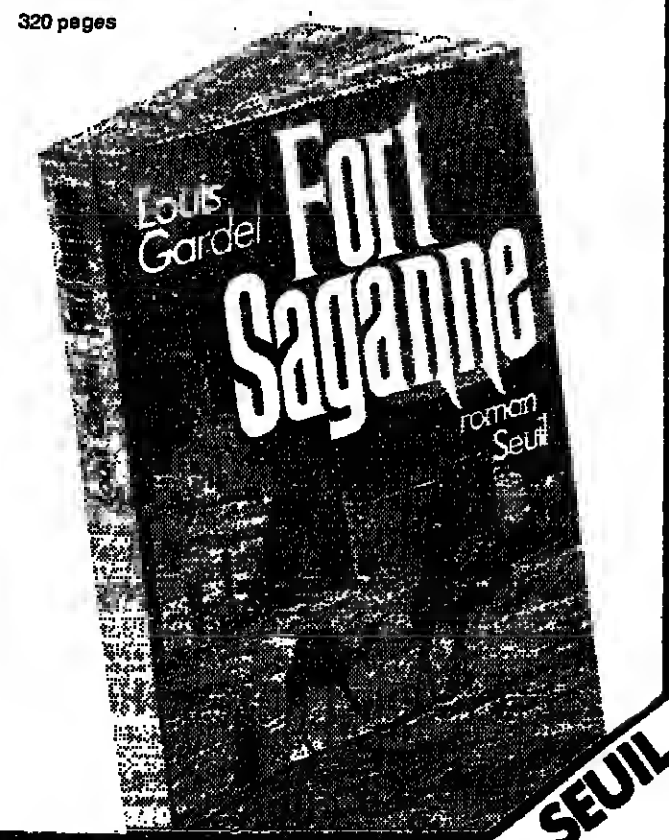
Le roman d'amour du Sahara

LOUIS GARDEL
Fort Saganne

"Toute une France aime d'amour le Sahara. C'est son roman que Louis Gardel nous raconte dans un livre superbe."

François Nourissier / Le Figaro Magazine

320 pages



« Domaine étranger » dans les « poche »

Une série nouvelle intitulée « Domaine étranger » vient de voir le jour chez Christian Bourgois en 1978. Après les « classiques du domaine étranger » (London, Kipling, Stevenson) dirigés par Francis Lacassin, cette nouvelle série, sous la direction de Jean-Claude Zylborstein, vise essentiellement à rééditer les grands auteurs — connus et méconnus — du XX^e siècle. Six titres seront parus avant la fin 1980 qui indiquent bien la direction de qualité de ce nouveau « domaine étranger » : *Franny et Zoey*, de Salinger ; *Notre agent* de la Havane, de Graham Greene ; *La Fenêtre ouverte*, de Saki ; *Rastou à Bridehead*, d'Evelyn Waugh ; *Le Fil du rasoir*, de Somerset Maugham. Ce qui se voit, mais, d'Henry James. Viendront ensuite d'autres titres choisis surtout dans les fonds, Lefont, Julliard, Plon, notamment Mercutio, de Calvino, *Brisura* de Senegre, de Nabokov, *L'âne de Buridan*, de Saint-Solow, des nouvelles de Singer, *Jeune de Chrome*, de Huxley, *Le Don paisible*, de Choklov, etc. Facilement reconnaissables grâce à une couverture illustrée sur fond blanc, la série s'ouvre pourtant avec un livre entièrement bleu, puis, Selinger, auteur mystérieux de *Franny et Zoey*, continue à exiger que ses œuvres paraissent sans explication et sans illustration sur la couverture.

Pour enquêter sur la police...

Autour de deux brillantes synthèses sur la police dans la collection « Duo saisi ? », Marcel Le Clère, professeur à l'Institut de criminologie de l'Université de Paris, nous

la vie littéraire

offre une bibliographie critique des ouvrages publiés sur la police, en France, depuis le dix-huitième siècle. Au total, mille trois cent quarante-deux numéros, commentés avec précision, où ne font défaut ni les multiples études consacrées à Fouché, ni les livres plus récents, et — hélas — toujours d'actualité — sur la torture. Une table analytique et des précieuses annexes complètent cette « somme » policière. — J. T.

* Editions Yzer, 56, rue de Tiquetonne, 75002 Paris. Prix de souscription : 180 F.

Voyageurs

au dix-huitième siècle

On a souvent souligné le rôle que la connaissance d'autres pays et d'autres usages a joué auprès de nos penseurs et de nos écrivains des Lumières. Depuis peu, un regard nouveau se porte sur les voyageurs du dix-huitième siècle. Les éditeurs sont tirés de ces anciens récits de voyageurs. Et, alors que paraît en Italie la première revue historique et littéraire consacrée aux voyages (1), viennent de se tenir — en une érudition regrettable — deux colloques internationaux sur le même sujet. « Les voyages au dix-huitième siècle », organisés l'un à Wittenbittel par la société allemande d'étude du dix-huitième siècle (24-26 septembre), l'autre à l'université de Bourgogne par la société française en collaboration avec la société britannique (25-28 septembre). De l'ensemble des communications discutées — onze à Wittenbittel, vingt-cinq à Dijon (2) — se dégagent quelques certitudes et plusieurs interrogations.

Au dix-huitième siècle, on voyageait beaucoup plus qu'on ne l'imagine, d'une ville à une autre, d'un pays à un autre, d'un conti-

nent à un autre, et on commence à mieux connaître les conditions matérielles, souvent difficiles, de ces déplacements. Aux motivations utilitaires rationnelles s'en ajoutent de nouvelles, scientifiques, culturelles : on veut recueillir des informations — et cette recherche nourrit un savoir cumulé qui pèse sur les contemporains de l'Encyclopédie ; on va découvrir les jardins anglais ou retrouver les traces de l'Italie antique ; une espèce nouvelle de voyageur est en train de naître, le touriste.

Il en résulte un foisonnement de textes, guides, relations, correspondances. C'est là que les interrogations commencent. Toute cette littérature est-elle encore mal étudiée, parfois inédite. Quel rapport établir entre ces observations, ces témoignages et la création littéraire ? Il y a été bien montré, à Orlon, comment les auteurs de *Robinson Crusoé* et de *Guillemet* tirent parti des voyages réels pour pratiquer un art du « mentir-vrai » à des fins idéologiques opposées. Les voyages donnant naissance à un genre, comme la « lettre d'Italie » qu'on peut écrire en restant chez soi. La difficulté de distinguer le réel du fictif — comme d'apprécier l'effet produit par tout récit de voyage — tient au fait qu'on se déplace souvent en adaptant ce qu'on voit à ce qu'on sait déjà. Le voyageur se transforme plus qu'il ne se transforme.

ROLAND DESNÉ.

(1) *Bulletin du CIEVI* (Centre International de Recherche sur le Voyageur de l'Italie), n° 1 (janvier-juin 1980), éd. Bepi-Blasco, 6, 10024 Moncalieri (Turin), Italie.
(2) Pour tous renseignements, s'adresser respectivement à Dr. G. Fruhsmann, Herzog August Bibliothek, Postfach 1227, D-3340 Wolfenbittel ; et à Michel Baridon, 62, rue Chabot-Charny, 21000 Dijon.

vient de paraître

Romans

ETIENNE BARILLER : *Le Rapt*. — Un jeune homme se réveille d'un coup dans les deux enfants d'une famille bourgeoise. Par l'auteur de *Chien Triste*. (Julliard/L'Age d'homme, 307 p.)

JEAN-PIERRE ENARD : *La Reine du technicolor*. — Un « privé » enquête sur la mort de Lola Corce, une star du cinéma des années 50. Une évocation du cinéma et du Paris de l'époque, par l'auteur de *Dehors*. (Presses de la Renaissance, 176 p.)

ARNOLD MANDEL : *Tibon*. — Une quête de la plénitude à travers l'autobiographie imaginaire du fils d'un rabbin parvenu entre ses goûts pour l'aventure et la création littéraire. Par l'auteur de *Nous autres juifs*. (Mazario, 318 p.)

ERIC DESCHAMPS : *Salut-Expé*. — Portrait d'un pilote romain-mort et d'un grand écrivain : une vie fulgurante et flamboyante. (Jean-Claude Lattès, 396 p.)

Souvenirs
JACQUES CHANCEL : *Tout ce qu'il y aura des livres*. — Des rencontres, des livres, une maison, des paysages sous les « îles » de Jacques Chancel. C'est aussi un voyage intérieur et une évocation de grands écrivains. (Hachette, 417 p.)

INGRID BERGMAN, ALAN BURGESS : *Ingrid Bergman, ma vie*. — La turbulente carrière d'une star anémone jalonnée de films tels que *Casablanca*, *Pour qui sonne le glas*, *Sonate d'automne*. Traduit de l'anglais par Eric Dicon. (Fayard, 397 p.)

Critique
HENRI BEHAR : *L'ère dramaturge*. — Jarry dans le théâtre de son temps et une analyse de sa dramaturgie. (Librairie A.G. Nizet, 304 p.)

HENRI REY-FLAUD : *Pour une dramaturgie du Moyen Âge*. — Une étude, centrée sur une œuvre maîtresse du temps, de la dramaturgie médiévale. (PUF, 185 p.)

Philosophie
GASTON FESSARD : *La Philosophie historique de Raymond Aron*. — Un essai de philosophie et d'histoire de l'introduction à la philosophie de l'histoire. Préface de Jeanne Hersch. (Julliard, 414 p.)

Spiritualité
Méditation en les rayons des arcanes majeurs du Tarot. — En s'appuyant sur la tradition de l'hermétisme chrétien, l'auteur, qui a tenu à garder l'anonymat, tente d'expliquer l'enseignement secret du tarot des images du Moyen Âge. Avant-propos de Hans Urs von Balthasar. (Anbier Montaigne, 775 p.)

Sciences
JEAN-HENRI FABRE : *Promenades entomologiques*. — Extraits des *Souvenirs entomologiques*, ces *Promenades* enchantées au pays des insectes du célèbre naturaliste. Introduction de Jean Rostand. (Maspero, 299 p.)

SPENCER WEART : *La Grande Aventure des atomistes français*. — L'épopée des pionniers français de l'ère nucléaire retracée par un historien des sciences. Préface de Pierre Auger, postface de Bertrand Goldschmidt. (Fayard, 396 p.)

Politique

ALAIN DUHAMEL : *La République électorale*. — C'est à *Anatomie politique de la France*, comme l'indique le sous-titre, avec exemples et portraits à l'appui, le système présidentiel français. (Grasset, 290 p.)

ROGER GARAUDY : *Il est encore temps de rêver*. — D'un candidat à l'élection présidentielle, un programme politique « à visage humain ». Avec la coopération de Pierre-Luc Segallion. (Stock, 260 p.)

Histoire

CLAUDE DULONG : *Année d'Anarchie*. — Une biographie complète, mais sans les trois mousquetaires ! (Hachette, 425 p.)

LEON et NATALIA TROTSKI : *Correspondance, 1933-1938*. — Une cinquantaine de lettres, un coup d'œil original sur l'existence privée d'un grand homme public. (Gallimard, 175 p.)

G. MOKHTAR ET AUTRES : *Histoire générale de l'Afrique*. — Second tome d'une histoire de l'Afrique en huit volumes entreprise avec l'appui de l'UNESCO et la participation de nombreux spécialistes. (Jeune Afrique/Stock/Unesco, 925 p.)

en poche

LE PARADOXE DU PESSIMISME

SCHOPENHAUER était de ces caractères intérieurement qui ne pardonnent jamais le tort qu'on leur a fait. Il n'a cessé de se venger de l'existence en la dépeignant sous les traits les moins désirables. Dans sa *Métaphysique de la mort*, il assure que « si l'on frappait aux tombes », pour inviter leurs habitants à revenir, « ils secoueraient la tête en signe de refus ». Les défunts témoigneraient ainsi qu'ils ne souhaitent pas connaître le nouveau la peur de mourir.

Dans sa *Métaphysique de la mort*, Schopenhauer ne se montre pas moins pessimiste. « Si nous plongeons, dit-il, notre regard dans le labyrinthe de la vie, nous voyons tous les êtres accablés par les maux et les souffrances de cette existence, lendant de toutes leurs forces à satisfaire des besoins sans fin et à se débattre entre des souffrances variées, sans pourtant pouvoir espérer autre chose que la conservation de cette vie individuelle tourmentée, pendant un bref laps de temps. Or, au milieu de cette mêlée, nous voyons se rencontrer les regards pleins de désir de deux amoureux. Mais pourquoi est-ce à la débâcle, cruellement, furtivement ? Parce que ces amoureux sont les traîtres qui cherchent en secret à perpétuer toute cette misère et toutes ces peines, vouées sans eux à une fin prochaine. »

On pourrait s'effrayer ou s'irriter du pessimisme qu'éprouve Schopenhauer. Mais le paradoxe de son pessimisme, comme de toutes les philosophies sans espoir, c'est de nous procurer plutôt une sorte de soulagement. En nous rappelant, avec tant d'apreté, que bientôt nous serons tout perdus, Schopenhauer nous suggère que déjà nous n'avons plus rien à perdre. Ainsi, loin de nous écablier, il nous encourage à dominer les craintes qui font une grande partie de nos tourments et qui sont souvent le cause de nos défailles.

FRANÇOIS BOTT.

* *MÉTAPHYSIQUE DE LA MORT. MÉTAPHYSIQUE DE LA MORT*. Par Schopenhauer. Introduction de Martial Guéroult. Nouvelle traduction de Marianne Simon. 10 x 13. 182 pages. Buxton 14 F.

— Parmi les rééditions : *Un thé au Sahara*, roman de Paul Bowles (l'Imaginaire) ; *Chemins qui ne mènent nulle part*, de Heidegger (Idées/Gallimard) ; et les *Essais et conférences* du même auteur (Tel/Gallimard) ; *Un lieu où naître*, de Bruno Bettleheim (Plural).

propriété du romancier. Le comte de la mort de Flaubert, ainsi que celui de la publication des *Œuvres de Mélanie* et de « Nana » y seront cités.

Des allocutions seront prononcées par MM. Alain Pages, André Dubuc, président des Amis de Flaubert, et Claude Maccorin. Une exposition sur « Zola en 1880 » sera présentée à l'issue de la réunion.

LE PRIX ELIE-FAURE, créé sous l'égide de l'Institut de pictologie, sera décerné pour la première fois le 2 décembre 1980. D'un montant minimal de 50 000 F, le jury du prix Elie-FAURE, présidé par le professeur Pierre Debray-Ritzen, couronnera un ou plusieurs ouvrages, publiés dans les cinq dernières années, sur le peintre ou sur un peintre présentant un exceptionnel intérêt méthodologique. (Renseignements : Mme Régine Bonnier, 33, avenue du Docteur-Arnold-Netter, 75012 Paris.)

« LONGDON ET LATTES », la société que l'éditeur Jean-Claude Lattes a créée aux États-Unis (à Le Monde) du 15 novembre 1979), publie ses premiers auteurs français en américain. Il s'agit d'un album « Bejar » de Bejar, d'un « Mémoire » d'Hugo Verlomme, publié en 1978 aux Editions maritimes et d'autre, et de « Rivage des Sytes », de Julien Gracq, qui devrait permettre aux lecteurs américains de découvrir un grand auteur français.

À noter que J.-C. Lattes et les Editions Minikoff vont publier en commun une collection, « Iconographie musicale », dirigée par François Lesure, conservateur en chef du département musique de la Bibliothèque nationale. François Lesure inaugure sa collection avec un « Debussy ». Il est prévu une édition bilingue (anglais-français) diffusée en France, aux États-Unis, au Canada, en Suisse et en Belgique.

DES POÈTES ROUGEUX ET CHENIERE a réuni dans un recueil les interventions faites au colloque de Versailles du 8 mars dernier. (Prix : 30 F, port compris.)

L'association organise d'autre part, les 7 et 8 mars 1981, à Versailles, un colloque international consacré à « un Chénier ». (Renseignements au siège de l'Association : 28, rue de Mademoiselle, 75008 Versailles.)

« LA POÉSIE SCIENTIFIQUE AD SEIZIÈME SIÈCLE », de l'histoire et critique littéraire Albert-Marie Schmidt, et précédé d'une « Note liminaire » d'Olivier de Magny, fait l'objet d'une nouvelle publication aux éditions de l'Aire.

« LA BIBLIOTHEQUE D'ALADIN » est le nom d'une nouvelle collection dirigée par J.E. Bencheikh aux éditions « Le Sycomore ». Les livres choisis porteront témoignage sur l'Orient et seront l'œuvre de voyageurs ou de poètes, historiens ou conteurs, géographes ou romanciers. Seule « importera la qualité du regard », sachant que « chacun est l'Orient d'un autre ». Le premier volume contient les « Lettres de Barbe », de l'abbé Poiret, publiées pour la première fois en 1789 et précédées aujourd'hui par Denise Brahimi. L'abbé Poiret, « passionné de voyages et d'histoire naturelle » relate les dix-huit mois d'épreuve, de mai 1785 à novembre 1785, qu'il passa en terre africaine. Le second, « Terre émeraude », regroupe des vers du poète égyptien Ahmed Abd Al-Mutti Bezaï traduits et présentés par J.E. Bencheikh.

romans

Le fantôme de Rimbaud

● **Alain Blottière, romancier impressionniste.**

A vingt-six ans, Alain Blottière fait des débuts délicats et en demi-teintes, avec *Saad*, récit à deux

voix complémentaires, la seconde étant comme le raisonnement qui étaye la première, toute nue et objective. Dès la première page, on est saisi par une langue prudente, sinon précautionneuse, et un soin appliqué de la litote. Nous sommes à Tadourah, sur la côte africaine du golfe d'Aden, il y a un siècle : mais il nous

appartient de préciser ce qui n'est jamais dit qu'avec une curieuse réticence lyrique. David est peintre : on l'imagine sensible, subtil et passif, sans doute en possession d'un petit talent. Il peint, d'après nature, les paysages, les crépuscules, et en particulier le petit Saad, son esclave.

Il fréquente aussi Mariam, prostituée qui lui rend plus supportable le climat. Il écoute, il a le temps, il manque d'envie. Pourquoi, par exemple, ne pas s'intéresser aux exploits de Morelli, qui cherche un trésor et organise des expéditions audacieuses ? Pourquoi ne pas écouter, à d'autres moments, le traître Rimbaud, de qui il ne connaît pas le prénom et qui apparaît à intervalles réguliers, tout au long du récit, tantôt pour lancer une sentence, tantôt pour annoncer qu'il va bientôt quitter la côte insalubre et s'enfoncer en Abyssinie ?

Un velléitaire heureux à peu de frais

Le velléitaire David est un homme heureux, car pour lui la palette, les formes, les couleurs et un peu de plaisir physique suffisent à composer une vie. Les drames, il y assiste de loin : Morelli est mort assassiné par le petit Saad, qui s'empare du trésor qu'il a effectivement découvert. Et Rimbaud va chercher fortune ailleurs. Il lui faut entendre la fièvre et le danger pour que Saad et Mariam reviennent lui témoigner leur amitié.

Ondoyant, traversé de sensations à post-impressionnistes, voluptueux mais discret, ce récit s'accompagne de commentaires : cette seconde voix ajoute à la première des stridences et des brusqueries, comme pour en élever les langages. Ces souffles chauds, ces ellipses, ces délices qui n'insistent pas, ou à peine, entre les mots, d'en subir plus pleinement le charme. On attend donc Alain Blottière à sa deuxième œuvre, avec sympathie.

ALAIN BOSQUET.

★ *SAAD*, d'Alain Blottière, « Le Chemin », Gallimard, 208 pages. Environ 30 F.

Les mirages de l'enfance

● **Jean Lods à la recherche de lui-même, dans une île des tropiques.**

I NVITATION au voyage, le deuxième roman de Jean Lods évoque moins l'ordre, la beauté, le luxe, le calme et la volupté chantés par Beaudelaire qu'un désordre passionnel lié à une enfance solitaire. *La Morte Saison*, c'est, en effet, cette époque lointaine où un orphelin, Martin, découvre les premières incertitudes douloureuses de la vie dans le climat doux et trompeur d'une île sous les tropiques.

En ce temps-là, il y avait une puissante famille, les Villettes, dont Martin était l'hôte, plus charitabement admis qu'aimé. Il n'en voyait pas moins en la belle Mme Vilette une nouvelle mère et rêvait de même à sa fille, Éléonore, une adolescente qui lui faisait subir son despotisme et le négligeait pour un garçon de son âge, Patrice.

Lorsque, plus de vingt-cinq ans après, Martin revient sur les lieux de cette enfance, c'est pour conjurer des forces obsessionnelles, se libérer de tensions emprises, savoir mieux ce qu'il est par rapport à ce qu'il a été. Quête d'identité qui comprend la recherche d'un père absent, vaine recherche : « Homme de passage dans une ville de passages, mon père n'avait laissé qu'une piste de sable. » Il reste le décor d'une prime jeunesse : une nature luxurieuse, une demeure qui a gardé son mystère, la Grande-Maison. Une gardienne s'y trouve : Marietta, la fille d'Éléonore.

La confrontation de deux solitudes

On devine qu'entre Martin et Marietta va se dérouler un jeu subtil chargé d'arrière-pensées : la confrontation de deux solitudes, qui ne tarde pas à évoluer vers des jours amoureux. Mais ces deux êtres, libres de rien et surtout pas de leur passé, peuvent-ils s'aimer ? N'y a-t-il pas dans leurs rapports trop d'équivoques — substitutions qu'illustre, par exemple, le fait d'emprunter les vêtements de Patrice et d'Éléonore ? L'adulte n'est-il pas voué à rompre le sombre enchantement de son enfance ?

Œuvre inspirée, *La Morte Saison* nous offre une longue dérive au pays des mirages, servie en cela par une écriture recherchée, imagée, qui souffre d'un roman qui plaira à ceux qui apprécient plus les « climats » que les ressources d'une intrigue et qui aiment à rêver, autour du magique agencement des mots.

PIERRE KYRIA.

★ *LA MORTE SAISON*, de Jean Lods, Gallimard, 238 pages. Environ 35 F.

La vie en play-back

(Suite de la page 17.)

Ce sont des « moi » inconsistants, guêlés par la norme, faute d'actes libérateurs : des consciences qui clignent au milieu d'un gâchis de possibles. Seul veille, chez les plus allants d'entre eux, un instinct de plaisir qui doit sa doubleur, pour se satisfaire, de bravade. Mêmes les souffrances, semblant des simulacres. Quelle énergie saccagée, quand on y pense !

C'est qu'on prend d'abord pour de la froideur ricanante, de la part de l'autour, se révèle la meilleure manière de renouveler le roman, en un siècle qui a perdu de vue les justifications, sacrées ou autres, de ses mœurs privées.

Il apparaît peu à peu que ces surabondances gaspillées, ces millions d'aventures avortées et bientôt oubliées, ce sont les nôtres. Isolées en objets romanesques, ces apparances, dont nous nous accommodons dans la vie, deviennent insupportables de médiocrité. Elles nous obligent à nous interroger sur la façon dont les époques nous traversent et nous réduisent à l'état de... « figurants ».

Par sa narration méticuleuse et neutre, Weyergans rend perceptible le processus selon lequel les émotions et les idées produites par la collectivité s'installent dans un être, puis la quittent, sans qu'il comprenne comment. Il n'a pas inventé cet alibi de l'art. Beaucoup d'auteurs, dont Sartre, le font remonter à Dos Passos. Dans *Un premier du siècle*, que ressorti « Folio » ces jours-ci, Joe Williams incarne au mieux la première figure... de figurant de ce siècle, le pauvre type ballotté par un univers où la violence nue a eu raison de tous les idéalisés.

Avec d'autres créateurs vraiment modernes comme Georges Perec — les *Choses*, la *Vie mode d'emploi* —, Weyergans prend place dans la postérité de Dos Passos et de Sartre, c'est-à-dire des romanciers qui ont définitivement renoncé aux privilèges du démiurge moraliste, et s'attachent, non plus à la coupure entre le dehors et le dedans, le corps et la conscience, etc., mais aux bafouilllements de la pensée individuelle face aux représentations collectives, toujours plus contraignantes, aliénantes, engluantes.

L ES personnages de Zola subissaient une nécessité physiologique : ceux de Froust une fatuité psychologique. Aujourd'hui, nous obéissons à une sorte de déterminisme statistique. Si fort que nous nous débitions, nous ne saurions échapper à la régularité des courbes de naissances, de mariages, de morts, aux créneaux de tous les *marketing*. Les nouvelles gentilles qui s'échangent nos voisins du train — « Tiens : Raymond quitte Odetta et s'achète une 104 verte ! » — ces anecdotes qui faisaient la tendresse de la vie et le nimbe d'irremplaçable, un ordinateur pour bientôt nous les réciter. D'acteurs, nous sommes bel et bien devenus figurants. Nous jouons nos destins en play-back, sur un air de des paroles inventées ailleurs.

On a compris que je trouve le roman de Weyergans dense, fort, drôle, terrible, important.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ *LES FIGURANTS*, de François Weyergans, Belfond, 278 pages, environ 52 F.

Dérision et cruauté

● **L'Afrique coloniale sous le regard de Paule Constant.**

O UREGANO : le titre du premier roman de Paule Constant est enveloppé d'un mystérieux parfum exotique. On songe à Kipling, à Conrad, mais l'auteur cherche moins à nous dépayser qu'à nous contraindre à un cruel examen d'un centre administratif en Afrique centrale à la fin de l'époque coloniale. Ici, le goût de l'analyse l'emporte sur celui de l'aventure.

Ouregano vit en circuit fermé. Des gens à fonction, Blancs évidemment, régissent, avec un sens jaloux de leurs prérogatives et de leur autorité, sur une population indigène misérable et soumise. Il y a l'administrateur Dubois, le juge Bonafant, les Religions, respectivement directeur et directrice d'une école de garçons et de filles, le médecin-capitaine Murano, l'importateur-magasinier Alexandrou, son associé lyte Beretti, un gars qui se fait tout réparer mais qui cache sous sa servilité l'âme d'une brute entachée du meurtre d'un Noir.

Une histoire aussi prenante qu'implacable

Tout ce petit monde pépie, caquette, fait l'important, rivalise de fatuité, l'espionne, se jalousie, se joue la comédie des bons sentiments mais reste finalement cohérent : les médiocres et les lâches qui forment cette élite font bloc contre les autochtones, jugés méprisables, inférieurs. Le racisme, plus ou moins déguisé, soude entre elles ces pitoyables figures qui se réjouissent avec délice dans des activités mondaines dérisoires.

Une petite fille, Trifany, enfant des Murano, ne joue pas ce jeu-là. Mal-aimée, livrée à elle-même, chassée hors des activités des adultes, elle n'en observe pas moins leurs ruses et leurs tromperies. Le drame éclate : un Noir est tué. Il avait le tort d'aimer une jeune fille de sa race que s'était attribuée un Blanc. Les « colons » s'indignent, le meurtrier est condamné à partager les biens de la victime. Trifany, qui s'est enfuie, est rattrapée : son regard et son mutisme importun, on la réexpédiera en France et les adultes

pourront retrouver la félicité compliquée qui fait leur bonheur.

Paule Constant fait avec Ouregano des débuts remarquables. Un style ferme, acéré, nuancé parfois d'un lyrisme moins sûr, l'acuité de la vision, l'exactitude un peu sèche du « rendu » autant de qualités qui servent cette histoire aussi prenante qu'implacable.

P. K.

★ *OUREGANO*, de Paule Constant, Gallimard, 218 pages. Environ 49 F.

Vladimir Volkoff et ses anges

(Suite de la page 17.)

Solange était apparue assez largement dans *Oldman*, où elle était la maîtresse de Bloch, très discrètement dans la *Leçon d'anatomie*, mais rien dans ces deux tomes ne laissait deviner le rôle qu'elle tient dans *Intersection*, roman sur la femme et l'amour, entre tant d'autres choses. Ici, elle compte autant que Beaujeux, la moitié du livre étant consacrée à son enfance à elle et à celle du fameux colonel. Ainsi étroitement cadré sur leur première rencontre, le roman, par une série d'astuces et de retours en arrière, balade cinquante ans d'histoire russe, des prodromes de la révolution à la fin du régime de Staline, et à peu près autant d'histoire française en se concentrant sur la guerre et l'occupation.

La première partie russe, qui concerne Solange, est de loin la meilleure. C'est d'elle que surgit l'étonnant personnage Boris Bernhardt, son père, héros d'une exceptionnelle odyssée. Au début, précepteur humilié dans une famille de hobereaux russes, puis, révolution venue, haut dignitaire du régime se vengeant de ses humiliations, chargé de

mettre la littérature au pas du réalisme socialiste, ce qui nous vaut une belle satire des *Académies*, vus par l'un d'eux, Boris, qui a si souvent par intuition sauté dans le train de l'histoire, passe finalement sous ses roues : accusation, procès, condamnation à mort commuée, par un inexplicable miracle, en une peine d'exil.

Une centaine de pages suffisent à Vladimir Volkoff pour nous donner sa version du *Goulag*. Elle est d'une belle venue, et les lecteurs séduits par le *Retour à la vie* y retrouveront un Popov qui, cette fois, sera juif et ne se convertira à rien d'autre qu'à l'amour paternel. Mais quel amour ? De quel rachat un homme de tous les crimes qu'il a commis. Boris finira comme Trotsky. Il est assassiné en France par les agents : on a dit les Blancs, les Renégats, les généraux n'écarteront pas un geste machiavélique des Rouges. Nous retrouvons dans les péripéties romanesques.

Elles ne manquent pas. D'épisodes en épisodes, d'évasion en mission de résistant, de meurtre en meurtre, que les victimes soient un Allemand, un géologue, un collaborateur, elles encombrent la

carrière de François Beaujeux, qui n'atteint pourtant pas l'âge d'or qu'il avait pris dans la *Leçon d'anatomie*.

Un drôle de roman, oui, *Intersection* ! On n'y vient pas encore à bout de tous les mystères que multiplient comme à plaisir les *Humeurs de la mer*, dont le dernier tome, *Les Maîtres du temps*, sera publié en novembre, mais l'œuvre y prend sa véritable dimension et qui est religieuse. D'une religion qui sort du fond des âges et de la poussière des grimoires et qui ramène les antiques conflits entre Providence et liberté humaine, entre bonté de Dieu et existence du mal. *Intersection* en reçoit une coloration archaïque malgré les événements de l'histoire contemporaine qui y sont brassés. Archaisme renforcé par l'abus de l'analyse et du débat d'idées dans la mise en œuvre. C'est dommage. L'intelligence dont témoigne si bien V. Volkoff tourne délibérément le dos à notre modernité.

JACQUELINE PIATIER.

★ *INTERSECTION*, de Vladimir Volkoff, tome III des « Humeurs de la mer », Julliard/Âge d'homme, 437 pages. Environ 62 F.

DERVY LIVRES

Collection « Histoire et Tradition »

Juan GARCIA FONT

HISTOIRE DE L'ALCHIMIE EN ESPAGNE

Traduit de l'espagnol par A. Vieillard-Baron
Préface d'Edouard Perrot

6, rue de Savoie - 75006 Paris - 326.90.72

Robert ANDRÉ UNE PASSION INGÉNUÉ

récit

“Si enfer il y a,
on y gèle, on y rit !”

Gabrielle Rollin - Le Monde

Gallimard

le FOU

parle

N° 14 EST PARU

AU SOMMAIRE :

LA GUERRE D'ALGÉRIE N'EST PAS FINIE L'ACTRICE D'EN FACE

(Confession d'un voyeur)

MANIFESTE DE L'ART PLUVIEUX

Avec : Jacques-Pierre Amette, Arslan, Roland Barz, François Batt, Cardon, Roman Cieslewicz, Copi, A. Fossianos, André François, Got, Jean-Luc Hennig, Guy Hocquenghem, André Laude, Georges Perrot, Benoît Rey, Sédo, Siné, Roland Topor, Lionel Soukaz, Telsu, etc., et une couverture de Willem.

(Diffusion N.M.P.P. - Vente aux libraires : Nouveau Quartier Latin)

JEAN HOUGRON

LE NAGUEN

ROMAN

“féroce et somptueux Naguen”

ALEXIS LECAYE “LE MONDE”

“Une magnifique épopée”

“LE POINT”

“Un space-opéra comme on ne sait plus en faire, sauf que Hougron, il sait”

ANDREYON “CHARLIE-HEBDO”

“Une force peu souvent rencontrée dans le space-opéra français”

PIOTR GOURMANDISCH “ROUGE”

PLON

lettres étrangères

La culture multiforme d'Alberto Savinio

SALUONS avec enthousiasme la publication par les éditions Gallimard d'un cinquième volume des œuvres de Savinio, qui, presque trente ans après sa mort, est très généralement considéré en Italie comme l'un des écrivains majeurs de ce siècle.

Il faut dire que la lecture de cette *Encyclopédie nouvelle* est un moyen privilégié pour découvrir Savinio quand on ne le connaît pas encore, et de l'appréhender davantage quand on est familier avec son univers. En effet, ces quelques deux cents articles, de longueur très inégale, généralement rédigés au cours des années 40 et réunis par lui sans qu'il ait pu les publier, constituent une encyclopédie à son usage personnel, écrite comme l'avait été l'histoire de la philosophie de Schopenhauer, faite d'un soir trouvé un livre de ce genre qui pût la satisfaire.

Bien que, dans l'article « encyclopédie », Savinio ait lui-même relevé l'impossibilité actuelle d'un tel projet, puisqu'il est hors de question de trouver une science globale, circulaire, homogène, il établit, en pratiquant systématiquement le coq-à-l'âne, un ensemble de remarques dont l'intérêt principal est bien moins de définir les objets de cette connaissance que celui qui en est le sujet, c'est-à-dire précisément Savinio lui-même. Et c'est un regard ironique et sans illusions qu'il porte tout autour de

lui, lucide mais jamais froid, et dont la verve amusée n'étouffe jamais la tendresse ou la pitié. Merveilleusement intelligent, Savinio pratique en matière d'art de la digression qui, bien souvent, rappelle Montaigne, en mêlant les références à une culture multiforme et les remarques liées aux divers modes d'expression qu'il avait pratiqués, outre la littérature, c'est-à-dire la peinture et la musique. Mais tout lui est bon, y compris les moindres faits divers, pour susciter une réflexion dont le légèreté et l'apparent scepticisme se révèlent d'une infatigable justesse.

Une âme d'enfant

Au reste, autant que d'une morsure et d'une philosophie, c'est d'une esthétique qu'il nous donne ici les clés, à travers ces remarques sur le langage et la langue italienne en particulier, sur le choix des mots, avec un relief catégorique de la rhétorique et de l'emphase qui le conduisit, chemin faisant, aux déspisements mais combien justes critiques des outrances verbales de Mussolini. Les étymologies sont aussi pour Savinio un domaine privilégié, elles sont parfois surprenantes et généralement imprévisibles, mais, on le sait, il excelle à raisonner par

ricochets et à faire jaillir la lumière de la lumière la plus indirecte possible.

Ce cette aboulescente série de notes privées, on ne sait plus trop lesquelles relater. Mais peut-être que ce qui compte davantage, c'est ce ton inimitable, cette sensibilité qui relâche l'intelligence d'un causeur vargineux, mais capable, à l'occasion, de la plus grande rigueur de pensée, étayée par une culture et une curiosité sans limites. Cette pudeur aussi, et cette âme d'enfant, — dépourvus de toute expérience du mal, d'autant plus que les idées, la fantaisie, les jeux de l'art, occupent continuellement et complètement cette âme, ne lui laissent pas la moindre ceptance d'attention pour l'idée du mal (p. 153).

Il faut lire cette *Encyclopédie nouvelle* pour se convaincre du talent de Savinio, avant d'en chercher la confirmation dans ses autres livres, qu'on ne saurait ignorer plus longtemps (1).

MARIO FUSCO.

* *ENCYCLOPÉDIE NOUVELLE*, d'Alberto Savinio. Traduit de l'italien par Nino Frank. Gallimard, 416 p. Environ 86 F.

(1) Autres livres de Savinio publiés en français : *Toute la vie* (1975), *Mauvaisant et l'autre* (1977), *Hommes, rencontres* (1978), *Le monde d'aujourd'hui* (1980), chez Gallimard. *Vie des jumeaux* (1968), dans la collection « L'Œuvre d'or », chez Flammarion.

L'apocalypse de Virgil Tanase

(Suite de la page 17.)

Donc, comme dans le premier récit de Tanase, *Portrait d'homme à la faux dans un paysage marin*, la mort et l'amour sont présents. Comme dans ce premier récit, la démarche du personnage principal, celui qui dit je, est circulaire, et cette circularité s'exprime par quelques images qui reviennent, suggérant soit l'alternance cosmique des saisons, soit le cycle toujours renouvelé de la vie, de l'amour,

de la mort : horloge aux automates qui exécutent leur ronde, tour de manège dans une folie, tourne-disque qui égrène sa rengaine, romance populaire dans le style Rota-Fellini, jeu subtil du miroir entre ce qui est et ce qui n'est plus. Rappelons que les plus anciennes et les plus belles légendes de la mythologie romaine trouvent, elles aussi, leurs sources dans cette alternance, dans ce renouvellement au parfum d'éternité retrouvée. Enfin, comme dans le *Portrait*, la re-

présentation de l'accident du héros et de sa bien-aimée change tour à tour pour se refondre dans un registre textuel différent mais qui respecte la couleur, l'atmosphère du thème initial. Le lecteur éprouve le curieux sentiment que l'auteur le prend par la main et lui fait parcourir un voyage autour d'un temps immobile où sont fichés des repères, des signes tantôt magiques, tantôt terrifiants, pour le conlier, comme l'autre Virgile, à une descente aux Enfers.

Car, contrairement au *Portrait*, où les personnages évoluent dans un espace impersonnel et glacé, l'apocalypse nous renvoie le sinistre écho d'une époque qui marque la vie d'un adolescent, qui détermine le destin d'un pays. Sur les routes des exodes successifs, sous les coups des bourreaux analphabètes, dans les camps de concentration de jadis et face à la bête pontifiante des puissances d'aujourd'hui, l'adolescent bien élevé se réveille. L'esthétique raffinée de Barthes et le traducteur de Balzac, assume son apocalypse, celle des autres aussi, et se transforme en témoin. Pourtant, nous sommes loin ici dans cette œuvre vraie où l'on retrouve les accents d'un Malaparte inspiré par Breton, du habile maladroite des pamphlets déguisés en fictions.

Relire le monde, tenter d'y décrypter des secrets non seulement par ce qui est dit mais aussi, et surtout, par la manière dont le texte est organisé et conduit, telle était la démarche des auteurs improprement groupés sous le signe du Nouveau Roman. Malade d'anémie, le Nouveau Roman rendit l'âme, mais ses grâces portèrent loin. Jusqu'en Roumanie, d'où ses fruits nous reviennent aujourd'hui avec Virgil Tanase, riches d'une sève nouvelle car nourris par la condition tragique d'un destin collectif.

EDGAR REICHMANN.

* *APOCALYPSE D'UN ADOLESCENT DE BONNE FAMILLE*, de Virgil Tanase. Traduit du roumain par Adèle Tirziu et Pauline Flummarion. 310 pages, environ 68 francs.

ARTCURIAL LIBRAIRIE

UNE VRAIE LIBRAIRIE D'ART CONTEMPORAIN
7000 titres français et étrangers disponibles.
Catalogues sur demande

9, avenue Matisse Paris 8. 359 29 81
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

philosophie

De Vienne à Cambridge

• Une histoire de l'empirisme logique.

APRÈS le *Tractatus logico-philosophicus* publié en 1918 et cinq ans de guerre et de captivité, Wittgenstein renonce à la philosophie. Instituteur dans la montagne autrichienne jusqu'en 1926, jardinier pendant quelques mois dans un couvent, il mène une vie ascétique et solitaire, en proie souvent au désespoir suicidaire. Il reprend contact en 1927 avec les philosophes du Cercle de Vienne, puis s'établit à Cambridge en 1929.

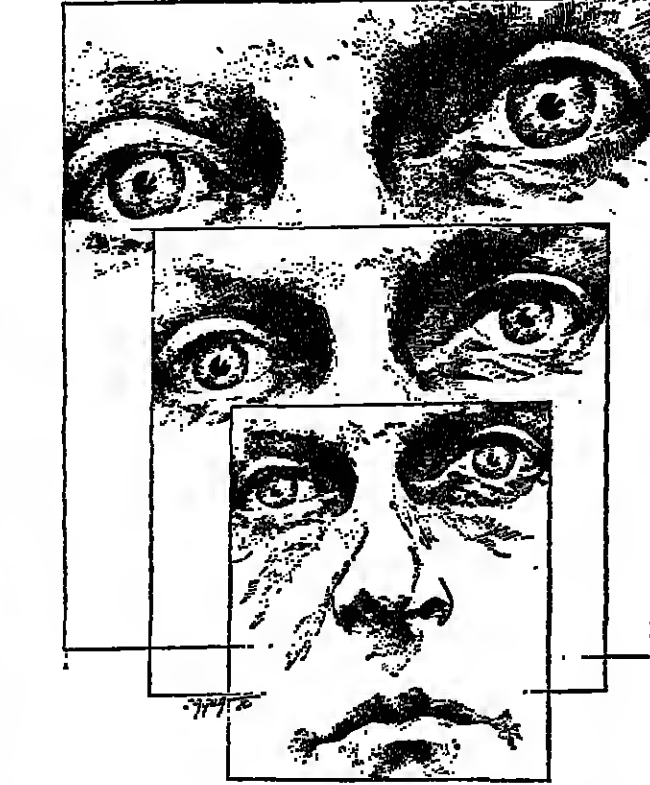
Au fil de ses manuscrits successifs, il élabore sa « seconde philosophie » dont les *Investigations* (1947-1949) marquent l'achèvement. Toutes les œuvres de cette période sont posthumes. Elles ont été publiées par les soins des exécuteurs testamentaires. La *Grammaire philosophique* éditée par Rush Rhees en 1967 regroupe des notes rédigées de 1931 à 1934. Elle s'insère entre les *Remarques philosophiques* (1930-1931) et le *Cahier bleu* (1933-1934) également publiés par Rush Rhees.

Située à mi-chemin entre le *Tractatus* et les *Investigations*, cette *Grammaire philosophique* est une construction de l'éditeur qui sert et trahit Wittgenstein tout à la fois. « Les manuscrits sont couverts de corrections, d'ajouts, de ratures, de questions, de telle sorte qu'il devient impossible d'y déceler le texte exact. C'est nous qui avons numéroté les paragraphes dans la première partie, de même que nous avons divisé le texte en chapitres », écrit Rush Rhees. Cet ordre factice donne à l'ensemble une trompeuse apparence de système achevé.

Une théorie grammaticale

Or Wittgenstein ne cherche pas à construire un système qui progresserait de problèmes en solutions. Il n'entend pas répondre à des questions, mais les dissiper. « Les problèmes philosophiques sont des malentendus qu'il faut écarter en clarifiant les règles d'après lesquelles nous soulevons le problème », dit-il. L'inquiétude métaphysique est une maladie que le philosophe soigne par une thérapie grammaticale. Car « tout se passe dans le langage », qui n'est pas seulement l'enveloppe, mais l'étoffe même de la pensée, et qui règle notre rapport avec la réalité.

« Je ne fais que décrire le langage et n'explique rien ». Le sens d'une expression consiste dans son mode d'emploi au sein



* Dessin de J.-P. CAGNIAT.

d'un « jeu de langage ». « Je demande : comment te sers-tu du mot, qu'en fais-tu ? Cela m'apprend comment tu le comprends ». La grammaire philosophique n'est donc pas vraiment une théorie de la signification, mais une méthode thérapeutique qui protège l'esprit contre l'ensorcellement par le langage. Elle permet d'arriver à « une juste vision du monde » comme l'annonçait l'avant-dernière phrase du *Tractatus*. Sur ce point Wittgenstein n'a pas varié : le but ultime de sa philosophie, c'est la fin de la philosophie.

Aucun penseur cependant n'a pris les interrogations métaphysiques de l'homme et son angoisse existentielle plus au sérieux. Mais, selon le mot cité par Nietzsche, « il est indigne des grands cœurs de répandre le trouble qu'ils ressentent ». L'interminable analyse des « jeux de langage » est une patiente conquête de la sérénité qui conduit à une réforme de l'existence : « La maladie des problèmes philosophiques ne peut être guérie que par une transformation du mode de pensée et du mode de vie ».

Wittgenstein a renouvelé le positivisme et l'empirisme contemporains, même si sa visée les dépasse largement. À ce courant de pensée, Pierre Jacob vient de consacrer deux livres. Dans le premier il en retrace la naissance et l'histoire. Dans le second, il a rassemblé des textes-clés, encore inédits en français.

Un Allemand, Gottlob Frege, et George Moore, sont les frères fondateurs. Puis vient l'Autrichien Moritz Schlick, autour duquel se constitue à partir de 1926 le Cercle de Vienne, où s'élabore le positivisme logique. Celui-ci étudie la place de la logique et des mathématiques dans l'ensemble des sciences humaines et la démarcation entre théories scientifiques (et métaphysiques). Proches des socialistes et des sociaux-démocrates, les membres du Cercle de Vienne luttèrent aussi contre l'irrationalisme politique.

Dès 1934 Karl Popper, né à Vienne en 1902, critique l'idée que seules les propositions « vérifiables » ont une valeur cognitive. Son critère de démarcation entre science et pseudo-science est la réfutabilité des propositions. En 1951, Quinte philosophes né dans le Middle West en 1908, remet en question la distinction entre énoncés analytiques (ceux de la logique et des mathématiques) et synthétiques (ceux des sciences empiriques).

Vers la fin des années 50, un regain d'intérêt pour l'histoire et la sociologie des sciences suscite la contestation de l'empirisme par Paul Feyerabend, Norwood Russell Hanson, Thomas Kuhn, Stephen Toulmin, etc. La nouvelle historiographie révèle que les théories passées (mécanique aristotélicienne, cosmologie ptolémaïque...) n'ont pas moins de rigueur déductive que celles réputées vraies aujourd'hui. Ainsi la théorie newtonienne s'est-elle formée sur un fond de croyances religieuses et de présupposés philosophiques. « Feyerabend, écrit Pierre Jacob, est celui qui s'est engagé le plus loin dans la démythification de l'objectivité scientifique : il dénonce le caractère de plus en plus dogmatique de la physique moderne. En défenseur de l'anarchisme méthodologique, il demande la séparation de la science et de l'État ».

La contestation de Kuhn et Feyerabend suscite depuis le début des années 70 la réaction des logiciens réalistes, essentiellement Putnam et Kripke. Ces derniers proposent une théorie nouvelle du rapport entre langage et réalité. Sur cette polémique de haut niveau, le numéro de *Critique* présenté ci-contre apporte d'utiles précisions.

À travers cette publication, les deux livres de Pierre Jacob et les dernières œuvres traduites de Wittgenstein, les Français pourront découvrir dans son ampleur et sa diversité cette philosophie analytique qui nourrit toute la pensée anglosaxonne et qu'ils tiennent souvent pour reboutante. *Un Français qui arrive à Londres trouve les choses bien changées en philosophie comme dans tout le reste*, écrivait déjà Voltaire.

JACQUES LE RIDER.

* *GRAMMAIRE PHILOSOPHIQUE*, de Ludwig Wittgenstein, traduction de Marie-Anne Lescorret, Gallimard, 496 p. Environ 175 F.

* *DE VIENNE À CAMBRIDGE*, anthologie présentée et traduite par Pierre Jacob, Gallimard, 324 p. Environ 88 F.

* *L'EMPIRISME LOGIQUE. SES ANTECEDENTS, SES CRITIQUES*, par Pierre Jacob, Éditions de Minuit, 368 p. Environ 65 F.

magazine littéraire

Octobre :

LA LITTÉRATURE ITALIENNE 1960-1980

Italo CALVINO - Leonardo SCIASCIA
Giorgio MANGANELLI - Eugenio MONTALE
Elsa MORANTE - Pier Paolo PASOLINI
Alberto SAVINIO - Guido MORSELLI
Carlo Emilio GADDA - Luigi MALERBA
Edoardo SANGUINETTI - Alberto MORAVIA
LA RENTRÉE ROMANESQUE

En vente dans tous les kiosques :

10 F

MAGAZINE LITTÉRAIRE

40, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Téléphone : 544.14.51

M.F.-LE PENNEC
PETIT GLOSSAIRE
DU LANGAGE
ÉROTIQUE

Dans le même format et la même présentation que les ouvrages de la collection IMAGES OBLIQUES nous proposons aujourd'hui un Petit Glossaire du langage érotique aux XVIII^e et XVIII^e siècles, par Marie-Françoise Le Pennec.

Plus de quatre cents termes de la langue galante sont inventoriés et enrichis d'exemples empruntés aux classiques de la littérature libertine.

Cet ouvrage savoureux vient de faire l'objet d'un tirage limité à quelques centaines d'exemplaires sur Vélins des papeteries de Lana et reliés pleine toile violette et fers or.

Marie-Françoise Le Pennec. Petit glossaire du langage érotique. Un volume au format 13,5 x 21 cm. 112 pages. Prix : 100 F.

OBLIQUES - B.P. n° 1 - LES PILLES - 26110 NYONS - FRANCE.

NOM :

ADRESSE :

☐ Je désire recevoir le Petit Glossaire du langage érotique.

☐ Je vous prie de bien vouloir m'envoyer la somme de 100 F. (chèque à l'ordre des Éditions BORDERIE)

DATE :

SIGNATURE :

philosophie

Un bilan de la pensée anglo-saxonne

ENTIÈREMENT constitué d'articles originaux, écrits par les chefs de file de la philosophie anglo-saxonne d'aujourd'hui, le dernier numéro de Critique est plus qu'un numéro de revue : c'est à la fois une somme, un dictionnaire et un pense-bête. Un guide indispensable pour s'y retrouver dans le dédale des universités d'Oxford et Harvard. Bref, un travail qui fera date.

Voici donc une vingtaine de textes consacrés aux différents aspects de la philosophie classique, avec le marxisme, avec les pensées apparues sur la « scène » depuis la seconde guerre mondiale. Tout commence, bien entendu, avec Wittgenstein. Le grand philosophe autrichien, retiré à Cambridge durant les vingt dernières années de sa vie, est en effet la pierre de touche si particulière qui a triomphé aux États-Unis mais ne s'est pas encore répandue chez nous, et qu'on appelle « philosophie analytique ». Sa méthode : l'analyse du langage. Son projet : mettre un terme aux spéculations des métaphysiciens. Sa croyance fondamentale : la philosophie est susceptible de progrès, tout comme les mathématiques. Et les questions qu'elle pose peuvent être résolues — ou bien ce sont de fausses questions, auxquelles il vaut mieux renoncer.

Dès le départ, donc, un cer-

tain radicalisme imprègne la démarche des étudiants qui, à Cambridge, suivent les séminaires de Wittgenstein avant de devenir, à leur tour, les maîtres de la nouvelle école. Parmi ces maîtres, A. J. Ayer, qui a aujourd'hui soixante-dix ans, est l'un de ceux qui sont allés le plus loin dans le refus des métaphysiques d'inspiration germanique (Hegel, Marx) ou française (Bergson, Sartre). Sa propre vision du monde, dit-il lui-même, ressemble à celle de Hume — la plus sceptique des philosophes classiques.

On ne retrouve pas, toutefois, une attitude aussi extrême chez tous les Anglo-Saxons : il semble même que depuis quelques années la philosophie analytique ait pris un tournant. Sous l'influence de gens comme Quine ou comme Chomsky, elle tend à s'éloigner du Wittgensteinisme. Cette dernière manière — pour revenir vers des constructions intellectuelles plus ambitieuses et plus systématiques. Elle évolue en direction d'une « grammaire logique », d'une théorie du sens et finalement d'une théorie de l'esprit qui nous ramènent à Kant, à Sartre, à Descartes. Au reste, il n'y a pas lieu de condamner un tel enrichissement des recherches : il faut plutôt voir le signe d'une belle vitalité.

En lisant les articles d'Alan Montefiore, d'Hilary Putnam ou

de P. F. Strawson — dont quelques livres ont été traduits en français aux éditions du Seuil (1) — on ne peut d'ailleurs que regretter l'impression suivante : loin de constituer un bloc, la philosophie analytique est divisée en autant de courants que la philosophie française elle-même. Sans doute un certain formalisme, une fascination constante pour les modèles fournis par les sciences exactes constituent des traits communs à ces divers courants. Sans doute aussi la philosophie anglo-saxonne reste-t-elle toujours par son indifférence à des thèmes qui, à nos yeux, paraissent fondamentaux : l'histoire, les préoccupations sociales et politiques, d'une part ; l'introspection, le monde imaginaire de l'autre.

L'article de Jonathan Ree sur l'échec de toutes les tentatives faites pour constituer une philosophie marxiste, celle de H. Isenhardt sur l'absence d'intérêt des Anglais pour l'histoire de la philosophie, et, à cet égard, des perspectives subtiles et neuves. Quant à Scruton, il montre bien que « les universitaires d'Oxford et de Cambridge ont produit des analyses d'œuvres d'art qui ne manquent pas d'in-

(1) Les Individus (1973), *Études de logique et de linguistique* (1971).

terêt, ils n'ont jamais été capables — ou n'ont jamais tenté — de rechercher les fondements philosophiques de l'esthétique. Ici, encore, personne n'est à blâmer : on ne peut que constater, tout simplement, les divergences qui continuent de séparer, dans l'idée même qu'ils se font de leur métier, les philosophes du continent et ceux de Grande-Bretagne ou d'Amérique.

Heureusement, un pont permet de rallier ces deux ensembles : c'est l'intérêt porté aux valeurs du rationalisme — intérêt qu'il illustre, du côté français, le dernier numéro d'une autre revue, *Raison présente*. Également constitué par un ensemble d'articles très représentatif de ce qui s'est fait de meilleur en France depuis vingt ans, ce numéro compose, avec celui de *Critique*, une sorte de diptyque particulièrement intéressant. On les deux volets à la fois. Plutôt que des philosophes opposés, ces deux volets ne révèlent, au fond, que différentes façons de croire en la philosophie.

C. DELACAMPAGNE.

* CRITIQUE, n° 399-400, août-septembre 1980, « Les philosophes anglo-saxons par eux-mêmes ».

* RAISON PRÉSENTE, n° 58, « Raisons, rationalités, rationalismes ».

Un contestataire : Paul Feyerabend

● Un « discours de la méthode » anarchiste.

PAUL FEYERABEND affirme qu'en refusant de devenir l'assistant de Brecht il a commis « la plus grosse bêtise de sa vie ». Il n'est pas sûr que le futur philosophe des sciences, le plus doué et le plus agaçant de sa génération, se fût entendu avec le célèbre dramaturge — sur le personnage de Galilée Galilei, par exemple. Là où Brecht met en scène un savant exemplaire et persévérant, Feyerabend voit plutôt un triton aux ruses générales, un « saltimbanque bien plus intéressant que les « chercheurs de vérité » constipés que l'on nous invite généralement à admirer ».

Contre la méthode, ouvrage majeur de Paul Feyerabend, nous projette à la charnière des XVI^e et XVII^e siècles, au moment où Copernic puis Galilée et Kepler mettent le monde à l'épreuve : le Soleil et les étoiles tournaient jusqu'alors régulièrement autour de la Terre, immobile dans un monde clos. Dorénavant, la Terre tourne sur elle-même et autour du Soleil dans l'univers infini. Inassurément, l'histoire et la philosophie des sciences sont venues réfléchir et buter sur cet

instant primordial où la Terre et la pensée moderne se mirent en mouvement. On a fini par découvrir le po aux roses : le développement réel des sciences, o' pas grand-chose à voir avec l'image logique et sage que veulent en donner ses zélés.

Duham l'avait pressenti dans son merveilleux *Système du monde* ; Bachelard puis Koyré avaient concentré l'attention sur les discontinuités brutales segmentant la progression des sciences. Vers 1960, Thomas Kuhn a fait un pas de plus en identifiant chacun des segments à une théorie mue par son paradigme. A l'image des civilisations et des cultures, les différentes théories devenaient incommensurables, fermées, autistiques, incapables de sécréter leur dépassement. Pareilles à des organismes tendus vers leur propre reproduction, les sciences, dans leur « fonctionnement normal », que Kuhn analysait avec soin, apparaissent comme les plus formidables entreprises totalitaires de tous les temps. Moment crucial, décisif, où l'histoire des sciences bousculait la philosophie des sciences, dont l'universalité était battue en brèche.

Les survivants du cercle de Vienne et K. Popper l'entendirent bien ainsi : la crise éclata en 1965 au cours d'un retentis-

sant colloque tenu à Londres. Dédaigneusement, Popper y refusa à la psychologie, à la sociologie et à l'histoire, ces sciences « contrefaites », le droit de juger la « logique de la découverte ». Du même coup, il s'enfermait dans l'hagiographie du progrès homogène et continu. Rien à voir avec le sombre tumulte que Kuhn commençait à percevoir et que Lakatos et Feyerabend vont bientôt décrire avec précision. Popper peint les sciences telles qu'elles devraient être, Feyerabend les décrit telles qu'elles sont, avec leur étiquette, leurs appareils, leur tyrannie sur l'enseignement et leurs collections de « faits choisis », ce fameux « domaine d'évidence ».

Comment alors renverser une théorie dominante ? Comment ont-elles été renversées dans le passé ? Kuhn croyait encore en une usure progressive des théories qui, à force d'accumuler les contradictions mineures et les rapiéçages, se lézardaient d'elles-mêmes et tombaient en ruine. Paul Feyerabend discerne au contraire le renforcement naturel des théories dominantes. Leur renversement est donc impossible sans recours à la ruse : le progrès ne peut venir que d'une révolte, d'un refus, d'un pas en arrière, cette amnésie platonicienne qui permet de retrouver des chemins que l'on avait bannis. Mais la nouvelle théorie qui naît est un naïf qui doit lutter contre le géant. Elle est menacée par cent évidences et mille falsifications ; elle doit se déguiser et blâmer.

inspire du dadaïsme et de la « manière des manières » du jeune Balzac, Gracian, en fait, il revendique la pratique de l'intelligence par tous les moyens. Son ouvrage éblouissant en est la meilleure illustration : pamphlet, exposé philosophique, politique, confidences, éruditions contre ses innombrables adversaires. Le tumulte de la vie envahit chaque page. Irrité, séduit, finit par convaincre...

HERVÉ LE BRAS.

* CONTRE LA MÉTHODE, de Paul Feyerabend, esquissée d'une théorie anarchiste de la connaissance, Le Seuil, collection « Science ouverte », 240 p., environ 67 F.

ENKI BILAL LA FOIRE AUX IMMORTELS

... OU COMMENT, EN 2023, L'OBJECTIVITÉ DE LA PRESSE PEUT ÊTRE PARFOIS DOU-TEUSE...

... OU COMMENT HORUS D'HIERAKONOPOLIS, DIEU PARANOÏQUE ET REVANCHARD, INNOVA EN MATIÈRE DE CHIRURGIE DÉPROTHÈSE, DANS LE METRO, STATION ALEZIA...

... OU COMMENT ALCIDE NIKOPOL DEVINT, MALGRÉ LUI, GOUVERNEUR DE LA CITE DE PARIS, AVANT DE SOMBRAIR DANS LA FOLIE...



Sans doute l'un des plus beaux albums de la Bande Dessinée d'aujourd'hui

DARGAUD ÉDITEUR
CHEZ VOTRE LIBRAIRE

VIENT DE PARAÎTRE

Jean-Pierre COLIGNON : « Savoir écrire, savoir téléphoner » (Éditions Duculot, coll. « La boîte à outils de la langue française »).

Précédemment parus : « La Pratique du style », « Pièges du langage 1 », « Pièges du langage 2 » (en collaboration avec P.-V. BERTHIER), « Guide pratique des jeux littéraires » (Éditions Duculot), « Le Français pratique » (en collaboration avec P.-V. BERTHIER, Éditions Solar), « Testez vos connaissances en vocabulaire » (Hachette), « Prof (formation) », « la Punctuation, art et finesse » (auto-édité).

EN TOUTES LIBRAIRIES

VOS LUNETTES DOUBLE Foyer C'EST UNE AFFAIRE DE SPECIALISTES

On ne se fait pas faire tous les jours une paire de lunettes à double foyer ! Alors sans hésiter, adressez-vous à un opticien hautement qualifié. Chez Leroy, c'est un spécialiste qui vous conseillera une paire de lunettes à double foyer invisible, bien adaptée à votre vision et à votre visage. Le confort de vos yeux mérite Leroy.

LE ROY
OPTICIEN

du lundi au samedi inclus.
104, Champs-Élysées A & B
11, bd de Poissy
158, rue de Lyon A

147, rue de Rennes A & B
18, bd Haussmann
5, place des Ternes A
127, St-Amand
30, bd Barbès

Rayons spécialisés : At acoustique médicale. BI venez de contact

Les romans de la rentrée

Jean
VAUTRIN
Billy-
Ze-Kick

MAZARINE

Le chef-d'œuvre de Jean Vautrin. « Un carnaval ébouriffant de personnages marrants pour une virtuose de la nouvelle langue française », proclamait Jean-Claude Zylberstein dans *Le Nouvel Observateur* lors de la sortie de Billy-Ze-Kick dans la Série Noire en 1973.

ANDRÉ
AUDUREAU
Un
merveilleux
dimanche

roman
MAZARINE

La folie d'un solitaire qui réalise en un week-end ce rêve vertigineux de séquestration et de possession de l'autre, tapi au fond de chaque homme. Un premier roman sobre et puissant.

norbert régina
les rives du potomac



Et si le nouveau Président des États-Unis, élu en 1988, n'était pas, mais alors pas du tout, celui que l'on croyait ? Un thriller de politique-fiction explosif où l'on reconnaît beaucoup de silhouettes familières de la politique française et américaine.

ARNOLD
MANDEL
Tikoun

roman
MAZARINE

Du Front populaire à mai 68, l'autobiographie imaginaire d'un anti-héros, fils d'un rabbin, partagé entre sa fidélité à la tradition juive et son goût pour l'aventure et la création littéraire.

MAZARINE

CHERCHONS à publier bons textes d'histoire régionale, œuvres littéraires ou scientifiques, thèses.

Conseils et renseignements (sans engagement) :

Éditions HORVATH
42300 ROANNE - FRANCE

(Publisme)
PHOTOGRAPHES PROPOSE
nombreux et beaux documents sur
MONUMENTS MEGALITHIQUES
(Oradour, Bérre, Bécasse, Galles, Cornouailles) ainsi que paysages.
Ektachromes, format 6 x 7 cm.
Capable fournir éventuellement ou collaborer à texte (capacités de rédaction et connaissances).
Tél. : (76) 44-62-70

Vient de paraître :

"Communiquer par écrit dans l'entreprise"

à l'attention des animateurs et responsables de formation.
(Coté : 67,45 F T.T.C., Franco de port).
Édité par la S.I.E.J. -
Cabinet d'études spécialisé dans l'organisation d'actions de formation.

Société Internationale d'Études & d'Interventions
5, Boulevard Magenta - 75010 PARIS
Téléphones : (1) 240.67.36.

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION

CHAQUE MOIS DES INFORMATIONS PRATIQUES :

QUE FAIRE avec une seconde AB ou un DEUG, pour s'orienter vers l'électronique, les carrières sociales, l'enseignement ou la gestion...

LES MÉTIERS de l'horticulture, de l'imprimerie, de la musique de l'interprétariat, de l'artisanat d'art...

COMMENT obtenir une bourse, passer un an à l'étranger devenir moniteur de centre de vacances, négocier un contrat de travail temporaire...

ET LE DOSSIER DU MOIS :

- L'orientation. Les choix essentiels ;
- Les enfants au travail ;
- Les conseils de classe ;
- Le chômage des jeunes diplômés ;
- Après le bac, les chances de réussite selon les études.

Le Monde DE L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
AVANT AUGMENTATION
VOUS NE PAIEREZ QUE
70 F, 1 AN FRANCE — 94 F, 1 AN ÉTRANGER
(OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31-10-1980)

Le Monde DE L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI je m'abonne au Monde de l'Éducation et je vous joins la somme de 70 F (étranger 94 F).

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex



Comptez environ 990 F TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 170 x 45 cm) soit 630 F le m² en glace St-Gobain 8 mm. Prix indicatif au 1.9.80 avec pose gratuite. Crédit gratuit 3 versements, 10 ans de garantie.

histoire littéraire

Corneille, le bourgeois gentilhomme

Une nouvelle édition des œuvres de Pierre Corneille sort, dans la Bibliothèque de la Pléiade. Elle suggère à Marc Fumaroli, professeur de littérature française à Paris-IV, les réflexions ci-dessous sur le paradoxe d'un théâtre exaltant l'héroïsme aristocratique dans une société qui s'effrite sur les certitudes bourgeoises.

SANS nos cultures latines et catholiques, les vertus bourgeoises n'ont pas d'accès aux prestiges de l'imagination. Vertus civiles et familiales, saines et intelligentes économiquement, discipline de vie, sagesse politique, tout cela qui a fait et continue de faire la force de nos sociétés est condamné à une sorte de clandestinité. L'imagination littéraire, fille parfois ingrate et souvent dévoyée de l'Eglise romaine, ne veut connaître que les deux extrêmes de la hiérarchie sociale, le chevalier et le pauvre.

L'histoire de ce curieux bovarysme bourgeois remonte aux origines médiévales de notre culture. Mais on n'en saisit le caractère paradoxal, car il prend alors quelque chose de vraiment saisissant, qu'au XVII^e siècle. Voilà une époque où, après le sanglant délire des guerres civiles du XVI^e, suscité par la rivalité de clans féodaux qui croyaient revivre les romans de chevalerie, la France revient, non sans peine, à un peu de bon sens politique. De qui est-il le fait ? D'excellents bourgeois. Appuyés sur la lucidité, la compétence et le dévouement au bien public de sa bourgeoisie d'offices, la monarchie réussit à ramener, par force, ruse ou corruption, les syndicates féodaux à un certain respect de l'ordre civil, bénéfique pour tout le corps social.

Une fascination pour l'héroïsme et la sainteté

Est-ce pour autant que bourgeois cultivés, prudentes, ses vertus, ses talents, son savoir qui se trouvent exaltés dans la littérature du Grand Siècle, œuvre pour l'essentiel des fils de cette même bourgeoisie ? Bien au contraire : brocardée, satirisée, ridiculisée, traitée de pédante, d'avare, de prude, de bourgeois-gentilhomme, de femme savante, elle n'a droit qu'aux genres bas et comiques. L'éloquence sacrée et le tragédisme ne veulent connaître que les saints et les héros. Le roman hésite entre le chevaleresque et le vicarieux. Et « l'honnêteté » classique elle-même est encliquetée, sur les élégances de l'homme de cour que sur les vertus des administrateurs ou magistrats royaux.

Rien ne résume mieux le paradoxe qu'un rapprochement d'allures et à juste titre traditionnel, entre l'homme Corneille et son théâtre. D'un côté le représentant modeste, mais caractéristique, de la petite bourgeoisie d'offices, qui a pignon sur rue dans sa bonne ville de Rouen ; de l'autre une œuvre qui, d'abord consacrée à la comédie, y adopte l'ironie désinvolte de bon ton dans les hôtels du Marais, alors aristocratiques, puis, s'élevant à la tragi-comédie et à la tragédie, y célèbre l'enthousiasme et

l'imagination héroïque de la haute noblesse d'épée. On ne saurait pousser plus loin, jusqu'au génie, le « complexe » du bourgeois-gentilhomme. On ne saurait non plus mieux l'autoriser, pour des siècles, par une œuvre monumentale qui échappa même — et pour cause — au crédit romantique jeté sur les classiques.

Des vertus bourgeoises, seules demeurent, dans ce théâtre, les effets invisibles : une germination régulière et puissante, un savoir-faire professionnel hors de pair, un sens avisé de la carrière littéraire et de ses revenus, enfin et surtout, peut-être, un point de vue central et, en quelque sorte impartial, qui gouverne

une image idéale qu'elle n'aurait pas su tirer d'elle-même.

En ce sens, le Cid a quelque chose d'exemplaire : ce jeune chevalier qui prouve son amour par des exploits, duels ou batailles rangées, est le type idéal, venu de l'épopée médiévale, et sur lequel s'étaient rêvés les ligueurs du seizième siècle les facteurs de la régence de Marie de Médicis et du règne de Louis XIII, et qu'imiteront encore les princes de la Fronde. A s'en tenir au seul plan politique, on conçoit que Richelieu et son entourage n'aient pas beaucoup apprécié cette célébration de l'héroïsme juvénile, même si Corneille amène le Cid à condescendre à « servir le roi ».

par son exemple son beau-père et son épouse.

Cette manière sourdement condescendante de n'accepter du christianisme que ce qui convient à un très grand seigneur, ce catholicisme du beau geste, des grandes manières, et du grand monde étaient en contradiction avec la doctrine constante de l'Eglise, qui refusait la sainteté aux martyrs par provocation.

Comme on le voit avec ces deux exemples célèbres, Corneille, dont on a voulu faire un professeur de morale civique et chrétienne, préfère les beaux sentiments aux bons, la vertu héroïque qui en prend à son aise avec le train légal et ordinaire des choses aux vertus moyennes qui donnent force et durée aux États comme aux Eglises.

L'individu et l'État

Cependant, s'il est bien vrai qu'il a repris l'idéalisme exalté d'une chevalerie catholique, il lui a aussi beaucoup prêté de son propre fonds, de ces vertus bourgeoises qu'il n'expose jamais au grand jour de la scène. Ne revenons pas sur cette probité du poète professionnel qui, maître des techniques du suspens et du sublime, rend vitalité et éclat au « stimmung » quelque peu éteint de la noblesse d'épée de son temps. Le bon sens politique du bourgeois rangé, dévoué, loyal envers ses rois, s'insinue dans son œuvre, et tempère d'une ironie parfois insaisissable, mais toujours aux aguets, les passions généreuses prêtées aux héros ou aux héroïnes. Cette ironie apparaît moins dans le langage des personnages que dans la perspective où les situe la construction de la pièce et la manière dont celle-ci présente le problème posé. C'est ainsi que, dans *Cinna*, c'est l'ensemble de la pièce qui démontre l'incompatibilité entre la paix civile et les généreux caprices de l'aristocratie héroïque, et qui persifle indirectement les grandes tirades d'Emilie et de ses adorateurs.

Après le Cid, le théâtre de Corneille ne cesse de reconnaître la nécessité de l'arbitrage royal, et des sacrifices que celui-ci exige des héros. S'il a rejoint et vitalisé les idéaux de la grande noblesse, le théâtre de Corneille a aussi beaucoup fait pour accoutumer celle-ci — et le public en général — à « raisonner » davantage ses actes, à méditer sur les exemples de l'histoire romaine la situation de la France contemporaine.

En fait, cette œuvre, plus ambiguë qu'il n'y paraît d'abord, ne cesse de tourner et retourner le même dilemme, qui est resté celui de la pensée libérale : comment choisir entre la « liberté » des individus qui, certes, peut dégénérer en violence anarchique et nuisible, et l'autorité de l'État, qui certes garantit contre le désordre, mais dont la pente va vers la tyrannie.

MARC FUMAROLI.

en sourdine la « fureur » de l'invective poétique. Bref, ce qui rend Corneille productif, au sens goethéen du terme, jusqu'à la vieillesse.

L'auteur a été l'élève des jésuites. On se fait des jésuites du dix-septième siècle, d'après les Provinciales, une idée cauteleuse d'intellectuels sournois. En fait, l'humanisme qu'ils enseignaient, entre autres par les moyens du théâtre, comportait une forte teinte de chevalerie médiévale. La Compagnie de Jésus a été fondée par un hidalgo espagnol, Ignace de Loyola. Les *Exercices spirituels* enflammaient l'imagination, forgeaient la volonté, appelaient au zèle héroïque, jusqu'à l'exploit, au miracle, au martyre.

Le petit bourgeois de Rouen, contemporain et concitoyen des martyrs jésuites du Canada, a été d'abord initié à un humanisme pénétré de cet enthousiasme de milice ecclésiastique. Il a vu, il a probablement joué, leurs tragédies de collège, qui exaltaient les victoires de héros chrétiens bousculant les monstres du vice et de l'impie. Cette belle chimère habita désormais l'imagination corneillienne.

Mais lorsqu'il passa de collège à la cour, où jeune avocat, il cherchait le succès par le théâtre, la fascination du grand monde fit céder pour un temps celle de l'Eglise militante. Il est d'ailleurs fort possible que le collège de Rouen ait été pour lui ce que le lycée Condorcet a été pour Proust, et que d'anciens camarades de classe l'aient introduit dans le grand monde. Là, il rencontra, intimement mêlés aux rites de l'amour pétrarquiste et pastoral, l'humour et l'ironie élégante par lesquels une élite aristocratique se distingue du vulgaire. Nul mieux que lui, dans ses comédies, de *Médite à la Place Royale*, ne saura refléter cet « air de cour » de Louis XIII, qui fut aussi, dans l'ordre du sentiment courtois et du langage pointu, une forme mondaine de l'héroïsme.

Ainsi, par l'expérience du collège, puis par celle de la cour, le jeune bourgeois de province est devenu maître de deux registres symboliques intimement liés à l'esprit féodal, la spiritualité héroïque des jésuites, l'urbanité et l'art d'aimer des grands seigneurs. Une aristocratie déjà tentée par le scepticisme et le doute de soi va découvrir, dans le miroir que lui tend Corneille,

après avoir enfreint sans même s'y arrêter ses édits sur le duel !

Si l'on passe de la tragédie profane à la tragédie religieuse, que trouvons-nous dans *Polyeucte* ? Un jeune prince de race royale qui, soudain rassasié d'honneurs et de bonheur transitoires, s'enflamme pour l'idée chrétienne d'un bonheur et d'une gloire éternels. Il n'est pas question pour lui de « vivre » le christianisme, de faire raporter sa foi dans les œuvres patientes de la charité et de l'espérance. Un prince tel que lui n'attend pas. Il doit à l'instant connaître tout le bonheur dont une religion de cœur est capable et, au prix d'une mort urgente et spectaculaire, obtenir toute la gloire que cette religion du salut promet à ses martyrs. Nul, cependant, ne songe à lui pour le martyre : il le provoquera donc en brisant les idoles païennes. Il meurt, convertissant

La meilleure édition

ON lire désormais l'œuvre de Corneille dans l'édition nouvelle publiée par la Pléiade, et dont le tome I (*de Médite à la Mort de Pompée*) vient de paraître. Elle est établie par le professeur Georges Couton, depuis longtemps connu, en France et à l'étranger, comme le meilleur spécialiste des études corneilliennes. Il est déjà l'éditeur dans la Pléiade des œuvres de Molière. Cette édition de Corneille (qui comportera trois volumes, au lieu de deux dans l'édition précédente due à Pierre Lièvre) se signale par trois nouveautés : elle est vraiment complète, incluant les poésies, la correspondance, les textes en prose de l'écrivain, ainsi que les documents les plus significatifs relatifs à son œuvre, telles les pièces essentielles de la querelle du Cid, elle est chronologique, c'est-à-dire que chaque pièce et texte sont publiés à leur date, au lieu d'être classés en genres, comme dans l'édition Marty-Laveaux, qui était jusqu'ici la meilleure ; elle donne enfin, pour toutes les pièces de la jeunesse de Corneille, jusqu'au Cid inclus, le texte de l'édition originale et non celui de l'édition de 1882, revu, émondé, pour ne pas dire censuré par Corneille lui-même, pour tenir

compte de l'évolution de la langue et du goût vers la classicisme. Après le Cid, l'éditeur a jugé bon, avec raison, de en tenir à l'édition de 1882, dont les différences avec le texte original sont minimes, et vont dans le sens du classicisme qu'épouse Corneille à partir d'*Horace*.

Un appareil de variantes et de tables de concordances permet naturellement, dans les deux cas, de suivre, d'édition en édition, le travail de Corneille sur son texte. Une emprise annotation de chaque pièce et de chaque document annotation qui va jusqu'au commentaire et qui apporte une foule de faits ou rapprochements nouveaux, situe de façon exemplaire l'œuvre corneillienne dans l'histoire de la langue, du théâtre, des idées, des mentalités.

On peut considérer dès maintenant cette édition comme la somme de toute une vie de recherches, un chef-d'œuvre destiné à remplacer celui de Marty-Laveaux. On attend avec impatience les deux volumes suivants, qui auront paru en 1984, date à laquelle sera célébré le troisième centenaire de la mort du plus grand dramaturge français.

* « LA PLEIADÉ », Gallimard, 1 972 pages. Environ 155 F.

Déjà plus de 15 000 survitrages posés

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,49

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	8,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE
PRODUCTION
recherche pour
la Direction chargée de la Construction
des installations pétrolières
DES
**chefs de groupe
de bureau d'études**
DANS LA SPÉCIALITÉ
TUYAUTERIE ET INSTALLATIONS GÉNÉRALES
Les candidats devront :
- posséder une expérience de quelques années dans la fonction
TRAVAUX NEUFS ou INGÉNIEURIE
- avoir une formation du niveau BTS Bureau d'Etudes.
Affectations PAU - PARIS puis expatriation.
Ecrire avec CV, photo et prétentions sous No 73.456 à SNEAP
D.C. Recrutement - 28, avenue de Lias - (Tour 12.04) -
64018 PAU CEDEX

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
pour sa Direction Internationale recherche
**un Responsable de
Zone Géographique**
(AMÉRIQUE LATINE)
possédant une solide expérience bancaire des
opérations internationales et une bonne connais-
sance pratique des banques et milieux d'affaires des
pays considérés. 5 ans d'expérience. Diplôme
d'Etudes Supérieures.
Espagnol et Anglais indispensables. Portage
apprécié.
Adresser CV, photo, salaire et prétentions
sous réf. MJF3 à CNCA Recrutement Carrières
Cedex 26 - 75300 Paris Brune

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE
Etablissement privé reconnu par l'Etat
FORMATION D'INGÉNIEURS INFORMATIQUES
pour faire face à son développement
recherche, urgent
**INGÉNIEURS PROFESSEURS
et ASSISTANTS**
- Pour les enseignements
fondamentaux :
ASSISTANTS en MATHÉMATIQUES (niveau
D.E.A.)
- PROFESSEURS en TECHNIQUES d'EXPRESSION
(français et anglais).
PROFESSEURS en GESTION FINANCIÈRE et
COMPTABLE des entreprises et Droit des affaires ;
- Pour les enseignements
informatiques :
INGÉNIEURS SPÉCIALISÉS en :
• structure des données et bases de données ;
• programmation : méthodes et langages ;
• analyse ;
• téléinformatique ;
• systèmes d'exploitation ;
• conduite de projets.
Env. C.V. à E.S.I., 4, place St-Germain-des-Prés,
75006 PARIS - Téléphone : 548-20-48.

LA DIRECTION DES AFFAIRES
SANTAIRES ET SOCIALES
DE L'ESSONNE RECRUTE :
1 ANALYSTE
Resp. Informatique et
Organisat. à la Direct.
des Affaires sanitaires
et sociales
Conditions :
- Étude de dipl. d'ing. ou équ.
- Équ. de la sp. informatique ;
- Équ. de nationalité française ;
- Expérience soignée.
Salaire : contractuel - Echelle in-
diciaire brute : 471/998.
Généraliste au 1^{er} juillet
1980 : 6.224,82 F net
démarché de résidence et prime
de transport comprise + 1^{re}
prime trimestrielle.
Permis de conduire et véhicule
personnel souhaités.
Adresser lettre et cur. vitæ à la
Direction départementale
des Affaires sanitaires
et sociales
Service du personnel,
Immeuble France-Eury,
Tour 12.04,
14 de France, 91010 EVRY.
Pour tous renseignements, tél.
au 077-86-80 ou 420-21.
LA DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANTAIRES ET
SOCIALES DE L'ESSONNE
RECRUTE
1 Agent du Cadre A
CONDITIONS :
- Étude d'une licence 1^{re}
préférence en droit ;
- Étude de moins de 45 ans ;
- Étude dépourvu de obligations mi-
litaires ;
- Étude de nationalité française.
LIEU DE TRAVAIL : Evry.
STATUT : Contractuel.
GAIN NET MENSUEL :
1^{er} JUILLET 1980 : 4.402,81 F
indice brut 379 plus primes
trimestrielles.
Permis de conduire et véhicule
personnel souhaités.
Adresser lettre et C.V. à :
DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANTAIRES ET
SOCIALES DE L'ESSONNE
Immeuble France-Eury
Tour 12.04, boulevard de France
91010 EVRY.
Pour tous renseignements, tél.
au Service de France de Paris
077-86-80, postes 420-421.

**COMPAGNIE FRANÇAISE
DES CONVOYEURS**
LAGNY (Seine-et-Marne)
recherche
pour son Département de techniques avancées
**DESSINATEUR-PROJETEUR
ÉLECTRICIEN-AUTOMATICIEN**
Bac technique - BTS ou équivalent
Expérience en automatismes industriels
appliqués à la maintenance.
Adresser C.V., photo et prétentions
au Service du Personnel,
1, rue du Chariot d'Or - 77400 LAGNY.

INGÉNIEURS de PLANNING
Spécialistes méthode PERT
Envoyer C.V. SFAT, 3, rue
du Colonel Holt, 75017 PARIS
ou tél. pour R.V. 227-76-76.
Entreprise bâtiment
proche banlieue Sud
équipes 61/40 et 2
recherche
CHEF D'EXPLOITAT.
CONFIRME
Peu d'expérience commerciale,
compétence générale analytique
et pays.
Adresser C.V. et prétentions
s/réf. T. 022.000 M Rég-Presses,
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.
Quartier Opéra recherche
COMPTABLE EXPR.
Toutes déclarations et bilan,
370-38-86.

**COMPAGNIE FRANÇAISE
DES CONVOYEURS**
LAGNY (Seine-et-Marne)
recherche
pour son département de techniques avancées
**PLUSIEURS INGÉNIEURS
ÉLECTRICIENS-AUTOMATICIENS**
au niveau d'une affaire, ils se verront confier la
responsabilité de l'automatisation d'installations
complexes.
ANGLAIS SOUHAITÉ.
Expérience en automatismes industriels appliqués à la
maintenance.
Les candidatures de débutants seront également
examinées.
Adresser C.V., photo et prétentions
au Service du Personnel,
1, rue du Chariot d'Or, 77400 LAGNY

SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE
IMPORTANCE NATIONALE
recherche
ATTACHÉ DIRECTION JURIDIQUE
2-3 ans droit immobilier dans service juridique d'une
société de promotion ou expérience notariale dans le
secteur immobilier pour faire partie d'une équipe assistant
les directeurs de programmes dans le montage et le suivi
des opérations, la préparation et la vérification des diffé-
rents contrats (promesses de vente, conventions, etc.).
Envoyer curriculum vitæ à M. BONNEMAISON,
S.G.M.I., 108, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

**cours
et leçons**
ENSEIGNANTE UNIVERSITÉ
donne cours langues et littérature
franç. tous niv. Tél. : 331-44-00.
Cours de GREC
ancien/moderne.
Tous niveaux. Tél. : 540-75-78.
ESPAIGNOL TECHNIQUE
Traduct. cours niv. prof. lang.
ARGENT. Tél. : 296-69-99.
enseignement
APPRENDRE L'AMÉRICAIN
à
L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, Paris (14^e)
Tél. 633-67-28
Cours de Conversation dans la
matinée et le soir. Lycéens à
partir de 15 ans. Inscription
Début 6 octobre.
Cours privés, préparation au
TOEFL - Cours pour enfants.

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)
CÉGOS COOPÉRATION
Division (TIDET-CÉGOS pour les pays en développement
recherche pour missions en
AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
**UN SPÉCIALISTE EN GESTION
DES RESSOURCES HUMAINES**
Le candidat retenu sera chargé du démarrage, puis de la gestion d'un centre de formation
professionnelle (15 instructeurs).
Candidatures à adresser d'urgence à : P.-J. ENGELIN, Chef du département formation
professionnelle et assistance technique industrielle, CÉGOS-COOPÉRATION,
33, quai Gallieni, 92152 SURESNES CEDEX.

Editions BORDAS
DUNOD
GAUTHIER-VILLARS
recherchent pour leur
DÉPARTEMENT SCOLAIRE
Responsable d'Edition
chargé(e) des ouvrages para-scolaires.
Il(elle) aura une formation supérieure et plu-
sieurs années de références dans l'édition.
Il(elle) assurera la création de produits nouveaux,
le suivi des produits existants et l'animation
d'une équipe d'éditeurs.
Adresser C.V. et prétentions - Service du
Personnel - 37, rue Boulard - 75014 PARIS.

**UN RESPONSABLE
DU STOCK**
**UN CHAUFFEUR
LIVREUR**
Env. C.V. photo et présent. sous
n° 73.846 à CONTEXTE Pub.,
23, av. Colas, Paris-17^e 84 32.
Organisme important recherche
FUTURS CADRES
COMMERCIAUX
- dynamiques et ambitieux ;
- goût contacts haut niveau ;
- très bonne présentation
sans des responsabilités.
Tél. pour R.V. 563-20-00 p. 201.
Ville de BOBIGNY recrute
ASSISTANTE SOCIALE
DIPLOMÉE D'ÉTAT
Adresser candidature à M. le Maire

**travaux
à façon**
ENTREPRISE sérieux références
offre rapidement travaux pein-
ture, décoration, coordination
tout corps d'état. Devis gratuits.
Tél. : 368-47-84 et 933-50-02.
**information
divers**
L'Etat offre des emplois stables,
bien rémunérés à toutes et tous,
avec ou sans diplôme.
Pour les connaître, lisez le revue
FRANCE-CARRIÈRES (C 16)
3, rue Montyon 75428 Paris
cédex 08 1 doc. sur demande).

**carrières du commerce
et de la vente**
**le bon jour, maintenant,
c'est le VENDREDI**
Les « nouveaux vendeurs »
sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les
mêmes exigences que les représen-
tants traditionnels, ils ne travaillent
pas dans les mêmes entreprises et
n'ont pas la même conception de
leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer
les mêmes listes interminables
d'annonces, conçues de manière
identique pour l'un ou l'autre type
commercial, souvent dans les
mêmes journaux.
Le Monde compte parmi ses
lecteurs de nombreux « nouveaux
vendeurs ». C'est normal, ils sont
ouverts, curieux, exigeants, ont le
« niveau Monde ». Ils en ont fait
leur quotidien habituel, souvent
depuis longtemps. Pour beaucoup
d'entre eux, depuis le temps où
ils faisaient leurs études supérieures
(plus de 20% des étudiants de
toutes disciplines et de tous niveaux
lisent Le Monde régulièrement).
Ces nouveaux vendeurs,
lecteurs du Monde, vont maintenant
disposer de leur rubrique d'offres
d'emploi, dans leur journal.
**Son nom ?
FONCTIONS COMMERCIALES**
Ses annonceurs ? Les nombreu-
ses entreprises qui ont un besoin
impérieux de recruter ce nouveau
type de commerciaux, et qui ren-
contrent souvent de grandes
difficultés pour disposer de candi-
datures satisfaisantes.
Ses résultats ? Certainement
des curriculum vitæ et des recrute-
ments d'une qualité rarement
obtenue ailleurs.
TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

formation professionnelle
STAGES I.U.T. CACHAN - GÉNIE MÉCANIQUE
• TECHNICO-COMMERC. (opt. ind.)
Début novembre 1980 (312 heures)
• ROBOTIQUE INDUSTRIELLE
Début janvier 1981 (240 heures)
• TUYAUTERIE INDUSTRIELLE
Début janvier 1981 (256 heures)
• COMMANDE NUMÉRIQUE
Novembre 1980/février-juin 1981 (40 heures)
• INFORMATIQUE
Novembre 1980/février-mai 1981 (32 heures)
• JAUGES EXTENSOMÉTRIQUES
Juin 1981 (40 heures)
Tous renseignements : 664-10-32 - M^{me} ROUSSEL

**travail
à domicile**
PROGRAMMEUR DE GESTION
« CAP D'INFORMATIQUE »
Début : novembre. Sem. 90-91.
PARIS 13^e - Tél. : 326-43-83.
Cherchez manuscrits à dactylo-
graphier, maîtrise ou études.
Ecr. s/réf. 6.994 Le Monde Pub.,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

emploi/ régionaux
**PROVENCE
BANQUE DE DEPOTS**
RUALE DE LA
BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche
**CHEF D'AGENCE
(VI - VII)**
pour DEVELOPPER, ANIMER et GERER
SON AGENCE D'AVIGNON
(8 personnes)
L'homme (jeune) recherché
• a une solide formation bancaire.
• a déjà fait ses preuves à la tête d'une petite Agence
autonome en expansion ou, étant Second d'une Agence
+ Impte, est impatient d'avoir « son » Agence (la domi-
nante Commerciale). Il raisonne en termes de résultats.
S.C. garantit une DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manuscrite, C.V. détaillé,
rémunération et photo (ret.) ss réf. 4485 à
sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**travaux
à façon**
ENTREPRISE sérieux références
offre rapidement travaux pein-
ture, décoration, coordination
tout corps d'état. Devis gratuits.
Tél. : 368-47-84 et 933-50-02.
**information
divers**
L'Etat offre des emplois stables,
bien rémunérés à toutes et tous,
avec ou sans diplôme.
Pour les connaître, lisez le revue
FRANCE-CARRIÈRES (C 16)
3, rue Montyon 75428 Paris
cédex 08 1 doc. sur demande).

L'immobilier
appartement
chasse
automobiles
VISAS U.S.
BOURSE
NÉCESSAIRE
EXCEPTION
PRIX COU
localité
boxes

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt
DE PARTICULIER A PARTICULIER
cherche grand studio, cuisine, s.
de bain, ou 2 p., quart. Opéra
HALLES-PALAIS ROYAL
Tél. le soir à part. de 20 h.
261-78-80.

3^e arrdt
QUARTIER
DE L'HORLOGE
5 pièces, obs. living, balcon,
orientation sud-ouest.
départ. Tél. : 278-77-33
de 10 h. 30 à 18 h.

MARAI Magnifique rénové
au DUPLEX
151 m² à l'année à la Française.
1.725.000 F. C.I.C.E. 723-48-86.

4^e arrdt
BEAUBOURG
Maison XVIII^e siècle
2 pièces LUXUEUX
Tél. 359-82-85 ou 271-00-84.

BD HENRI-IV Immeuble
bel appartement de 200 m², salon, s.
de manger, 4 chambres, 2 s. de bain
+ service, piscine, piscine.
Général. Prix : 2.250.000 F.
Tél. : 278-40-04.

5^e arrdt
M^e ODEON
Immeuble Renaissance,
appartement de classe, 80 m²,
Prix : 1.400.000 F.
PAUTRIAT - Tél. : 525-05-85.

CARDINAL-LEMOINE
4 p. 85 m², 78.000 F.
2 s. de b., 13-17 h.
32, RUE MONCEY.

PANTHEON - LYCEE HENRI-IV
5, rue de l'Esplanade
85 m² + cave, possib.
Restauration de qualité
Fait de nous rénovés.
BEGE, 287-43-67
ou s/p. samedi 14 h 30/18 h.

SORBONNE - CLUNY
Situation accept. 4^e étage,
100 m² + cave, balcon, 653-22-76.
VAL-DE-GRACE Gd 3 pièces
90m², Salon, 2 confort, parking.
Directement par propriétaire.
8 h-17 h : 770-42-43 p. 270
Après 18 heures : 633-10-04

6^e arrdt
RUE DUPIN - 354-98-10
Né, 2 chambres, 2 bains, rez-de-
cave, terrasse, 253-97-15.
Vendredi, samedi de 12 à 17 h.

VANEAU Pierre de taille, 3 p.,
cave, entrée, cuisine, bain, s.
de b., 575.000 F.
Téléphone : 525-71-83.

7^e arrdt
38, R. VANEAU NEUF
du STUDIO au 4 p., GARAGES
S/face 11 à 18 h. 520-21-22.
DURCO - Immeuble standing
s/p. + chambre, cuisine, bain,
poutres, cheminée, vitre-oreure,
4 étages, 587-22-88.

CADET ROCHOUART
Particulier vend direct
2 p., r.-d.-ch. s/face, cuisine,
cave, bain, w.c., chauffage.
Nord, placards, Prix 255.000 F.
Tél. heures bureau : 283-97-15.
S/face 11 h-18 h, 520-21-22.

STUDIOS, 2 et 3 p.
100 m² à l'année à la Française.
1.725.000 F. C.I.C.E. 723-48-86.

EUROVIN - 565-82-72.

capitiaux
propositions commerciales

VISAS U.S.
Hommes d'affaires et investisseurs
peuvent obtenir les visas américains (U.S.)
« Green card »
Contacteur : **GOULD et RAPPORT**
135, rue de Théâtre, 75015 PARIS.
Tél. : 575-14-45, 575-18-97.

chasse - pêche
Disponible 2 actions de chasse
région VEXIN-NORMAND
Tél. : (16-32) 54-35-51.

automobiles
ventes
de 8 à 11 C.V.
VENDS 805 880, 8 mois,
6.000 km vert jds. Tél. 16-91-
31-56-38. Prix 55.000 F à déb.
A vendre MERCEDES 200 D 78
cinquante neuve. Options.
Téléphone : 899-02-84, le soir.
Coll. Honda vend Goldwing
1000 CX-10 CV. Sept. 80,
880 km, variator. Prix 25.000 F.
Téléphone bureau : 960-13-47

plus de 16 C.V.
Part. vend Mercedes coupé 450
SLC 5 portes, année 8-12-78.
Mod. 79. 148.500 F. payé, crédit.
M. ORADA - Tél. : 538-02-33.

divers
104 - 305 - 505
Mod. 80 peu roulé, garanties.
Auto Paris XV - 533-88-88
63, rue Desnouettes, Paris-19.

LANCIA
AUTOBIANCHI
Concessionnaire
CREDIT-LEASING
sur 48 mois
Location longue durée
11 rue Mirbel Paris 56
336-38-35 +

locations
EXPRESS ASSISTANCE
Joue des golf et Roll-Royce
504-01-50.

boxes - parking
17^e BROCHARD, 19 PARKINGS
75000 F. - FACILITES DE
PAIEMENT - Tél. : 286-19-00

PRÉS TRUDAIN
SUR VOIE PRIVÉE
Immeuble pierre de taille
2 p. 98 m², Rez-de chaussée
séjour obs + chambre
REFAIT A NEUF
4, avenue de l'Opéra
75001 PARIS. Tél. 298-01-25.

11^e arrdt
M^e PHILIPPE-AUGUSTE, récent
s/face, beau 5 pièces, entrée,
cave, w.c., 4 s. de bain + s.
de manger, dressing, bois, loggia.
TERRAS. 1.020.000 F. 345-83-85.

NATION bel appartement
80 m², 2 logg, belle chemi-
née, calme - 689-49-34.

12^e arrdt
Ce jour, 103, R. PICPUS, de
16 h à 20 h, ou 387-37-21.
Exposit. Est-Ouest, 2110 m².
Belle, récent, 4^e ét. Gde
salle vis-à-vis - 770.000 F.

16^e arrdt
ETAT-UNIS IENA 3 PCE
2^e de Soliel, légal + 2 s. de b.,
studio indép. avec douche.
R.d.c. Prix : 1.470.000 F.
C.I.C.E. 723-48-86.

100 m², IMM. RECENT
sur verdure très bon standing,
cuisine, deux s. de b.,
Prix : 1.300.000 F.
MADAMMO - 280-30-39.

A 200 m de l'Étoile, studio
soit confort, deux s. de b.,
vis-à-vis - 626-00-35.

XV^e RANELAGH
DANS IMMEUBLE RECENT
3^e étage ASCENS., BALCON.
CFT
Restauration de qualité
Fait de nous rénovés.
BEGE, 287-43-67
ou s/p. samedi 14 h 30/18 h.

GRAND 5 PIÈCES CFT
Fait de nous rénovés.
BEGE, 287-43-67
ou s/p. samedi 14 h 30/18 h.

17^e arrdt
ATELIER D'ARTISTE
Unité double + 2 chambres
exceptionnelle. 670.000 F.
Agence s'abstient - 325-33-08.

BATIGNOLLES Immeuble
récent
Ach. 5 ou 4 p. à aménag. Pom.
duplex et jard. priv. 272-40-19.

19^e arrdt
Buttes-Chaumont SUR
125 m², liv. 50 m², 2^e ét., balcon
40 m, Poterie, van, s. 14-18 h.

20^e arrdt
GAMBETTA Bourgeois
Alco., 3 p., 2
entrée, cuisine, bain, toilettes
P. 378.000 F. Tél. : 325-76-42.

32
Hauts-de-Seine
NEUILLY
particulier
vendre réception, attler (80 m²),
4 chambres, jardin, terrasse,
garage, cuisine aboyce,
705-61-31.

BOULOGNE
Quai de Stalingrad, bel imm.
4^e ét. 127 m², s/p. s. à mang-
er, 2 s. de b., 2 s. de b., Cave, Park. Etat
et aménagement exceptionnel.
1.150.000 F.
Tél. : SOMMER, 621-15-63.

MEUDON
Magnifique appartement dans
bel immeuble récent, 3 pièces,
70 m² environ, très calme, dans
verdure avec vue panoramique
impressionnante, nombreux éléments.
2 loggias, parking, cave.
à part. de 17 h. 628-32-48.
Prix : 910.000 F. - Téléphone :
à part. de 17 h. 628-32-48.

GARCHES (92) 3 pièces
petit immeuble récent, 3^e ét.,
3 s. de b., balcon sud, cuisine équipée,
s. de bain entier, neuve, cave.
Prix 525.000 F. Tél. 741-32-49.

NEUILLY SABLONS
IMM. PIERRE TAILLE 5^e ét., asc.
Gd liv. + 3 CHBRES
cuisine, 2 bains, MOQUETTE
RENOVE
Prix 1.100.000 F
Jeu, vendredi 14 h à 18 h.
PLAZA DU CADRE
ou Tél. 725-96-05.

94
Val-de-Marne
LIMBIL-BREVAINES, Part.
vend appartement 2 p. 2 s. de b.,
cuis., séjour, ch., s. de b.,
w.c., éclairc., cave, Poss.
garage. Tél. : 338-21-32.
poste 357 (heures bureau).
Prix : 180.000 F.

Appartement
Appartement 2 p. 2 s. de b.,
cuis., séjour, ch., s. de b.,
w.c., éclairc., cave, Poss.
garage. Tél. : 338-21-32.
poste 357 (heures bureau).
Prix : 180.000 F.

URGENT ACHETE CPT
à 3 pièces, Paris, métro, garage
traverse, M^e FAURE, 281-38-78
ou le soir 500-84-25.

JEAN FRILLADE 54, av. de la
Mairie-Picpus, 8^e arrdt, 75^e,
rech. Paris 15^e et 7^e pour bons
efforts offerts sur surfaces et
aménagements. Poliment complet.
Je cherche appartement 2 à 3 p. 150 m²
P. 16, 17, NEUILLY
683-83-65.

MEME CHER 525-82-13
RECHERCHE URGENT
pr 1 b. effient apt 200/300 m²,
cuisine avec trou, 5^e ét., 7^e,
interm. accepté - 563-83-85.

ACH. apt BOUTIQUE ou LOCAL
commercial, libre, avec murs,
PARIS Centre 637-35-95 matin.
RECH. CENTRE DE CANNES (06)
50 mètres de la Croisette
A VENDRE
boutique prêt-à-apporter, 45 m²,
M. CYRIL GUY, 8, rue de
Commandant + André, CANNES.
Téléphone : (16-93) 99-08-05.

bureaux
VOTRE SIEGE A PARIS
de 50 à 250 F/mois
CONSTITUTION DE SOCIETES
GEICA
56 bis, rue de Louvre - Paris-2^e
Téléphone : 296-41-12

ASPAC
200 m² à l'année à la Française.
1.725.000 F. C.I.C.E. 723-48-86.

fonds
de commerce
Fonds à vendre
BAR-TABAC-HOTEL-RESTAUR.
Région par. 15 km. Eternité.
Tél. : (16-26) 50-31-23.

viagers
Société spécialiste viagers
F. CRUZ 288-19-00
Prix intervention, garantie
Etude gratuite, discrète.
12^e PRES BOIS, beau studio
6 pces, asc. 12.000 F + 1.000 F
Douch. Fournie 70 ans. F. CRUZ
8, rue La Boétie - 288-19-00.

FONCIAI VIAGERS
18, boulevard Malesherbes (16^e)
286-32-35. Spécialiste
étude gratuite, rente, résidence.
Etude Local rech. appo. Libre
ou occupé, 35, bd Voltaire, 11^e
285-81-84.

villas
AGENCE MODE
FACE METRO - LE CUCHE -
1, rue de Versailles, 91400 ORSAY
Tél. : 928-68-00 (lignes groupées)

ORSAY, proximité métro,
VILLA contemporaine.
1.300 m² terr., 8 p., 5 ch.
s/face gar. P. 1.400.000.

PALASEAU, prox. métro
VILLA contemporaine.
1.300 m² terr., 8 p., 5 ch.
s/face gar. triple. 1.250.000.

VENDS SPLENDIDE VILLA
belle vue TOULON 200 m²
dans 2.000 m² jardin arboré
T. (94) 27-23-30 de 17 à 18 h

YESINET résidentiel
10^e R.E.R.
GRANDE VILLA FAMILIALE
en pierre, réception 70 m²,
9 chambres, bain, double 05
gar. Beau jardin de 1.000 m².
C'EST UNE EXCLUSIVITE
Agence de la TERRASSE
LE VERINET, 87-8-06-90

locations
meublées
demandes
Paris
INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 8 pièces pour banques
et entreprises. Tél. 705-54-76.

URGENT
chambre
STUDIO
ou PETIT 2 PCE meublé
standing
Libre de suite
pour personnes seules
PALAIS ROYAL
15^e ou similaire.
Ecrire sous n° 1771
HAVAS STRASBOURG
21, rue de la Haute-Monnaie,
67000 STRASBOURG.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du
STUDIO au 6 PCEES.
LOYERS GARANTIS par état ou
entièrement. Tél. : 725-11-08.

locations
meublées
offres
Province
A louer à l'année très joli studio
meublé tout confort. SANARY/
SIX-FOURS, 900 F mensuel.
Téléphone : 194 74-02-05.

locations
non meublées
offres
Paris
MICHEL-ANGE 2/3 PIÈCES
75 m² tout confort, parking.
4.000 + Ch. - 626-86-35.

terrains
Entrepreneur-Constructeur
recherche auprès
PROPRIETAIRES
ET COLLABORATEURS
TERRENS A BATIR
ET PROJETS
PARIS
ET REGION PARISIENNE
POUR REALISATIONS
BUREAUX DE 500 à 2000 m²
OU GROUPES DE MAISONS
INDIVIDUELLES
BRUNO-ROSTAND
4, avenue de l'Opéra
75001 PARIS - 296-01-25.

A 15 MINUTES A PIED
DE LA STATION R.E.R.
LE VESINET CENTRE
DEUX TERRAINS
VIABILISES
1.070 m² ET 1.143 m²
Possibilité de construire
A CROISSY
Pour tous renseignements :
BRUNO-ROSTAND
4, avenue de l'Opéra
75001 PARIS - 296-01-25.

BEAULIEU-S/LOIRE (45)
dans ZONE PROTEGEE
(Vignes)
Particulier vend terrain à bâtir
2.000 m², face 24 m, sur
terrasse, électrifié, très proche.
Prix 70.000 F.
Téléphone soir après 18 h 30 :
528-05-05.

BAUDOT-LES-THERMES
(Gers) parcel. vend beau terrain-
construct. 15.000 m², eau, élec-
trifié, sur façade de 600 m
des Thermes - Prix à débattre.
S'adresser à M. NICOLAS, route
d'Esca - 40310 GABARRET.

COLLOBRIERES
(VAR) vend 3,49 ha, près et
château, vue de 500 m
Téléphone : (94) 48-08-73.

Haut-Doubs, région Pontarlier
Proximité forêts de sapins
beau terrain, 1,05 hectares,
constructible part. 1 ou 2 villas.
Tél. : 80-07-48.

locations
non meublées
demandes
Paris
ENIASSY-SERVICE recherche
pour LOCATION ou ACHAT
du studio au 6 pièces Paris
et ville en banlieue Ouest
S. av. Malesherbes - 562-78-99.
Association recherche logements
pour étudiants. Téléphonez entre
17 et 18 heures au 360-08-58.
JOURNALISTE CEBASTAR
rech. Paris studio ou 2 pièces.
Tél. (31) 80-71-17.

Région parisienne
Etude ch. pour CADRES villes,
pensions très bon. Loy. garantis
5.000 F maximum. 283-57-02.

maisons
individuelles
NATION MAISON
A VENDRE 5 pces, 3 s. de b.,
s. de b., terrasse, gar. 2 v.,
gt s-sol. Tél. : 340-55-83.

domaines
39,67 hectares de VIGNOBLE
San Joaquin Valley, Merced
County Livingston, California.
Production : 800/900 tonnes de
vignes.
Prix de vente : 140 dollars U.S.
les tonnes ou 128.000 dollars
U.S. récolte totale.
Cabinet rouge
Propriété de sept ans

BOB WRIGHT REALTY
1650 E. Bartfield,
Springfield, MO - U.S.A. 65804
1-417-881-0435.

locations
non meublées
offres
Paris
MICHEL-ANGE 2/3 PIÈCES
75 m² tout confort, parking.
4.000 + Ch. - 626-86-35.

terrains
Entrepreneur-Constructeur
recherche auprès
PROPRIETAIRES
ET COLLABORATEURS
TERRENS A BATIR
ET PROJETS
PARIS
ET REGION PARISIENNE
POUR REALISATIONS
BUREAUX DE 500 à 2000 m²
OU GROUPES DE MAISONS
INDIVIDUELLES
BRUNO-ROSTAND
4, avenue de l'Opéra
75001 PARIS - 296-01-25.

A 15 MINUTES A PIED
DE LA STATION R.E.R.
LE VESINET CENTRE
DEUX TERRAINS
VIABILISES
1.070 m² ET 1.143 m²
Possibilité de construire
A CROISSY
Pour tous renseignements :
BRUNO-ROSTAND
4, avenue de l'Opéra
75001 PARIS - 296-01-25.

BEAULIEU-S/LOIRE (45)
dans ZONE PROTEGEE
(Vignes)
Particulier vend terrain à bâtir
2.000 m², face 24 m, sur
terrasse, électrifié, très proche.
Prix 70.000 F.
Téléphone soir après 18 h 30 :
528-05-05.

BAUDOT-LES-THERMES
(Gers) parcel. vend beau terrain-
construct. 15.000 m², eau, élec-
trifié, sur façade de 600 m
des Thermes - Prix à débattre.
S'adresser à M. NICOLAS, route
d'Esca - 40310 GABARRET.

COLLOBRIERES
(VAR) vend 3,49 ha, près et
château, vue de 500 m
Téléphone : (94) 48-08-73.

Haut-Doubs, région Pontarlier
Proximité forêts de sapins
beau terrain, 1,05 hectares,
constructible part. 1 ou 2 villas.
Tél. : 80-07-48.

viagers
Société spécialiste viagers
F. CRUZ 288-19-00
Prix intervention, garantie
Etude gratuite, discrète.
12^e PRES BOIS, beau studio
6 pces, asc. 12.000 F + 1.000 F
Douch. Fournie 70 ans. F. CRUZ
8, rue La Boétie - 288-19-00.

FONCIAI VIAGERS
18, boulevard Malesherbes (16^e)
286-32-35. Spécialiste
étude gratuite, rente, résidence.
Etude Local rech. appo. Libre
ou occupé, 35, bd Voltaire, 11^e
285-81-84.

villas
AGENCE MODE
FACE METRO - LE CUCHE -
1, rue de Versailles, 91400 ORSAY
Tél. : 928-68-00 (lignes groupées)

ORSAY, proximité métro,
VILLA contemporaine.
1.300 m² terr., 8 p., 5 ch.
s/face gar. P. 1.400.000.

PALASEAU, prox. métro
VILLA contemporaine.
1.300 m² terr., 8 p., 5 ch.
s/face gar. triple. 1.250.000.

VENDS SPLENDIDE VILLA
belle vue TOULON 200 m²
dans 2.000 m² jardin arboré
T. (94) 27-23-30 de 17 à 18 h

YESINET résidentiel
10^e R.E.R.
GRANDE VILLA FAMILIALE
en pierre, réception 70 m²,
9 chambres, bain, double 05
gar. Beau jardin de 1.000 m².
C'EST UNE EXCLUSIVITE
Agence de la TERRASSE
LE VERINET, 87-8-06-90

St-Germain-lès-Corbeil (91)
Part. vend de préf. à par-
titionnement et Broad,
de 5 Pces, 2 confort, cuis. équi-
pée, 4 s. de b., sur terr. enjous de
660 m² (planté de conifères)
et clos de launiers.
Prix : 530.000 F.
633-79-88 s/face ou 076-05-31.

ST-MANDE VILLA 7 P.
Jardin omb. 350 m².
Prix justifié 340-72-05.

locations
non meublées
demandes
Paris
ENIASSY-SERVICE recherche
pour LOCATION ou ACHAT
du studio au 6 pièces Paris
et ville en banlieue Ouest
S. av. Malesherbes - 562-78-99.
Association recherche logements
pour étudiants. Téléphonez entre
17 et 18 heures au 360-08-58.
JOURNALISTE CEBASTAR
rech. Paris studio ou 2 pièces.
Tél. (31) 80-71-17.

Région parisienne
Etude ch. pour CADRES villes,
pensions très bon. Loy. garantis
5.000 F maximum. 283-57-02.

maisons
individuelles
NATION MAISON
A VENDRE 5 pces, 3 s. de b.,
s. de b., terrasse, gar. 2 v.,
gt s-sol. Tél. : 340-55-83.

domaines
39,67 hectares de VIGNOBLE
San Joaquin Valley, Merced
County Livingston, California.
Production : 800/900 tonnes de
vignes.
Prix de vente : 140 dollars U.S.
les tonnes ou 128.000 dollars
U.S. récolte totale.
Cabinet rouge
Propriété de sept ans

BOB WRIGHT REALTY
1650 E. Bartfield,
Springfield, MO - U.S.A. 65804
1-417-881-0435.

locations
non meublées
offres
Paris
MICHEL-ANGE 2/3 PIÈCES
75 m² tout confort, parking.
4.000 + Ch. - 626-86-35.

terrains
Entrepreneur-Constructeur
recherche auprès
PROPRIETAIRES
ET COLLABORATEURS
TERRENS A BATIR

URBANISME

L'Etat est condamné à verser près de 500 millions de francs aux promoteurs de l'ex-tour « Apogée »

Pour avoir refusé le permis de construire de la tour Apogée qui devait être édifiée près de la place d'Italie, dans le treizième arrondissement, l'Etat a été condamné par le tribunal administratif de Paris, à verser au promoteur du projet une indemnité de 320 millions de francs, à laquelle s'ajouteront les intérêts calculés depuis mai 1976, soit environ 150 millions à l'heure actuelle.

Le ministre de l'environnement vient de décider de faire appel de ce jugement rendu le 8 juillet et notifié le 6 août dernier. Un jugement qui donne entière satisfaction à la Société civile et immobilière Italie-Vandrezanne, constituée par une filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas (25 % des parts), la banque Rothschild (25 % environ) et d'autres institutions bancaires.

La facture infernale

Après avoir envisagé au début des années 70 la construction d'une tour de 230 mètres de haut, ce qui justifiait, à l'époque, son nom d'Apogée, le promoteur avait obtenu un accord préalable pour un immeuble de 176 mètres de haut, dans ce quartier en rénovation où une cinquantaine de tours étaient prévues. Déjà fortement contesté lors des débats sur la transformation des sites parisiens par le multiplicité des tours, le projet avait été définitivement condamné en 1974 à la demande de M. Glazard d'Estang, le premier ministre de l'environnement, refusé en octobre 1975. Une limite de 106 mètres de haut était fixée. Une quinzaine de projets furent présentés en remplacement : ils n'atteignaient plus que 30 000 à 50 000 mètres carrés de bureaux au lieu des 100 000 prévus initialement.

Aucun de ces projets n'a abouti, car les nouvelles règles imposées par le plan d'occupation des sols rendent ce terrain « virtuellement inconstructible », selon M. Dominique Monod, gérant de la société civile. Dans le même temps, le promoteur avait engagé une procédure contentieuse et demandé des indemnités à l'Etat.

Les dépenses inventoriées par le promoteur sont constituées aux deux tiers environ par les acquisitions foncières, évaluées à 2 000 francs environ le mètre carré à construire pour une tour de 100 000 mètres carrés de bureaux. Mais que vaut un terrain devenu « inconstructible » ?

D'autres investissements ont été faits en outre, comme le centre de climatisation, construite sous le centre commercial Geisèle pour éliminer un immeuble de bureaux qui n'est jamais sorti de terre. C'est la propre des aménagements de quartier sur dalle, comme le Défense du les Halles, d'exiger une planification sans faille et d'empêcher les adaptations du programme en cours de route.

D'autre part, tous les frais d'études des permis de construire successifs ont été pris en compte (le coût de cette opération a employé jusqu'à deux cents personnes). Enfin, l'importance des sommes avancées s'explique aussi par le fait que le tribunal a décidé de cumuler, à compter de janvier 1979, les intérêts... qui produisent aux mêmes intérêts.

Le premier round

Les chiffres avancés par le promoteur devant le tribunal administratif n'ont pas été contestés par l'administration. Après avoir « vérifié la matérialité des dépenses », l'Etat a validé, précise-t-on au ministère de l'environnement, « éviter les dépenses qui auraient allongé la procédure et fait courir les intérêts ». L'administration dénie, par ailleurs, au promoteur tout droit à indemnité et tendait à déloger totalement sa responsabilité. Elle a perdu le premier round.

Contrairement à la jurisprudence qui veut que les tirs

soient partagés et que le promoteur soit jugé « complice » quand les opérations d'urbanisme dérogent aux normes habituelles, le tribunal administratif de Paris a donné entière satisfaction au promoteur. Il a estimé « au fond » que les décisions prises en raison d'une nouvelle politique d'urbanisme portaient un préjudice anormal au constructeur. Le tribunal a par ailleurs, pour la première fois, semblé-il, à un principe confortatif pour les pouvoirs publics : le caractère des servitudes d'urbanisme et, sous-entendu, de leur modification.

Dans l'affaire des Halles, où la nouvelle politique urbaine voulue par le président de la République avait entraîné l'abandon du Centre de commerce international, projet déjà très engagé (le permis de construire était accordé et le chantier en cours), le promoteur avait été immédiatement indemnisé de 70 millions de francs.

Une « commission des règlements » emblematique de l'urbanisme a été mise en place en mai 1977 par M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'équipement, pour examiner ce genre d'affaires. Mais la commission, présidée par M. Michel Barton, conseiller d'Etat, n'a pas été chargée du dossier Apogée. On estimait au ministère que l'énormité des sommes en cause exigeait que le dossier soit traité au grand jour par les tribunaux.

MICHELLE CHAMPENOIS.

● La compagnie aérienne brésilienne Cruzeiro Da Sul vient de transformer en commande ferme l'option qu'elle détenait, le 10 mai, d'un Airbus A-300 B4-200. L'appareil sera livré en juin 1982. Ce nouveau contrat passé avec Airbus-Industrie porte ainsi à quatre le nombre d'Airbus commandés par la compagnie brésilienne qui,

depuis juillet 1980, exploite deux appareils de ce type sur des lignes à destination de Buenos-Aires et de Miami.

● Un grand paquebot de croisière va être construit à La Seyne (Var). Un protocole d'accord a été signé le 30 septembre à Monaco, entre la société Stimar et les Constructions navales et

industrielles de la Méditerranée (CNIM) dont le chantier, appartenant au groupe Herioc, est situé à La Seyne (Var). Ce protocole prévoit la construction dans ce chantier d'un grand paquebot de luxe, mesurant 200 mètres de long et 28 mètres de large, qui sera affecté aux croisières, essentiellement aux Antilles.

TRANSPORTS

A PARIS ET EN PROVINCE

L'autobus reprend du service

En affirmant le mardi 30 septembre, que la R.A.T.P. avait décidé de jouer à fond, au cours des prochains mois, la carte de l'autobus (« le Monde » du 1^{er} octobre), M. Jacques Deschamps, directeur général de la Régie, a relancé officiellement un mode de transport quelque peu sacrifié depuis 1980 au profit du réseau ferré.

En fait, l'autobus est indispensable en banlieue et il fait partie de la vie quotidienne des grandes villes de province où sont tentées des expériences originales. Mais il existe une ombre au tableau, et de taille : la circulation anarchique, qui freine la fluidité du trafic des autobus et augmente ainsi l'attente aux arrêts. Les collectivités locales se donneront-elles au cours des prochaines années les moyens — création de voies réservées et de chaussées séparées, notamment — de développement de ce mode de transports ? C'est

une question qui intéresse actuellement de nombreux voyageurs.

Cette volonté de la Régie de développer son réseau d'autobus d'ici à 1985 s'explique par le fait que la demande des transports est plus forte en banlieue — elle s'urbanise — que dans la capitale — qui se dépeuple. Or, à cause de leur coût de construction, le métro et le R.E.R. ne peuvent desservir toutes les communes de la petite et de la grande couronne qui connaissent actuellement une croissance rapide. L'autobus apparaît donc le mieux placé pour couvrir ces trajets de banlieue à banlieue qui sont aujourd'hui les plus fréquentés.

M. Antoine Veil a remis, mercredi 1^{er} octobre, sa démission du poste de directeur général de la compagnie aérienne privée U.T.A., qu'il occupait depuis le 1^{er} juillet 1971. Il a « exprimé le vœu, pour convenances personnelles, d'être déchargé de ses fonctions d'administrateur-directeur général », si l'on en croit son bref communiqué, publié par la compagnie, qui se refuse, par ailleurs, à tout commentaire sur cette décision, et même à toute précision sur la date effective de son départ, le nom de son successeur ou les fonctions auxquelles il se destine.

Né le 28 août 1926 à Blamont (Meurthe-et-Moselle), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, inspecteur des finances, M. Antoine Veil a occupé divers postes d'attaché ministériel, de 1947 à 1953, avant d'être nommé directeur d'administration. Il est ensuite directeur de cabinet de Joseph Fontanet, au sein du cabinet de l'Etat, puis au ministère de la Santé publique. Il est, en décembre 1953, au comité des armateurs de France, dont il devient, l'année suivante, le directeur général. Directeur adjoint de la Compagnie des chargeurs réunis en 1958, il a succédé, le 1^{er} juillet 1971, à M. Jean Combarad à la direction générale de l'U.T.A. Conseiller de Paris (Union pour Paris) depuis 1971, membre du conseil régional d'Ile-de-France, M. Veil a également été président de la commission des transports du VII^e Plan.

M. Antoine Veil a remis, mercredi 1^{er} octobre, sa démission du poste de directeur général de la compagnie aérienne privée U.T.A., qu'il occupait depuis le 1^{er} juillet 1971. Il a « exprimé le vœu, pour convenances personnelles, d'être déchargé de ses fonctions d'administrateur-directeur général », si l'on en croit son bref communiqué, publié par la compagnie, qui se refuse, par ailleurs, à tout commentaire sur cette décision, et même à toute précision sur la date effective de son départ, le nom de son successeur ou les fonctions auxquelles il se destine.

Né le 28 août 1926 à Blamont (Meurthe-et-Moselle), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, inspecteur des finances, M. Antoine Veil a occupé divers postes d'attaché ministériel, de 1947 à 1953, avant d'être nommé directeur d'administration. Il est ensuite directeur de cabinet de Joseph Fontanet, au sein du cabinet de l'Etat, puis au ministère de la Santé publique. Il est, en décembre 1953, au comité des armateurs de France, dont il devient, l'année suivante, le directeur général. Directeur adjoint de la Compagnie des chargeurs réunis en 1958, il a succédé, le 1^{er} juillet 1971, à M. Jean Combarad à la direction générale de l'U.T.A. Conseiller de Paris (Union pour Paris) depuis 1971, membre du conseil régional d'Ile-de-France, M. Veil a également été président de la commission des transports du VII^e Plan.

En fait, l'autobus est indispensable en banlieue et il fait partie de la vie quotidienne des grandes villes de province où sont tentées des expériences originales. Mais il existe une ombre au tableau, et de taille : la circulation anarchique, qui freine la fluidité du trafic des autobus et augmente ainsi l'attente aux arrêts. Les collectivités locales se donneront-elles au cours des prochaines années les moyens — création de voies réservées et de chaussées séparées, notamment — de développement de ce mode de transports ? C'est

une question qui intéresse actuellement de nombreux voyageurs. Cette volonté de la Régie de développer son réseau d'autobus d'ici à 1985 s'explique par le fait que la demande des transports est plus forte en banlieue — elle s'urbanise — que dans la capitale — qui se dépeuple. Or, à cause de leur coût de construction, le métro et le R.E.R. ne peuvent desservir toutes les communes de la petite et de la grande couronne qui connaissent actuellement une croissance rapide. L'autobus apparaît donc le mieux placé pour couvrir ces trajets de banlieue à banlieue qui sont aujourd'hui les plus fréquentés.

MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, not. associés, 14, rue des Pyramides, Paris 1^{re} - Tél. : 268.21.12

DIJON ET SON GÉANT ARTICULÉ

(De notre correspondant.)

Dijon. — « Un bus, c'est cinquante voitures de moins. » Dans les embouteillages, c'est un slogan qui porte ses fruits. Affiché à l'arrière de tous les autobus urbains, il a fait comprendre aux Dijonnais que l'heure était au développement des transports en commun. En dix-sept ans, de 1963 à 1980, le nombre des voyageurs transportés est passé de douze à trente millions, tandis que, dans le même temps, la flotte d'autobus passait de quatre-vingt-trois véhicules à cent soixante-quinze.

La Société des transports de la région dijonnaise a réussi à faire aimer le bus aux Dijonnais. Un bus toutes les sept minutes et demi, vingt destinations, une carte hebdomadaire permettant de voyager autant de fois que l'on veut pour 14,30 francs, la gratuité aux chômeurs et aux personnes âgées, des étouts qui ont permis aux Dijonnais de laisser leur voiture au garage six jours par semaine.

Depuis deux ans, Dijon, l'une des toutes premières villes de France, s'est mise à l'heure des autobus articulés. Un géant, vélocé, de 17 mètres de long, qui peut transporter cent cinquante personnes.

ROBERT CERLES.

TOURS ET LE TOUT-ÉLECTRIQUE

(De notre correspondant.)

Tours. — Les transports urbains à Tours sont assurés par une société d'économie mixte, la SEMITOUR. Celle-ci, qui employait en 1979 trois cent quarante personnes — dont vingt-deux conductrices — a connu une forte progression de sa clientèle après l'effondrement du pont Wilson, en avril 1978, qui fit renoncer durablement bon nombre de Tourangeaux à se déplacer en automobile.

Tours a été le centre d'une expérience originale avec la mise en circulation, il y a trois ans, de minibus électriques. Ces engins, après avoir fourni d'utiles enseignements, ont été remplacés par des bus à moteurs conventionnels sur des lignes de centre ville, avec un système d'arrêt à la demande, qui est particulièrement apprécié des personnes âgées.

En outre, Tours a été le siège des deux « ateliers » de traction électrique et « sera, dans les premiers acquéreurs du futur bus électrique de série.

Quant au renforcement du service, il a été rendu possible par l'acquisition du parc, qui atteint cent quatre-vingt unités, et l'acquisition d'autobus articulés de grande capacité.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

Officiers ministériels

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 14 Octobre 1980 à 13 h. 30

UN APPARTEMENT
dans une propriété située à PIERREFITTE-SUR-SEINE

(93) - 131, 133, 135, avenue Léonine, portée au cadastre révoqué pour une contenance de 7,220 m², section V n° 4.
Mise à Prix : 54.000 F.
S'adresser à M^{rs} ARNOLD SORER, avoc., 26, boulevard Raspail, 75007 Paris.
Tél. : 222-92-54 ou 92-84.
A tous avocats près les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 14 Octobre 1980 à 13 h. 30

EN UN SEUL LOT : UN LOGEMENT

de 3 pièces principales en 1^{er} étage du bâtiment principal - UNE CAVÉ et les parties communes y afférentes dans un immeuble sis à :

PANTIN (93)
23, rue des Sept-Arpes et impasse des Sept-Arpes (sans n°)
Mise à Prix : 38.000 F.
S'adresser à M^{rs} J. SEGRESTAN, avocat à la Cour, 8, rue Moncey, PARIS (9^e) - 874-48-38

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de VERSAILLES Mercredi 22 Octobre 1980 à 16 heures

UN APPARTEMENT
au rez-de-cha. 3 p.p., s.d.b., eau, jardin et box. Loué 51 \$.

au PECQ (78)
Av. du Général-Leclerc, numéro 32.
Mise à Prix : 61.000 F.
S'adresser à M^{rs} RAVIART, avocet, 13 bis, av. de St-Cloud, VERSAILLES.
Téléphone : 950-02-12.

Vie s/Locution Palais Justice CESTIL, Jeudi 10 Octobre 1980, 9 h. 30

TERRAIN 658 m², THIAIS (94)
10 BIS, rue JEANNE-D'ARC
LIBRE DE LOCATION MISE A PRIX : 180.000 F
S'adr. M^{rs} W. DRIGUEZ, avocat, Philippe-du-Roule T 235-13-20

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, 14 Octobre 1980, à 14 heures.

PROPRIÉTÉ
bâtie sur 800 m² de terrain, aménagée en pure paysagé primé pour la région, belle sélection d'arbres, petit bassin, construction style italienne.

Bâtie sur la droite du parc, immédiatement après avoir franchi la grille en fer forgé sur une façade de 28 mètres, de façon que le parc figure en profondeur devant la maison élevée, partie sur cave, partie sur rez-de-chaussée. Le tout figure au cadastre rénové de la commune de NOISY-LE-GRAND, section AI N° 234 pour une contenance de 7 ares 96 ca. 50 a.

NOISY-LE-GRAND (Seine-Saint-Denis)
18, rue de Stalingrad (ancienne avenue de la Tranchée).
EN BON ETAT - LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 500.000 F

Pour tous renseignements, s'adresser à :

1) M^{rs} Huguette AMBROISE-JOUVION et Jacques TURLAN, avocats à la Cour de Paris, 45, avenue Marceau, 75116 PARIS (Tél. : 750-37-34 et 750-32-84) - 2) M^{rs} Remy BOISSEL, Avocat à la Cour de Paris, 14, rue Sainte-Aune, 75001 PARIS (Tél. : 251-01-25 et 251-01-19) - 3) A tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE - 4) Et sur les lieux pour visiter, de 14 heures à 18 heures, le lundi, le mercredi et le vendredi.

Vente aux Enchères Publiques à Surecherches du 1.10^e après Ligu. de Bieau au Tribunal de Grande Instance de BOBIGNY (Var) n° 1^{er} Etage

PROPRIÉTÉ RURALE, à TOURVES (83)
en nature de vignes, terres, bois et landes, et comprenant maison de maître, maison d'habitation, chai et dépendances, dénommée Domaine du Bouslon.

Le tout d'une superficie de 242 ha 75 à 37 ca.

MISE A PRIX : 3.190.000 F.
Cabinet de M^{rs} Louissann, Avocat associé avec M^{rs} Walle et Sabatier, Avocats au barreau de Draguignan (83), 12, boulevard Georges-Clemenceau, Draguignan (83) 83-05-58 ; de M^{rs} Drevet, Avocat au barreau de Draguignan (83) ; de M^{rs} Perea, Administrateur à Saint-Raphaël (Var) Téléphone : (84) 85-10-76 ; pour visiter, s'adresser à M^{rs} Martin, Huissier de Justice à Brignoles, téléphone : (84) 88-07-90.

LA VILLE DE PARIS
vend LIBRES aux enchères publiques

5 appartements - 3 chambres
(2 Appart. ont vue directe sur Champ de Courses dont 1 Appart. de 118 m² avec Terrasse de 120 m² env.)

à PARIS, entre

le boulevard Suchet et le Champ de Courses d'Auteuil

le MARDI 14 OCTOBRE 1980, à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris
M^{rs} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, not. associés, 14, rue des Pyramides, Paris 1^{re} - Tél. : 268.21.12

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice de PARIS le Mardi 16 Octobre 1980 à 14 heures

STUDIO Indépendant (Bâtiment A) Cuisine - Salle de bain. PARIS (19^e)

36 ter. av. JUNOT

M. à P. : 40.000 F

S'adr. M^{rs} W. DRIGUEZ, avocat, Paris (9^e) 6, r. St-Philippe-du-Roule - 225-13-20.

VILLE DE PARIS
ADJUDICATION à la Chambre Interdépartementale des Notaires de PARIS le MARDI 28 OCTOBRE 1980, à 14 h. 30

EN DEUX LOTS
1^{er} LOT

10 APPARTEMENTS - 3 CHAMBRES

MISE A PRIX : 5.400.000 F

2^e LOT

10 APPARTEMENTS - 3 CHAMBRES

MISE A PRIX : 4.600.000 F

LIBRES

à PARIS (XVI^e)

126, boulevard Suchet
(FACULTÉ DE RÉUNION DES DEUX LOTS)
M^{rs} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE
Notaires associés, 14, rue des Pyramides, 75001 PARIS - Tél. : 260-31-12
VISITES sur rendez-vous - Tél. : 563-52-94.

Le Rhône : un nouveau grand canal pour l'industrie

Trente-trois ans de travaux

M. Raymond Barre devait inaugurer, le 3 octobre, l'aménagement de Vaugris, au sud de Vienne (Isère), qui est le dernier des ouvrages construits par la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.), entre Lyon et la mer.

Cet ouvrage marque la fin des travaux entrepris il y a trente-trois ans pour amé-

nager le fleuve entre la métropole rhodanienne et le grand port de Marseille-Fos, premier port maritime français.

Sur 310 kilomètres, la « chapelet » de ces barrages et usines hydro-électriques (dont la plus puissante est celle de Donzère-Mondragon, dans la Drôme) produit près de 15 milliards de kilowatts-heures (kWh), permet une navigation fluviale à grand gabarit (convois de 4 000 tonnes au moins) et apporte de sensibles améliorations à l'agriculture grâce aux possibilités d'irrigation.

La canalisation du Rhône se présente, à l'aval de Lyon, comme une chaîne de dix-neuf aménagements dits « mètres » (c'est-à-dire qu'ils rassemblent à la fois une usine électrique, une écluse et un barrage) de 15 à 30 kilomètres de longueur. La dénivellation entre chaque bief

s'échelonne de 7 mètres (Vaugris) à 26 mètres (Donzère-Mondragon), la hauteur moyenne de chute étant de 13,50 mètres.

Vaugris présente cette particularité qu'il est le seul aménagement où la barrage, l'écluse et l'usine électrique sont rassemblés en un ouvrage unique. Large de 125 mètres, le barrage a une hauteur de 12,80 mètres. L'écluse, entièrement automatisée, est longue de 185 mètres et large de 12 mètres, permettant ainsi le passage des grands convois fluviaux. Les quatre turbines de l'usine hydro-électrique produisent 335 millions de kilowatts-heures par an.

La C.N.R., qui a engagé sur le Rhône, depuis sa création en 1934, quelque 22,4 milliards de francs (valeur 1979) d'investissements, va construire cinq

nouveaux barrages hydro-électriques sur le haut Rhône, entre Lyon et la frontière suisse, qui seront mis en service d'ici à 1985 et qui produiront près de 2 milliards de kWh. Les dépenses encore nécessaires pour terminer l'équipement complet du fleuve, entre Genève et Fos, sont estimées à 2,7 milliards de francs de 1979, dont 2,1 milliards pour le haut Rhône.

La conjoncture énergétique mondiale étant ce qu'elle est, les responsables de la C.N.R. attendent du gouvernement qu'il donne à la Compagnie les moyens financiers nécessaires, notamment en l'autorisant à bénéficier, comme par le passé — et au même titre qu'E.D.F., par exemple — des prêts avantageux du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.). — F.G.

VOIE OUVERTE A LA NAVIGATION DE DEMAIN

Lyon-Marseille sans escale

« Le Rhône est mort ; vive le Rhône ! » C'est un peu par cette boutade que l'on pourrait célébrer, en cette fin de 1980, l'an I d'un fleuve nouveau, métamorphosé, réinventé par l'homme. Fini dorénavant le Rhône torrentueux, sauvage ; fini aussi le Rhône à l'état de nature. Le fleuve des vingt dernières années du vingtième siècle a été dompté, domestiqué, modelé pour que chaque mètre cube de son débit soit offert sur l'autel de l'économie productive.

Telle est la signification de l'inauguration solennelle, le 3 octobre, du barrage de l'écluse et de l'usine hydro-électrique de Vaugris (la mise en eau des ouvrages a eu lieu le 19 mars 1980), situés à 30 kilomètres au sud de Lyon, juste à l'aval de la ville de Vienne. En eux-mêmes, les ouvrages de Vaugris ne sont pas — aux yeux de la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.), leur promoteur — de dimension, d'importance, de puissance considérables. Avec 335 millions de kilowatts-heures, Vaugris sera même la moins productive des centrales du Rhône de la C.N.R. Mais Vaugris présente un intérêt indirect considérable, car, désormais, le chapelet des usines du Rhône entre Lyon et la mer est bouclé, permettant de la sorte un fonctionnement plus rationnel dit « en éclusées » de tous les barrages (y compris les plus anciens) et une navigation flo-

viale par convois modernes, sans rupture de charge depuis la métropole lyonnaise, voire plus au nord la Saône, jusqu'au complexe maritime de Fos.

Sur 310 kilomètres, le Rhône canalisé et assagi (que ces adjectifs doivent mettre en colère Bernard Clavel et les poètes qui ont connu ses eaux, ses rives sauvages, ses imprévisibles humeurs) va pouvoir maintenant servir tout en même temps l'énergie, la navigation et l'irrigation, selon des programmes antinomiques et des calculs quasi infail-

lible par l'ordinateur.

Voilà un magnifique cadeau pour les quarante-six ans de la C.N.R., une société qui, juridiquement, n'a pas d'égale en France, puisqu'elle est une société anonyme, « mais d'intérêt général ». La totalité du capital est détenue par des personnes morales de droit public — par exemple les collectivités locales de la région parisienne et bientôt six établissements publics régionaux, — et le fonctionnement comme les objectifs de la C.N.R. s'apparentent en fait à ceux d'une entreprise nationale.

Gargos et conteneurs

Trente-deux ans après la mise en service de Génissiat (1948), « ce qui fut une date importante, car il fut alors possible de mettre un terme aux coupures de courant qui gênaient la reconstruction économique du pays », note M. Claude Gemehling, directeur général de la C.N.R., les treize usines du Bas-Rhône produisent environ 15 milliards de kWh par an, soit 20 % de la production hydraulique française et 8 % à 7 % du total de l'énergie électrique produite dans le pays. Et ce n'est pas sans fierté que les ingénieurs de la C.N.R. constatent que, sur les dix plus importantes centrales hydrauliques françaises, les sept premières appartiennent à la C.N.R. (voir

ci-contre). Quand on pense — aujourd'hui que l'énergie nationale est devenue si précieuse — qu'en 1969 des ministres s'interrogeaient sur l'opportunité de poursuivre les travaux du Rhône, et que d'autres personnalités, en 1974, hésitaient à donner le feu vert à Vaugris !

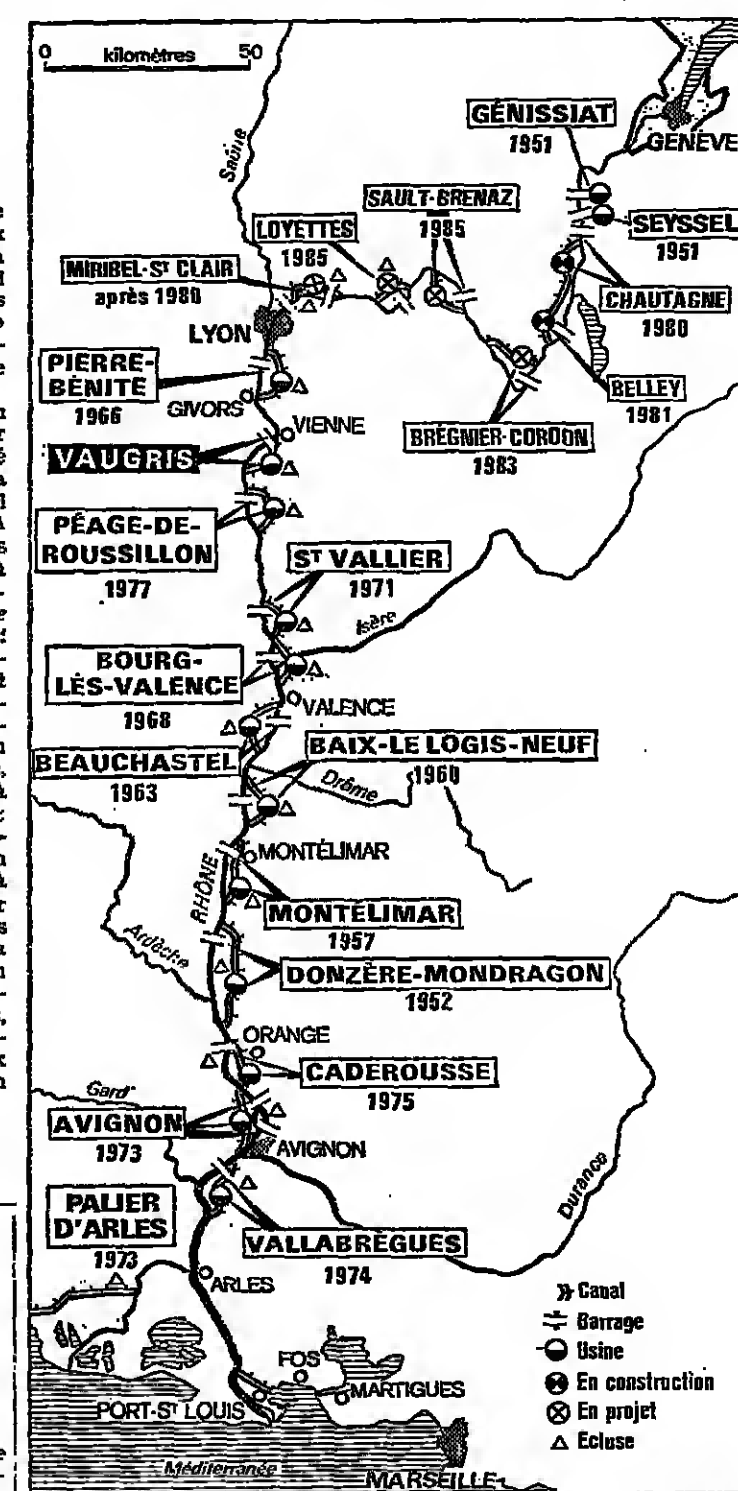
Mais l'achèvement de Vaugris a une seconde signification. Dé-

(1) 6 % du trafic total de marchandises est acheminé par la voie d'eau en France contre 26 % en Allemagne fédérale.
(2) Les transports effectués ont atteint 5,5 millions de tonnes contre 3,3 en 1973, chiffres à comparer avec 110 millions de tonnes pour le Rhin à la frontière entre la R.F.A. et les Pays-Bas.

normais, de Lyon à la mer, le Rhône, comme son prestigieux voisin rhénan et aussi comme la Seine en aval de Paris, prend place parmi les grandes voies navigables. C'est une « darse » nord-sud qui prolonge vers l'Europe lotharingienne les darses de Fos.

Les compagnies de navigation — Sogestran et Sanara par exemple — ont d'ailleurs devancé l'événement en acquérant il y a plusieurs années du matériel moderne (barges, pousseurs). A 3 mètres d'enfoncement, des convois poussés de 3 300 à 4 000 tonnes vont pouvoir circuler sur le Rhône. « Du point de vue de la voie navigable, ce qui précède 1980, c'est de la préhistoire ; nous voilà maintenant à l'année zéro », lance M. Gemehling. D'ailleurs, alors que, globalement, le trafic fluvial en France périclète (1), sur le Rhône, en revanche, 1979 est déjà à marquer d'une pierre blanche : 770 millions de tonnes-kilomètres, soit 44 % de plus qu'en 1978 (2), essentiellement grâce à des transports de graviers pour la centrale nucléaire de Cruas (Ardèche) et de fuel pour la centrale thermique d'Aramon (Gard). La flotte dite traditionnelle (automoteurs, clernes, barges) a régressé pour n'atteindre que quarante-huit bateaux en 1979 (soixante-dix-neuf en 1971).

FRANÇOIS GROSCHARD.
(Lire la suite page 32.)



Un entretien avec M. Gaston Defferre

« Nous restons coupés du reste de l'Europe »

« Pensez-vous que le port de Marseille-Fos puisse tirer profit de l'aménagement de cette « autoroute fluviale » qui devrait prolonger ses activités maritimes et élargir son hinterland économique ?

— C'est à mon avis un des moyens — sinon le plus important — de permettre le développement maritime et industriel de Marseille et de sa région. En effet lorsqu'on regarde la situation des grands ports européens, Rotterdam, Hambourg, Brême, Anvers, Londres, ou en France, Le Havre, Rouen, tous sont à l'embouchure de grands fleuves. Ces ports présentent des conditions de navigation permettant la remontée des navires de mer et la descente de gros convois fluviaux. Et tous sont au contact d'un arrière-pays industriel.

« Ces ports sont d'une part tournés vers la mer et d'autre part vers leur hinterland. Ce n'est pas le cas de Marseille, trop longtemps tourné uniquement vers la mer et privé, jusqu'à présent, de la grande voie navigable qui l'aurait mis en contact direct avec l'arrière-pays.

« A titre de comparaison, même si la progression du trafic sur le Rhône entre Lyon et la mer est modeste mais constante depuis 1960, c'est très peu par rapport au trafic du Rhin.

Compte tenu du déclin relatif de son trafic maritime, la meilleure chance de développement que Marseille ait, pour ne pas dire la seule, consiste dans la création de liaisons fluviales de grand gabarit. J'ajoute que Fos ne prendra sa signification que le jour où cette liaison fluviale fonctionnera.

« Pensez-vous que de nouvelles solidarités puissent naître entre les villes de Marseille et de Lyon et entre les régions dont elles sont les métropoles ?

— C'est souhaitable. Rhône-Alpes est plus développée sur le plan industriel que ne l'est Pro-

vence-Alpes-Côte-d'Azur, puis-que, lorsqu'on examine les indicateurs de l'emploi industriel, on a les chiffres suivants : pour mille habitants, en 1975, le taux était pour Lyon de cent dix-neuf, pour Marseille de cent dix-neuf, et pour la moyenne nationale est de cent onze. Depuis, la situation de Marseille s'est encore détériorée.

« J'ajoute que l'expérience prouve que partout où l'on a construit des liaisons fluviales importantes entre deux grandes villes, le développement industriel s'est accru tout au long des rives et au profit des deux régions concernées.

Une série d'engagements non tenus

« L'aménagement de Vaugris, qui déverrouille le Rhône sur 310 kilomètres, pourrait donc être, à votre avis, l'amorce de la grande liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée rééquilibrant l'Europe vers le sud ?

— Je le souhaite plus que quiconque. Le projet Rhin-Rhône devrait permettre à Marseille de capter une partie du trafic de la Suisse et de l'Allemagne méridionale et faire de cette métropole une des issues de l'Europe industrielle. Mais vous savez que ces engagements ont été pris, successivement et retardés. Le IV^e Plan avait prévu l'aménagement du barrage de Vaugris pour

1972. Ces retards ne sont pas d'hier : le plan Freycinet, qui date de 1879 et qui avait pour but de combler le retard français en matière de voies navigables, n'a été réalisé qu'à moitié.

« Le Rhin, lui, permet aux gros convois de pénétrer sur une profondeur de mille kilomètres. Depuis la dernière guerre, ce fleuve est relié à Amsterdam, à l'Escaut et au Danube dans quelques années. Tous les grands ports de Hollande et d'Allemagne sont en contact avec un vaste réseau. Sur ce plan-là la France est un désert.

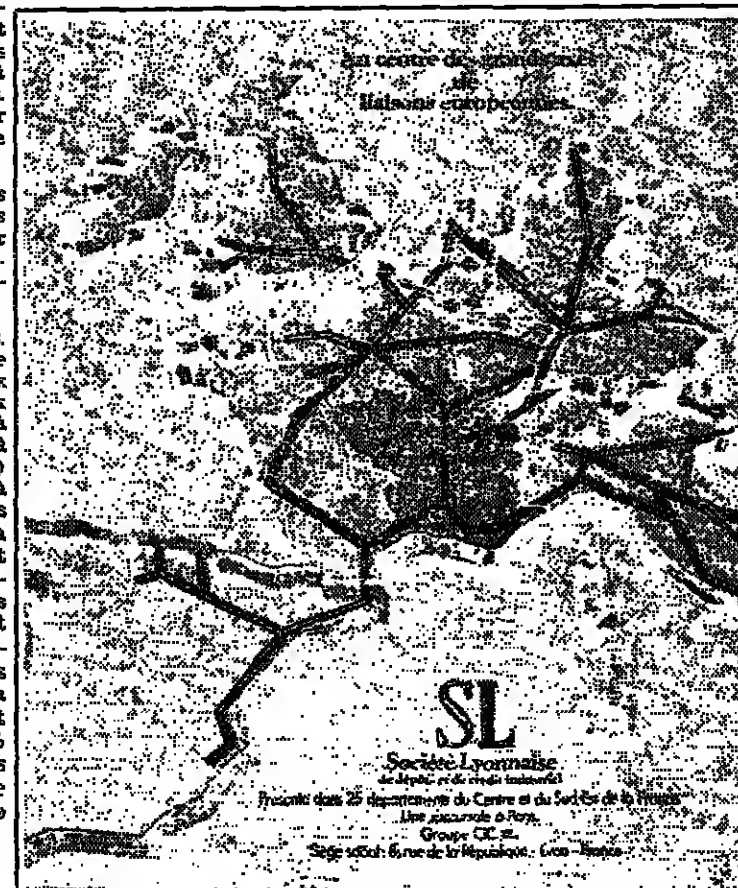
« Les engagements pris successivement par M. Pompidou puis par M. Giscard d'Estaing

n'ont pas été tenus bien que le projet ait été déclaré prioritaire. Ceux pris par M. Barre au printemps dernier le seront-ils ? Il paraît tellement évident qu'il est indispensable qu'ils soient tenus que j'ai peine à croire qu'ils ne le seront pas. Nous ne pouvons pas envisager de demeurer coupés du reste de l'Europe.

« Pensez-vous prendre des initiatives avec vos collègues des autres conseils régionaux concernés par la liaison Rhin-Rhône pour relancer ce projet ?

— Nous en avons déjà pris. Nous avons créé une conférence interrégionale groupant les six établissements publics régionaux concernés. Elle s'est réunie à plusieurs reprises à Besançon et à Dijon (1975), à Strasbourg (1976) et à Marseille (1979). C'est là qu'elle a décidé que les régions qui voudraient participer à la construction et au financement du canal Rhin-Rhône devraient le faire. Nous considérons que dans cette affaire l'Etat et les institutions européennes doivent jouer leur rôle, et que les régions doivent jouer le leur. La participation régionale pourrait se situer à un plafond de 15 % des montants des crédits inscrits chaque année dans le budget de l'Etat pour les voies navigables.

(Propos recueillis par JEAN CONTRUCCI.)



Nostalgie des gens du fleuve

L'adieu au dieu

M EME les voyageurs pressés des rapides qui jaillissent à 140 kilomètres à l'heure entre Lyon et Marseille avaient fini par s'apercevoir : d'année en année, de Pierre-Bénite au Saint-Pierre-de-Bœuf, du Bourg-lès-Valence en Beauchastel, ce Rhône qu'ils pouvaient découvrir et qui, visible ou dérobé au gré du chemin, restait toujours un compagnon de voyage avait changé de nature, de couleur, de caractère. D'année en année se gonflait le paysage qui avait été le sien, s'alignaient en vastes plans blâmes un fleuve qui n'avait été que remous, impétuosité, mystère ; disparaissaient des berges sauvages transformées en lignes à an courbes fabriquées de graviers propres et de platitudes ordonnées.

Cela avait commencé voici plus de trente ans du côté de Donzère-Mondragon. La route avait suivi lentement mais inexorablement, selon un programme réfléchi, patient, contrairement dans sa réalisation par les fluctuations d'une situation économique inconstante. A chacun de ces coups de boutoir, le Rhône, dans sa course de ces chantiers, on en célébrait la hardiesse et on en annonçait les vertus. Le temps de l'adieu aux voyageurs lents, aux bruits lointains qu'on écoute, aux craintes aussi qui pou-

vaient s'y mêler avait sonné définitivement. Au Rhône déjà discipliné par l'arrivée de la vapeur sur son cours, par les aménagements des ingénieurs du dix-neuvième siècle succédait un Rhône ssservi, domestiqué inextinguiblement.

Il n'y aurait plus place avec lui aux plaisirs angossés de l'aventure et du combat. Dans la lutte qui depuis toujours l'avait affronté aux hommes, il était entandu que c'est eux qui auraient le dernier mot. Longtemps ils avaient dû se contenter de se tenir avec lui sur la

défensive. Ces hauteurs qu'ils occupaient sur les contreforts des Alpes, du Vivarais, des Cévennes, ils avaient commencé par l'observer avec cette admiration emoureuse que l'on porte à une force inscassable. Et même lorsqu'ils commencèrent à s'installer plus près de son cours, c'était encore le temps résumé de façon saisissante par Henri Beaugrand : « Un fleuve énorme, sauvage ; un homme chétif, épuisé ». Mais c'était, par le même, le temps du respect, de la fascination. Il n'impriqua jamais la passivité.

Le suzerain devient vassal

Au cours des siècles, au gré des influences de civilisation et plus tard des révolutions techniques, il n'y eut de vrai dire jamais de répit dans la combat angossé contre ce fleuve qui semblait né pour dominer à sa guise, imposer les lois de sa nature tougueuse, capricieuse, génératrice de bien des épouvantes et de bien des malheurs. Son bras même entre Lyon et la Méditerranée en faisait d'abord une voie de passage obligé, la Saône adant, entre le nord et le sud d'une Europe à l'ancienne qui se construisait de batailles en traités. Des lors, et avant même qu'il ne lût l'ontiers enira la Royaume et l'Empire, le Rhône pouvait, si l'on

ose écrire, savoir ce qui l'attendait.

Il s'est ardemment battu contre ce destin inarct. Longtemps ce fut lui qui marqua les points. Ce n'est vraiment qu'à la fin du dix-huitième siècle que ce répit commença d'enregistrer ses vraies défaites. Bientôt, drégué, endigué, d'abord dans les villes qu'il traversait ou bordait, il baissait déjà pavillon sur quelques points de son cours somptueux. Une fois multipliés les ponts pour assurer de sa traversée, puis installés ses ses rives la route et le rail, il lui eutendu qu'on ne compterait plus sur lui de la même façon et que son rôle dans la vie des hommes allait s'en trou-

ver inexorablement modifié. Sa force, ses violences, ne seraient plus leugées qu'en fonction de l'énergie qu'elles recelaient. Il n'était plus question de lui laisser faire joujou avec pareil trésor.

Ainsi est venu le temps des barrages, des chutes, des usines, des dériviements, que précède celui des appropriations. L'empire de l'entreprise allait progressivement changer non seulement l'ordonnance d'un paysage mais tout autant la vie profonde de ces « gens du Rhône » qui, jusqu'alors, avaient fait de leur batellerie une civilisation secrète, l'héritage d'un passé qui leur tenait à la peau et au cœur d'égalé façon. Ils ont vu, ceux-là, mourir sous leurs yeux, jour après jour, le fleuve qui était leur compagnon et leur maître. Ils ont vu disparaître le flore et la faune des rives mystérieuses et inquiétantes en commun avec la puissance des eaux qui les touillaient. Les bruits de la nuit ne sont plus pour eux les bruits enivrants qui les poussaient à la merande des anciens brassonnages. Les inquiétudes qui étaient les leurs aux meins de brume sont abolies, tout comme cette fièvre qu'ils avaient de se voir seuls à fléir la piége tendu par le tourbillon.

Ils ont vu un suzerain, leur suzerain, devenir vassal.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Un moyen chez les géants

LE Rhône ne fait pas pâle figure lorsque l'on compare ce fleuve avec les autres grands cours d'eau mondiaux capables de fournir de l'énergie hydro-électrique. Selon M. Cottillon, secrétaire général de la Commission internationale des grands barrages, qui a consacré à ce sujet un article paru en 1978 dans la revue *la Houille blanche*, le Rhône se situe parmi les grands gisements hydro-électriques au onzième rang si l'on se réfère aux barrages en service à cette date.

Toutefois, les fleuves qui occupent les premières places « distancent » de beaucoup, grâce à leur débit considérable ou à la hauteur des chutes, le Rhône, dont le débit maximum (c'est-à-dire celui qu'on peut constater plus de dix jours par an) atteint 4280 mètres cubes à Beauchastel. A titre d'exemple, le Parana — aux frontières de l'Argentine, du Paraguay et du Brésil — pouvait produire 31 milliards de kWh en 1977, et les aménagements en cours à l'époque portaient sur 75 milliards de kWh. Pour l'Indonésie, en U.R.S.S., les chiffres sont de 20 et 25, pour l'Angara, en U.R.S.S. aussi, 26 et 42, pour la Columbia, aux Etats-Unis, 83 et 3,5, pour la baie James, au Canada, 9 et 68. Mais, sur le Rhône, les performances n'atteignent que 15 et 2.

Que d'eau !

OUTRE ses missions de producteur d'électricité et d'aménagement fluvial, la C.N.R. est tenue de participer à l'amélioration de l'agriculture par l'irrigation. L'expropriation des terrains agricoles doit être contrebalancée par des mises en valeur : barrages collinaires en terre en Ardèche, assainissement du Nord-Vaucluse sur 1 600 hectares, recalibrage des berges des rivières, aide à la commercialisation des produits agricoles, par exemple à Châteauneuf dans les Bouches-du-Rhône.

Pour chaque chute, une convention est signée avec le ministère de l'Agriculture qui détermine les travaux à faire par la C.N.R.

Non compris la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône-Languedoc (qui reçoit 75 mètres cubes/seconde du Rhône), les surfaces irriguées atteignent 38 000 hectares, mais la superficie potentielle pourrait être portée à plus de 100 000 hectares.

Enfin, les captages d'eau potable ont été rendus plus faciles grâce à la stabilisation du niveau de la nappe phréatique, due elle-même à la stabilisation du niveau du fleuve. Environ 420 communes, de Lyon à Fos, bénéficient de ces nouvelles conditions hydrologiques.

LES GRANDS PORTS FLUVIAUX DU RHONE

NOM DU PORT et de la zone industrielle et date de la réalisation	SURFACE des terres-pleins (hectares)	FAÇADE fluviale (en km.)	SURFACE des zones industrielles voisines (en ha)
Lyon (port Edouard-Berriot) (1938-1966)	113,9	2,8	1 000
Loire - Saint - Romain (Loire) (1979)	58	2,7	400
Salaise-Sablons (Isère)..... (1968)	98	3,5	1 515
Portes-lès-Valence (Drôme).... (1967)	47	2,7	800
Montelimar (Drôme)..... (1967)	9,3	0,8	200
Arignon-Courrière (Vaucluse).... (1972)	68	3	400
Beauchastel (Gard)..... (1975)	124,8	3,1	870
Aries - Nord (Bourbes - du Rhône) (1976)	55,7	1,7	100
	604,7	26,1	5 285

Les routes en hausse, les canaux en baisse

« Les crédits d'investissement constituent un domaine plus sensible à la conjoncture que d'autres, notamment ceux de l'entretien et du personnel », indique le ministre des transports, M. Le Theule, dans une réponse publiée au *Journal officiel* du 1^{er} septembre, à M. Emmanuel Hamel, député UDF du Rhône.

Celui-ci demandait au ministre de lui fournir des renseignements comparatifs sur les crédits budgétaires affectés, durant le VII^e Plan (1976-1980), aux infrastructures de transports routier, ferroviaire et fluvial. Le député voulait notamment savoir si, dans ces temps de rigueur budgétaire, les différents modes de trans-

port étaient touchés dans des proportions comparables. Le ministre fournit des chiffres fort instructifs qui démontrent que la voie navigable est beaucoup « moins bien servie » que les routes et que les réseaux de transports urbains, puis que les canaux ont bénéficié d'une enveloppe budgétaire de 382 millions

de francs en 1978, 358 millions en 1979 et 333 millions en 1980. Les crédits des routes sont passés de 3,9 milliards de francs à 3,5, puis à 4,3, tandis que les réseaux de transports urbains, auxquels étaient affectés 580 millions de francs en 1978 et 560 millions en 1979, ont reçu 604 millions de francs cette année.

IMPACT DU PROGRAMME D'ÉQUIPEMENT ENGAGÉ PAR ÉLECTRICITÉ DE FRANCE SUR L'ÉCONOMIE DE LA RÉGION RHONE-ALPES

La mise en œuvre du programme de construction de centrales nucléaires et hydrauliques dans la région RHONE-ALPES se poursuit dans de très bonnes conditions. Ce programme, déjà présenté dans le supplément régional du « Monde » au printemps 1979, permettra, en 1985, une forte augmentation de la production régionale d'électricité qui s'élèvera à 20 % de la production française, correspondant à une réduction sensible de l'importation de produits pétroliers et de la dépendance énergétique de la FRANCE.

A cette époque, la balance énergétique régionale sera légèrement exportatrice, étant entendu que produits pétroliers et gaz devront toujours être importés pour satisfaire différents besoins particuliers, alors que l'électricité excédentaire permettra d'équilibrer le bilan défectueux de régions moins favorisées pour l'implantation de centrales nucléaires ou hydrauliques.

Rappelons que d'ici 1985 l'électricité de France doit mettre en service industriel :

- 10 nouvelles tranches nucléaires, totalisant plus de 10 000 MW, à :
- TRICASTIN (3 x 300 MW - 1980 et 1981).
- CRUAS (4 x 900 MW - 1983 et 1984).
- SAINT-ALBAN-SAINT-MAURICE (2 x 1300 MW - 1984 et 1985).
- CREYS-MALVILLE (surrégénérateur de 1300 MW - 1983 et 1984).

Rappelons que 5 tranches de 900 MW ont déjà été mises en service dans la région entre 1979 et début 1980 (4 x 900 MW à BUGEY et 1 x 900 MW à TRICASTIN) ; la station de transfert d'énergie par pompage de GRAND-MAISON, associée à une réserve saisonnière de 140 hm³, dont la puissance d'intervention sera de 1 800 MW (1985) et la centrale de VILLEREST (70 MW).

Rappelons qu'ont été achevés, également entre 1979 et 1980, les aménagements mixtes gravitaire-pompage de LA COCHÉ (320 MW) et d'ARC-ISERE (480 MW).

Il faut noter que d'autres projets hydro-électriques seront probablement en cours d'achèvement en 1985, tels que SUPER-BISSORTE (700 MW - 1986), dont les travaux démarrent, ainsi que le BASSE-ROMANCHE (350 MW - 1987-88), le MOYENNE-ISERE (140 MW - 1986-87) et d'autres équipements ou suréquipements d'importance moindre, actuellement en cours d'étude.

Ce programme s'appuie, bien entendu, sur un effort industriel important, tant pour la construction en usine et le montage sur place des centrales que pour la mise en service des unités de fabrication des combustibles nucléaires. Le cycle du combustible est en effet bien implanté dans la région avec l'usine d'enrichissement de TRICASTIN, l'usine de fabrication des éléments combustibles de la F.B.F.C. à ROMANS et de la S.I.C.N. à VEUREY et ANNÉCY et les usines de zirconium de JARRIE et UGINE.

L'impact économique d'un tel programme engagé dans une région industriellement bien développée ne peut qu'être très important. Il faut savoir, par exemple, que le montant des investissements dépeçés par les deux organismes E.D.F. chargés de la construction des moyens de production tant hydrauliques

que nucléaires (1) atteint presque 4 milliards de francs en 1980 et que pour les années suivantes. Une part importante de ces investissements sera utilisée dans la région par l'intermédiaire de contrats directs aux entreprises régionales de contrats sous-traités aux entreprises nationales travaillant sur les sites, de fournitures scellées à des entreprises locales et de la part des salaires payés sur le site et dépenses localement. A titre d'exemple, en ce qui concerne le cas de l'aménagement électronucléaire de GRAVE-LINES (4 tranches de 900 MW) implanté dans la région NORD, région industriellement bien développée aussi, correspondant à un investissement de 2 200 millions de francs aux conditions économiques de janvier 1979, dont :

- 1 800 millions de francs (22 %) pour le génie civil.
- 570 millions de francs (70 %) pour l'électro-mécanique.
- 700 millions de francs (8 %) pour les divers (terrains, logement, installation de chantier).

Les retombées locales ont pu être estimées à 85 % pour le génie civil, 25 % pour l'électromécanique et 60 % pour les divers, représentant un peu plus du tiers des investissements totaux et dont la plus grande partie est répartie sur les 5 années les plus actives du chantier.

AU NIVEAU DES REPERCUSSIONS, IL FAUT BIEN DISTINGUER :

- La période de construction des unités de production et de fabrication du combustible qui peut durer jusqu'à 10 ans pour une centrale nucléaire à 4 tranches.
- La période d'exploitation des unités de production et de fabrication du combustible dont la durée de vie économique a été fixée à 25-30 ans, la durée de vie réelle pouvant naturellement être supérieure.

Une autre approche de cet impact économique peut être faite en estimant le nombre d'emplois ouverts chaque année dans la région.

PÉRIODE DE CONSTRUCTION

IMPACT A LA CONSTRUCTION DES MOYENS DE PRODUCTION

- Construction industrielle des composants des centrales en usine : même en considérant que les principales usines des groupes chargés de la construction des composants principaux ne sont pas dans la Région, seul en ce qui concerne les surrégénérateurs et l'hydraulique, les emplois créés localement ont été de 5 000 environ. Au-delà de 1985, tout dépendra du rythme d'engagements des autres équipements hydro-électriques ainsi que de l'échéancier du programme rapide (surrégénérateur), équipements pour lesquels RHONE-ALPES est bien placée.

- Construction industrielle des unités du cycle du combustible :

La création d'emplois (plus de 1 600 emplois entre 1975 et 1981), due à la réalisation d'EURODIF, actuellement en cours d'achèvement, sera compensée en partie seulement par la construction de diverses unités du cycle du combustible. On peut ainsi tabler jusqu'en 1983 sur un potentiel d'emplois de 1 000 environ.

IMPACT LIE A LA CONSTRUCTION ET AU MONTAGE SUR PLACE DES MOYENS DE PRODUCTION :

A partir des programmes en cours de réalisation et de l'expérience en la matière, on peut déterminer le nombre d'emplois offerts jusqu'en 1985 sur les sites implantés dans la région.

On a pu ainsi estimer que le nombre d'emplois proposés se maintiendrait aux environs de 11 000 jusqu'en 1983 pour décroître ensuite (si l'on fait abstraction du programme qui peut être envisagé tout au moins dans l'hydraulique) aux environs de 5 000 à 6 000.

Ces emplois ne sont pas tous destinés à la population régionale (on peut en effet estimer à 50 % environ le pourcentage de ceux qui lui reviendront), mais une part importante de la masse salariale versée à l'ensemble du personnel va alimenter le commerce local et régional, et même la petite industrie, ce qui sera également générateur d'emplois.

PÉRIODE D'EXPLOITATION

A la différence de la période de construction qui donne un coup de fouet à l'économie mais ne crée pas d'emplois permanents, l'exploitation des centrales et autres moyens de production du combustible va générer une part importante d'emplois stables dans les environs et l'implantation d'une population nouvelle :

- Personnel d'E.D.F. chargé de la conduite des centrales :

En 1985, à l'échéancier du programme envisagé, le nombre d'emplois atteindra 3 000 (à l'heure actuelle, il y a environ 1 700 agents). Bien entendu, ces emplois ne seront pas tous tenus par du personnel de la Région mais l'impact économique sur la commerce et l'industrie correspond bien à la totalité des emplois créés.

- Le personnel induit créé pour le maintien lors de l'arrêt programmé des tranches, l'entretien des bâtiments et du matériel, la surveillance et le gardiennage, ainsi que le traitement et le transport des déchets, pourra représenter à peu près 1 000 emplois en 1985.

- Emplois liés au fonctionnement des usines du cycle du combustible :

En 1985, l'effectif total, y compris ceux pour activités et emplois indirects, représentera 6 500 agents environ, en augmentation de 1 000 par rapport à 1980.

CONCLUSION

Il semble, en fait, ne pas y avoir de réduction très sensible du nombre d'emplois (30 000 à 35 000 si l'on prend en compte les autres activités liées à l'exploitation des centrales et des unités du cycle du combustible et le fonctionnement des centres de recherche et de diversification) créés par l'équipement énergétique hydraulique et nucléaire jusqu'en 1985, en partie notamment grâce au programme hydraulique en cours de réalisation (GRAND-MAISON, SUPER-BISSORTE et VILLEREST).

Une nouvelle phase s'engagera à compter de 1988 avec les nouveaux aménagements hydrauliques (BASSE-ROMANCHE et MOYENNE-ISERE) et par exemple et la suite du programme surrégénérateur dont on ne peut encore, à l'heure actuelle, déterminer l'impact exact sur les commandes à l'industrie régionale. Il ne faut pas douter que la position de pointe acquise par les industries et les travailleurs de la Région dans le domaine nucléaire leur permettra, au niveau technologique, études, fabrication de matériels et qualification des hommes, de conserver dans la région RHONE-ALPES même, comme à l'extérieur, une place de choix dans le développement des aménagements hydrauliques et nucléaires à venir.

la compagnie nationale du rhône

1980 : la mise en service de la chute de Vaugris marque l'achèvement de la série des 12 paliers réalisés par la C.N.R. en aval de Lyon et comportant 16 barrages, 13 centrales équipées de 64 groupes turbo-alternateurs, 13 écluses et de vastes plans d'eau endigués. Vaugris consacre une entreprise exceptionnelle qui, depuis le début des travaux de Donzère-Mondragon en 1947, aura nécessité le temps d'une génération. Désormais, l'économie du Sud-Est est dotée d'un nouveau système de navigation : à partir du port d'embouchure de Fos-sur-Mer, le Rhône à grand gabarit forme avec la Saône aménagée une pénétrante de 500 km, susceptible, après franchissement du seuil, d'un raccordement avec le Rhin. Une puissance énergétique importante est installée. Le vieux rêve d'une irrigation des terres fertiles du Sud est réalisé. 1980 : le nouveau Rhône est né.

la formule du rhône

La loi du 27 mai 1921 a décidé l'aménagement du Rhône de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue de l'utilisation de la puissance hydraulique, de la navigation, de l'irrigation et des autres emplois agricoles. Le fleuve devait être mis en valeur grâce aux ressources de l'hydro-électricité. Créée en 1933, la C.N.R. reçut la concession de l'aménagement du Rhône et l'exploitation des ouvrages le 5 juin 1934.

la production d'énergie

En 1980, les 15 centrales en service de la Compagnie représentent une puissance installée de 2 600 mégawatts et assurent une production de 15 milliards de kWh, soit 22,1 % de la production hydraulique française et 6,3 % de la production nationale totale d'énergie. Le chiffre d'affaires provenant de l'énergie ainsi mise à la disposition d'EDF atteint 700 millions de francs.

le trafic fluvial du rhône

En raison des mauvaises conditions naturelles, le trafic sur le Rhône n'a jamais atteint 1 million de tonnes entre les deux guerres. Pendant la période d'aménagement du fleuve par la C.N.R., ce trafic a néanmoins progressé de 500 000 tonnes en 1950 à 5,5 millions de tonnes en 1979. Confiant dans la capacité du nouveau fleuve, les Armements se sont déjà équipés d'une flotte moderne composée de convois poussés et d'automoteurs fluvio-maritimes, capables de tirer parti de la nouvelle infrastructure. De vastes zones portuaires ont été préparées. Les conditions d'un important développement du trafic sont ainsi réunies.

l'agriculture

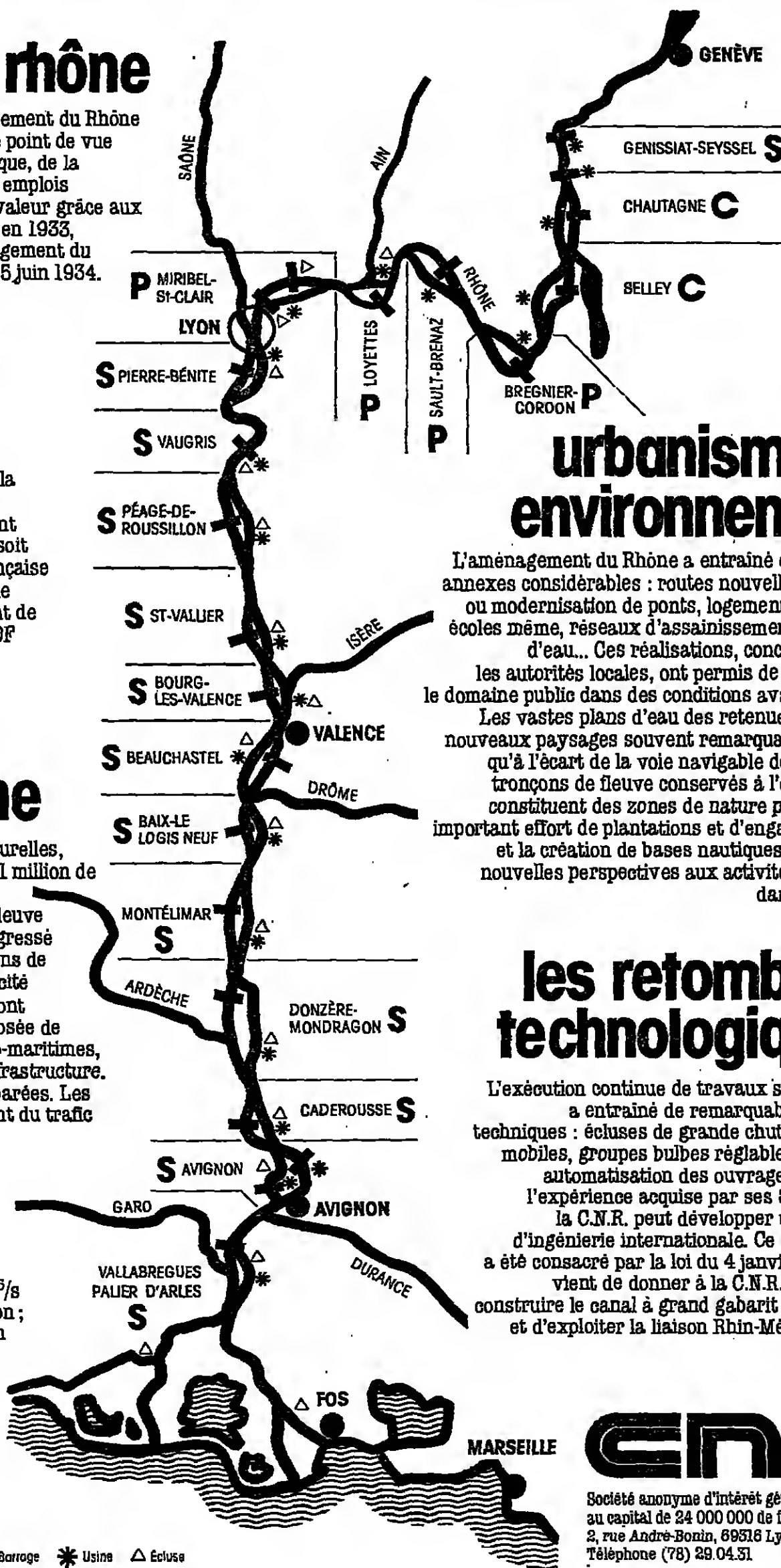
La C.N.R. a amélioré la mise en valeur agricole de la vallée : un débit de 175 m³/s est réservé gratuitement pour l'irrigation ; les surfaces équipées atteignent environ 31 000 ha, sans compter le réseau du Languedoc. Plus de 40 000 ha ont été protégés contre les inondations et 50 000 ha ont été remembrés. Enfin, des organismes agricoles bénéficient d'énergie à prix réduit.

urbanisme et environnement

L'aménagement du Rhône a entraîné des travaux annexes considérables : routes nouvelles, création ou modernisation de ponts, logements, bureaux, écoles même, réseaux d'assainissement, captages d'eau... Ces réalisations, concertées avec les autorités locales, ont permis de moderniser le domaine public dans des conditions avantageuses. Les vastes plans d'eau des retenues créent de nouveaux paysages souvent remarquables, tandis qu'à l'écart de la voie navigable de nombreux tronçons de fleuve conservés à l'état naturel constituent des zones de nature protégée. Un important effort de plantations et d'engazonnement et la création de bases nautiques offrent des nouvelles perspectives aux activités de loisirs dans la vallée.

les retombées technologiques

L'exécution continue de travaux sur le Rhône a entraîné de remarquables progrès techniques : écluses de grande chute, barrages mobiles, groupes bulbes réglables, complète automatisation des ouvrages... Grâce à l'expérience acquise par ses 800 agents, la C.N.R. peut développer une activité d'ingénierie internationale. Ce savoir-faire a été consacré par la loi du 4 janvier 1980 qui vient de donner à la C.N.R. mission de construire le canal à grand gabarit Saône-Rhin et d'exploiter la liaison Rhin-Méditerranée.



S En service C En construction P En projet + Barrage * Usine Δ Ecluse

CNR

Société anonyme d'intérêt général
au capital de 24 000 000 de francs
2, rue André-Bonin, 69518 Lyon Cedex 1
Téléphone (78) 29.04.31

DEONIS

Lyon-Marseille sans escale

(Suite de la page 29.)

La flotte des pousseurs, des barges-citernes ou des sœurs, des barges-citernes ou des cargos fluvio-maritimes qui assurent des trafics de cabotage entre la Sardaigne, la Sicile, l'Espagne et différents ports du Rhône (3) ne fait que croquer (3) barges fluvio-maritimes, 5 cargos appartenant à une filiale allemande d'une firme française, 16 barges, 8 pousseurs.

De même a-t-on vu apparaître, au début 1980, les premiers transports de conteneurs entre Lyon et Fos.

Et comme qui dit trafic fluvial dit ports fluviaux, la C.N.R. a aménagé des installations modernes entre Lyon et Fos, au nombre de huit, afin d'inciter les industriels (cimentiers, papeteries, raffineries de pétrole) à utiliser la voie d'eau concurrentiellement avec d'autres modes de transport. Le prototype de ces ports industriels est le port Edmond-Herriot, au sud de Lyon, mis en service en 1933.

Il est important désormais, pour la C.N.R., de démontrer que la voie d'eau canalisée présente trois avantages : fournir de l'électricité à un prix raisonnable (4), permettre une navigation moderne et enfin (c'est là que la démonstration sera la plus difficile), elle est un moteur pour l'industrialisation et l'aménagement du territoire.

Parlant de l'avenir de la C.N.R., il faut tracer plusieurs horizons successifs. Le plus immédiat, c'est l'aménagement hydro-électrique du haut Rhône entre Lyon et Genève. Il s'agit de construire d'ici à 1985 cinq chutes qui ensemble représenteront, en énergie électrique, un second Génissiat. Prix : environ 500 millions de francs par barrage. La première de ces chutes, Chautagne, près de Cuoloz (Ain) — devrait être mise en service avant la fin de l'année, et la seconde — Bailey (Ain) — fin 1981. Pour les autres, l'échéancier ne peut être fixé avec trop de précision, en raison surtout de l'hostilité que ces travaux ont soulevée parmi les mouvements de protection de

la nature attentifs à la faune aquatique et dans les services du ministère de l'environnement.

Car lorsque l'on construit un barrage sur un fleuve il faut créer un canal artificiel de dérivation pour alimenter les turbines de l'usine. Quelle quantité d'eau va alors pouvoir rester dans l'ancien lit du fleuve ? Tout le débat entre la C.N.R. et ses adversaires a porté sur ce point. « Nous voulons un débit d'au moins 150 mètres cubes par seconde dans le fleuve, disaient les écologistes, sinon on peut faire une croix sur ces milieux aquatiques très fragiles du haut Rhône, dont on surpasse on connaît mal les comportements. » Trente à 50 mètres cubes devaient suffire, répondait la C.N.R.

LES DIX PLUS IMPORTANTES CENTRALES HYDRO-ÉLECTRIQUES DE FRANCE (en milliards de kWh)

DONZERS-MONDRAGON (Drôme)	2.680
GENISSIAT (Ain)	1.550
MONTELMAR (Drôme)	1.640
VALLABREGUES (Gard)	1.300
BEAUCASTEL (Ardèche)	1.210
BAIX-LOGIS NEUF (Drôme)	1.190
BOURG-LES-VALENCES (Drôme)	1.180
FESSENHEIM (Ht-Rhin)	1.020
LA BATHIE (Savoie)	1.000
OTTENHEIM (Haut-Rhin)	0.950

* Sur les dix centrales les plus puissantes, les sept premières appartiennent à la C.N.R.

la nature attentifs à la faune aquatique et dans les services du ministère de l'environnement.

Car lorsque l'on construit un barrage sur un fleuve il faut créer un canal artificiel de dérivation pour alimenter les turbines de l'usine. Quelle quantité d'eau va alors pouvoir rester dans l'ancien lit du fleuve ? Tout le débat entre la C.N.R. et ses adversaires a porté sur ce point. « Nous voulons un débit d'au moins 150 mètres cubes par seconde dans le fleuve, disaient les écologistes, sinon on peut faire une croix sur ces milieux aquatiques très fragiles du haut Rhône, dont on surpasse on connaît mal les comportements. » Trente à 50 mètres cubes devaient suffire, répondait la C.N.R.

Finalement on s'est mis d'accord sur une fourchette de 80 m³ à 105 m³ (le débit moyen du Rhône est ici de 400 m³, contre 1 000 m³ à Lyon), et la déclaration d'utilité publique pour Breginier-Cordon (Ain) devrait « sortir » avant la fin de l'année.

« Moi, je suis tout à fait favorable à la contestation écologique, précise M. Daniel Douxin, président de la C.N.R. La question est de savoir où l'on met la barre. Et si on la met haut, il faut aussi savoir que la collectivité nationale devra payer le manque à gagner en électricité. » Alors que les Allemands sur la liaison Rhin-Main-Danube consacrent 3 % à 6 %

du coût des ouvrages à l'environnement, pour Breginier-Cordon (dont une équipe de naturalistes et d'ingénieurs assure le suivi écologique), le pourcentage atteindra 9 %.

La C.N.R. d'ailleurs, ici d'elle-même, la pousse par les modes du temps et les pressions politiques, veille à ce que « construction » ne rime pas avec « destruction ». A Seyssel, le chantier de fouilles archéologiques est préservé. A l'aval de Vaugris (Isère), la C.N.R. crée une rivière artificielle pour les amateurs de canoë-kayak. All-

Et la Loire ?

Pour l'heure, obéissant à une recommandation gouvernementale, la C.N.R. multiplie ses contacts avec les pays étrangers. Elle prépare une offre irakienne pour l'aménagement de l'Euphrate. Ses ingénieurs ont été sollicités par le Zaïre, le Sénégal, le Gabon. Des études sont faites pour la Thaïlande, la Chine (un barrage sur le Yang-Tsé permettrait de produire trois fois plus que l'Italie, au

(3) Ces cargos ont transporté au total 105 825 tonnes, en 1979 : 57 532 tonnes de céréales du Poudin (Ardèche) vers l'Italie, 25 095 tonnes de phosphates entre la Tunisie et Le Pontet (Vaucluse), 20 858 tonnes de pièces lourdes pour la centrale nucléaire d'Eurodif en provenance d'Espagne et d'Italie, et 2 492 tonnes de ferronickel entre la Grèce et l'Ardèche (Gard).

(4) La C.N.R. cède toute l'électricité produite par ses usines à E.D.F. En échange E.D.F. lui verse une redevance égale au prix de revient du kilowatt-heure. En 1979 la redevance a atteint 4,8 centimes le kilowatt-heure, mais la moyenne s'établit à 3,9 pour les années 1975 à 1979.

Brésil, pourtant le plus grand barrage hydro-électrique du monde) et le Soudan (il s'agit de travaux d'irrigation et de drainage sur le haut Nil et de creuser une déviation du fleuve sur 300 kilomètres).

Mais restons en France, à l'ouest du Rhône. Il y a là un fleuve majestueux, puissant — la Loire — qui y a quelques jours encore a montré combien ses fureurs pouvaient être meurtrières. Tous les élus, de Nantes à Massif Central, demandent son aménagement, sa mise au pas. On parle de créer une société d'aménagement qui prendrait en charge la Loire depuis le mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à Saint-Nazaire. Alors pourquoi la C.N.R., ou une compagnie qui en serait l'émancipation, ne serait-elle pas toute désignée pour se mettre sur les rangs ?

« Lancez donc l'idée, opine, volontaire, M. Douxin, elle n'est pas idiote du tout... »

FRANÇOIS GROSRICHARD.

L'industrie saura-t-elle profiter de l'essor du trafic fluvial ?

La mise au gabarit européen du nouveau Rhône canalisé et de son prolongement géographique naturel, la Saône, n'a pas d'adversaires déclarés dans le monde économique de la région Rhône-Alpes. Du moins ouvertement. Les oppositions sont plus souvent d'ordre sentimental ou écologique. « Canal-égout », tel est le slogan que tous les vacanciers ont pu lire cet été en bordure de l'autoroute A7 au nord de Vienne. Il est vrai que la pollution (essentiellement d'origine chimique) du fleuve est un sujet d'inquiétude pour les riverains. Les dangers d'une pollution irremédiable et d'une destruction totale de la faune et de la flore seraient multipliés en cas d'implantations industrielles anarchiques. L'économie vient heureusement au secours de l'écologie. La vallée ne sera jamais une Ruhr française. An moins avant l'achèvement de la liaison Rhin-Rhône.

« Il faut examiner les retombées possibles à très long terme. Le grand gabarit n'a de raisons d'être que dans le cadre d'une liaison Rhin-Rhône. » Cette observation de M. Paul Dominjon, président de l'Union patronale Rhône-Alpes, pourrait être reprise par de très nombreux responsables économiques à l'approche du premier rang desquels les autres « patrons des patrons » des régions concernées et les responsables des chambres de commerce et des villes de cette épine dorsale.

« Bien sûr, c'est le secteur privé qui va, pour l'essentiel, bénéficier d'investissements

publics, poursuit M. Dominjon, mais la seule réponse à cette observation critique est de considérer que, si le pays est concurrentiel et dynamique, les retombées positives sont pour tout le monde. » Ces propos se nuancent lorsqu'on examine le court et le moyen terme : « Les grands projets reculent toujours une grande inertie. La « libération » de Vaugris n'amènera des implantations spectaculaires que très progressivement. » L'un des principaux armateurs de la batellerie fluviale sur le Rhône et la Saône, M. Paul Malapert, gérant de la société Sanara Rhodania, met en avant l'effort considérable demandé à sa corporation. Un effort engagé dès 1974 et qui a entraîné l'avenement de « pousseurs » de

3 000 CV et de barges de 80 mètres (2 000 tonnes avec un enfoncement de plus de 3 mètres). Cette nouvelle génération fluviale succède aux automoteurs classiques de 800 tonnes au maximum. En somme, une révolution quantitative comparable au bond en avant effectué par les « fluviaux » au moment de l'abandon des convois tirés par une vingtaine de chevaux — des vrais — le long des chemins de balage, au profit des premiers « vapeurs » à aubes puis à hélices.

Revers de la médaille : un endettement très lourd. D'autant plus lourd que les retards dans l'achèvement des travaux (1980 au lieu de 1977) ont interdit l'amortissement du matériel sur douze mois.

Les tarifs de « damping » de la S.N.C.F.

La canalisation complète du Rhône évite ces désagréments et permet d'abolir le handicap vieux comme le fleuve des basses eaux. On pourrait craindre que la flotte traditionnelle souffre de la très forte concurrence des gros porteurs. « Non, assure M. Malapert, le matériel classique ou vu sa capacité de transport augmentée de 35 % grâce au grand gabarit. Les outomoteurs de tonnage moyen — 300 à 800 tonnes — bénéficient eux aussi de la régularité du débit, et ils se situent de plus en plus dans un créneau de transport et de clients qui n'intéresse pas forcément les gros tonnages. » Il y aurait donc encore de la place pour les arti-

sans maritimes. L'indépendance de ceux-ci semble pourtant plus formelle que réelle : les grandes compagnies, qui ont souvent pratiqué le système de location-vente de leurs petites unités, maîtrisent également les procédures d'affrètement.

Les « projections », optimistes quant au développement du transport par voie d'eau, ne doivent pas masquer la permanence de certains blocages. Le premier handicap est d'ordre technique : deux « points noirs », pour reprendre une expression routière, subsistent : le pont — historique — de Mâcon sur la Saône, infranchissable en période de crue ; l'écluse de Port-Saint-Louis-du-Rhône, qui ne pourra être évitée que lorsque sera achevé, dans deux ans, le canal du Rhône à Fos-sur-Mer.

La deuxième difficulté est plus importante encore : elle tient à l'absence de traditions fluviales. La comparaison avec les pays du nord de l'Europe le démontre. De plus, l'écluse d'un « réflexe voie d'eau » est gênée par une politique commerciale embryonnaire et timide. Une politique à l'opposé, par exemple, de celle de la S.N.C.F., qui ouvre une deuxième ligne électrifiée sur la rive droite du Rhône et propose des tarifs très concurrentiels. « Des tarifs de « damping », estiment même certains opposants du chemin de fer. Le paradoxe est, en tout cas, bien présent : les investissements publics — d'infrastructure pour la voie d'eau et de gestion pour le fer — sont en concurrence ouverte.

« Trop souvent, estime même M. Dominjon, la proximité de la voie d'eau n'a été utilisée par les industriels que pour obtenir des aménagements tarifaires S.N.C.F. ou routiers... »

Si les produits de l'industrie lourde formeront toujours, avec les produits pétroliers, la base du trafic fluvial, les professionnels espèrent des transferts vers la voie d'eau de nombreux produits : bois, véhicules (entiers ou démontés), ferrailles et déchets, produits chimiques, métallurgiques et agricoles (céréales, nourriture pour animaux). Une gamme très large de produits qui devrait être en mesure de rééquilibrer les échanges nord-sud. Aujourd'hui, le fret est essentiellement orienté dans le sens Méditerranée-Lyon. Situation paradoxale notamment à Lyon, qui se trouve au cœur d'une région plus exportatrice que la moyenne nationale.

« Il est intéressant de voir passer des produits sur cet axe fluvial. C'est une première étape. Le plus difficile est de les faire s'arrêter », constate M. Daniel Damian, de l'Oréal (Organisation régionale d'études et d'aménagement). En d'autres termes, le grand gabarit « est une condition permise du développement économique, mais sûrement pas une condition suffisante ».

Une politique d'accompagnement des investissements s'impose aux pouvoirs publics. On fonde parfois trop d'espoirs sur l'effet d'entraînement spontané d'un canal : la voie Rhône-Saône n'est pas une première route dans un désert, elle n'est pas, non plus, qu'un simple support de marchandises. Qui d'autre que les pouvoirs publics serait mieux en mesure de faire la synthèse de toutes ces vocations ? Il y a le transport, l'énergie hydraulique et nucléaire, l'irrigation, l'industrie « en chapelet ». Faut-il pour autant oublier l'équipement touristique des nouveaux plans d'eau, négliger l'amélioration des sites bouillonnés ?

Ce serait un effort minimal pour récompenser la générosité du « fleuve roi ». C'est aussi de l'économie.

CLAUDE RÉGENT.

Il vous accueillera chaleureusement, mais la discussion sera chaude.



Comment vendre en Amérique Latine ? Comment s'implanter au Mexique ? Quels contacts prendre ? Quelles procédures suivre ? Quels règlements respecter ? De quelles facilités bénéficier ? Ces questions et bien d'autres, posez-les à la Société Générale.

Les responsables de ses agences et ses spécialistes de l'Amérique Latine vous informeront et faciliteront vos opérations.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES,
29, BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE,
PARIS, 17.
ARGENTINE, BRÉSIL, COLOMBIE, MEXIQUE,
VENEZUELA.

Membre de l'Institut
European Banks International.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Le complexe du Village suisse

Les antiquaires du Village suisse viennent de souffler les quatre-vingts bougies de leur anniversaire collectif. C'est après l'exposition universelle de 1900 que s'est installé, à trois pas de la tour Eiffel, un petit commerce à l'emplacement du village alpin reconstruit à cette occasion. Les brocanteurs, en quête de boutiques, s'installèrent bientôt dans les wagons de la « Grande Roue » laissés à l'abandon entre les avenues de Suffren et de La Motte-Picquet.

Ici il faut franchir le barrage des tables basses « Louis XVI » et autres meubles piqués de faux trous de vers pour aborder les vrais enluminés, qui s'efforcent d'exercer leur métier avec persévérance. Ils sont une trentaine, sur cent quarante boutiques, qui s'échinent à découvrir meubles et objets authentiques pour les présenter dans un cadre au demeurant agréable. Les meubles d'ébénisterie d'époque dix-huitième sont nombreux et variés. Suffren-Antiquité propose notamment deux commodes Régence, l'une à filets d'ébène et de bronzes argentés, l'autre en acajou de forme arbaleste qui porte la rare signature de la Migeon. Chez M. et Mme Dessauvies, deux meubles exceptionnels : une bibliothèque Régence et un lit Empire en acajou, orné de bronzes ciselés, sans négliger le pouvoir décoratif d'une grande statue de Flaminio en terre cuite début dix-huitième. A l'enseigne de l'Ecuyer, la beauté des bronzes de Jean de Bologne et de l'école de Venise fait presque oublier les commodes parisiennes en marqueterie, mais le regard s'attarde sur une console en chêne sculpté d'une étonnante légèreté. Coup de foudre pour la comparaison entre la commode estampillée torman secrétaire (75 000 francs) et la commode lyonnaise en noyer sculpté (80 000 francs).

Les beaux jours de la scripophilie

A côté de ces « généralistes » de bon aloi, le Village suisse compte de nombreux spécialistes réputés : Maud et René Garcia pour les arts primitifs, avec des pièces encore jamais vues, mais aussi des petits reliquaires et fétiches à partir de 1 000 F. Nicole Kramer pour les curiosités scientifiques (existant de poche à 4 850 F, boussolles antiques à partir de 900 F), Christiane Daniel pour les talismans (dragoir de Moustier « au drapau » en caméléon, barrette de Rouen à la Pagode, Nevers dix-huitième et assiettes de l'Est à partir de 1 400 F); Mme d'Alençon pour les porcelaines de la Compagnie des Indes; Janine Kugel pour la bronzes de Vienne (à partir de 400 F); Piperno pour les tapis d'Orient (notamment des caucasiens); Christian Billaud pour les curiosités militaires; les Antiquités russes pour les icônes; la Galerie H.B. pour les pendules en bronze doré dix-huitième et dix-neuvième; Paul Terrier et quelques autres pour l'argenterie et les bijoux anciens (bagues en or à partir de 500 F). Une nouvelle spécialité vient de prendre rang au Village suisse : la scripophilie. Dé-

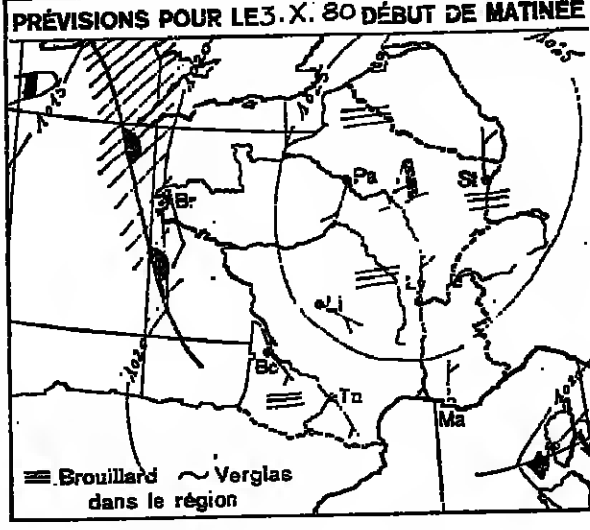
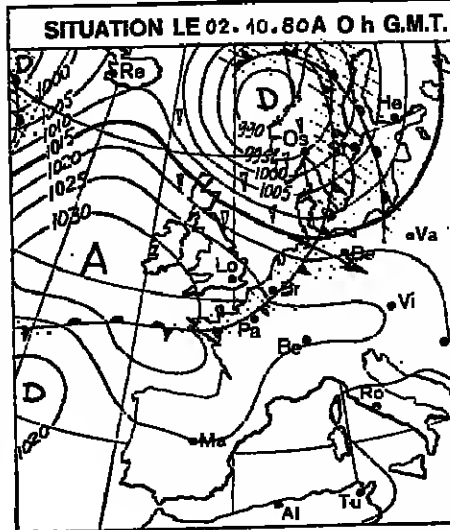
chez-vous d'acheter des actions des champs de fer éthiopiens aux graphismes subtils ou des actions de la Manufacture de Sèvres, à 500 F, il n'y en aura pas pour tout le monde ! N'oubliez pas non plus les objets d'Extrême-Orient : Marco Polo propose des jarres de l'époque Yuan, des tasses faïencées Kong'hi, une tête de Bouddha dix-septième et une collection de tabatières, écossaises à partir de 600 F.

Michel Bogon, lui, s'est consacré aux dessins anciens de qualité : il vous fera apprécier les talents de Pérignon, Lantara, Colson, ou d'artistes moins connus qui, pour quelques centaines de francs, restent à découvrir. Enfin, Antonin Ripal est un spécialiste incontesté des verres et pâtes de verre 1900 et Art Déco. Oui, les bons antiquaires existent, au Village suisse. Il faut savoir les reconnaître.

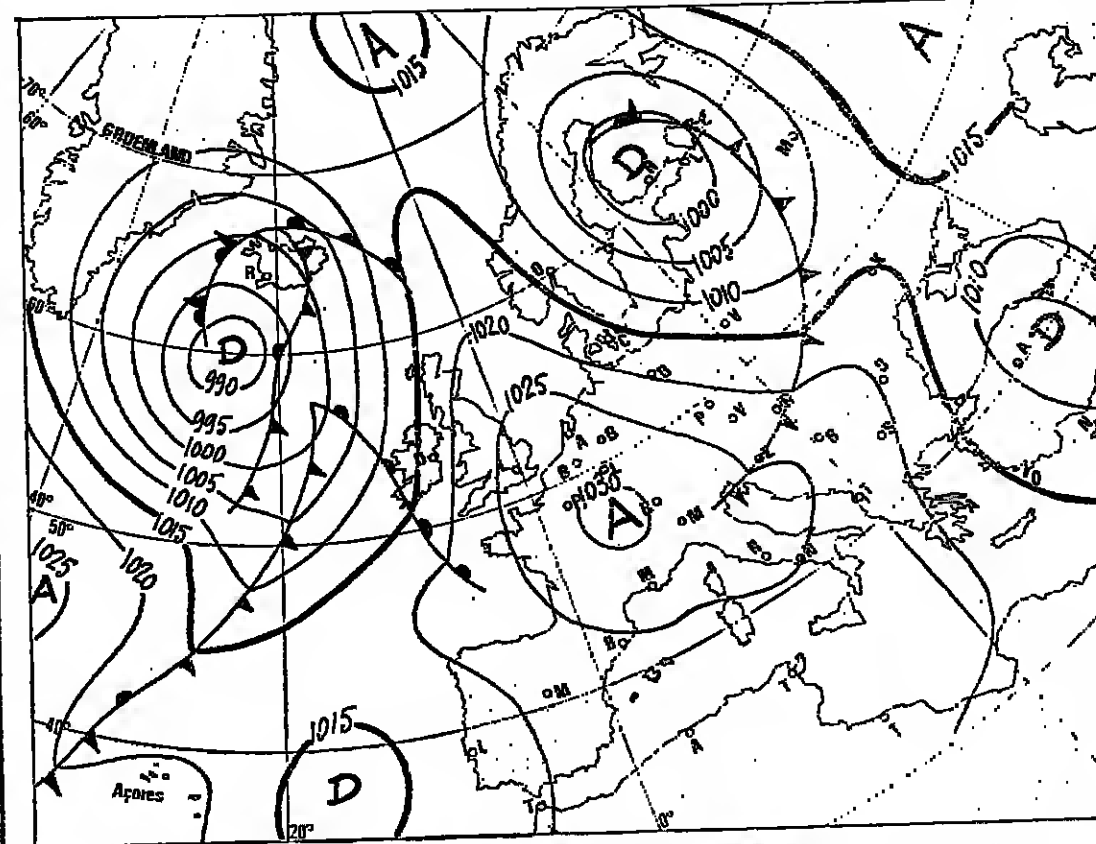
GERSAINT.

* Le Village suisse (54, avenue de Suffren, 78, avenue de la Motte-Picquet, 75015 Paris) ouvert tous les jours, même le dimanche, sauf mardi et mercredi.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 3 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 2 octobre à 0 heure et le mercredi 3 octobre à 23 heures.

Le centre des hautes pressions du sud-ouest de l'Irlande se déplacera vers le massif alpin et la partie active des nouvelles perturbations du sud du Groenland sera rejetée vers le nord-est.

Vendredi, le début de la matinée sera assez frais et quelques faibles gelées blanches ne sont pas à exclure dans les régions de l'Indre et de la Vienne par les éclaircies. Cette matinée sera souvent brumeuse dans les régions de plaine et dans les vallées. Après la dissipation de ces formations brumeuses, des éclaircies se développeront et l'après-midi sera ensoleillé.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 octobre, le second le minimum du 3 octobre) : Paris, 21 et 16; Bordeaux, 21 et 13; Clermont-Ferrand, 21 et 13; Dijon, 21 et 10; Grenoble, 21 et 13; Lille, 20 et 9; Lyon, 19 et 9; Marseille, 27 et 12; Nancy, 19 et 9; Nantes, 19 et 13; Nice, 24 et 17; Orléans, 21 et 14; Pau, 19 et 13; Perpignan, 29 et 18; Rennes, 20 et 10; Strasbourg, 18 et 11; Toulon, 22 et 12; Toulouse, 19 et 14; Valence, 20 et 10; Vannes, 19 et 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 14 degrés; Amsterdam, 19 et 13; Athènes, 24 et 15; Berlin, 18 et 10; Bonn, 18 et 10; Bruxelles,

18 et 9; Le Caire, 20 et 19; Les Canaries, 22 et 20; Copenhague, 13 et 11; Genève, 20 et 9; Lisbonne, 22 et 19; Londres, 18 et 6; Madrid, 21 et 11; Moscou, 5 et 4; Natchik, 27 et 10; New-York, 18 et 12; Palma-de-Majorque, 29 et 13; Rome, 26 et 14; Stockholm, 12 et 8.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SOCIAL

Majoration des allocations de chômage

Le montant des indemnités de chômage est majoré à compter du 1^{er} octobre, conformément à la loi qui prévoit deux relèvements dans l'année. Le salaire de référence qui sert au calcul de ces allocations est relevé de 3,24 %.

Ainsi la partie fixe de l'allocation de base (versée en cas de licenciement ordinaire, de fin de contrat à durée déterminée ou de démission pour motif légitime) et de l'allocation spéciale (versée uniquement pour licenciement économique) et de l'allocation de fin de droit (intervenant après la fin de l'indemnisation au titre de l'allocation de base ou de l'allocation spéciale), qui était de 23,50 F, passe à 25 F.

Les allocations forfaitaires versées à certains demandeurs d'emploi qui ne peuvent percevoir les autres allocations sont également majorées :

— 25 F au lieu de 23,50 F, aux jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans qui ont obtenu un cycle complet d'enseignement technologique ou qui ont suivi un stage agréé de préformation ou de formation, ainsi qu'aux détenus libérés ;

— 37,50 F au lieu de 34,50 F, pour les jeunes gens ayant accompli leur service national ;

— 50 F au lieu de 46 F, pour les jeunes d'au moins seize ans titulaires d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat emploi-formation ; pour les jeunes diplômés de l'enseignement technolo-

gique ou ayant effectué un stage pratique en entreprise ; pour les femmes seules chefs de famille ayant suivi un stage de formation professionnelle ou un stage pratique.

Enfin, l'allocation versée aux titulaires de la garantie de ressources (salariés licenciés ou démissionnaires à partir de soixante ans), qui était de 70,73 F, passe à 75,90 F.

Le taux des cotisations de l'UNEDIC, qui est actuellement de 3,60 %, reste inchangé et ne devrait pas être réexaminé avant novembre prochain.

Le taux des cotisations de l'UNEDIC, qui est actuellement de 3,60 %, reste inchangé et ne devrait pas être réexaminé avant novembre prochain.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 3 octobre 1980 :

DES ARRÊTÉS

● Fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques ;

● Fixant les conditions de transport de personnes et d'un chargement sur les motocyclettes, tripiècles et quadricycles à moteur, cyclomoteurs et cycles ;

● Fixant des dispositions relatives à l'encadrement de la consommation du fuel oil domestique.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 3 OCTOBRE

« La manufacture des Gobelins », 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Garnier-Ahlberg.

« Musée Guimet », 15 h., 6, place d'Iéna, Mme Bachelier.

« La Renaissance à Paris », 15 h., entrée du Musée des monuments français, place du Trocadéro, Mme Meynard.

« Le Sentier », 15 h., métro Sentier, Mme Penne (Caisse nationale des monuments historiques).

« Chez un ciseleur, puis chez un graveur », 15 h., métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Sainte-Chapelle », 15 h., porche (M. de La Roche).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

L'EXPOSITION NATIONALE DES VÉHICULES D'OCCASION

Parallèlement au Salon de l'automobile se tient, jusqu'au 12 octobre, porte de Versailles, à Paris, l'exposition des véhicules d'occasion. On y accède avec le billet unique délivré pour les deux manifestations (1). Quatre-vingt-onze exposants y présentent, cette année, quelque 2 000 voitures sur 15 000 mètres carrés de stands. C'est dire la bonne santé de cette branche du commerce de l'automobile en France. Ainsi, si les ventes de véhicules neufs ont baissé en France de 5,7 % sur les huit premiers mois de 1980, le marché de l'occasion a connu une hausse de 2,1 % mais l'on note un tassement à l'heure actuelle qui s'explique par la fin des vacances d'été.

Quoi qu'il en soit, 4 249 137 Français ont acheté, en 1979, une voiture d'occasion, 50 % d'entre eux traitant de particulier à particulier.

Rappelons qu'au cours du Salon un certain nombre de facilités sont données aux acquéreurs de voitures d'occasion :

— présence sur place de quatre sociétés de crédit ;

— assurance gratuite de 48 heures pour tout véhicule acheté ;

— service de cartes grises ;

— garantie des réseaux.

* Prix d'entrée : 10 F ; 20 F le vendredi.

loterie nationale					
TRANCHE DES VENDANGES					
TRANCHE	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER	TRANCHE	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES À PAYER
1	961 6 011	500 10 000	5	5 205 6 616	5 000 5 000
2	2 72 9 942	70 220 5 070	6	2 746 3 966 3 976 6 516 61 486	1 000 1 000 5 000 10 000 50 000
3	253 4 373	500 1 000	7	2 737 3 027	1 000 1 000
4	74 6 424 8 184 1 994 2 764 94 594 303 724	150 1 000 1 000 5 000 5 000 100 000 500 000	8	B 498	70 570
5	65 485 865 2 535	150 650 650 1 000	9	2 819	1 000
PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DU PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE					
LE SAMEDI 4 OCTOBRE 1980 À 20 HEURES (Vie d'ici)					
LOTTO					
TRANCHE N° 10	1	23	31	32	35
PROCHAIN TIRAGE LE 8 OCTOBRE 1980 VALIDATION JUSQU'AU 7 OCTOBRE APRÈS MID					

Chez Gibert Jeune, les Sciences infusent.



Futur cardiologue s'en donnant à cœur joie dans la Série Noire. Botaniste en herbe défrichant le sujet des tubéreuses. Éternel redoublant depuis Mai 68 revendant enfin ses livres.

Le spécialiste de tout...

GIBERT JEUNE.

Place et quai Saint-Michel, 15 bis, boulevard Saint-Denis, Paris.

Le Monde

régions

Midi-Pyrénées

Des architectes de Toulouse s'opposent à la démolition d'une vieille usine d'incinération des ordures

De notre correspondant régional

Toulouse. — Dans un plan d'urbanisation qu'il a présenté en exposition publique à ses administrés toulousains pendant les vacances, M. Pierre Baudia, maire (apparenté P.R.) et député à l'Assemblée européenne, a évoqué la prochaine disparition des murs aveugles qui enlaidissent encore Toulouse et le remplacement des flots insalubres par de nouveaux espaces verts. Parmi les bâtiments appelés à disparaître figure l'ancienne usine d'incinération des ordures ménagères dite du Grand-Ramier, dont la construction remonte bien avant la deuxième guerre mondiale. Elle commence à s'écrouler sous le coup de bêtise des démolisseurs.

Cependant, certains écologistes manifestent leur mécontentement contre cette démolition. Non qu'ils souhaitent conserver une fabrique de déchets polluants située en pleine zone de loisirs, mais ils veulent préserver, disent-ils, un patrimoine architectural, comme certains Parisiens ont longtemps voulu sauver les Halles de Balard. Parmi les protestataires, deux urbanistes : Mme Michèle Orlac, architecte D.P.L.G., et M. Hubert Canonge, agrégé en architecture.

Bretagne

POINT DE VUE

A LORIENT les chalutiers industriels ont repris le large, quelques jours après les navires de pêche artisanale. Ainsi s'est achevée, dans l'amertume et la désillusion, la grève des marins-pêcheurs du deuxième port de France.

Amertume et désillusion, parce que, tant en Bretagne que partout en France, les perspectives d'avenir sont sombres pour les professionnels de la pêche. L'existence même de leur gagne-pain est menacée. Voilà des années que les responsables de la municipalité et de la vie économique lorientaise analysent avec angoisse la situation. Régulièrement, ils ont enregistré la détérioration de la situation et ont alerté les pouvoirs publics, lesquels ont manifesté une grande constance... dans l'indifférence.

Aussi n'est-ce pas sans un pessimisme accru que l'on voit les bateaux repartir vers le large alors qu'aucune concession gouvernementale sérieuse n'apporte de garantie pour l'avenir. Ce n'est pas avoir le pessimisme de Cassandre que de croire à la mort prochaine de la pêche industrielle. Toute analyse économique sérieuse, tout examen des bilans

Sombres lendemains à Lorient

par JEAN-LAGARDE (*)

financiers laisse pressager l'irréparable.

Dans notre région bretonne, qui fait partie des laissés-pour-compte de l'expansion économique, où le tissu industriel insuffisant ne peut satisfaire les demandes d'emploi des ruraux devant abandonner leur village (puisque l'agriculture vit à l'heure des faillites et des concentrations), le déclin des pêches aurait pour conséquence de porter un coup insurmontable à l'avenir de toute une population. La Bretagne est la première région française pour la pêche. Dans la seule agglomération lorientaise, cette activité, qui induit directement ou indirectement cinq mille emplois, représente le tiers du potentiel économique local. Persévérer comme le fait le gouvernement dans une politique de strangulement des pêches, c'est plus qu'enrayer les quelques efforts timides d'aménagement du territoire, c'est se lancer dans la désertification accélérée des zones maritimes de la péninsule armoricaine.

M. Guernès (1) tranche volontiers sa plume dans le vitriol des encres accusatrices pour fustiger les dirigeants du pays « qui portent une large responsabilité dans la détérioration de la situation ». M. François d'Harcourt, député U.D.F.-C.N.I. du Calvados, a même réalisé ce tour de force consistant à soutenir l'action des marins-pêcheurs contre la politique des pêches élaborée par un ministre dont il est l'un des soutiens.

Si certains doivent se livrer à de tels exercices politiques, c'est qu'ils n'ignorent pas les projets minutieusement élaborés par le président de la République et ses affidés pour liquider de larges pans de l'économie nationale. Or la pêche est au nombre des victimes désignées.

Somme toute, c'est la logique du plan Barre qui vient frapper un secteur supplémentaire.

Au niveau de la pêche, semblable

politique conduit à un bilan désastreux. Le pays compte près de vingt-cinq mille marins-pêcheurs. Or, à un emploi en mer, correspondent quatre emplois à terre. La pêche induit en effet toute une série d'activités : chantiers navals et mécaniques, industries du froid, circuits de transformation et de distribution. C'est la sécurité et l'indépendance d'approvisionnement des industries qui, sur le seul plan de la rationalité financière, n'est pas plus logique et, en dernier ressort, moins coûteuse d'aider la pêche par des subventions et des prêts que de devoir secourir plusieurs dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires ?

Si l'on pouvait penser jusqu'à maintenant qu'il y avait seulement laxisme et irresponsabilité gouvernementale en matière de pêche, la démonstration est faite depuis cet été que nous sommes bien en présence d'une volonté de ne rien faire pour redonner un nouveau souffle à ce secteur économique.

La majorité assassine la pêche

Face aux revendications, le gouvernement a fait preuve de la plus extrême fermeté : non seulement il ne casse pas le grève, soit par la stratégie du pourrissement, soit en opposant les ports les uns aux autres, soit même en utilisant la « Royale » contre les chalutiers. Pour ne pas aborder les problèmes globaux, on prétendit qu'ils n'existaient pas, que seules étaient à résoudre les questions locales.

M. Giscard d'Estaing peut donc être reconnaissant à son ministre chargé de la mer, M. La Theule, de ne rien avoir fait en sorte que rien ne soit réglé. La majorité présidentielle a maintenant les mains libres pour continuer son assassinat de la pêche. La dégradation de la situation va se poursuivre jusqu'à l'heure où les marins devront rester sur les quais et où les chalutiers prendront la mer non pour des campagnes de pêche, mais pour rejoindre des ports étrangers où les attendront de nouveaux propriétaires. A Lorient d'ailleurs on en est déjà au septième gros navire vendu. A quand le reste de la flotte ?

De grandes réformes sont au programme du parti socialiste : le maintien et la rénovation de la pêche industrielle par la création d'un « fonds spécial des pêches », la réorganisation des marchés, la défense des intérêts des marins, la protection du marché communautaire vis-à-vis des tiers, le respect intégral du principe de l'égalité d'accès aux zones de pêche.

Ces mesures n'ont guère de chances d'être appliquées tant que M. Giscard d'Estaing aura en main les rênes de l'Etat. Néanmoins, les élus et les militants socialistes soutiendront les revendications et les luttes futures des pêcheurs allant en ce sens.

Voilà maintenant des années que les agriculteurs se sont regroupés en coopératives. Malgré les entraves politiques à leur auto-organisation et les pressions du secteur capitaliste commercial, ils sont parvenus, assez souvent pour que cela puisse être cité en exemple, à acquiescer une certaine maîtrise du prix de vente de leurs produits.

Les producteurs auraient sans doute beaucoup à gagner en tenant des expériences similaires. Des cas de chaudières à l'état du poissonnier, les produits de la mer subissent une hausse des prix bien forte pour s'expliquer par les seuls frais de transport, de conservation ou de transformation. C'est qu'existe en effet le circuit des intermédiaires dont l'art de multiplier les prix ne relève pas de la seule légende.

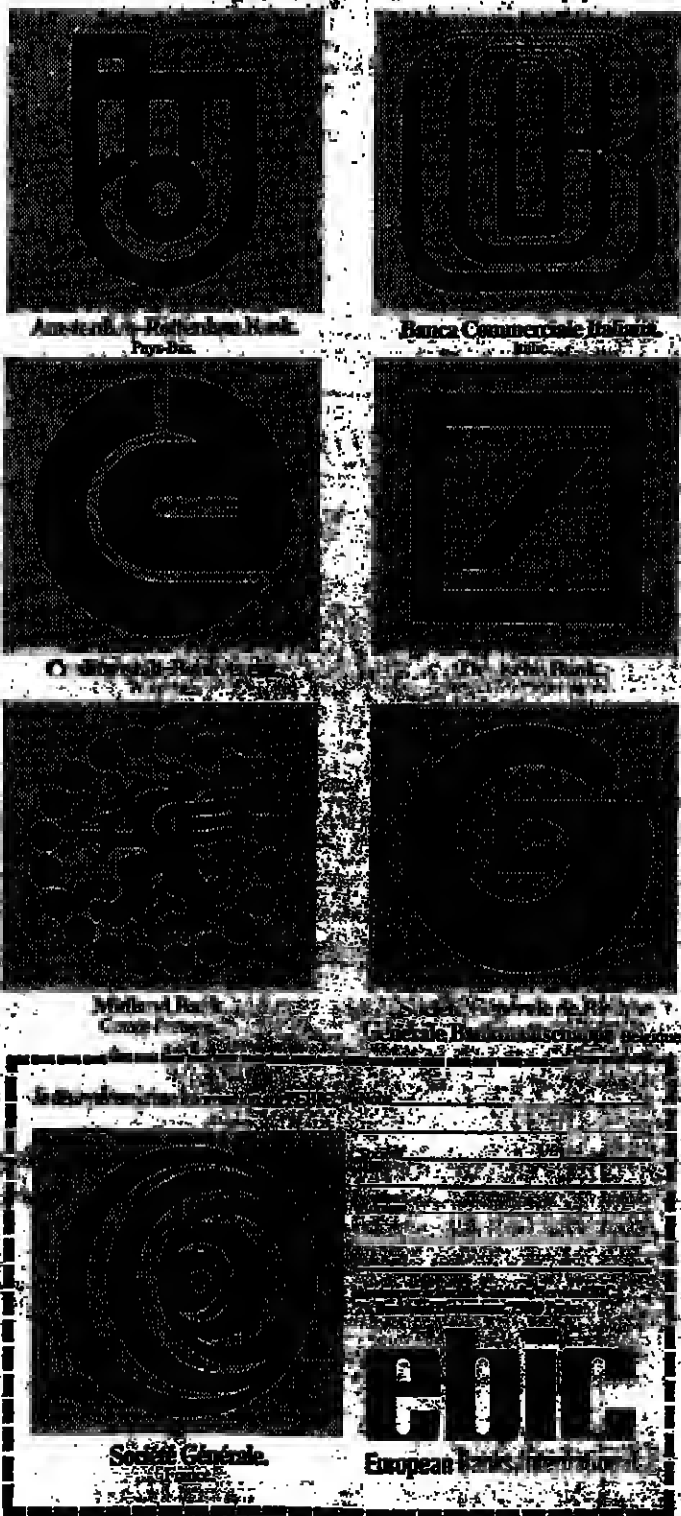
Le poisson est payé trop peu cher au producteur, le consommateur inversement à l'impression de prix excessivement élevés. En organisant eux-mêmes l'écoulement des produits de la mer, les pêcheurs pourraient s'assurer des prix rémunérateurs « rentabilisant » leur activité sans que les familles françaises aient à acheter plus cher leur poisson.

Il faut s'attaquer aux privilèges, aux rentes de situation, aux monopoles. Cela ne règlera certes pas les autres problèmes comme l'aide au carburant ou ceux liés à la politique européenne. Mais ce serait une avancée considérable dans la voie de la restructuration efficace du marché du poisson et de la pêche.

Si M. Barre veut pourfendre les « nantis », il a là un champ d'action tout désigné... mais sans doute s'abstiendra-t-il de s'y aventurer.

(*) Maire de Lorient, membre du parti socialiste.

Ebic: L'expérience conjugquée de sept grandes banques internationales Européennes.



Où que vous soyez et quel que soit votre problème financier, nous pouvons vous aider.

Nous mettons à votre service les moyens d'action et l'expérience de sept grandes banques indépendantes.

Au total: 10.000 agences, plus de 200.000 personnes et des bilans dépassant \$280 milliards.

Voilà pour l'Europe.

Mais nous avons aussi un réseau EBIC dans d'autres parties du monde:

Aux Etats-Unis, avec l'European American Bank.

En Asie, avec l'European Asian Bank implantée à Hong-Kong, en Indonésie, en Corée du Sud, en Malaisie, au Pakistan, à Singapour, en Thaïlande et aux Philippines.

Enfin, des services financiers spécialisés sont offerts par la Banque Européenne de Crédit à Bruxelles et par l'European Banking Company à Londres.

En France, la banque EBIC est la Société Générale. Interrogez-la.

Des moyens pour les affaires partout où il y a des affaires.

Le Monde

AFFAIRES

Les précisions

Les précisions... (text continues in columns)

FAITS ET CHIFFRES

FAITS ET CHIFFRES... (text continues in columns)

ient

AFFAIRES

LE SORT DE MANUFRA

Les « précisions » de M. Dumas

C'est au tour de M. Jean-Claude Dumas d'occuper le devant de la scène. Au cours d'une très longue conférence de presse, tenue mercredi 1^{er} octobre cours Fauriel dans l'un des fauteuils des anciens administrateurs, il a apporté des « précisions » sur son passé professionnel pour que, à l'avenir, la presse ne tienne plus compte de « diffamations qui ne sont que des ragots ». Toutes les parties prenantes, dans

le dossier Manufra, semblent d'ailleurs d'accord pour tirer un trait sur le passé et pour ne considérer que l'aspect positif de l'apport de capitaux à la Société nouvelle Manufra.

Le voile n'a cependant pas été levé sur l'identité de la banque suisse - chef de file - de l'opération sauvetage. Pas plus que sur celle des futurs véritables patrons de la firme stéphanoise.

De notre correspondant régional

un établissement bancaire avant de servir de banque à la Société nouvelle Manufra. (...) Je n'ai jamais collaboré à une telle opération. (...) C'est une affirmation formelle. (...) L'entreprise Manufra n'a jamais été une banque. (...) M. Dumas n'a pas retenu nos informations concernant le nombre de ses employés. Enfin, il a admis que le centre d'études commerciales qu'il dirigeait à bien déposé son bilan et que le tribunal de commerce de Bordeaux a prononcé la liquidation des biens de cette société. « Mais sans faillite frauduleuse ni personne », précise M. Dumas, avant d'ajouter que cette affaire a été pour lui une expérience bénéfique.

M. Dumas avait déclaré en préambule : « Si l'on entend exercer des pressions sur ma personne pour que Manufra soit définitivement enterrée, il ne faut pas compter sur moi. » Les « pressions » dont il aurait fait l'objet ne surprennent pas les représentants de l'intersyndicale. Ceux-ci, tout en refusant d'être les « complices » de quelque financier que ce soit, continuent à estimer que la solution Dumas (qui n'entraîne ni licenciement) est la plus acceptable.

Sur le terrain juridique, où il devient de plus en plus problématique de découvrir les intentions de chacun, la bataille se concentre aujourd'hui sur un seul point :

l'engagement écrit des syndics de l'ancienne société pour confirmer le rachat des actifs et du patrimoine par la S.N.M. Les banques suisses, sources de capitaux, souhaitent une lettre précise. Le conseil d'administration de l'ancienne société semble vouloir retarder cette « formalité ». M. Bernard Dumas ne serait-il, à l'évidence, pas mécontent de voir surgir des obstacles devant tous ceux qui s'acharment à la solution suisse.

En Suisse, où la presse a pu accéder à la lettre, les milieux financiers n'ont réussi à percer le mystère de l'identité des bailleurs de fonds helvétiques appartenant disposés à venir en aide à Manufra, nous indique notre correspondant.

Inscrite depuis le 29 septembre seulement au registre de commerce de Zoug, petit canton de Suisse centrale et paradis fiscal par excellence, la société nouvelle Manufra Finanziaria A.G. a été constituée par deux sociétés financières également de formation récente : la Chulitas Investment S.A., créée en juillet 1979 à Zurich, et la Nerckul Development S.A., figurant depuis le 2 septembre dernier sur le registre du commerce de Genève. Cette dernière a son siège au domicile d'un jeune avocat genevois, M. Nicolas Junod, et l'un de ses trois administrateurs n'est autre que M. Jean-Claude Dumas, l'homme d'affaires bordelais. Pour l'heure, aucune trace de la « grande banque suisse, chef de file du pool bancaire ».

CLAUDE RÉGENT.

SOCIAL

AUGMENTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES POUR LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS

(De notre correspondant.)

Alger. — Le comité mixte algéro-français chargé de mettre en œuvre les dispositions de l'accord relatif à l'émigration lors de la visite de M. François-Poncet le 18 septembre s'est réuni pour la première fois à Alger, mercredi 1^{er} octobre. La délégation avait été dirigée par M. Chazal, directeur de la population et des migrations au ministère français du travail. Ce comité traitera des problèmes relatifs à l'émigration de retour et à la réinsertion des travailleurs algériens et celui d'aide à la création de petites entreprises pour des commerçants ou des artisans désirant se réinstaller en Algérie.

Parallèlement, s'est tenue à Paris, le 30 septembre et 1^{er} octobre, une réunion de la commission mixte de sécurité sociale chargée de mettre en polet les quatre textes réglant le contentieux entre les deux pays en ce domaine. Le principal d'entre eux est une convention qui remplace celle de 1965. L'application de ces nouvelles dispositions entraînera notamment une substantielle augmentation des allocations familiales versées aux familles résidentes en Algérie des travailleurs immigrés. Les textes ont été signés, mercredi après-midi, au Quai d'Orsay, en présence de M. Jean François-Poncet, par M. Kamel Mennouchi, ministre algérien de la sécurité sociale et son homologue français, M. Pierre Mothé.

La tenue de ces deux réunions reflète, estime-t-on généralement à Alger, la volonté des deux parties d'appliquer loyalement et rapidement toutes les dispositions des accords conclus lors de la visite du ministre français des affaires étrangères. — D. J.

Le conseil des ministres approuve un projet de loi sur l'aide à la création d'entreprises

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 1^{er} octobre, un projet de loi qui prolonge et étend la loi du 3 janvier 1979 sur l'aide aux chômeurs qui veulent créer une entreprise : une initiative délicate et difficile, comme le montre le cas de M. Antoine Klotz, l'un des seize mille bénéficiaires de l'actuelle législation.

Un chômeur devenu patron

La Moulin rouge n'est plus. Reste un long couloir aux murs ornés de portraits Belle Époque, qui fut jadis l'entrée des artistes. Tout au fond, EDRI S.A., société d'appareillage médical, qui hébra sous peu son premier anniversaire, s'installe dans ses bureaux. Le terme est quelque peu pompeux. Dans quelques dizaines de mètres carrés sommairement meublés règne l'effervescence d'un laboratoire. M. Antoine Klotz, trente-neuf ans, P.-D.G., est secrétaire et deux techniciens s'activent sur des plans, des dossiers, des microprocesseurs. Sur une table trône le premier-né d'EDRI, A.P.H. 1 — l'automate de préparation du sang. L'appareil, astucieux, permet de mécaniser la manipulation des flacons de sang destinés à l'analyse, d'en vérifier l'identification, et d'éviter tout contact manuel avec un sang éventuellement pathogène. Il suffit d'y penser.

M. Antoine Klotz y songeait déjà voici trois ans, lorsqu'il dirigeait une autre société d'instrumentation médicale. Après plusieurs années passées aux États-Unis, il était alors au faîte de sa carrière. Soudain, ce fut la chute. Ramené sans indemnités par ses patrons — avec lesquels il est encore aujourd'hui en procès, — il se retrouva au chômage. Il suit un recyclage, cherche un emploi. Salaire trop élevé, réputation ternie par ce récent licenciement, M. Klotz décide rapidement de lancer sa propre affaire, « pour ne plus avoir de patron, commandant devant alors plus important que le gage de l'argent ».

Les mois passent. La famille vit des allocations de chômage. Pas un sou d'avance. M. Klotz met au point l'A.P.H. 1 avec des amis ingénieurs. Il rencontre un banquier qui, convaincu, lui prête les 100 000 F nécessaires à la constitution de la société anonyme à vocation internationale dont il rêve. Novembre 1978 : M. Klotz, associé à sept de ses proches, s'assure 67 % du capital de la nouvelle société. Des contacts officiels sont pris avec d'éventuels financements.

La Caisse nationale des marchés de l'Etat accorde un premier prêt de 300 000 F. Puis, le 20 septembre, le conseil des ministres approuve un projet de loi qui prolonge et étend la loi du 3 janvier 1979 sur l'aide aux chômeurs qui veulent créer une entreprise : une initiative délicate et difficile, comme le montre le cas de M. Antoine Klotz, l'un des seize mille bénéficiaires de l'actuelle législation.

M. Antoine Klotz y songeait déjà voici trois ans, lorsqu'il dirigeait une autre société d'instrumentation médicale. Après plusieurs années passées aux États-Unis, il était alors au faîte de sa carrière. Soudain, ce fut la chute. Ramené sans indemnités par ses patrons — avec lesquels il est encore aujourd'hui en procès, — il se retrouva au chômage. Il suit un recyclage, cherche un emploi. Salaire trop élevé, réputation ternie par ce récent licenciement, M. Klotz décide rapidement de lancer sa propre affaire, « pour ne plus avoir de patron, commandant devant alors plus important que le gage de l'argent ».

Les mois passent. La famille vit des allocations de chômage. Pas un sou d'avance. M. Klotz met au point l'A.P.H. 1 avec des amis ingénieurs. Il rencontre un banquier qui, convaincu, lui prête les 100 000 F nécessaires à la constitution de la société anonyme à vocation internationale dont il rêve. Novembre 1978 : M. Klotz, associé à sept de ses proches, s'assure 67 % du capital de la nouvelle société. Des contacts officiels sont pris avec d'éventuels financements.

La Caisse nationale des marchés de l'Etat accorde un premier prêt de 300 000 F. Puis, le 20 septembre, le conseil des ministres approuve un projet de loi qui prolonge et étend la loi du 3 janvier 1979 sur l'aide aux chômeurs qui veulent créer une entreprise : une initiative délicate et difficile, comme le montre le cas de M. Antoine Klotz, l'un des seize mille bénéficiaires de l'actuelle législation.

M. Antoine Klotz y songeait déjà voici trois ans, lorsqu'il dirigeait une autre société d'instrumentation médicale. Après plusieurs années passées aux États-Unis, il était alors au faîte de sa carrière. Soudain, ce fut la chute. Ramené sans indemnités par ses patrons — avec lesquels il est encore aujourd'hui en procès, — il se retrouva au chômage. Il suit un recyclage, cherche un emploi. Salaire trop élevé, réputation ternie par ce récent licenciement, M. Klotz décide rapidement de lancer sa propre affaire, « pour ne plus avoir de patron, commandant devant alors plus important que le gage de l'argent ».

AGRICULTURE

Selon le Centre des jeunes agriculteurs

L'ACCORD DE BRUXELLES CONSTITUE UN ABANDON SANS CONTREPARTIE DE L'ÉLEVAGE OVIN FRANÇAIS

Le Centre national des jeunes agriculteurs a réagi très défavorablement à l'accord intervenu à Bruxelles, qui devrait permettre la mise en route du règlement ovin le 20 octobre. Pour le C.N.J.A., il s'agit d'une « remise en cause scandalueuse des principes fondamentaux du traité de Rome », du fait des contingents élevés d'importations avec des droits de douane considérablement réduits et de la renonciation par la Communauté à une partie des marchés extérieurs pour les exportations.

Avec les autres avantages accordés à la Nouvelle-Zélande pour ses exportations de beurre — autre entorse à la préférence communautaire relevée également par l'assemblée permanente des chambres d'agriculture — cet accord de Bruxelles, estime le C.N.J.A., « assure mal des discussions qui vont s'engager sur la politique agricole commune ».

Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux

(S.N.E.D.E.)

Alimentation en Eau potable du Sahel à partir du Canal des Eaux du Nard

Tranche D1 A — Antennes Sud

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un appel d'offres internationaux pour la fourniture de : LOT N° 1 : Fourniture de 6.150 mètres de conduites en fonte ductile de DN 300 mm.

LOT N° 2 : Fourniture de 13.400 mètres de conduites en Amiante Ciment de DN 200 mm.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé partiellement par le Fonds Saoudien de Développement.

Les fournisseurs qui désirent participer à cet appel d'offres peuvent se procurer le dossier auprès de la S.O.N.E.D.E. (territoire Maritimes), contre paiement de la somme de 20 dinars (20.000) par dossier. Les offres doivent parvenir à la S.O.N.E.D.E. sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu, au plus tard le 7 novembre 1980, à 10 heures.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour, à 11 heures.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● General Motors cède sa division matériel de travaux publics (TEREX) au groupe suédois-allemand IRI Holding A.G. Le constructeur européen de matériel de travaux publics (7 500 salariés et 2,9 milliards de chiffre d'affaires), l'accord de cession porte sur l'ensemble des activités aux États-Unis, au Brésil et en Grande-Bretagne, de Terex, qui emploie 5 500 salariés dans le monde, et a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs. En outre, un second accord, distinct du précédent, a été conclu, aux termes duquel General Motors prendra une participation de 13,5 % dans le capital du groupe allemand en souscrivant une augmentation de capital de 94 millions de francs.

● Klüber-Colombes envisage d'engager une action internationale contre Continental. — Le groupe allemand de pneumatiques Continental ayant annoncé, le 10 septembre, qu'il renouvellerait le contrat Klüber-Colombes comme le prévoyait un protocole d'accord signé le 2 juillet, le groupe français a se prépare à mettre en œuvre un arbitrage international pour faire supporter à Continental les responsabilités qui lui incombent.

● Le rachat de l'usine de la société Firston France S.A. de Port-Jérôme (Seine-Martinique) par une filiale française du groupe chimique allemand Bayer a été interdit par l'Office fédéral des cartels. Selon Bayer, c'est la première fois que cet office intervient dans la structure de l'économie française et en alléguant des représentions sur le marché allemand. Ce rachat avait été autorisé par le ministère français de l'Industrie. Selon le porte-parole de Bayer, l'arrêt de l'Office fédéral est incompréhensible.

Agriculture

● La MAAF achète un vignoble bordelais. — Pour environ 15 millions de francs, la Mutuelle d'assurances des artisans de France vient d'acquiescer le domaine viticole de Calavet et Caplan (Gironde). Mis en vente en 1973, ce domaine de 75 hectares d'un seul tenant, dont 41 hectares de vignes, était convoité par un acheteur japonais. Le gouvernement français avait mis son veto à cette vente.

● Récolte céréalière record en Grande-Bretagne. — Avec 18,5 millions de tonnes, la récolte céréalière britannique 1980 constitue un record largement supérieur à celui de 1979 (17,3 millions de tonnes).

Automobile

● La production américaine d'automobiles a diminué de 15 % en septembre, par rapport à l'an-

née précédente. Pour les neuf premiers mois de l'année, la chute globale de la production atteint 38 % sur l'an passé, Ford étant le plus touché (-41 %), devant Chrysler (-37 %) et General Motors (-22 %).

● Grève sur le tas et blocus chez Fiat. — La mise au chômage technique de vingt-quatre mille ouvriers de Fiat du 6 octobre au 31 décembre annoncée mardi 30 septembre par la direction du groupe italien, après que celui-ci eût provisoirement suspendu les mesures de licenciements prévus du fait de la chute du gouvernement Cossiga, a provoqué de vives réactions syndicales. La grève sur le tas a été immédiatement décidée, ainsi que le « blocus » de l'entreprise. Les ouvriers bloquent l'entrée et la sortie des camions et des véhicules Autobianchi ont même été occupés par les salariés.

● Talbot-Grande-Bretagne va licencier quatre cent quarante personnes. — Le groupe français Talbot, qui emploie quatre cent quarante personnes dans la filiale britannique du groupe français Peugeot, a déjà licencié cinq mille personnes depuis le début de l'année et l'enlèvement de ses usines ne travaillent actuellement qu'un à trois jours par semaine selon les sites.

● Réduction d'horaires chez Daihatsu. — Le groupe japonais Daihatsu, spécialisé dans les camions et voitures particulières, assure le quotidien japonais Mainichi Shimbun. Aux termes de contrats signés avec les groupes Toyota et Nissan, les firmes japonaises livreraient à l'Irak soixante mille voitures et petits véhicules tout terrain, d'ici au mois de juin, et quatre mille gros camions et autobus d'ici au mois de mars.

● Motobécane et la construction. — L'espagnol Derbi (motocyclettes) ont annoncé, le 30 septembre, un accord « visant à une concertation permanente pour la meilleure utilisation des capacités d'étude et de production » des deux firmes. A l'occasion du Salon de l'automobile et du motocycle, de l'automobile et du motocycle, Motobécane présentera une motocyclette équipée d'un moteur Derbi de 80 cm³ et aura, à partir de janvier, la responsabilité des ventes de Derbi en France.

Conflits

● Rabblement : protestation du patronat. — Après la « séquestration » des représentants de la délégation patronale lors d'une réunion paritaire à Paris le 23 septembre, par des cégétistes, l'Union des industries de l'habillement dénonce l'attitude irresponsable

et préméditée de la C.G.T. attitude dictée par la volonté clairement annoncée de faire obstacle par tous les moyens représentables à plus l'achèvement de la négociation de la C.G.T. et de la société d'exploitation de la tour Eiffel, d'autre part, qui a aboli à un compromis qui va être soumis aux salariés. Pendant la fermeture du restaurant durant les travaux d'aménagement de la tour, les cent quatre-vingt-deux salariés recevraient des indemnités dont le montant a été annoncé. Un certain nombre d'entre eux seraient réembauchés après les travaux.

● Le conflit social à la tour Eiffel. — Les personnels des restaurants de la tour Eiffel ont suspendu l'occupation des locaux commencée le 30 septembre. Les négociations engagées entre la C.G.T. et la C.F.T.C. d'une part, et la société d'exploitation de la tour Eiffel d'autre part, ont abouti à un compromis qui va être soumis aux salariés. Pendant la fermeture du restaurant durant les travaux d'aménagement de la tour, les cent quatre-vingt-deux salariés recevraient des indemnités dont le montant a été annoncé. Un certain nombre d'entre eux seraient réembauchés après les travaux.

Consommation

● Six nouveaux petits pots pour bébés ont été mis sous séquestre, mercredi 1^{er} octobre en France, dans le cadre de l'enquête lancée il y a un mois au sujet des aliments pour enfants contenant des stéroïdes. Le nombre de types d'aliments visés par ces mesures s'élève désormais à trente-neuf. Ils sont essentiellement à base de viande de veau et de poulet.

Emploi

● Rivierre Casalis (machines agricoles), filiale à 71 % de Renault, a annoncé le licenciement de cent trente salariés sur les cinq cent quarante-quatre qui comptent l'entreprise à Orléans (contre mille deux cents en 1970). La crise du machinisme agricole est vivement ressentie à Orléans, où ce secteur d'activité emploie près de trois mille personnes. D'autre part, l'unité John Deere, à Saran (banlieue d'Orléans), a reconstruit, selon la C.G.T., un chômage partiel : trente-trois journées pour six cent quarante salariés cette année. — (Corresp.)

● Une Cardan, filiale du groupe britannique B.R.M., va créer une nouvelle unité de production en Lorraine, près de Thionville (Moselle). Cette unité, qui fabriquerait des joints homocentriques et des arbres de transmission, devrait employer 300 salariés en 1982, et environ 1 000 salariés en 1983. Le groupe Peugeot sera associé à cette opération, conduite par la société Glanzer

Spicer, filiale d'Uol Cardan en France, son appui se traduisant par une garantie de commandes et une collaboration dans le domaine commercial.

Etranger

● Le Zimbabwe est devenu le 29 septembre le cent quarante-et-unième pays membre du Fonds monétaire international (F.M.I.). Il aura un quota de 100 millions de droits de tirages spéciaux (D.T.S.). Le même jour, le Zimbabwe a contracté un emprunt de 11 millions de dollars, son premier sur le marché international des capitaux depuis l'indépendance, en vue de l'achat de trois Boeing d'occasion de la Luftanase pour la compagnie Air Zimbabwe. Le chef de file du consortium international est la banque américaine Manufacturers Hanover Bank. — (Reuters.)

Imprimerie

● Les responsables C.G.T. de l'imprimerie Chazal, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), occupés à la mise en route du règlement ovin le 20 octobre. Pour le C.N.J.A., il s'agit d'une « remise en cause scandalueuse des principes fondamentaux du traité de Rome », du fait des contingents élevés d'importations avec des droits de douane considérablement réduits et de la renonciation par la Communauté à une partie des marchés extérieurs pour les exportations.

Presse

● M. Robert Hersant a été reconduit, le 1^{er} octobre, pour quatre ans dans ses fonctions de président du directoire de la société de gestion du Figaro. MM. Louis Chauvet et Jean Miot remplaceront MM. Yann Clero et André Boussemard, qui ne se représenteront pas.

● Le syndicat des journalistes C.F.T.C. a appelé, dans un communiqué du 1^{er} octobre, à Paris, les journalistes des quotidiens régionaux à « envisager toutes les actions en vue d'aboutir à la satisfaction de leurs revendications », et les journalistes des agences à « exiger une révolution immédiate et conséquente de leurs salaires ». Le syndicat C.G.T. a également précisé ses positions sur divers points.

● Le groupe MEFRAN (structure métalliques, Florézac - Hérault) a acquis la majorité du capital de la S.A. La vie des métiers jusqu'aux décrets par le groupe des Editions mondiales, a annoncé ce dernier, le 1^{er} octobre.

● Deux quotidiens du soir londoniens, l'Evening News et l'Evening Standard, ont fusionné, a-t-on annoncé à Londres, le 1^{er} octobre. Le nouveau journal conservera le titre d'Evening Standard. Cette fusion devrait entraîner quelque mille sept cent cinquante licenciements, dont celui de la rédaction du News.

LE MAGNETOSCOPE SORT DE LA PREHISTOIRE. VOICI C7.



1 LA TELECOMMANDE SANS FIL.
Les 11 fonctions de cette télécommande par infrarouges vous permettent d'utiliser toutes les ressources de votre magnétoscope sans vous déranger.

2 L'IMAGE.
Grâce à un tambour de têtes d'un diamètre surdimensionné, la définition de l'image est excellente et la restitution des couleurs est d'une grande fidélité.

3 LA RETAVISION.
On comment visioinner en 5 minutes 1 heure de programme. L'image défile à 11 fois la vitesse normale. En un clin d'œil, vous retrouvez vos séquences préférées.

4 LA PROGRAMMATION.
Deux semaines à l'avance vous pouvez programmer le film du dimanche sur la 1, le match du mercredi sur la 2, le prochain concert sur la 3, et l'allocution du Président sur la 1, la 2 ou la 3.

5 LES COMMANDES MICRO-SENSIBLES.
Au lieu de touches mécaniques, voici les touches à effleurement. Vous dictez vos ordres du bout du doigt, le magnétoscope le plus évolué du monde obéit aussitôt.

6 LE RALENTI L'ACCELERE.
Lisez vos enregistrements comme vous feuilletiez un livre. Ralenti variable: de l'arrêt sur image à la demi vitesse. Accélération: 8 fois la vitesse normale.

7 LA CONNECTION CAMERA.
Pour brancher directement une caméra vidéo-couleur, sans avoir besoin du moindre adaptateur.

SONY®

LE MAGNETOSCOPE LE PLUS VENDU DANS LE MONDE.

le rapport

il faut



Aller vite, et dans le même temps vous font très rapidement acquiescer.
C'est ce que CANON attendait de son dernier copieur, le NP 200.
A la vitesse de 20 copies à la minute, le CANON NP 200 est l'appareil le plus rapide de la catégorie.
Et la sortie de la première copie ne prend que 8 secondes.
L'association d'un système de développement à sec par

Le rapport du VIII^e Plan

(Suite de la première page.)

Ce résultat ne sera obtenu que si les entreprises industrielles et agricoles de la France sont compétitives, d'une part, que si un changement dans les habitudes de consommation permet d'économiser l'énergie, d'autre part.

Pour réaliser ces objectifs, l'Etat s'est appliqué à investir plus et à aider le développement. L'investissement (et l'on sait que le projet de loi de finances pour 1981 prévoit une incitation fiscale valable pendant toute la durée du Plan). Il a eu aussi pour mission de stabiliser le montant des prélèvements obligatoires (fiscalité et Sécurité sociale) et de réduire le déficit des dépenses publiques, le corollaire étant que le pouvoir d'achat verra sa croissance limitée au rythme du VIII^e Plan.

Pour concrétiser cette stratégie, le rapport retient non plus, comme les sept priorités, le recherche vaine à compléter la liste des principales options retenues en juillet 1979.

1) Porter la recherche française au niveau des pays les plus avancés. Cela signifie que, d'ici à la fin du VIII^e Plan, la part des dépenses de recherche dans le PIB (produit intérieur brut) devra atteindre 2,15 %, alors qu'elle est aujourd'hui de 1,8 %.

2) Réduire notre dépendance en énergie et en matières premières. Cet effort indispensable suppose des changements de comportement importants dans la mesure où les économies d'énergie aient supprimées réduire considérablement la dépense. En 1990, le part du pét. e dans le bilan énergétique devrait être ramenée à 30 %, contre 58 % en 1979. Dans le même temps, il est prévu que la production d'énergies nouvelles quadruplera.

3) Développer une industrie concurrentielle grâce aux technologies d'avenir. Il ne s'agit pas ici de condamner certains secteurs industriels, mais de valoriser tout ce qui est porteur de techniques d'avenir viables aussi bien dans le textile, par exemple, que dans le rélématique. Le rôle de l'Etat sera de créer un environnement favorable au développement des entreprises, notamment par la limitation des charges. Mais aussi en réalisant 100 milliards d'investissements dans les télécommunications, l'informatique et le

micro-électronique, la bureautique, l'espace, l'aéronautique, les industries de la mer et la biotechnologie. Du même coup, la France devrait créer deux cent mille emplois nouveaux dans ces secteurs.

4) **Développer le potentiel agricole et alimentaire.** L'ambition du gouvernement est de rendre l'agriculture française plus et plus compétitive, grâce à des outils de production de plus en plus réduits. La révolution que pourrait connaître la France dans les années 80 pourrait être analogue à celle qu'elle a connue dans les années 60 avec l'Europe vaine. Mais, cette fois, il s'agit de recroquer les limites du Marché commun agricole européen vers le monde : s'anfrer dans un monde où les frontières ne seront plus celles de l'Europe des Neuf. Une accélération du remembrement de l'espace agricole (2,8 millions d'hectares seront remembrés contre 1,7 au cours du 1^{er} plan) et une action sur la torpé-

5) Des actions spécifiques pour l'emploi. Certes, toute la stratégie du VIII^e Plan est supposée servir l'emploi. Le gouvernement considère plus que jamais qu'« un développement régulier du appareil productif est la moyen essentiel

produit est la moyen assentir pour restaurer la situation de l'emploi ». Cela n'exclut pas la mise en œuvre d'actions spécifiques. Le rapport préconise le développement de la formation professionnelle pour laquelle le gouvernement est sur le point d'arrêter un programme quinquennal. Une autre mesure concerne le travail à temps partiel en faveur duquel le conseil des ministres a déjà approuvé deux projets de loi.

6) *Considérer la protection sociale des Français.* La France se doit de

7) *Améliorer l'habitat* et la cadre de vie. Un effort doit être consenti pour résorber l'habitat insalubre, mais aussi : pour réanimer les centres urbains et les quartiers anciens (cela devrait concerner plus de cent mille logements) et pour la remise en état des grands ensembles de banlieue (le programme porta sur deux cent mille logements). Les objectifs, en ce qui concerne cette septième priorité, visent également la restauration de la qualité des

eaux, l'amélioration de la sécurité en mer, le recyclage des déchets, etc.

Si le VII^e Plan comportait vingt-cinq programmes d'actions prioritaires, le VIII^e Plan n'en retient que douze qui, dans l'ensemble, prolongent les priorités énoncées plus haut. Les programmes sont les suivants : 1) porter la recherche française au niveau de celle des pays les plus avancés ; 2) réduire l'autarcie dans les domaines de l'énergie et des matières premières ; 3) faciliter la vie des familles nombreuses ; 4) améliorer l'outil de la formation professionnelle pour l'emploi ; 5) développer les industries concurrentielles grâce aux techniques d'éveil ; 6) mieux valoriser le potentiel agricole et alimentaire ; 7) les priorités de la protection sociale, prévention et

protection sociale (prévention) et services aux personnes âgées; 8) gérer économiquement le patrimoine naturel; 9) restaurer les conditions de vie dans certains quartiers de banlieue et de centres de villes anciennes; 10) désenclaver les régions encore isolées (Bretagne, Massif Central et grand Sud-Ouest); 11) accélérer le développement économique des territoires et des départements d'outre-mer; 12) accroître la présence française dans le monde (effort de rayonnement en matière culturelle et technique).

Ces programmes d'action sont définis en termes d'objectif quantitatif et non pas en termes financiers. Le gouvernement, en effet, s'en est tenu à son principe de ne pas fixer un taux de croissance de l'économie.

Le président de la République a, au cours du conseil des ministres du 1^{er} octobre, souhaité que le Parlement puisse aborder - à temps et dans les délais prévus - l'examen du projet de loi qui découlera du

un projet de loi qui, en cas de refus du rapport après que le conseil économique et social aura donné son avis. Le communiqué du conseil ne laisse planer aucun doute sur les intentions du gouvernement de voir le projet débattu et voté au cours de la session d'automne. C'est mettre au pied du mur aussi bien les députés de la majorité que ceux de l'opposition, car nul n'ignore que l'approbation du VIII^e Plan vaudra approbation de la politique économique et sociale du premier ministre, et donc du chef de l'Etat.

FRANÇOIS SIMON.

La France va affronter de considérables difficultés d'ici à 1985 estime le Bureau d'informations et de prévisions économiques

La France devra affronter de « considérables difficultés » d'ici à 1985, en raison des changements structurels et conjoncturels « entraînant d'être des sujets de préoccupation majeurs », estime le BIPE (Bureau d'Informations et de prévisions économiques) en un terme d'une volumineuse étude (1) portant sur la période 1980-1985.

Pour le BIPE, « en dépit de la « démodé » pas toujours exacte, la déflation, le développement, la hausse des prix des matières premières et l'existence d'un environnement international stagflationniste devraient concourir à maintenir l'inflation « au niveau élevé ».

L'affaiblissement de certains mécanismes de régulation de l'inflation pourrait tout de même réduire à 8% par an le taux d'inflation en 1985.

Autre point noir : l'emploi. Il n'y a guère d'espoir « d'assister à une amélioration sur le front du chômage. En dépit d'une baisse relativement importante de la durée hebdomadaire du travail, qui serait ramenée à trente-huit heures trente en 1985 et de la poursuite de pactes pour l'emploi, le chômage dépasserait deux millions de personnes en fin de période, compte tenu d'un essor exceptionnel des disponibilités en « matin-d'œuvre » (2).

Sur quelles hypothèses le BIPE s'est-il construit ses prévisions ? Sur le marché pétrolier, « la poursuite de l'affrontement économique entre les pays producteurs et consommateurs se traduiraient par une hausse soutenue en termes réels du prix du pétrole brut ». Évaluée à 7 % l'an en moyenne, cette hausse conduirait à un prix du pétrole en 1985 voisin de 60 dollars le baril en monnaie courante (3).

Autres hypothèses concernant l'environnement : international : la politique économique des États-Unis serait moins axistée - le rôle des institutions internationales est bien pelée - et « réussirait à obtenir un certain assouplissement » : les économies européennes s'harmoniseraient progressivement (le système monétaire européen se consoliderait), la RFA connaissant un peu plus d'inflation ; le recouvrement des structures se ferait mieux qu'il ne l'est ; les pays du tiers-monde viendraient notamment aux pays en voie de développement « des politiques d'ajustement trop sévères ». Tout cela implique dans les grands pays industrialisés une

croissance économique lente (pas plus de 2,5 à 2,7 % par an en moyenne) et inflationniste.

Quels seraient les contrecoups pour la France ? Rompant avec les habitudes passées, notre pays ne connaîtrait plus des taux de croissance supérieurs à ceux des grands pays industrialisés. Les prix français seraient moins compétitifs à cause notamment de la discipline de change qu'impose la présence du franc dans le S.M.E. (Système monétaire européen).

Les pouvoirs publics s'efforceraient de limiter la croissance des dépenses de santé et de maintenir les transferts sociaux à un rythme de 4,5 l'an en termes réels. Enfin une politique active d'économie d'énergies serait menée visant à obtenir des résultats doubles de ceux qui ont été visés au cours de ces dernières années.

Les résultats d'une telle politique — qui s'écarterait très peu des « canons » officiels — seraient une croissance de 3 à 2,5 % du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. La consommation des familles progresserait, elle aussi, de 2 à 2,5 % par an. Le croissance des investissements des entreprises serait nettement plus forte et se situerait entre 3 et 4 % l'an.

Sur les marchés extérieurs, « la France devrait tirer profit du redéploiement et de l'adaptation de son appareil productif. [...] Moins il semble peu probable que des pains de parts de marché en volume puissent être obtenus ». Le BIPE estime qu'« en dépit du

(1) Les *Prévisions glissantes déstabilisées*, horizon 1985, en cinq volumes (Perspectives) macro-économiques ; filière agro-alimentaire et Industries agro-alimentaires ; Commerce international ; Développement ; Industries intermédiaires ; filière bâtiment et génie civil. BIFR, 122, avenue Charles-de-Gaulle, 92100 Nanterre.

(2) Le BIFR a retenu comme hypothèse de travail que la réduction de la consommation des biens de consommation compensée pour les salaires, ce qui signifie que ceux-ci verseraient leurs revenus diminuer proportionnellement au cours de travail.

(3) Cette hypothèse d'une hausse de 7 % l'an est l'une des plus extrêmes qu'il ait été fait jusqu'à présent. Elle suppose que l'usage matériel croît rapidement plutôt sur une hausse mosephane annuelle d'environ 3 %, en dépit du fait que la consommation n'est pas l'hypothèse retenue par la Banque mondiale.

soutien au développement d'une politique de l'offre » (allusion faite à l'aide fiscale à l'investissement accordée par l'Etat jusqu'en 1985) se poursuivra à un « rythme rapide la pénétration du marché intérieur » pour les biens d'équipement étrangers. La contrainte extérieure ne serait donc pas desserrée d'ici 1985, notamment pour l'électronique grand public.

Le handicap de compétitivité qui pèse sur nos ventes de biens intermédiaires pourrait être plus rapidement surmonté qu'on ne le craignait jusqu'ici. En revanche, et malgré une demande intérieure croissante faiblement soutenue par l'Etat, les secteurs de consommation contiendraient d'augmenter très fortement de 7 % l'an en volume environ. Les ventes de la France dans le monde ne progresseraient que de 2 %, ce qui, en tenant compte du lentement, mais quelques espoirs seraient permis du fait d'un redémarrage très net des investissements permettant à l'industrie de développer de nouveaux moyens de production plus rapides, plus solides et compétitifs à d'exportations nationales.

En 1980

**L'OBJECTIF DE CROISSANCE
DE LA MASSE MONÉTAIRE
SERA PROBABLEMENT ATTEINT**

La masse monétaire a augmenté de 0,4 % en juillet par rapport à juin (+ 1 % en données brutes). En 00 an (juillet 1980 comparé à juillet 1979), la progression de la masse monétaire est de 11,3 %, ce qui est tout à fait conforme à l'objectif de 11 % fixé par le gouvernement pour décembre 1980 (par rapport à décembre 1979). Ce ralentissement de la croissance de la masse monétaire s'explique par l'appel considérable fait à l'épargne privée : 85 milliards de francs depuis le 1^{er} janvier contre 65 milliards pour l'ensemble de 1979.

Deux emprunts d'Etat bien rémunérés ont collecté depuis le début de l'année 29,5 milliards de francs dans le public. Un troisième emprunt d'Etat sera lancé fin octobre pour un montant d'environ 8 à 10 milliards de francs. De même, les nombreux emprunts de grandes entreprises ont-ils contribué au ralentissement enregistré ces derniers mois de la masse monétaire.

**Pour s'imposer,
il faut se montrer très rapide.**



A la cadence de 20 copies à la minute (au format 21 x 29,7 cm) la nouvelle couleur compact CANON

Allez vite, et dans le même temps être précis, vous font très rapidement acquérir une solide réputation.

C'est ce que CANON attend de son tout dernier copieur, le NP 200.

A la vitesse de 20 copies à la minute, le CANON NP 200 est l'appareil le plus rapide dans sa catégorie.

Et la sortie de la première copie ne demande que 8 secondes.

L'association d'un système à fibres optiques et d'un développement à sec par monocomposant



permet d'assurer une qualité
exceptionnelle de la copie.
Il suffit d'effleurer certaines
touches sensibles du panneau
de commande
pour programmer
le nombre de copies désiré.

Et si par hasard une anomalie de fonctionnement intervient, il suffit de basculer la partie supérieure de l'appareil pour un accès immédiat.

Canon

Canon

NP200

Je souhaite recevoir ☐ une visite ☐ une documentation concernant ☐ le NP 200D les autres Copiers Canon
Pour tout renseignement, veuillez vous adresser pour le France à Canon France S.A. B.P. 40. 93151
Le Blanc-Mesnil Cedex. Tél. (01 68 47 73 73) Pour la Suisse à Walter Rensch S.A. Industriestrasse 12,
Boussignod/Tour de France, Suisse. Tél. (0) 833 35 38. Pour la Belgique à Canon Copiers Belgium S.A.
Bruxelles/Mook Broeders, Zellik 1750. Tél. 02 666 46 56.
Pour les autres pays européens, veuillez vous adresser au siège social
Canon Amsterdam N.V. P.O. Box 7907, 1008 AC Amsterdam, Pays-Bas

NOM _____
SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____
TEL. _____

LM 13

LM 13

ÉTRANGER

LA BUNDESBANK S'INQUIÈTE DE L'AUGMENTATION DES CRÉDITS ACCORDÉS A DOUZE PAYS

Francfort (A.F.P.). — La Bundesbank est préoccupée par l'engagement croissant des banques allemandes vis-à-vis de douze pays qu'elle juge très endettés. Selon les meilleurs financiers de Francfort, la Banque centrale s'inquiète notamment des prêts en euros accordés à ces pays les plus financés de l'Europe. Il s'agit de cinq États d'Amérique latine — Argentine, Brésil, Mexique, Pérou et Venezuela —, de deux pays de l'Est — Pologne et Yougoslavie —, ainsi que de la Turquie, de l'Iraq, de l'Égypte, de la Corée du Sud et de la Thaïlande.

La Bundesbank a demandé aux banques de lui fournir des statistiques détaillées sur les engagements financiers globaux des banques allemandes et de leurs filiales étrangères à l'égard des douze pays visés, notamment par l'intermédiaire de l'euro-marché. Actuellement, l'institut d'émission demande tous les deux mois aux banques de lui indiquer le montant des crédits dépassant 1 million de marks accordés par les banques mères aux résidents et aux non-résidents.

MONNAIES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU F.M.I.

L'Arabie Saoudite réclame une participation accrue des pays pétroliers aux décisions

Washington. — Rompant avec le rituel des discours prononcés devant une immense salle à moitié vide, un représentant de l'O.I.P., M. Hussaini s'est présenté, au fin de matinée, le 1^{er} octobre, à la salle de presse, pour y tenir sa propre conférence. L'autorisation lui en avait été refusée par un fonctionnaire de la Banque mondiale, il s'est entretenu avec quelques journalistes dans un hall de l'hôtel Sheraton, où se tient l'assemblée générale du F.M.I. de la Banque mondiale, avant de devoir quitter les lieux sur injonction des gardiens de l'établissement.

Dans un communiqué, l'O.I.P. accuse Washington d'avoir « abusé de toutes sortes de pressions sur les petits pays pour empêcher l'Organisation de libération de la Palestine d'assister aux réunions de la Banque mondiale à titre d'observateur ». Porter l'offense devant le comité des procédures ne fait que confirmer la tentative faite par les Américains pour l'enterrer. Il s'agit d'un acte hostile, mais en relief, la justice morale du mouvement arabe et sa détermination à défendre ses principes de justice et de légalité au profit d'une poignée de « votes juteux » dans la campagne présidentielle.

Ce violent pamphlet antisioniste est le dernier épisode d'une bataille juridique obscure, qui doit se poursuivre le 3 octobre au sein du comité de procédure, une décision devant être prise (laquelle consistera peut-être à s'en remettre à l'arbitrage d'une commission) sur les règles à définir pour l'invitation des « observateurs ». Il semble bien que, dans la forme, les États-Unis en ont pris à leur aise pour obtenir, avant l'ouverture de l'Assemblée générale, un vote (par correspondance) à la majorité qualifiée, rejetant la demande d'invitation de l'O.I.P. Tous les principaux pays industrialisés, y compris l'Allemagne, ont voté la résolution d'origine américaine.

Du haut de la tribune, Cheikh Mohammad Abul-Khalil, ministre des Finances et de l'économie d'Arabie Saoudite, a fait une brève mais ferme allusion à l'affaire. « Les procédures régulières, qui dans le passé ont été utilisées pour éviter des observations, n'ont pas été suivies dans ce cas. Ces procédures ordinaires ont été transformées en pressions politiques ».

Le ministre saoudien a, par

En Espagne Le gouvernement présente un budget de relance

Madrid. — En présentant le projet de budget pour 1981, le gouvernement espagnol s'est tracé des objectifs ambitieux. Il compte inverser la tendance négative de l'investissement et faire repartir la croissance économique pour mettre un frein à l'angoissante montée du chômage.

Le budget reflète les orientations annoncées par le premier ministre, il y a quinze jours, lors de la présentation de son cinquième gouvernement. M. Adolfo Suarez avait alors obtenu la confiance des députés sur un programme axé sur l'accélération de la régionalisation et la relance économique.

Ces lignes d'action ont été mises en chiffres le 30 septembre par le ministre des finances, M. Jaime Garcia Anoveros. Il a annoncé pour 1981 une croissance économique de 2,5 % contre 0,8 % l'an dernier, et probablement 0,5 % cette année. Le gouvernement espère que cette première étape permettra d'atteindre les 4 à 5 % de croissance prévus pour 1983.

Cette croissance, selon le gouvernement, devrait permettre non pas de réduire le chômage mais de freiner son aggravation. Toutefois, aucune prévision chiffrée n'a été avancée en ce domaine. Le chômage atteint, en effet, le taux le plus élevé d'Europe occidentale, représentant 11,2 ou 11,7 % de la population active.

La nouvelle équipe économique dirigée par le vice-premier ministre, M. Leopoldo Calvo Sotelo, espère parvenir à ces objectifs sans relancer l'inflation qui, d'environ 15 % actuellement, devrait descendre à 13,5 %, à condition que le prix du pétrole reste stable.

Le budget s'élève à près de 2300 milliards de pesetas (140 milliards de dollars), en augmentation de 24 % sur celui de 1980. Grâce à des réductions de dépenses de fonctionnement, au report de certaines dépenses militaires et à l'augmentation de la fiscalité indirecte, notamment sur les cigarettes, le déficit restera sensiblement au même niveau : 436 milliards de pesetas (26 milliards de dollars). Il sera financé à 30 % par l'épargne et à 16 % par des emprunts étrangers, le reste étant couvert par la Banque centrale.

Le déficit de la balance des paiements devrait, quant à lui, être ramené à 2,5 milliards de dollars, contre 4,5 milliards de dollars l'an dernier. Le gouvernement de la Banque d'Espagne, fort de réserves évaluées à 21 milliards de dollars, ne craint pas d'augmenter une dette extérieure de 17 milliards de dollars.

Le point capital du budget sera toutefois un accroissement de 31 % des investissements publics concentrés dans les travaux publics et la construction de logements. Le gouvernement espère ainsi stimuler les investissements et les porter de moins 1 % cette année à plus 3,5 % en 1981.

AUTOMOBILE

En marge du Salon

MERCEDES-BENZ NE CROIT PAS AU PROTECTIONNISME

Par deux fois, à l'occasion du Salon de l'automobile, M. Emut Schmidt, directeur des relations publiques et porte-parole du groupe Daimler-Benz A.G. (mercedes), a pris la parole au sujet de la protectionnisme. Il a déclaré que Mercedes-Benz ne croit pas au protectionnisme, mais qu'elle est consciente de la nécessité de défendre ses intérêts commerciaux.

En réalisant ses accords, le Crédit commercial de France réaffirme sa vocation internationale et l'importance de son rôle de développement de l'économie française, en favorisant les échanges commerciaux.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Subdivision des Études Foncières et de Topographie

AVIS

Communes de LA GARENNE-COLOMBES et COLOMBES

ROUTE NATIONALE N° 192

Élargissement et aménagement, en faveur des transports en commun, de la section comprise entre la rue Léon-Meurice-Nardmann, à la GARENNE-COLOMBES, et la rue de Sartroville, à COLOMBES.

Le public est informé que par arrêté préfectoral en date du 10 septembre 1980, il a été prescrit l'ouverture d'une enquête préalable à la Déclaration d'utilité Publique concernant le projet susvisé sur le territoire des communes de LA GARENNE-COLOMBES et de COLOMBES.

Un exemplaire du dossier concernant cette enquête sera déposé dans les Mairies de LA GARENNE-COLOMBES et de COLOMBES pendant 45 jours, du 15 octobre au 29 novembre 1980 inclus, où le public pourra le consulter aux heures suivantes :

— Du lundi au vendredi, de 9 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 30 ;
— Le samedi, de 9 h. à 12 h. et de 13 h. 30 à 17 h. 30 ;
— Dimanches et jours fériés exceptés.

Les personnes intéressées par ce projet pourront consulter leurs observations aux jours et heures ci-dessus, sur les registres ouverts à cet effet dans chacune des mairies. Elles pourront également, si elles le souhaitent, se faire assister par un expert technique, à M. Pierre MELIN, Inspecteur Divisionnaire hors classe à la S.N.C.F., demeurant 1, rue Pissarro, 75017 PARIS, nommé Commissaire Enquêteur.

M. le Commissaire Enquêteur recevra directement les déclarations de l'ensemble des intéressés au projet, à la Mairie de COLOMBES :

— De 9 h. à 12 h., les 15, 22, 29 novembre 1980 ;
— De 14 h. à 17 h., les 22 et 29 novembre 1980.

À l'issue de cette enquête les copies des énonciations du Commissaire Enquêteur seront tenues à la disposition du public aux Mairies de LA GARENNE-COLOMBES et de COLOMBES et à la Préfecture des Hauts-de-Seine, Direction Départementale de l'Équipement, accrue du public tous les jours, aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est effectuée en application de l'article R.11-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité Publique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE VICTOIRE ABEILLE ET PAIX

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE

Comptes de l'exercice 1979-1980

Dividende net porté de 16 F à 17 F
Distribution globale passant de 34 335 200 F à 40 132 640 F

Le conseil d'administration dans sa séance du 1^{er} octobre a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 août 1980.

Le bénéfice net atteint 60 058 476 F après 11 640 000 F d'impôt sur les sociétés contre 53 429 611 F et 7 731 000 F pour l'exercice précédent (+ 12,4 %).

Ce résultat comprend :
— Le bénéfice courant d'exploitation net d'impôt, qui ressort à 49 068 623 F en progression de 18 % sur l'exercice précédent ;
— Le solde des opérations en capital qui est de 10 991 853 F en diminution de 7,3 % sur l'an dernier, une provision importante ayant été constituée en raison de la dépréciation boursière des obligations figurant dans le portefeuille de placements.

Dans le bénéfice courant d'exploitation :
— Les revenus des filiales et participations représentent 38 765 613 F contre 32 276 488 F l'an dernier, en progression de 19,7 % ;
— Le résultat net de 10 991 853 F est de 16,5 % pour les filiales et participations françaises et de 17,3 % pour les filiales et participations étrangères (elles ont été de plus de 20 % à change constant).

Ces dernières représentent 9 049 904 F de revenus, soit 83 % du total.

Les revenus du portefeuille de placements et de la trésorerie totalisent 27 552 198 F, contre 21 719 792 F l'an dernier, soit une augmentation de 26,8 %.

Ces accroissements sensibles s'expliquent à la fois par la hausse des taux moyens de rémunération depuis un an, et par le fait que l'exercice 1979-1980 a eu une durée de douze mois, contre onze pour le précédent.

Enfin, le conseil d'administration a décidé, comme d'habitude, de verser à M. Bernard Bessy, en remplacement de M. Bertrand Motte, récemment décédé.

ACCORD DE COOPÉRATION CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE GROUPE VALBRAS

M. Jean-Marie Lévêque, président du Crédit commercial de France, et M. Adolfo Suarez, président du groupe brésilien Valbras, ont signé un accord de coopération qui prévoit notamment une prise de participation importante du Crédit commercial de France dans les établissements financiers du groupe Valbras.

Les activités financières du groupe Valbras au Brésil ont un caractère national. Ce groupe a fait preuve de durabilité dans un environnement économique très difficile, il est composé d'établissements distincts comprenant, entre autres, une banque de crédit à moyen terme, une société de crédits au consommateur, une société d'agent de change et de courtage de valeurs mobilières, ainsi qu'une société de crédit-bail (leasing).

En réalisant ses accords, le Crédit commercial de France réaffirme sa vocation internationale et l'importance de son rôle de développement de l'économie française, en favorisant les échanges commerciaux.

SAINT-PIERRE ET BRICE SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES (S.A.E.) SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS

Le gouvernement de la République d'Indonésie a fait connaître, le 29 septembre 1980, sa décision d'attribuer au groupement des entreprises Saint-Pierre et Brice, Société auxiliaire d'entreprises (S.A.E.), Société routière Colas, pluri-société, le contrat de construction de l'aéroport international de Jakarta - Cengkraman, première phase.

L'ingénieur conseil est l'Aéroport de Paris.

Le montant de la soumission s'élève à 2,25 milliards de francs.

Moët-Hennessy

Il est rappelé que la société Moët-Hennessy vient d'acquiescer sans réserve des autorisations administratives nécessaires et de l'approbation des actionnaires de la société Schieffelin, la totalité des actions ordinaires de cette société. Cette opération porte sur un montant de 45 millions de dollars.

Pour réaliser cet investissement et pour donner à Moët-Hennessy les moyens de faire face à d'autres opportunités éventuelles, le conseil d'administration, dans sa séance du 30 septembre 1980, a confirmé la décision de principe prise le 4 septembre dernier, conformément à l'autorisation de l'assemblée générale extraordinaire du 20 juin 1980, de procéder à une double augmentation de capital.

(1) Émission de nouvelles actions.
Le capital social sera porté de 157 933 156 F à 184 278 650 F par émission de 33 345 494 actions de 56 F nominal chacune, émises au prix de 400 F, et réservées aux actionnaires anciens, à raison d'une action nouvelle pour six anciennes. Cette opération se déroulera du 13 octobre au 13 novembre 1980.

(2) Attribution gratuite.
Lors et du seul fait de la réalisation de l'augmentation de capital contre espèces, le capital sera porté de 184 278 650 F à 216 624 150 F par incorporation d'une somme de 32 345 500 F prélevée sur la prime d'émission.

En représentation de cette augmentation de capital, il sera créé 333 345 actions de 56 F nominal qui seront attribuées gratuitement aux propriétaires des actions représentant le capital de 184 278 650 F, à raison d'une action gratuite pour sept actions, tant anciennes que souscrites contre espèces, possédées.

Toutes les actions nouvelles émises à l'occasion de ces deux opérations auront droit au dividende afférent à l'exercice 1980. En outre, le conseil a décidé, sous réserve de circonstances exceptionnelles, de maintenir en 1981, au capital augmenté d'un tiers, le dividende par action versé en 1980.

COMINDUS

Accord SKANDIA-COMINDUS

À la suite de conversations intervenues à Sydney, Paris et Stockholm, Comindus, holding des compagnies d'assurances du groupe Worms, et le grand groupe d'assurances suédois Skandia ont conclu un accord de principe pour la fusion de leurs activités d'assurances directes en Australie à compter du 1^{er} janvier 1981.

La réalisation de cet accord, dont les modalités seront soumises à l'assemblée générale des actionnaires de Preservatrice Insurance Australia Ltd, est subordonnée à l'approbation des autorités de tutelle compétentes en France, en Suède et en Australie.

Skandia apportera à Preservatrice Insurance Australia Ltd, Comindus, pour 75,25 %, le solde étant possédé par les Prévoyants du Canada - Assurance générale, société canadienne d'assurance. Comindus possède une participation directe de 33 % de l'entité nouvellement créée.

La nouvelle société, qui bénéficiera de l'appui de deux des principaux groupes mondiaux d'assurances, disposera de moyens financiers et humains accrus qui lui permettront de poursuivre son développement sur le marché australien.

A.N.F. LES ATELIERS DE CONSTRUCTION DU NORD DE LA FRANCE

M. André Pélissier a demandé au conseil d'administration d'être déchargé, pour raison de santé, de ses fonctions de président-directeur général. Il reste administrateur et a été nommé président d'honneur.

Sur sa proposition, le conseil a nommé pour lui succéder M. Marcel Delport, précédemment vice-président-directeur général.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION ET DE DISTRIBUTION DES EAUX (SONED)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES

Équipement Electronique des Stations et Forages

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un Appel d'offres international pour le montage des équipements électromécaniques des stations et forages (S.E.F.), pour l'alimentation en eau potable de Moulins-Lamotte.

Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre du cinquième projet financé par la B.I.D.

Ne peuvent participer à cet appel d'offres que les fournisseurs des pays membres de la S.E.D. et de la Suisse.

Les fournisseurs qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier auprès de la SONED (Soc. Maréchal) contre paiement de la somme de 100 000 F (cent mille francs) par dossier.

Les offres doivent parvenir à la SONED sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises contre reçu au plus tard le 21 novembre 1980, à 10 heures, au 23, rue Jawahar-Nehru, Montfleury, Tunis.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures.

STAGE DE FORMATION CONTINUE D. U. T. GESTION

Option Gestion du Personnel

Durée de la formation individualisée. Prise en compte des acquis scolaires et professionnels. L'organisation de la formation est adaptée aux salariés en activité. Les enseignements peuvent avoir lieu en partie pendant le temps de travail et en partie hors du temps de travail.

Début de la session 1980 : 17 NOVEMBRE 1980.

Université PARIS-NORD
Centre de Formation Continue
I.U.T. de Villetaneuse
avenue Jean-Baptiste-Clement
93430 VILLETANEUSE
Tél. 826-90-48.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.-U.	4,1895 4,1925	— 55 — 49	— 100 — 80	— 195 — 155
\$ Can.	3,5753 3,5802	+ 55 + 49	+ 22 + 25	+ 78 + 116
Yen (100) ..	2,5100 2,5146	— 19 — 10	— 18 + 15	+ 115 + 150
D.M.	2,3175 2,3218	+ 59 + 73	+ 129 + 149	+ 425 + 469
Florin	2,1255 2,1300	+ 59 + 73	+ 129 + 149	+ 425 + 469
F.B. (100) ..	14,4675 14,4838	— 65 — 50	— 130 — 5	— 395 — 110
F.S.	2,5345 2,5350	+ 149 + 163	+ 235 + 315	+ 690 + 916
L. (1 000) ..	4,8550 4,8558	— 65 — 50	— 130 — 5	— 395 — 110
S.	9,9570 9,9585	— 385 — 316	— 625 — 585	— 3025 — 2800

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8/8	8/3/4	11/16	11/16	11/16	11/16	8/8	8/3/4
\$ E.-U.	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8
Florin	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8
F.B. (100) ..	9 1/2	11	12	12 3/16	12 1/4	12 7/16	13	13 1/4
F.S.	3/4	1 1/4	4 15/16	5 1/16	5 3/16	5 5/16	5 3/4	5 7/8
L. (1 000) ..	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
S.	16	16 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
Fr. franc. ..	11 1/2	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée sur une grande banque de la place.

مكتبات النجف

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ALLEMAGNE : « L'ombre de la Pologne », par François Seydoux ; « De l'Atlantique à l'Océan », par Zdzisław Rapacki ; « Adieu à Robert Milder », par Rita Thlmann.

ÉTRANGER

3 à 5. LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.
7. AMÉRIQUES : des affrontements opposent l'armée et les gendarmes à la frontière de Honduras.
7. ISIE :
— PAKISTAN : le pouvoir commun l'apposition soulevait mettre fin à l'impasse politique actuelle.
7. AFRIQUE
8. EUROPE
— POLOGNE : les syndicats indépendants maintiennent leur ordre de grève d'arrêt de travail.
— YUGOSLAVIE : le comité central du parti, qui a « non satisfait » les résultats de la politique de stabilisation économique.
— GRANDE-BRETAGNE : l'aile gauche travailliste remporte une triple victoire à Blackpool.

POLITIQUE

10. Les journées parlementaires du R.P.R.
11. Un entretien avec M. Chirac.
12. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

14. Les attentats antisémites.
— JUSTICE : le droit de grève au procès.
15. MÉDECINE : un rapport officiel dénonce les aberrations de la politique psychiatrique.
— ÉDUCATION.

LE MONDE DES LIVRES

17. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : les Figures de François Weyergans.
— Vladimir Vokoff et ses oncles.
— L'apocalypse de Virgil Tansac.
18. LA VIE LITTÉRAIRE
19. ROMANS : le fantasme de Rimbaud.
20. LETTRES ÉTRANGÈRES : la culture multiforme de Svalbard.
21. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Corneille, le bourgeois gentilhomme.

CULTURE

23. MUSIQUE : spectacle Beckett-Holliger, à l'IRCAM.
— CINÉMA : à propos de Kagemusha.
— VIDEO : problèmes de robinet.
26. RADIO-TELEVISION : Va : les gaudes familiales.

ÉQUIPEMENT

28. URBANISME : l'Etat est condamné à verser près de 500 millions de francs aux promoteurs de l'extension Apogée.

LE RHONE : UN NOUVEAU GRAND CANAL

29. Lyon-Marseille : une école.
— Un entretien avec M. Gaston Defferre.
30. L'édifice au désert.
32. L'industrie saute-t-elle profiter de l'essor du trafic fluvial ?

RÉGIONS

34. BRETAGNE : « Sombres lendemains à Lorient », point de vue, par Jean Lagarde.

ÉCONOMIE

35. SOCIAL
— AFFAIRES : les « précisions » de M. Dumas sur le sort du Monna-franco.
37. CONJONCTURE : la France va affronter de considérables difficultés d'ici à 1985, estime le BIPE.
38. MONNAIES : l'assemblée générale du F.M.I.
— ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (16)

INFORMATIONS
— SERVICES : (33)
Rétromanie : Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Loterie nationale ; Loto.
— Annonces classées (26 et 27).
Carnet (16) ; Programmes spectacles (24 et 25) ; Bourse (38).

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1980 a été tiré à 548 750 exemplaires.

A B C D E F G

L'INAUGURATION DU LYCÉE DE CHAMALIÈRES

L'« égalité des différentes formes de savoir » doit s'accompagner de la « diversification des formations »
déclare M. Giscard d'Estaing

M. Giscard d'Estaing a inauguré ce jeudi 2 octobre le lycée polyvalent de Chamalières (Puy-de-Dôme), ville dont il fut le maire de 1967 à 1974. Accompagné de MM. Beullac, ministre de l'éducation, Bonnet, ministre de l'intérieur, et Debatist, secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires, le président de la République a prononcé un discours qu'il a présenté comme une « réflexion sur les problèmes de notre éducation nationale ». Il a ensuite participé à un déjeuner préparé par les élèves des sections hôtelières de l'établissement, qui comporte un lycée technique et un lycée d'enseignement général.

De notre envoyé spécial

Chamalières. — Le président de la République s'est tout d'abord réjoui de la « polyvalence » du lycée de Chamalières, « de cette intégration au sein d'une même communauté scolaire de deux enseignements, de deux mondes qu'on a trop souvent distingués, parfois même opposés, en France. Tout s'est passé négativement, tout se passe encore quelquefois dans l'esprit de certains comme s'il existait, à côté d'une voie prétendue royale, celle de l'enseignement général et des disciplines classiques, une voie secondaire, celle de l'enseignement professionnel ».

Rappelant qu'il avait déjà dénoncé « ce préjugé d'un autre âge », en visitant, en février dernier, le lycée d'enseignement professionnel de Baume-les-Dames (le Monde du 2 février), il a ajouté : « Cette distinction artificielle est à l'origine de beaucoup de difficultés d'emploi que rencontrent les jeunes Français (...). Elle fait croire qu'il existe des disciplines nobles et des disciplines dédaignées. En fait, il y a une possibilité d'excellence dans tous les savoirs. »

Ce principe de l'« égalité des différentes formes de savoir » doit s'accompagner, selon le président de la République, de la « diversification des formations », car « l'enseignement professionnel se doit de tenir le plus grand compte des besoins prévisibles du marché de l'emploi. »

« Le temps est venu pour nous, a-t-il expliqué, de songer un peu moins à la quantité et un peu plus à la qualité. » Enseignement de qualité qu'il a défini ainsi : « Des rythmes scolaires mieux aménagés, des programmes mieux conçus, des maîtres plus complètement formés, la possibilité de détecter plus tôt les handicaps parmi les élèves (...), la volonté de rechercher, puis de...

L'élection présidentielle

M. CHABAN-DELMAS : je ne serai pas candidat.

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, jeudi 2 octobre, à l'AFP : « A l'heure d'aujourd'hui, je ne serai pas candidat à l'élection présidentielle. »

A propos de la candidature de M. Michel Debré, M. Chaban-Delmas a estimé : « Il n'est pas douteux que Michel Debré doit intéresser tous les citoyens du fait du sérieux de ses analyses, du plan élevé sur lequel il pose les problèmes. Michel Debré est un homme qui pose les vrais problèmes de la France. Les gaullistes ne peuvent pas être insensibles à Michel Debré, car comment nier qu'il est une expression authentique de la pensée gaulliste ? »

DÉCÈS DU CINÉASTE LOUIS DAQUIN

Le réalisateur Louis Daquin est mort jeudi matin 2 octobre à l'âge de soixante-deux ans. Louis Daquin avait réalisé notamment les films *Bouquins*, *Le Point du jour*, *Maître après Dieu*. De 1970 à 1977, il avait été directeur des études de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDEEC).

une étonnante facilité pour acquérir un très beau bijou

le crédit MP « spécial carat »

SOLAIRE blanc extra 0,75 ct. 16.700 F vous l'emportez avec 1.670 F
ALLIANCE DIAMANT 1 ct. 9.500 F vous l'emportez avec 950 F

Le solde à crédit jusqu'à 24 mois* dont 3 mois sans agios et 1^{re} mensualité en janvier 1981.

MP quand la parure devient placement

8, place de la Madeleine - Tél. : 260.31.41
86, rue de Rivoli (angle rue St-Martin) 147 Châtelet-Hôtel de Ville
Bijouter-Joaillier 138, rue La Fayette (angle Boulevard) 10^{re} Corne Nord
* Sous l'égide de l'Institut de l'achat. Après acceptation du dossier. Taux 22,90 %
** Prix établis au 1.10.80.

En Italie

M. Forlani est chargé de former le gouvernement

M. Arnaldo Forlani, président de la Démocratie chrétienne, s'est rendu le 2 octobre en fin de matinée auprès du président de la République italienne afin de recevoir le mandat de former un cabinet. M. Bettino Craxi a d'autre part donné sa démission de secrétaire général du parti socialiste.

De notre correspondant

Rome. — Contrairement à la coutume, le premier essai n'a pas été confié au président du conseil démissionnaire. Trahi de l'intérieur même de sa majorité parlementaire, abattu psychologiquement par quatre mois de politique extrêmement violente et, notamment, par les accusations d'avoir indirectement mais personnellement favorisé la fuite à l'étranger d'un présumé terroriste, M. Forlani a refusé de tenter de former un troisième cabinet consécutif.

M. Forlani, d'abord réticent, a finalement accepté devant la pression de son parti, l'actuel « formateur » possible était M. Flaminio Piccoli, secrétaire général de la D.C.

Un éventuel succès de M. Forlani, libéral, la présidence de la D.C. poste qui pourrait être confié à un représentant de la minorité « de gauche » de ce parti vaincu au dernier congrès national de février dernier, plus ou moins, M. Piccoli lui-même avait annoncé à la direction de son parti sa volonté de reprendre « un certain dialogue avec l'opposition dans l'esprit de la solidarité nationale ».

Si le P.C. italien a confirmé

DOLLAR MIEUX DISPOSÉ

Le dollar s'est légèrement raffermi le jeudi 2 octobre sur les marchés de changes, s'établissant à Paris à 4,19 F environ contre 4,180 F la veille. Ce raffermissement est attribué au nouveau relèvement du taux de base des banques américaines, passé de 13 % à 13,50 %.

La baisse du yen continue de plus habile à Tokyo, où le yen a plus payé que 208 yens contre 209 mercredi et 212 mardi pour atteindre un dollar.

Le cours de l'indice d'or, qui avait gagné 10 dollars mercredi à 680 dollars, est revenu à 672,25 dollars.

(Publicité)

2 pico-ordinateurs/Duriez

VOICI 2 CALCULATRICES quasi de poche, grandes marques, plus puissantes que les premiers ordinateurs géants. Matrisées en qq. heures ; Prix minime : pas de risque.
• La Hewlett-Packard HP 41 C, depuis 1752 F ttc : 448 pas (ou 63 mémoires), extensibles à 2240 (ou 315 m.).
• Périphériques : Lecteur de carte magn., lect. optique (lit les bâtons), imprimante, Logiciel d'env. 400 programmes tout faits + les vôtres. Echanges possibles. • Sharp PC 1211, depuis 1250 F ttc. • Programmable en basic (rapide et excellente initiation), 1424 pas ou 178 mémoires + 26 mémoires de base « Mini-circuit march. à écrire » Interface magnétique standard pour stocker programmes personnels. • Plate « Design » Documentation française très bien faite.
Cherchez-les, 132, Bd St Germain 9^e, 9 à 19 h sans dim. et lun. M. Odian, St Mich., Lux-R.e.r. Park Ecole Méd. • Toutes autres calc. et mach. écrire à prix chertier. Satisfait sous 8 jrs ou remboursé



collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chaussure pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 8^e - tél. 265.25.85

LES BELLES LITÉRIES
TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS
s'achètent toujours
chez
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
Soleils de vente :
37 av. de la République - PARIS 11^e
Métro Parmentier - Tél. 257.46.35
LIVRAISON GRATUITE TRES RAPIDE
GRANDS TOUTES LA FRANCE

jusqu'au 4 octobre
"promotion" d'avant-saison
NICOLL
COSTUME 1190 F
Mesure industrielle
avec gilet 1350 F
La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

LES PAYS CONSOMMATEURS VEULENT ÉVITER LES ACHATS PÉTROLIERS SPÉCULATIFS

Les vingt et un pays industrialisés membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) sont tombés d'accord le 1^{er} octobre pour éviter toute pression sur le marché pétrolier du fait de l'interruption des livraisons de l'Irak et de l'Iran. Ces pays ont invité les compagnies à éviter « tout achat anormal » sur le marché libre, à ne pas constituer de nouveaux stocks au dernier trimestre mais, au contraire, à prélever sur les stocks existants, qui atteignent selon l'A.I.E. 460 millions de tonnes.

Selon le *Financial Times*, les grandes compagnies pétrolières d'ailleurs la possibilité de détourner des pétroliers vers les principaux clients des deux pétroliers (Inde, Brésil, Japon, France, Italie), pour éviter que ceux-ci ne s'adressent au marché libre.

Cette politique d'apaisement est rendue possible par le très haut niveau des stocks. Ainsi, aux États-Unis, les stocks de pétrole brut ont atteint 901,5 millions de barils à la fin du mois de septembre contre 819,1 millions il y a un an (+ 22,7 %).

Les pays producteurs semblent, eux aussi, prêter la modération. Notre correspondant à Alger nous signale que la SONATRACH n'envisage pas de relever ses prix pour le dernier trimestre (comme le rumeur en a couru à Londres le 1^{er} octobre). L'Algérie n'envisage pas de profiter de la désastreuse conjonction irako-iranienne pour réaliser des bénéfices supplémentaires, affirme-t-on dans les milieux proches du ministère de l'énergie.

M. BAKHTIAR A QUITTÉ LA FRANCE POUR AMMAN

M. Chapour Bakhtiar a quitté la France mercredi 1^{er} octobre pour la Jordanie à bord d'un avion spécial des lignes aériennes irakiennes Iraq Airways. Il est allé à Amman, le 2 octobre à Paris en début d'après-midi. Au bureau parisien de l'ancien premier ministre iranien, on déclare que M. Bakhtiar est absent de la capitale française, mais on refuse de préciser où il s'est rendu ainsi que l'objet de son voyage.

M. Bakhtiar, qui se cache pas s'être rendu à Bagdad à plusieurs reprises depuis un an, avait déclaré récemment à la télévision iranienne qu'il avait l'intention de former un gouvernement en exil. L'ancien premier ministre iranien dispose à Bagdad d'une station de radio, Radio-Iran, émettant vers l'Irak. Il était impossible de savoir, ce jeudi après-midi, si M. Bakhtiar était encore à Amman, ou s'il avait poursuivi son voyage vers Bagdad.



**LE PREMIER
MAGASIN DE TISSUS,
A DROITE,
EN REMONTANT LES
CHAMPS-ÉLYSÉES...**

LE CHARMÉ SUBLIME
DES IMPRIMÉS D'HIVER
DEPUIS 18,50 F LE MÈTRE
LE COIN DES TROUVAILLES
ET DES BONNES AFFAIRES

LE CLUB CHIC DES LAINAGES,
TWEEDS, DRAPS, RÉVERSIBLES,
ÉCOSSAIS, CACHÈMES,
MOHAIRS

LA FAMEUSE BOUTIQUE
DES SOIERIES, DENTELLES,
LAMÉS, TISSUS BRODÉS
ET BROCHES

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un maître tailleur
COSTUMES
MESURE
A partir de 998 F dans
au choix de 3.000 draperies
Fabrication traditionnelle
ROBES et TAILLEURS
SUR MESURE
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (9^{ème})
Tél. 742-70-41
De lundi au samedi
de 10 h. à 18 h.

مكتبات الأصيل